



**Gouvernement
du Canada**

**Government
of Canada**

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2019

Volume III

**Informations
et analyses
supplémentaires**

Canada^{ca}

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2019

Ce document est disponible en formats substitués
sur le site Web du receveur général du Canada à
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Disponible également en format PDF auprès des
Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Volume III

Comptes publics du Canada 2018–2019

Table des matières

Section

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
Introduction		
1. États financiers des fonds renouvelables.....	7	7
2. Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la</i> <i>gestion des finances publiques</i>	135	135
3. Services professionnels et spéciaux	175	173
4. Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	187	185
5. Acquisition de machinerie et matériel.....	191	189
6. Paiements de transfert.....	201	199
7. Frais de la dette publique.....	209	207
8. Paiement de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour.....	219	215
9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés	253	251
10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	275	269
11. Autres informations diverses	301	293
12. Index.....	339	331

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Introduction aux *Comptes publics du Canada*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes :

Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 1

Comptes publics du Canada
2018-2019

États financiers des fonds renouvelables

Table des matières

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel.....	8
Bureau de la traduction	19
Commission canadienne des grains.....	31
CORCAN.....	46
Géomatique Canada	60
Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	71
Office national du film	83
Passeport Canada	100
Production de défense	110
Services immobiliers	112
Services optionnels.....	123

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Directeur exécutif par intérim
Agence canadienne du pari mutuel
Tim Walker

Directrice générale
Direction des services des finances et de la gestion des ressources
Adjointe au dirigeant principal des finances
Angela Murphy

Sous-ministre adjoint
Gestion intégrée
Dirigeant principal des finances
Christine Walker

Le 30 mai 2019
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non auditée) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	92	662	4	487
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	316	316	457	457
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	408	978	461	944
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(923)	(577)	(1 319)	(663)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(84)	–	(9)
Autorisation fournie (employée)	(515)	317	(858)	272

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non auditée) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Solde débiteur (crédeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10 540	10 215
Imputation des crédeurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(705)	(702)
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice.....	67	72
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	9 902	9 585
Virement du Conseil du Trésor – besoins en matière de rémunération (crédit 30).....	151	201
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	12 053	11 786

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre adjoint, Gestion intégrée d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le « Fonds renouvelable ACPM ») au 31 mars 2019 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminée à cette date, conformément à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable ACPM, qui comprennent:

- l'état de la situation financière au 31 mars 2019;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement d'écrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable ACPM conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui écrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable ACPM à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au du volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable ACPM et ne doit pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable ACPM et le Conseil du Trésor du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au du volume III des *Comptes publics du Canada* ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable ACPM à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable ACPM ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable ACPM.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable ACPM;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable ACPM à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable ACPM à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 30 mai 2019
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Actif		
Actifs financiers		
Fonds en transit	18	14
Débiteurs (note 3)	363	300
	381	314
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 4)	2 386	2 125
	2 767	2 439
Passif		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	703	662
Indemnités de vacances	189	199
Obligation au titre des avantages futurs du personnel	53	93
	945	954
Actif net (note 6)	1 822	1 485
	2 767	2 439

Engagements contractuels (note 7)

Passifs éventuels (note 8)

Dépendance économique (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Chef des finances
Christine Walker

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	9 628	9 883
Autres revenus	21	17
	9 649	9 900
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3 073	3 364
Provision pour avantages futurs du personnel	(6)	4
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants	3 685	3 691
Recherche sur les stupéfiants	250	213
Autres	804	943
Services publics, matériaux et fournitures	353	175
Amortissement des immobilisations corporelles	316	457
Transports et télécommunications	273	255
Locations	171	169
Information	8	–
Autres charges	60	142
	8 987	9 413
Résultats nets	662	487
Actif net, à l'ouverture de l'exercice	1 485	1 177
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(325)	(179)
Actif net, à la fin de l'exercice	1 822	1 485

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	662	487
Éléments n'utilisant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	316	457
	978	944
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit	(4)	11
Diminution (augmentation) des débiteurs	(63)	(57)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	–	14
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer.....	41	(106)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances	(10)	32
Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des avantages futurs du personnel	(40)	4
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	902	842
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(577)	(663)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(577)	(663)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	325	179
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à l'ouverture de l'exercice.....	10 215	10 036
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	10 540	10 215

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM ou le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor du Canada (« Conseil du Trésor ») pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat de l'ACPM est de régler et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 21 mars 2012, l'ACPM a fait l'objet d'un virement d'affectation de 503 000 \$ du crédit 30 (besoins en matière de rémunération) du Conseil du Trésor. Cette augmentation de l'autorisation de dépenser vise à couvrir l'élimination des indemnités accumulées pour les départs volontaires des employés de l'ACPM qui ont choisi d'encaisser immédiatement les indemnités de départ accumulées. L'ACPM rembourse le Conseil du Trésor au cours des dix prochaines années, commençant pendant l'exercice clos le 31 mars 2013.

2. Principales méthodes comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et de l'actif net et non par fonction ou par grand programme;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Des revenus sont tirés du pari mutuel, au moyen d'un prélèvement de 0,8 % sur chaque somme d'un dollar mise dans les hippodromes au Canada, et ces revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que les paris sont faits. Les autres revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils sont gagnés.

b) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent l'encaisse et les chèques reçus avant le 31 mars mais non déposés avant l'exercice suivant.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs dont le recouvrement est réputé incertain.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Matériel informatique et logiciels	3 à 5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

e) Avantages futurs du personnel

Prestations de retraite

Les employés admissibles de l'ACPM participent au régime de pension de la fonction publique, un régime de pension multi employeurs administré par l'État. Les cotisations de l'ACPM à ce régime sont passées en charges dans l'exercice où elles sont versées et représentent l'obligation totale de l'ACPM à l'égard du régime. La responsabilité de l'ACPM à l'égard du régime se limite à ses cotisations. Les excédents ou déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés admissibles de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'elles sont indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux indemnités. Le passif lié à l'indemnité perçue par les employés de l'ACPM est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

f) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

g) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qui restent au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers, et les indemnités payées au titre des congés de maladie sont incluses dans les activités d'exploitation à court terme, au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

h) Utilisation d'estimations

La préparation des présents états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de charges comptabilisés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers ainsi que des revenus et charges comptabilisés pour les périodes couvertes par les états financiers. Les principales composantes des états financiers, sous réserve de l'incertitude de mesure, comprennent l'obligation au titre des avantages futurs du personnel, les charges à payer, la provision pour mauvaises créances et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des rajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où elles sont connues.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

3. Débiteurs

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	43	54
Tiers	320	246
Total	363	300

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions, mise hors service et radiations	Solde de clôture
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 974	16	(287)	1 703
Matériel informatique et logiciels	2 879	561	–	3 440
Véhicules motorisés	160	–	–	160
Bâtiments	564	–	–	564
Terrains	98	–	–	98
Améliorations locatives	816	–	–	816
Total	6 491	577	(287)	6 781
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements	Solde de clôture
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 153	145	(287)	1 011
Matériel informatique et logiciels	1 790	157	–	1 947
Véhicules motorisés	88	12	–	100
Bâtiments	519	2	–	521
Améliorations locatives	816	–	–	816
Total	4 366	316	(287)	4 395
Valeur comptable nette			2019	2018
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement			692	821
Matériel informatique et logiciels			1 493	1 089
Véhicules motorisés			60	72
Bâtiments			43	45
Terrains			98	98
Améliorations locatives			–	–
Total			2 386	2 125

5. Crédoeurs et charges à payer

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	75	–
Tiers	628	662
Total des crédoeurs	703	662

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – fin

6. Actif net

Le surplus cumulé est une accumulation du montant net des surplus et des déficits, de chacun des exercices, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les encaissements et les décaissements cumulatifs sur la durée de vie des fonds.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Surplus cumulé, au début de l'exercice	11 700	11 213
Résultats nets	662	487
Surplus cumulé, à la fin de l'exercice.....	12 362	11 700
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	(10 215)	(10 036)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice.....	(325)	(179)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	(10 540)	(10 215)
Actif net, à la fin de l'exercice	1 822	1 485

7. Engagements contractuels

L'ACPM loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre l'ACPM et Services publics et Approvisionnement Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les versements futurs prévus se chiffrent comme suit :

	(en milliers de dollars)
2020.....	162
2021.....	28
2022.....	5
2023.....	–
2024 et par la suite.....	–

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACPM s'engage dans diverses poursuites judiciaires. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est enregistrée dans les états financiers.

9. Dépendance économique

L'ACPM est financée uniquement par le prélèvement fédéral perçu sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au Canada, l'Hippodrome de Woodbine (« Woodbine ») de Toronto (Ontario).

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019, Woodbine a généré 6 347 365 \$ (6 513 246 \$ en 2018), ou 66 % (66 % en 2018) du montant total des prélèvements de l'ACPM sur les paris mutuels. Au 31 mars 2019, 118 744 \$ (115 176 \$ en 2018) ou 37 % (47 % en 2018) des débiteurs – tiers de l'ACPM étaient des montants dus de cette organisation.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances,
Services publics et Approvisionnement Canada
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Président-directeur général,
Bureau de la traduction
Services publics et Approvisionnement Canada
Stéphan Déry

Le 3 juin 2019
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(1 718)	8 565	(272)	1 522
Éléments n'affectant pas l'encaisse				
Amortissement	1 706	1 736	2 170	1 968
Perte sur aliénation	–	–	–	645
	1 706	1 736	2 170	2 613
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(12)	10 301	1 898	4 135
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(6 726)	(2 570)	(5 062)	(1 941)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	–	–	–	(3)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(570)	188	(793)	(5 183)
	(7 296)	(2 382)	(5 855)	(7 127)
Autorisation fournie (employée)	(7 308)	7 919	(3 957)	(2 992)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	36 375	26 474
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(12 927)	(11 441)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	7 451	7 899
Autres éléments	6 379	6 427
Autorisation nette fournie (employée), à la fin d'exercice	37 278	29 359
Limite de l'autorisation (note 1)	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée	57 278	49 359

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, et les états des résultats, du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de ses activités, du passif net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S E N C R L / s r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 3 juin 2019

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	62	–
Débiteurs (note 3).....	9 703	9 672
Autres actifs (note 4)	1 121	1 031
	10 886	10 703
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	1	2
Immobilisations corporelles (note 5)	5 786	4 952
	5 787	4 954
Total des actifs.....	16 673	15 657
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 6).....	14 203	11 622
Indemnités de vacances et congés compensatoires	3 159	3 154
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	3 953	4 187
	21 315	18 963
Passif net (note 8)	(4 642)	(3 306)
Situation financière nette du Fonds	16 673	15 657

Obligations contractuelles (note 9)

Passifs éventuels (note 10)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus		
Services de traduction.....	125 169	117 623
Services d'interprétation	18 866	17 735
Services de terminologie	14 201	14 573
Autres.....	8 576	8 320
Total des revenus	166 812	158 251
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	96 775	94 490
Services professionnels et spéciaux	30 549	30 451
Services généraux et administratifs.....	21 483	21 426
Coûts d'occupation	4 804	4 996
Amortissement (note 5).....	1 736	1 968
Transports et télécommunications	1 661	1 417
Autres charges.....	838	1 177
Services publics, fournitures et approvisionnements.....	486	161
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	(85)	643
Total des frais d'exploitation.....	158 247	156 729
Résultats nets	8 565	1 522
Passif net, au début de l'exercice	(3 306)	(6 580)
Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(3)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8).....	(9 901)	1 755
Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)	(4 642)	(3 306)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	8 565	1 522
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 5).....	1 736	1 968
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	–	645
Total des éléments n'affectant pas l'encaisse	1 736	2 613
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	(62)	3
Diminution (augmentation) des débiteurs	(31)	1 865
Diminution (augmentation) des autres actifs	(90)	(153)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	1	(2)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	2 581	(5 734)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	5	48
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(234)	27
	2 170	(3 946)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	–	(3)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	12 471	186
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 5)	(2 570)	(1 941)
Ressources financières nettes par les activités d'investissement en immobilisations	(2 570)	(1 941)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8)	9 901	(1 755)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	26 474	28 229
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	36 375	26 474

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangagerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de la traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1er avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1er avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue, conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le Receveur général du Canada selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les droits contractuels et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds au titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de la clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux selon la proportion de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés par le programme de normalisation de la terminologie, des services d'interprétation et des autres services sont constatés lorsque les services ont été rendus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain. Les débiteurs incluent l'estimation des revenus gagnés pour les services rendus et non facturés à la fin de l'exercice.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties à partir de l'année d'acquisition selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Selon la catégorie d'actif lors de la mise en service

e) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le « régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

g) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, le montant de certaines charges à payer, la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

3. Débiteurs

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	7 451	7 899
Parties externes	2 254	1 774
	9 705	9 673
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(2)	(1)
Débiteurs nets.....	9 703	9 672

4. Autres actifs

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente.....	925	851
Autres avances	196	180
Total autres actifs.....	1 121	1 031

5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	2 032	74	69	2 175
Logiciels informatiques.....	33 644	280	50	33 974
Améliorations locatives.....	6 849	–	674	7 523
Actifs en construction	1 072	2 216	(793)	2 495
	43 597	2 570	–	46 167
Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice	Aliénations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	(1 945)	(20)	–	(1 965)
Logiciels informatiques.....	(30 002)	(1 503)	–	(31 505)
Améliorations locatives.....	(6 698)	(213)	–	(6 911)
	(38 645)	(1 736)	–	(40 381)
Valeur comptable nette				
				(en milliers de dollars)
Matériel informatique			210	87
Logiciels informatiques.....			2 469	3 642
Améliorations locatives.....			612	151
Actifs en construction			2 495	1 072
			5 786	4 952

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	10 946	10 816
Autres ministères et organismes gouvernementaux	1 981	625
	12 927	11 441
Charges à payer.....	1 276	181
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	14 203	11 622

7. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	4 187	4 160
Charge de l'exercice	(85)	643
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(149)	(616)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	3 953	4 187

8. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF) représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	23 168	21 649
Résultats nets	8 565	1 522
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(3)
Surplus accumulé, fin de l'exercice	31 733	23 168
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(26 474)	(28 229)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(9 901)	1 755
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(36 375)	(26 474)
Passif net, à la fin de l'exercice	(4 642)	(3 306)

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – fin

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2020	8 122
2021	4 273
2022	4 234
2023	3 141
2024 et les exercices suivants	4 403
Total des obligations contractuelles	24 173

10. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses activités, le Fonds est impliqué dans une action en justice. Le montant n'est pas déterminable. Le règlement éventuel d'un litige sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices subséquents.

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon les exigences du receveur général du Canada en matière de rapports. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, le Comité ministériel de vérification a examiné les données financières contenues dans les états financiers. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement éclairé de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. Les renseignements financiers soumis pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et inclus dans le *Rapport sur les résultats ministériel* du ministère concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, qui ont exprimé une opinion indépendante qui révèle si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2019, ainsi que les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Chef de la direction financière
Cheryl Blahey

Le 12 juin 2019
Winnipeg, Canada

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de l'autorisation (employée) fournie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ^{1 2}	Chiffres réels ²
Résultats nets	(4 304)	4 763	(3 464)	10 260
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	2 607	2 886	2 588	2 617
Fonds provenant (utilisés) de l'exploitation.....	(1 697)	7 649	(876)	12 877
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(3 810)	(3 448)	(4 423)	(4 688)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(6 354)	–	(5 225)
Autorisation fournie.....	(5 507)	(2 153)	(5 299)	2 964
Autorisation annuelle votée et autres postes législatifs fournis (utilisés)	(5 507)	(5 810)	(5 299)	(5 924)
Autorisations législatives relatives au fonds renouvelables fournies (utilisées).....	–	3 657	–	8 888

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

² Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours/

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	130 562	127 990
Comptes créditeurs imputé au crédit à la fin de l'exercice	(3 463)	(2 771)
	127 099	125 219
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice	148	188
Autre.....	5 087	3 270
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	132 334	128 677
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	134 334	130 677

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Commissaire en chef, aux commissaires et au Comité ministériel d'audit du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le « Fonds renouvelable CCG ») au 31 mars 2019 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable Commission canadienne des grains, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2019;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable CCG conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable CCG à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable CCG et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable CCG et le Conseil du Trésor du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada* ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable CCG à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable CCG ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable CCG.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable CCG;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable CCG à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable CCG à cesser son exploitation;

Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 24 mai 2019
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Actif		
Actifs financiers		
Fonds en transit	–	1
Débiteurs (note 3).....	6 029	5 656
Avances comptables.....	7	8
	6 036	5 665
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	353	155
Immobilisations corporelles (note 4)	11 603	11 031
	11 956	11 186
	17 992	16 851
Passif et actif net		
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5).....	1 708	3 338
Salaires à payer (note 6)	3 866	3 014
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer	2 051	1 979
Revenus reportés	861	876
Passif lié aux indemnités de départ (note 7).....	1 909	2 238
	10 395	11 445
Actif net (note 9).....	7 597	5 406
	17 992	16 851
Obligations contractuelles (note 10)		
Passifs éventuels (note 11)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Commissaire en chef et administratrice générale
Patti MillerChef de la direction financière
Cheryl Blahey

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019						2018
	Règlement sur les grains		Services internes		Total		Total
	Résultats prévus	Montant Réel	Résultats prévus	Montant Réel	Résultats prévus	Montant Réel	Montant Réel
Revenus							
Honoraires de service	50 317	58 123	–	–	50 317	58 123	59 342
Crédits parlementaires (note 8).....	5 262	5 464	245	318	5 507	5 782	5 916
Services facultatifs	2 310	2 196	–	27	2 310	2 223	3 864
Licences et wagons de producteurs.....	2 110	1 859	–	–	2 110	1 859	1 912
Autres revenus.....	–	–	20	21	20	21	19
	59 999	67 642	265	366	60 264	68 008	71 053
Charges d'exploitation							
Personnel.....	32 172	32 015	12 879	12 400	45 051	44 415	41 789
Locations.....	4 095	3 924	2 001	1 841	6 096	5 765	5 774
Transports et communications	2 209	2 137	1 544	1 148	3 753	3 285	3 233
Amortissement des immobilisations corporelles.....	2 298	2 416	354	452	2 652	2 868	2 621
Services professionnels	829	447	3 649	2 340	4 478	2 787	3 093
Matériaux et fournitures	1 834	1 495	115	184	1 949	1 679	1 298
Machinerie et matériel.....	626	843	501	344	1 127	1 187	1 574
Réparations et entretien	1 118	786	181	132	1 299	918	1 035
Information	107	128	771	143	878	271	299
Autres charges.....	–	3	100	59	100	62	78
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles.....	–	8	–	–	–	8	(1)
	45 288	44 202	22 095	19 043	67 383	63 245	60 793
Résultat net.....	14 711	23 440	(21 830)	(18 677)	(7 119)	4 763	10 260
Actif net, à l'ouverture de l'exercice						5 406	4 459
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice ...						(2 572)	(9 313)
Actif net, à la clôture de l'exercice						7 597	5 406

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

États des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Activités d'exploitation		
Résultats nets de l'exercice	4 763	10 260
Éléments sans incidence sur l'utilisation des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 868	2 621
Provision pour indemnités de départ	10	(3)
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles	8	(1)
	7 649	12 877
Paiement des indemnités de départ	(339)	(275)
Variation de la situation financière		
Fonds en transit	1	2
Comptes débiteurs	(373)	4 104
Avances comptables	1	(3)
Charges payées d'avance	(198)	65
Comptes créditeurs et charges à payer	(1 630)	101
Salaires à payer	852	(3 162)
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer	72	251
Revenus reportés	(15)	41
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	6 020	14 001
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 466)	(4 689)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	18	1
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(3 448)	(4 688)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du		
Fonds, au cours de l'exercice	2 572	9 313
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, à l'ouverture de l'exercice	127 990	118 677
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, à la clôture de l'exercice	130 562	127 990

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Pouvoirs et mandat

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (la « CCG », le « Fonds renouvelable » ou le « Fonds ») détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs de grains afin d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

Pour mener à bien son mandat, la CCG a mis en œuvre le Cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes, comme l'exige la Politique sur les résultats du Conseil du Trésor, le 1^{er} avril 2018. La réglementation des grains est la responsabilité essentielle de la CCG : réglementer la manutention des grains au Canada et établir ainsi que maintenir des normes fondées sur la science pour le grain canadien. Les services internes soutiennent cette responsabilité essentielle. Par l'entremise du Cadre ministériel des résultats et du répertoire des programmes, la CCG dispose de trois programmes pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Dans les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2018, l'architecture des activités de programme de la CCG comptait quatre programmes, qui sont présentés à l'état des résultats, en plus des services internes.

Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 6 pour 1994-1995*. Le Fonds a reçu du Parlement l'autorisation permanente d'effectuer, à même le Trésor public, des paiements aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés, et il est autorisé à effectuer des prélèvements de 2 000 000 \$.

La CCG n'a pas effectué de prélèvement sur son autorisation nette fournie par le Conseil du Trésor pour l'exercice clos de 31 mars 2019. Pour l'exercice 2018-2019, la CCG a reçu un montant total de 5 811 187 \$ en vertu des Lois de crédits approuvées par le Parlement (5 958 493 \$ en 2018).

Un modèle de financement révisé reposant sur un recouvrement intégral des coûts par l'intermédiaire des droits et des crédits continus est entré en vigueur le 1^{er} août 2013. Ce modèle de financement durable met fin à la dépendance de la CCG à l'égard des crédits fédéraux ponctuels annuels. Aux termes du nouveau barème des droits, la CCG a accumulé un excédent principalement en raison d'un volume de grain manutentionné supérieur aux prévisions. À la suite des commentaires formulés dans le cadre du processus de consultation sur l'utilisation possible de l'excédent accumulé, en 2017, la CCG a réduit de 24 % les droits exigés pour les services d'inspection officielle et de pesée officielle du grain, en date du 1^{er} août 2017. Les droits qui restent ont été mis à jour en date du 1^{er} avril 2018 pour tenir compte des augmentations prévues des volumes de grains inspectés et pesés par la CCG.

Conformément à la politique du gouvernement sur l'auto-assurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance. La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état consolidé de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les passifs au titre des indemnités de fin de contrat de travail et des indemnités de départ sont fondés sur les meilleures estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges; et
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des revenus et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles et les passifs liés aux indemnités de départ et aux indemnités de fin de contrat de travail. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

b) Résultats prévus

Les résultats prévus pour l'exercice clos le 31 mars 2019 présentés dans l'état des résultats et de l'actif net sont fondés sur les revenus et charges selon le Plan ministériel 2018-2019 de la CCG.

c) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont touchés par suite de la fourniture de biens ou de la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une réclamation. La majorité des honoraires de services, tels que l'inspection et les activités de pesée, dépend du volume de grains traité. Les produits qui ont été reçus, mais qui ne sont pas encore touchés, sont présentés à titre de revenus reportés. Les revenus reportés sont touchés essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont habituellement octroyées pour une période de 12 mois.

d) Constatation des charges

Sauf indication contraire, les charges sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

e) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent la trésorerie et les chèques qui sont reçus avant le 31 mars, mais qui ne sont déposés que l'exercice suivant.

f) Crédits parlementaires

Le financement des activités provient principalement d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) selon laquelle la CCG est autorisée à dépenser les recettes. Certaines activités liées au programme de recherche sur les grains et aux audits internes sont financées par des crédits parlementaires continus par l'entremise des votes annuels. Ces crédits ont été constatés en tant que revenus du Fonds.

g) Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont les paiements d'intérêt ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours et présumés irrécouvrables.

h) Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds le 1^{er} avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et constatées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1^{er} avril 1995 ont été constatées au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont capitalisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité prévue, à compter du mois suivant leur mise en service, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Les coûts liés aux immobilisations en cours de construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés, et l'amortissement commence à compter du mois suivant leur mise en service.

i) Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires

Les congés annuels, les heures supplémentaires et les congés compensatoires sont passés en charges à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

j) Indemnités de départ

Les employés accumulent des indemnités de départ au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, comme il est stipulé dans leurs conventions collectives. La CCG constate les indemnités de départ acquises par les employés. L'obligation liée aux indemnités acquises par les employés est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

k) Indemnités de fin de contrat de travail

Les employés touchés par les modifications apportées à la *Loi sur les grains du Canada* et d'autres ajustements opérationnels ont droit à des indemnités de fin de contrat de travail, calculées selon les échelons salariaux en vigueur à la date de fin de contrat de travail, comme le stipulent leurs conventions collectives. L'obligation est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

l) Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser des cotisations pour toute insuffisance actuarielle du compte de pension de retraite de la fonction publique.

m) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces droits à ces congés de maladie ne deviennent pas acquis et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la fin du contrat de travail d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers et les paiements au titre des prestations de maladie sont pris en compte dans les activités courantes lorsqu'ils sont engagés.

3. Comptes débiteurs

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	148	188
Tiers.....	5 886	5 473
	6 034	5 661
Moins : la provision pour créances douteuses de tiers	(5)	(5)
	6 029	5 656

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

4. Immobilisations corporelles

	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustement	Cessions	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions	Solde de clôture	2019	2018
(en milliers de dollars)											
Matériel scientifique.....	17 417	1 056	–	(463)	18 010	13 090	1 414	(463)	14 041	3 969	4 327
Matériel et mobilier de bureau.....	221	–	–	–	221	196	6	–	202	19	25
Matériel opérationnel	3 034	–	–	(39)	2 995	1 375	278	(21)	1 632	1 363	1 659
Véhicules automobiles	369	49	–	(24)	394	260	55	(24)	291	103	109
Matériel informatique et logiciels	7 163	230	134	(236)	7 291	6 471	499	(236)	6 734	557	692
Améliorations locatives.....	5 082	–	2 414	–	7 496	3 838	616	–	4 454	3 042	1 244
Actifs en cours de construction ...	2 975	2 131	(2 548)	(8)	2 550	–	–	–	–	2 550	2 975
	36 261	3 466	–	(770)	38 957	25 230	2 868	(744)	27 354	11 603	11 031

Les actifs en cours de construction se composent des améliorations locatives et de logiciels conçus à l'interne.

5. Comptes créditeurs et charges à payer

	2019	2018
(en milliers de dollars)		
Autres ministères et organismes gouvernementaux	407	606
Tiers.....	1 261	2 732
Total des comptes créditeurs.....	1 668	3 338
Charges à payer.....	40	–
	1 708	3 338

6. Salaires à payer

En raison d'ajustements opérationnels, une partie des membres du personnel de la CCG sont devenus admissibles à une disposition sur les indemnités de fin de contrat de travail. Par conséquent, la CCG a constaté une obligation relative aux indemnités de fin de contrat de travail dans les salaires à payer afin de tenir compte des coûts estimés de la rationalisation du personnel.

	2019	2018
(en milliers de dollars)		
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail, à l'ouverture de l'exercice	383	365
Charges au cours de l'exercice.....	–	202
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(339)	(184)
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail, à la clôture de l'exercice.....	44	383
Autres coûts salariaux, incluant les indemnités	3 822	2 631
Salaires à payer.....	3 866	3 014

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

7. Passif lié aux indemnités de départ

La CCG offre à ses employés des indemnités de départ selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont actuellement calculées selon les indemnités de départ réelles par employé.

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son budget de 2011 son intention d'éliminer l'accumulation des indemnités de départ. L'ensemble des conventions collectives de la CCG ont été négociées et les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Les montants présentés sont liés aux employés qui n'ont pas touché leur indemnité de départ et qui obtiendront le paiement au moment de leur départ de la fonction publique.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ, à l'ouverture de l'exercice	2 238	2 516
Charges de l'exercice.....	10	(3)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(339)	(275)
Passif lié aux indemnités de départ, à la clôture de l'exercice	1 909	2 238

8. Crédits parlementaires

Le financement de la CCG provient d'une combinaison de crédits parlementaires continus, de l'autorisation de dépenser de nouveau les recettes, des excédents accumulés des exercices précédents et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$.

Le mode de financement public sert à comptabiliser les transactions qui touchent les crédits parlementaires. L'état des résultats et de l'actif net est établi selon la comptabilité d'exercice. En conséquence, les éléments présentés dans l'état des résultats et de l'actif net ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux que prévoient les crédits parlementaires. Les éléments constatés dans l'état des résultats et de l'actif net d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, l'autorisation de la CCG pour l'exercice calculée selon le financement public diffère de l'autorisation calculée selon la comptabilité d'exercice. Le tableau qui suit détaille les crédits reçus et utilisés.

Crédits reçus et utilisés :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Total des crédits reçus	5 811	5 958
Périmé	(29)	(42)
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice.....	5 782	5 916

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

9. Actif net

Le capital d'apport correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports de capital à la constitution du Fonds.

L'excédent accumulé s'entend du cumul de l'excédent de chacun des exercices, déduction faite des déficits, depuis la constitution du Fonds.

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	4 941	4 941
Excédent accumulé		
Solde d'ouverture	128 455	118 195
Résultat net	4 763	10 260
Solde de clôture	133 218	128 455
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture	(127 990)	(118 677)
Variation des ressources nettes fournies	(2 572)	(9 313)
Solde de clôture	(130 562)	(127 990)
Total de l'actif net	7 597	5 406

10. Obligations contractuelles

La CCG loue ses locaux principalement aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent la CCG et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. La CCG a conclu 17 ententes d'occupation (18 en 2018) assorties d'échéances diverses allant jusqu'à 10 ans. En outre, la CCG détient un contrat de location directe avec l'Université du Manitoba pour la location de locaux de laboratoire et de bureau.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, la CCG a engagé des coûts de 5 105 926 \$ en lien avec ses obligations au titre de l'occupation (5 082 293 \$ en 2018). Les paiements futurs prévus par année financière sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
2020.....	4 792
2021.....	4 742
2022.....	4 417
2023.....	754
2024 et par la suite	2 503

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

11. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la CCG peut être impliquée dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers. Au 31 mars 2019, la CCG faisait l'objet de trois réclamations, tel qu'il est indiqué ci-après.

Des griefs ont été déposés contre la CCG en ce qui concerne les primes de fin de semaine dont il est fait mention dans la convention collective. Les questions n'ont toujours pas été mises au rôle aux fins d'arbitrage et le dénouement de ces réclamations ne peut être établi en date des présentes. Aucun montant au titre de cette éventualité n'a été constaté dans les états financiers.

Un grief a aussi été déposé contre la CCG en ce qui concerne le lieu de travail. Une provision de 40 000 \$ a été comptabilisée dans les états financiers à ce sujet.

Une réclamation a été déposée contre la CCG par des producteurs de grains alléguant avoir subi des pertes en raison d'un manquement d'un ancien titulaire de licence. La réclamation fait valoir des pertes totales invoquées contre la CCG de 1 723 637 \$, majorées des intérêts et des frais. La réclamation en est aux premières étapes des plaidoyers, et une défense a été déposée au nom de la CCG. En date des présentes, l'issue de cette réclamation ne peut être établie. Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers au titre de cette éventualité.

12. Opérations entre parties liées

La CCG est liée sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé des frais d'occupation et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats et de l'actif net de la CCG, comme suit :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Revenus	(669)	(733)
Charges		
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux	8 251	8 441
Frais d'occupation.....	5 126	5 092
Améliorations locatives	1 739	1 374
Services professionnels et spéciaux	1 870	1 939
Autres.....	415	406
	16 732	16 519

À la clôture de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et les salaires à payer :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs.....	148	188
Comptes créditeurs.....	410	606
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux à payer	656	317

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – *fin*

13. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable se composent des fonds en transit, des comptes débiteurs, des comptes créditeurs et charges à payer, des salaires à payer, des congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer ainsi que du passif lié aux indemnités de départ. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments, sauf pour les indemnités de départ et les indemnités de fin de contrat de travail, qui sont fondées sur les meilleures estimations de la direction. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds renouvelable aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer la CCG à des concentrations du risque de crédit se composent principalement de comptes clients. Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, les six plus grandes entités intégrées représentaient 4 551 676 \$ ou 83 % du solde des comptes débiteurs indépendants de la CCG (six entités représentaient 4 419 543 \$ ou 84 % en 2018).

Fonds renouvelable CORCAN

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité de vérification du ministère a examiné ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Présidente-directrice générale,
CORCAN
Kelly Hartle

Directeur, Services financiers,
CORCAN
Chadi Haddad, MBA, CPA, CMA

Le 21 mai 2019
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de l'autorisation (employée) fournie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	–	(708)	–	4 201
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	1 489	1 633	1 318	1 184
Fonds provenant de l'exploitation.....	1 489	925	1 318	5 385
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(1 200)	(3 788)	(1 500)	(2 049)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(2 100)	(4 866)	(1 100)	200
Autorisation fournie (employée)	(1 811)	(7 729)	(1 282)	3 536

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Solde débiteur (créditeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	11 858	20 488
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(17 937)	(17 851)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice.....	4 959	3 972
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	(1 120)	6 609
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée.....	3 880	11 609

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au commissaire du Service correctionnel du Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN (le «Fonds»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 8.1 des Instructions des comptes publics du Receveur général.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière du Conseil du Trésor du Canada mentionnées ci-dessus. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et au Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 8.1 des Instructions des comptes publics du Receveur général, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fond à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fond à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young S E N C R L / s r l
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Le 21 mai 2019
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 4).....	8 905	7 207
Stocks (note 5).....	14 676	11 752
	23 581	18 959
Actifs non financiers		
Immobilisations nettes (note 6).....	6 838	4 130
	30 419	23 089
Passifs		
Créditeurs (note 7).....	12 767	13 371
Revenus reportés	637	1 909
Salaires et vacances à payer.....	7 063	6 080
Indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	1 389	1 164
	21 856	22 524
Actif net (note 10).....	8 563	565
Situation financière nette du Fonds	30 419	23 089

Engagements (note 9)

Éventualités (note 13)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus (notes 3 et 11).....	84 078	81 215
Coût des marchandises vendues (note 11).....	88 619	81 212
Marge brute	(4 541)	3
Autres revenus		
Frais de formation, frais correctionnelles et autres frais (note 3).....	31 291	26 583
Divers.....	139	104
	31 430	26 687
Charges (note 12)		
Administration centrale/régionale.....	10 075	8 041
Programmes d'emploi et d'employabilité.....	13 701	11 132
Vente et commercialisation.....	3 821	3 316
	27 597	22 489
Résultats nets	(708)	4 201
Actif net, au début de l'exercice.....	565	1 146
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	8 630	(4 866)
Autres.....	76	84
Actif net, à la fin de l'exercice (note 10)	8 563	565

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Activités d'exploitation		
Résultats nets pour l'exercice	(708)	4 201
Ajouter les éléments sans effet sur la trésorerie		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 8)	477	30
Amortissement (note 6)	1 152	1 154
Perte sur cessions d'immobilisations	4	–
	925	5 385
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Débiteurs	(1 698)	(3 367)
Stocks	(2 924)	842
Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	(252)	(44)
Créditeurs	(604)	1 537
Revenus reportés	(1 272)	392
Salaires et vacances à payer	983	2 170
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	(4 842)	6 915
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(3 788)	(1 953)
Paiements des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	–	(96)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(3 788)	(2 049)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(8 630)	4 866
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	20 488	15 622
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 10)	11 858	20 488

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou le « Fonds ») est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada (« SCC ») qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. CORCAN a été créé en vertu de la *Loi de crédits no 4 de 1991-1992* qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1er avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor du Canada (le « Conseil du Trésor »). L'objectif de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'égard de cette autorisation et représente l'actif net pris en charge par le Fonds au début de son exploitation en date du 1er avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Principales méthodes comptables

a) Règles comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Le référentiel comptable utilisé dans la préparation des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public en ce qui a trait aux éléments suivants :

- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Conseil du Trésor;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le financement des immobilisations reçu du Conseil du Trésor lors de l'établissement du Fonds est présenté comme capital d'apport;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges

b) Constatation des revenus et des charges

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu et que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus, mais non réalisés sont inscrits comme revenus reportés.

La méthode de l'avancement des travaux est utilisée pour comptabiliser les contrats de construction. La détermination du degré d'avancement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues. Les charges sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

c) Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement fédéral représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre les ministères du gouvernement fédéral.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

e) Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds fait des provisions pour stocks périmés pour chacun des sites.

f) Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant leur mise en service sur la durée de leur vie utile estimative selon les durées suivantes :

Matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Parc de véhicules	5 ans
Autres	3 ans

g) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (« le Régime ») administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la législation actuelle, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par les employés au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de pension totales du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, en vertu de la législation actuelle, de verser des cotisations pour pallier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni de prendre en charge les montants imputés au Trésor relativement aux paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

h) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de CORCAN, tel qu'il est stipulé dans leur convention collective, ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés sont constatées lorsque les employés rendent les services qui y donnent droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

i) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

j) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs et des créditeurs. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit de façon importante.

k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux méthodes comptables du Conseil du Trésor du Canada, exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de cessation d'emploi et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

3. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Au cours de l'exercice, le SCC, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre à CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles et les ateliers et d'en assurer l'entretien, les systèmes financiers, les services de ressources humaines et les services financiers corporatifs. Le coût de ces services n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les frais d'activités correctionnelles et de formation fournis par le SCC visent à compenser les coûts des salaires et les frais d'exploitation que CORCAN ne peut pas recouvrer grâce à la vente de biens et de services à cause du contexte correctionnel dans lequel il fonctionne.

Le gouvernement du Canada a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et la rentabilité de sorte qu'un seul ministère gère sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, les services de soutien de télécommunications, les technologies de l'information, les ordinateurs et d'autres services offerts par Services partagés Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada, n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le SCC et d'autres ministères fédéraux:

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation.....	26 122	23 673
Formation, services correctionnels et autres frais.....	31 291	26 583
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation.....	51 451	51 621
	108 864	101 877

Les comptes débiteurs et créditeurs des parties apparentées sont présentés dans les notes 4 et 7, respectivement.

4. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les éléments suivants :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	4 945	3 972
Tiers.....	4 220	3 412
	9 165	7 384
Provision pour créances douteuses.....	(260)	(177)
	8 905	7 207

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Matières premières.....	8 180	7 557
Travaux en cours.....	479	245
Produits finis.....	6 822	4 863
	15 481	12 665
Provision pour stocks périmés.....	(805)	(913)
	14 676	11 752

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde de clôture
(en milliers de dollars)				
Matériel	28 188	1 155	481	28 862
Améliorations locatives.....	1 343	–	–	1 343
Parc de véhicules	3 362	3 287	332	6 317
Autres	114	–	–	114
	33 007	4 442	813	36 636
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions et radiations	Solde de clôture
(en milliers de dollars)				
Matériel	25 131	867	471	25 527
Améliorations locatives.....	1 342	–	–	1 342
Parc de véhicules	2 290	285	(240)	2 815
Autres	114	–	–	114
	28 877	1 152	231	29 798
Valeur comptable nette			2019	2018
(en milliers de dollars)				
Matériel			3 335	3 057
Améliorations locatives.....			1	1
Parc de véhicules			3 502	1 072
Autres			–	–
			6 838	4 130

7. Crédoiteurs

Les crédoiteurs comprennent les éléments suivants :

	2019	2018
(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada	1 418	1 233
Tiers.....	11 349	12 138
	12 767	13 371

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

8. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique (« RRFP »), dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. Depuis janvier 2013, d'importants changements, tels qu'instaurés dans la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, ont été apportés à la *Loi sur la pension de la Fonction publique* (la loi qui gouverne le RRFP), comme suit :

- les taux de cotisation de tous les participants présents et futurs du RRFP ont été haussés à compter de janvier 2013 dans le but d'atteindre, au fil du temps, un ratio de partage des coûts employeur-employé plus équilibré, soit de 50/50;
- l'âge auquel un nouvel employé, qui a commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1er janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans.

La responsabilité de CORCAN relative au régime de retraite se limite aux cotisations qu'il a versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, celui-ci étant le promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

À la suite de la ratification de nouvelles conventions collectives, les employés syndiqués de l'administration publique centrale ont accepté l'élimination de l'indemnité liée à un départ volontaire, notamment pour motifs de retraite ou de démission. Le Conseil du Trésor a, par la suite, éliminé l'indemnité liée à un départ volontaire pour les cadres ainsi que les employés non représentés. Au 31 mars 2014, aucun employé de CORCAN n'avait une convention collective où l'indemnité de départ n'avait pas été éliminée.

Les indemnités de cessation d'emploi se répartissaient comme suit au 31 mars :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	1 164	1 178
Indemnités de cessation d'emploi	477	30
Indemnités versées pendant l'exercice	(252)	(44)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	1 389	1 164

9. Obligations contractuelles

CORCAN s'est engagé à verser en vertu des modalités de contrats de location un montant total de 1 977 153 \$. Ces engagements sont liés à l'entrepôt de Kingston, au bail des installations de l'Initiative d'emploi pour les délinquants autochtones (IEDA) à Edmonton et Saskatoon et au bail de locaux à bureaux.

Pour les exercices futurs, les paiements annuels sont estimés comme suit :

	(en milliers de dollars)
2020	2 804
2021	2 136
2022	1 405
2023 et exercices ultérieurs	1 668
	8 013

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

10. Actif net

L'actif net comprend les éléments suivants :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(11 858)	(20 488)
Déficit accumulé.....	(10 197)	(9 573)
Autres	76	84
Actif net à la fin de l'exercice.....	8 563	565

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente fournie (utilisée) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

11. Information sectorielle

L'information sectorielle comprend les éléments suivants :

Exercice clos le 31 mars 2019	Fabrication	Construction	Textile	Services	Agroindustrie	Autres	Total
	(en milliers de dollars)						
Revenus	48 753	19 334	10 326	5 665	–	–	84 078
Coût des marchandises vendues.....	47 687	22 167	11 675	6 374	716	–	88 619
Marge brute.....	1 066	(2 833)	(1 349)	(709)	(716)	–	(4 541)
Actifs identifiables							
Débiteurs	3 015	2 608	342	1 096	9	1 835	8 905
Stocks.....	10 357	–	3 802	448	69	–	14 676
Immobilisations nettes.....	1 974	2 110	295	229	1 709	521	6 838
Amortissement des immobilisations	691	190	68	79	20	104	1 152
Exercice clos le 31 mars 2018	Fabrication	Construction	Textile	Services	Autres	Total	
	(en milliers de dollars)						
Revenus	47 509	18 964	9 120	5 622	–	81 215	
Coût des marchandises vendues.....	46 282	18 172	10 725	6 033	–	81 212	
Marge brute.....	1 227	792	(1 605)	(411)	–	3	
Actifs identifiables							
Débiteurs	2 082	3 643	275	758	449	7 207	
Stocks.....	8 560	–	2 719	473	–	11 752	
Immobilisations nettes.....	1 931	1 150	189	301	559	4 130	
Amortissement des immobilisations	866	49	52	182	5	1 154	

Fonds renouvelable CORCAN – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – fin

12. Charges

Le tableau suivant fournit le détail des charges de l'administration centrale et régionale, des programmes d'emploi et d'employabilité et des ventes et commercialisation par catégorie :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Salaires	13 863	11 221
Avantages sociaux	3 068	2 527
Services professionnels et spéciaux.....	7 091	6 053
Locations	1 546	1 559
Transports et télécommunications	807	389
Services publics, fournitures et approvisionnement.....	627	461
Autres dépenses	356	208
Réparation et entretien	219	59
Information	20	12
	27 597	22 489

13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Selon la direction, il n'existait aucune réclamation significative au 31 mars 2019.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor et les exigences de rapport et les normes du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base consistante avec ceux de l'exercice précédent.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés (SGSI). À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le SGSI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvée par :

Secteur de la gestion et des services intégrés
Dirigeante principale des finances adjointe
Grace Chenette, CPA, CMA

Secteur de la gestion et des services intégrés
Sous-ministre adjointe et
Dirigeante principale des finances intérimaire
Grace Chenette, CPA, CMA

Le 10 juin 2019
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	100	(810)	100	320
Fonds provenant de l'exploitation.....	100	(810)	100	320
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs (passifs)	–	(647)	–	(138)
Autorisation fournie (employée)	100	(1 457)	100	182

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1 892	3 559
Imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars	(719)	(929)
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	1 173	2 630
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée.....	6 173	7 630

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjointe et dirigeante principale des finances par intérim

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds ») au 31 mars 2019 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2019
- l'état des résultats et du passif net pour l'exercice terminé à cette date
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date
- les notes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada* ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 11 juin 2019
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	86	22
Stocks	49	51
	135	73
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	18	81
Immobilisations corporelles (note 4)	800	233
	953	387
Passif		
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	815	1 024
Indemnités de vacances	77	84
Revenus reportés	66	141
	958	1 249
Passif net (note 6)	(5)	(862)
	953	387
Droits contractuels (note 7)		
Éventualités (note 8)		
Obligations contractuelles (note 9)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Sous-ministre adjointe
 Direction générale de la politique stratégique des résultats
 Louise Métivier

Le 10 juin 2019

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus		
Services	5 422	5 074
Produits	415	529
	5 837	5 603
Charges		
Services professionnels et spéciaux	3 680	2 115
Salaires et avantages sociaux	1 347	1 451
Services publics, fournitures et approvisionnements	568	1 104
Services du ministère et du secteur	481	404
Location	440	85
Amortissement des immobilisations corporelles	63	26
Transports et communications	25	29
Entretien et réparation	25	57
Autres dépenses	18	10
Information	–	2
	6 647	5 283
Résultats nets	(810)	320
Passif net, au début de l'exercice	(862)	(1 073)
Ressources financières nettes fournies (utilisées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 667	(109)
Passif net, à la fin de l'exercice	(5)	(862)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(810)	320
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 4)	63	26
	(747)	346
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	(64)	1
Diminution (augmentation) des stocks	2	(3)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	63	(81)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(209)	(26)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances	(7)	20
Augmentation (diminution) des revenus reportés	(75)	111
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	(1,037)	368
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 4)	(630)	(259)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	(630)	(259)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 667)	109
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	3 559	3 450
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	1 892	3 559

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi de crédits no 3 de 1993-1994* sous le nom de « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du fonds était de transférer les coûts reliés à la production de biens et à l'offre de services, des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » était renommé « Fonds renouvelable de Géomatique Canada ». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue du Conseil du Trésor du Canada le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, pour l'acquisition d'immobilisations et pour le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 000 \$.

Le mandat du Fonds est d'engendrer des produits, des services et de l'expertise en géomatique qui peuvent être exploités à des fins commerciales. Les activités génératrices de recettes se servent ensuite de ces travaux pour produire des services et des produits commercialisables pour des clients particuliers du gouvernement fédéral, de l'industrie canadienne, du public canadien, des provinces, des territoires et d'autres pays.

2. Principales méthodes comptables

a) Référentiel comptable

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et du passif net et non par fonction ou par grand programme;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme une charge;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

b) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les estimations les plus significatives utilisées dans la préparation des états financiers incluent le montant de certaines charges à payer, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et, la provision pour créances douteuses. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

c) Revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Les revenus de location sont comptabilisés sur la durée du bail ou de l'utilisation de la propriété.

d) Charges

À moins d'indication contraire, les charges sont constatées au cours de la période durant laquelle elles sont engagées. Les frais de services internes de Ressources naturelles Canada engagés au nom du Fonds sont constatés dans les présents états financiers en tant que coûts des services du ministère et du secteur.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

e) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

f) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré de chaque titre.

g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par le Fonds depuis le 1er avril 1994 sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Machines et matériel	5 à 10 ans
Matériel informatique	4 ans
Logiciels informatiques	4 ans
Autre équipement	10 ans
Véhicules	5 à 7 ans

h) Régime de retraite

Les employés de Ressources Naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

i) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

j) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est passé en charges à mesure qu'il est effectué et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers.

3. Débiteurs

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	52	–
Tiers.....	35	33
	87	33
Moins : provision pour créances douteuses pour les débiteurs avec des tierces parties	(1)	(11)
	86	22

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Machines et matériel	49	2	51
Matériel informatique	141	482	623
Logiciels informatiques.....	–	146	146
Autre équipement.....	38	–	38
Véhicules	31	–	31
	259	630	889
	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Machines et matériel	1	9	10
Matériel informatique	25	45	70
Logiciels informatiques.....	–	1	1
Autre équipement.....	–	4	4
Véhicules	–	4	4
	26	63	89
Valeur comptable nette		2019	2018
		(en milliers de dollars)	
Machines et matériel		41	48
Matériel informatique		553	116
Logiciels informatiques.....		145	–
Autre équipement.....		34	38
Véhicules		27	31
		800	233

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	254	269
Tiers.....	561	755
	815	1 024

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 – suite

6. Passif net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus et des déficits, de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Les apports de capital représentent la valeur des immobilisations corporelles financée par des contributions en capital lors de la création du Fonds.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(1 892)	(3 559)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés.....	(20)	(20)
Surplus cumulé.....	469	1 279
Passif net.....	(5)	(862)

7. Droits contractuels

Les activités du Fonds comprennent parfois la négociation de contrats ou d'ententes avec des parties externes ou autres ministères et organismes du gouvernement fédéral résultant au droit à des actifs ainsi qu'à des revenus futurs pour le Fonds. Ils comprennent principalement des droits contractuels pour recevoir des paiements de location. Voici les droits contractuels significatifs qui généreront des revenus dans les années futures pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2019
	(en milliers de dollars)
2020.....	4 255
2021.....	869
2022.....	765
2023.....	648
2024 et pour les exercices ultérieures.....	1 620
	8 157

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge est inscrite dans les états financiers. Aucune réclamation à l'égard du Fonds n'était en cours au 31 mars 2019.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 – fin

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre son mandat ou pour l'acquisition de biens ou des services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2019
	(en milliers de dollars)
2020	1 007
2021	893
2022	893
2023	893
2024 et pour les années ultérieures	–
	3,686

10. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») conformément aux exigences de la section 8.1 des Procédures des Comptes publics du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction compte tenu du principe d'importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une assurance raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection attentive, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des structures organisationnelles permettant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et les pouvoirs de la direction soient compris et appliqués dans l'ensemble de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par un auditeur externe, dont le rôle consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers donnent une image fidèle à la situation financière du Fonds au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers.

Approuvé par :

Présidente
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Johanne Bélisle

Dirigeant principal des finances
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Philippe Thompson

Gatineau, Canada
Le 27 mai 2019

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(12 146)	(4 668)	(5 722)	(7 843)
Éléments n'affectant pas l'encaisse	845	882	245	381
Fonds employés de l'exploitation	(11 301)	(3 786)	(5 477)	(7 462)
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(27 991)	(15 735)	(24 561)	(14 585)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	14 529	3 391	2 009	3 053
Autorisation employée	(24 763)	(16 130)	(28 029)	(18 994)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	139 728	153 035
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(13 934)	(11 997)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	1 366	1 474
Autres éléments	2 204	2 982
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	129 364	145 494
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	134 364	150 494

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds renouvelable OPIC ») au 31 mars 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable OPIC, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2019;
- l'état des résultats et du passif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable OPIC conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations - Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable OPIC à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable OPIC et ne doit pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable OPIC et le Conseil du Trésor du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada* ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable OPIC à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable OPIC ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable OPIC.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable OPIC;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable OPIC à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futures pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable OPIC à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Ontario
Le 28 mai 2019

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État de la situation financière au 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Actif		
Actifs financiers		
Petite caisse	1	1
Débiteurs (note 3)	2 504	2 608
Revenus non facturés	8 513	8 581
	11 018	11 190
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance	581	453
Immobilisations corporelles (note 4)	42 283	27 175
	53 882	38 818
Passifs		
Comptes de dépôts	3 780	3 100
Créditeurs et charges à payer (note 5)	14 698	12 967
Indemnités de congé	4 588	4 091
Obligation pour indemnités de départ (note 6)	2 595	2 835
Revenus reportés	68 615	64 858
	94 276	87 851
Passif net (note 7)	(40 394)	(49 033)
	53 882	38 818

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus	156 079	150 181
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	108 924	104 380
Provision pour indemnités de départ	328	(489)
Services professionnels	36 203	39 355
Logement	7 348	7 568
Information	2 888	2 482
Matériels et fournitures	1 930	1 639
Entretien et réparation	911	878
Formation	790	724
Amortissement des immobilisations corporelles	627	616
Voyages	544	647
Location	133	108
Fret et courrier	88	29
Communications	33	87
	160 747	158 024
Résultats nets	(4 668)	(7 843)
Passif net, au début de l'exercice	(49 033)	(62 292)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	13 307	21 102
Passif net, à la fin de l'exercice	(40 394)	(49 033)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(4 668)	(7 843)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	627	616
	(4 041)	(7 227)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) de la petite caisse	–	1
Diminution (augmentation) des débiteurs	104	(31)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	(128)	1
Diminution (augmentation) des revenus non facturés.....	68	1 224
Augmentation (diminution) des comptes de dépôt	680	(125)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	1 731	(3 174)
Augmentation (diminution) des indemnités de congé	497	437
Augmentation (diminution) des indemnités de départ	(240)	(672)
Augmentation (diminution) des revenus reportés.....	3 757	3 049
Total des variations de l'état de la situation financière.....	6 469	710
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	2 428	(6 517)
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(15 735)	(14 585)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(13 307)	(21 102)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	153 035	174 137
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 7).....	139 728	153 035

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

1. Autorisation et objectif

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, l'OPIC acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour stimuler l'innovation.

L'OPIC est financé par un fonds renouvelable (le « Fonds ») qui a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par types dans l'état des résultats et du passif net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- les passifs au titre des indemnités de cessation d'emploi relève d'une estimation de la direction, et non d'une évaluation actuarielle.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement des demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaire détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte du barème de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est complété avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, sur leur durée de vie estimative, à compter du mois suivant leur acquisition, comme suit:

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	Sur la durée du bail
Logiciels	3-10 ans
Matériel informatique	5-10 ans
Équipement et outillage	10 ans
Ameublement	10 ans

Les coûts pour les actifs en construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés et l'amortissement débute à compter du mois suivant leur mise en service.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 – suite

c) Avantages sociaux futurs

Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des prestations d'indemnité de départ calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi comme prévu dans leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont comptabilisées au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner. Dans le budget de 2012, le Gouvernement du Canada a annoncé que l'accumulation de l'indemnité de départ serait éliminée dans les cas de démission et de départ à la retraite des employés du gouvernement fédéral. Lors de la mise en œuvre de cette mesure, les conventions collectives avaient offert trois options pour faire face aux soldes accumulés à ce jour. Celles-ci incluaient :

1. un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) tel que stipulé dans la convention collective, ou
2. un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou
3. une combinaison des options (1) et (2).

En rapport avec les options (1) et (3), le Fonds a dû puiser à même l'obligation pour indemnités de départ dès que les conventions collectives sont entrées en vigueur.

Prestations de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

d) Utilisation d'estimations comptables

La préparation de ces états financiers exige de la direction qu'elle établisse des estimations et hypothèses comptables influant sur les montants de l'actif et du passif et la présentation des actifs ou passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses présentés pour la période. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, les revenus non facturés, les revenus reportés, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les obligations salariales à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

e) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est engagé.

3. Débiteurs

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Ministères et organismes	240	586
Parties externes	2 264	2 022
Débiteurs nets.....	2 504	2 608

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 – suite

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde, début de l'exercice	Acquisitions	Transferts	Aliénations	Solde, fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives.....	369	–	–	–	369
Logiciels	32 029	–	–	–	32 029
Matériel informatique	374	44	–	–	418
Équipement et outillage.....	158	–	–	–	158
Ameublement.....	494	–	–	–	494
Actifs en construction	25 544	15 691	–	–	41 235
	58 968	15 735	–	–	74 703
	Solde, début de l'exercice	Amortissement		Aliénations	Solde, fin de l'exercice
Amortissement cumulé	(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives.....	366	3	–	–	369
Logiciels	30 739	542	–	–	31 281
Matériel informatique	246	28	–	–	274
Équipement et outillage.....	30	16	–	–	46
Ameublement.....	412	38	–	–	450
Actifs en construction	–	–	–	–	–
	31 793	627	–	–	32 420
Valeur comptable nette				2019	2018
				(en milliers de dollars)	
Améliorations locatives.....				–	3
Logiciels				748	1 290
Matériel informatique				144	128
Équipement et outillage.....				112	128
Ameublement.....				44	82
Actifs en construction				41 235	25 544
				42 283	27 175

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Ministères et organismes.....	4 520	4 267
Parties externes	10 178	8 700
	14 698	12 967

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 – suite

6. Obligation pour indemnités de départ

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Obligation pour indemnités de départ, début de l'exercice.....	2 835	3 507
Prestations payées au cours de l'exercice		
Pour retraite et départs de la fonction publique.....	(568)	(183)
Dépense de l'exercice.....	328	(489)
Obligation pour indemnités de départ, fin de l'exercice	2 595	2 835

7. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les débours cumulés au cours de la durée de vie du Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé correspond à la somme des résultats nets d'exploitation de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	104 002	111 845
Résultats net	(4 668)	(7 843)
Surplus accumulé, fin de l'exercice	99 334	104 002
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(153 035)	(174 137)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	13 307	21 102
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(139 728)	(153 035)
Passif net, fin de l'exercice.....	(40 394)	(49 033)

8. Obligations contractuelles

L'OPIC loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent l'OPIC et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les paiements futurs prévus sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2020.....	7 184
2021.....	7 060
2022.....	6 924
2023.....	6 856
2024 et les exercices ultérieurs.....	16 040
	44 064

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 – *fin*

9. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, au contentieux, à la rémunération et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central sont effectués avec les parties concernées dans le cours normal des opérations.

Office national du film

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2019 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Office national du film («l'Office»). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public. Ils ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration de l'Office.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de l'Office concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Office sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

L'Office fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits dans le but d'adhérer à la *Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor*.

Un audit des contrôles de base a été effectué en 2016-2017 par le Bureau du contrôleur général du Canada (BCG). Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le site Web du ministère, à l'adresse suivante : www.onf.gc.ca.

Le Bureau du vérificateur général, auditeur indépendant du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de l'Office sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles interne de l'Office en matière de rapports financiers.

Approuvée par :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
Claude Joli-Coeur

Directrice générale, Finances, opérations et technologie
(Dirigeante principale des finances)
Luisa Frate, CPA, CA

Le 12 juillet 2019
Montréal, Canada

Office national du film – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(74 568)	(67 062)	(74 375)	(64 954)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	3 722	–	1 772
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(74 568)	(63 340)	(74 375)	(63 182)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	–	(7 592)	–	(4 164)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	435	–	992
Autorisation fournie (employée)	(74 568)	(70 497)	(74 375)	(66 354)
Autorisation annuelle votée (employée).....	–	(70 932)	–	(67 346)
Autorisation législative du fonds renouvelable fournie (employée)	–	435	–	992

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(9 792)	(6 210)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs nécessitant l'utilisation du fonds renouvelable	435	–
Imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars.....	–	(3 582)
Autorisation nette législative du fonds renouvelable employée, à la fin de l'exercice	(9 357)	(9 792)
Limite de l'autorisation législative du fonds renouvelable	15 000	15 000
Autorisation législative du fonds renouvelable non employée reportée.....	5 643	5 208

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la ministre du Patrimoine canadien

Rapport sur les états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Office national du film, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, et l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'état de la variation de la dette nette ministérielle et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office national du film au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Office national du film conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Office national du film à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Office national du film ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Office national du film.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Office national du film;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Office national du film à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Office national du film à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à la conformité aux autorisations spécifiées

Opinion

Nous avons effectué l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées des opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers. Les autorisations spécifiées à l'égard desquelles l'audit de la conformité a été effectué sont les suivantes : la *Loi sur le cinéma* et au règlement administratif de l'Office national du film.

À notre avis, les opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux autorisations spécifiées susmentionnées.

Responsabilités de la direction à l'égard de la conformité aux autorisations spécifiées

La direction est responsable de la conformité de l'Office national du film aux autorisations spécifiées indiquées ci-dessus, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de l'Office national du film à ces autorisations spécifiées.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées

Nos responsabilités d'audit comprennent la planification et la mise en œuvre de procédures visant la formulation d'une opinion d'audit et la délivrance d'un rapport sur la question de savoir si les opérations dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont en conformité avec les exigences spécifiées susmentionnées.

Pour le vérificateur général du Canada par intérim,
Tina Swiderski, CPA auditrice, CA
directrice principale

Le 12 juillet 2019
Montréal, Canada

Office national du film – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	8 422	6 868
Salaires à payer	2 373	2 111
Indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	3 813	4 818
Revenus reportés	603	456
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 5)	108	71
Avantages sociaux futurs (note 6).....	3 653	3 161
Total des passifs nets.....	18 972	17 485
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	10 233	8 478
Débiteurs (note 7).....	2 177	3 660
Dépôts	110	65
Total des actifs financiers nets	12 520	12 203
Dette nette ministérielle	6 452	5 282
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	358	743
Stocks.....	84	95
Immobilisations corporelles (note 8)	16 704	11 268
Total des actifs non financiers.....	17 146	12 106
Situation financière nette ministérielle	10 694	6 824

Obligations contractuelles (note 9)

Passif éventuel (note 10)

Droits contractuels (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie et
Président de l'Office National du Film du Canada
Claude Joli-Coeur

Président, Comité finances et audit
Keith Clarkson

Le 12 juillet 2019

Office national du film – suite

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2019	2018
	Résultats prévus		
Charges (note 11a)			
Productions audiovisuelles	37 480	35 403	36 010
Accessibilité et interaction avec l'auditoire	24 057	24 122	24 949
Services internes.....	9 621	11 725	11 621
Total des charges.....	71 158	71 250	72 580
Revenus (note 11b)			
Produits audiovisuels.....	2 457	2 562	2 533
Partenariats et préventes	2 920	1 560	5 051
Autres revenus.....	100	66	42
Total des revenus	5 477	4 188	7 626
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	65 681	67 062	64 954
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	78 538	69 177	63 204
Variations des montants à recevoir du Trésor	–	1 755	4 142
Revenu de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(12 857)	(3 870)	(2 392)
Situation financière nette ministérielle, début de l'exercice	6 824	6 824	4 432
Situation financière nette ministérielle, fin de l'exercice	19 681	10 694	6 824

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

État de la variation de la dette nette ministérielle pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2019	2018
	Résultats prévus		
Revenu de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(12 857)	(3 870)	(2 392)
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 334	7 498	4 026
Acquisition d'immobilisations corporelles louées	–	130	–
Amortissement des immobilisations corporelles	(2 633)	(1 998)	(2 375)
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles	–	(194)	–
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	12 701	5 436	1 651
Variation due aux stocks	–	(11)	(47)
Variation due aux charges payées d'avance	–	(385)	204
Variation nette de la dette nette ministérielle	(156)	1 170	(584)
Dette nette ministérielle, début de l'exercice	5 282	5 282	5 866
Dette nette ministérielle, fin de l'exercice	5 126	6 452	5 282

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	67 062	64 954
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	(1 998)	(2 375)
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles	(194)	–
Variation des avantages sociaux futurs	(492)	(449)
Utilisation des charges payés d'avance	(525)	–
Variations de l'état de la situation financière		
Variation des salaires à payer	(262)	(29)
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	1 005	(1 897)
Variation des créditeurs et charges à payer	765	(2 112)
Variation des débiteurs	(1 483)	1 951
Variation des dépôts	45	(25)
Variation des revenus reportés	(147)	(68)
Sorties de fonds relatives aux charges payées d'avance	140	204
Variation des stocks	(11)	(47)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	63 905	60 107
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	5 179	2 959
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	5 179	2 959
Activités de financement		
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	93	138
Encaisse utilisée pour les activités de financement	93	138
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	69 177	63 204

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Statut et objectif

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant de la ministre du Patrimoine canadien, l'Office national du film («Office») est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-dessous, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et d'autorisations parlementaires votées annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Conformément à une décision du Conseil du Trésor émise en 2001, le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars.

L'Office est aussi financé en partie par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires votées annuellement. La présentation des autorisations consenties à l'Office ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

Les montants des résultats prévus dans les sections «Charges» et «Revenus» de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectif intégré au *Plan ministériel 2018-2019*. Les montants des résultats prévus inclus dans la section «Financement du gouvernement et transferts» de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle ont été préparés aux fins de gestion interne et n'ont pas été publiés précédemment.

Chaque année, l'Office présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. L'Office procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

Le risque de liquidité est le risque qu'un ministère éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, l'Office se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des affectations approuvées par le Conseil du Trésor.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité de l'Office stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation. »

L'exposition au risque de l'Office, ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Office est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Office sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations de l'Office et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Office a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

d) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges reliées aux Productions audiovisuelles comprennent les coûts des activités pour le développement et la production d'œuvres audiovisuelles de toute forme. Les charges reliées à l'Accessibilité et interaction avec l'auditoire incluent les activités nécessaires pour rendre les productions de l'Office accessibles, ce qui comprend la préservation et conservation de la collection ainsi que la promotion et la distribution des œuvres. Les Services internes sont les charges encourues de façon à répondre aux activités et autres obligations générales de l'Office.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

e) Revenus

Les Partenariats et préventes et les revenus de produits audiovisuels autres que les revenus de redevances sont comptabilisés lorsque les montants sont exigibles.

Les revenus de redevances sont comptabilisés une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les charges qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

f) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs parties externes dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie, ayant un instrument financier, manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'Office n'est pas exposé à un risque de crédit important. L'Office fournit des services à d'autres ministères et organismes publics et à des organisations externes dans le cadre normal de ses activités. Les créances sont payables sur demande. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

g) Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ et les améliorations locatives supérieures à 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations corporelles</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Équipement technique	de 4 à 10 ans
Logiciels et équipement informatique	de 5 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autres	de 5 à 10 ans
Améliorations locatives	durée des baux

Les sommes relatives aux travaux en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé et elles sont amorties conformément à la politique de l'Office.

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'état de la situation financière et à la note 8 comme immobilisation corporelle pour s'assurer que le lecteur est conscient de son existence. L'Office n'inscrit pas à l'actif d'autres biens incorporels ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations corporelles pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations corporelles détenues par l'Office, et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

i) Autres actifs financiers et passifs financiers

Les instruments financiers de l'Office sont tous comptabilisés au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures.

L'Office détient les actifs financiers suivants :

- débiteurs liés à la vente de produits audiovisuels à des parties externes ou autres ministères et organismes (nets des provisions pour créances douteuses);
- dépôts liés aux productions à l'étranger.

Les passifs financiers sont constitués des créateurs et charges à payer et des salaires à payer.

j) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Office au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Office découlant du Régime. La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. En 2012, le programme pour l'ensemble du personnel a été éliminé et par conséquent, les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Le coût des indemnités de départ a été comptabilisé au cours des exercices pendant lesquels les indemnités ont été gagnées par les employés. L'obligation au titre des indemnités de départ est calculée à la valeur actuelle selon les hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de taux d'actualisation et du moment de départ à la retraite. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

Absences rémunérées

Les employés ont droit à des congés de maladie et à des indemnités d'accident de travail prévus par leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi. Les jours de congé de maladie s'accumulent mais ne s'acquièrent pas, et permettent à l'employé d'être rémunéré pendant son absence pour raison de maladie en reconnaissance de services rendus antérieurement. À mesure que les employés rendent des services, la valeur des congés de maladie rémunérés correspondant à ces services est constatée à titre de passif et de charge. L'Office comptabilise le coût des indemnités d'accident de travail à verser lorsque le fait à l'origine de l'obligation se produit. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que le taux d'actualisation, l'âge de la retraite, le taux d'utilisation des jours excédentaires aux congés octroyés annuellement, la probabilité de départ et le taux de révision salariale pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre d'absences rémunérées. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

k) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif éventuel, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

3. Autorisations parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Office pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	67 062	64 954
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales non imputées aux autorisations	(762)	932
Variation des charges non imputées aux autorisations	(275)	120
Variation nette pour avantages sociaux futurs	(492)	(449)
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles.....	(194)	–
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(1 998)	(2 375)
	(3 721)	(1 772)
Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	7 498	4 026
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	93	138
	7 591	4 164
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	70 932	67 346

b) Autorisations fournies et utilisées

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies		
Budget principal des dépenses.....	74 568	74 375
Budget supplémentaire des dépenses.....	4 208	5 538
Moins		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(3 244)	(567)
Affectation bloquée	(4 600)	(12 000)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	70 932	67 346

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

4. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de l'Office.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Créditeurs et charges payer – Autres ministères et organismes	4 933	3 256
Créditeurs et charges payer – Parties externes.....	3 489	3 612
Total des crédoiteurs et des charges à payer	8 422	6 868

5. Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées

L'Office a une entente pour la location d'équipement technique en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 8). L'actif a été capitalisé en utilisant un taux d'intérêt implicite de 1,82 % pour le contrat de 2018-2019. L'obligation correspondante sera remboursée pendant la durée du bail de 3 ans. Les paiements effectués pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 totalisent 93 \$ (2018 – 138 \$). Des intérêts de 1 \$ (2018 – 5 \$) sont imputés aux résultats.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
2019.....	44	72
2020.....	44	–
2021.....	23	–
Total des futurs paiements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition	111	72
Moins : intérêts théoriques	(3)	(1)
Solde de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées.....	108	71

6. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

En 2019, les charges pour les membres du groupe 1 et du groupe 2 s'élèvent à 3 520 \$ (2018 – 3 278 \$). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés. En 2018, pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

Indemnités de départ et absences rémunérées

Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations des conventions collectives et des conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements avaient, jusqu'au 31 décembre 2013, la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique.

Au 31 mars 2019, pour calculer l'obligation de la valeur restante, l'Office utilise un taux de croissance de la rémunération de 1,60 % (2018 – 0,96 %), un taux d'actualisation de 1,69 % (2018 – 2,18 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ans.

Absences rémunérées

L'Office offre à ses employés des indemnités de congé de maladie en fonction de leur salaire et des droits accumulés au cours de leurs années de service. Ces droits peuvent être accumulés mais ne s'acquiescent pas. L'Office a également reconnu une obligation au titre d'indemnités d'accident de travail.

Pour calculer l'obligation au titre de congé de maladie, l'Office utilise un salaire journalier moyen de 310 \$ (2018 – 288 \$), un taux d'augmentation des salaires de 2,06 % (2018 – 0,96 %), un taux d'utilisation annuel moyen de 2,98 % (2018 – 2,61 %), un taux d'actualisation de 1,69 % (2018 – 2,18 %), un taux de départ de 4,75 % (2018 – 5,18 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ou 65 ans selon la date de début d'emploi.

Pour calculer l'obligation au titre d'indemnités d'accidents du travail, l'Office utilise les dispositions du régime d'indemnités d'accident du travail applicable et un taux d'actualisation de 1,69 % (2018 – 2,18 %).

Au 31 mars 2019, les renseignements utiles à l'égard du régime d'indemnités de départ et des absences rémunérées sont les suivants :

	Indemnités de départ	Absences rémunérées	Total
(en milliers de dollars)			
Solde au 31 mars 2017	1 045	1 667	2 712
Charge pour l'exercice.....	(48)	550	502
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(26)	(27)	(53)
Solde au 31 mars 2018	971	2 190	3 161
Charge pour l'exercice.....	48	497	545
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(26)	(27)	(53)
Solde au 31 mars 2019	993	2 660	3 653

7. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs de l'Office :

	2019	2018
(en milliers de dollars)		
Débiteurs – Autres ministères et organismes.....	312	463
Débiteurs – Parties externes	2 276	3 555
	2 588	4 018
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(411)	(358)
Total des débiteurs	2 177	3 660

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

8. Immobilisations corporelles

	31 mars 2018	Additions	Aliénations et radiations	Transferts	31 mars 2019
	(en milliers de dollars)				
Équipement technique					
Coût.....	19 685	402	(2 193)	–	17 894
Amortissement cumulé.....	(18 007)	(622)	2 130	–	(16 499)
	1 678	(220)	(63)	–	1 395
Logiciels et équipement informatique					
Coût.....	16 787	160	(974)	–	15 973
Amortissement cumulé.....	(13 423)	(1 018)	845	–	(13 596)
	3 364	(858)	(129)	–	2 377
Mobilier, équipement de bureau et autres					
Coût.....	544	19	(58)	–	505
Amortissement cumulé.....	(504)	(6)	56	–	(454)
	40	13	(2)	–	51
Améliorations locatives					
Coût.....	6 137	–	–	–	6 137
Amortissement cumulé.....	(3 428)	(352)	–	–	(3 780)
	2 709	(352)	–	–	2 357
Collection ¹	–	–	–	–	–
Travaux en cours.....	3 477	7 047	–	–	10 524
Total					
Coût.....	46 630	7 628	(3 225)	–	51 033
Amortissement cumulé.....	(35 362)	(1 998)	3 031	–	(34 329)
Valeur nette comptable.....	11 268	5 630	(194)	–	16 704

¹ La collection de l'Office a une valeur symbolique de 1 \$.

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition (note 5) d'une valeur brute de 544 \$ (2018 – 414 \$) moins l'amortissement cumulé de 297 \$ (2018 – 192 \$). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 97 \$ (2018 – 89 \$).

Les aliénations et radiations de l'exercice de 194 \$ (2018 – 48 \$) sont reliées à l'abandon d'équipements désuets ainsi qu'à la revue du seuil de capitalisation de 5 \$ à 10 \$.

Les travaux en cours sont composés d'améliorations locatives en lien avec le déménagement du siège social de 9 810 \$ ainsi que de logiciels pour la plateforme éducative de 714 \$.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels il sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2020	2021	2022	2023	2024 +	Total
	(en milliers de dollars)					
Locaux.....	2 856	858	861	808	6 175	11 558
Autres biens et services.....	6 295	113	5	1	–	6 414
Total.....	9 151	971	866	809	6 175	17 972

Les ententes pour la location de locaux totalisent 11 558 \$ et ont été signées avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Une entente avec SPAC de 5 554 \$ pour le déménagement du siège social de Montréal est inclus dans autres biens et services.

De plus, l'Office engagera au cours des prochains mois avec Services publics et Approvisionnement Canada une entente pour une période de 20 ans à partir de l'exercice 2020 pour la location des nouveaux locaux du siège social, ainsi qu'une entente pour une période de 20 ans pour la location des locaux de la salle de conservation. Les engagements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour la période de 20 ans s'élèveront approximativement à 129,5 millions de dollars.

10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujéti à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction est d'avis que dans l'éventualité où l'Office serait tenu responsable, le montant global du passif qui en résulterait ne serait pas significatif.

11. Charges par principaux articles de dépenses et types de revenus

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par principaux articles de dépenses et type de revenus.

(a) Charges

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux.....	43 030	40 096
Services professionnels et spéciaux.....	11 863	14 658
Location.....	5 553	6 049
Transports et communication.....	3 114	3 125
Amortissement des immobilisations corporelles.....	1 998	2 375
Matériel et fournitures.....	1 483	1 759
Participation en espèces dans les coproductions.....	1 466	1 279
Réparations et entretien.....	1 129	1 182
Information.....	583	593
Redevances.....	577	1 157
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire.....	221	229
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles.....	194	–
Divers.....	39	78
	71 250	72 580

Revenus

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Redevances et abonnements.....	1 919	1 745
Partenariats et préventes.....	1 560	5 051
Plans d'archives.....	460	515
Copies de films et téléchargements.....	183	273
Divers.....	66	42
	4 188	7 626

Office national du film – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – fin

12. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada ainsi qu'avec ses principaux dirigeants, les proches parents de ceux-ci et les entités soumises au contrôle de ces personnes. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Ces transactions sont constatées à la valeur d'échange à l'exception des services non constatés à l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par SPAC, les services d'audit interne offerts par le Bureau du contrôleur général ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs	382	463
Créditeurs	4 947	3 256
Charges	19 907	15 995
Revenus	942	2 191

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2019, l'Office a loué des locaux de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour un montant de 4 558 \$ (2018 – 4 501 \$). Ce montant est inclus dans les charges. Le montant des charges de 2019 inclus un montant capitalisé de 6 909 \$ (2018 – 1 545 \$).

13. The Documentary Channel

Depuis 2002, l'Office a une participation permanente de 14 %, soit 14 unités de 1 \$ chacune, dans la chaîne de télévision spécialisée The Documentary Channel. L'entente de participation stipule que les obligations de l'Office à l'égard des dettes, des passifs et autres obligations se limitent au capital investi.

Les revenus tirés de placements de portefeuille ne sont constatés que dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles et sont présentés aux revenus divers à l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle au montant de 0 \$ (0 \$ en 2018).

14. Droits contractuels

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des droits aux ressources économiques découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Au cours de l'exercice antérieur, l'Office a conclu une entente avec un collaborateur d'une valeur de 1 540 \$, dont 672 \$ reste à être encaissé au cours des exercices ultérieurs.

	2020	2021	2022	2023	2024-2032	Total
	(en milliers de dollars)					
Droits contractuels	672	–	–	–	–	672

Fonds renouvelable de Passeport Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor énoncée dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent sauf en ce qui a trait au redressement décrit à la note 3.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité d'audit du ministère examine ces états financiers, lors de leur revue des états financiers ministériels. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion financière du Fonds élabore et distribue les politiques financières et comptables et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Approuvé par :

Adjoint au dirigeant principal des finances et
directeur général,
Gestion financière
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Christopher Meyers, CPA, CA

Sous-ministre adjoint, Gestion ministérielle et
dirigeant principal des finances
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Daniel Mills, CPA, CMA

Le 11 juin 2019
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019		2018 Redressé (note 3)	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(68 692)	7 875	187 618	233 483
Éléments n'affectant pas l'encaisse	3 085	2 726	4 032	3 468
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(65 607)	10 601	191 650	236 951
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(20 000)	(96)	(40 612)	(127)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	3 653	–	(472)
Autorisation fournie (employée)	(85 607)	14 158	151 038	236 352

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018 Redressé (note 3)
	Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1 311 466
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(44 708)	(42 917)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	6 302	11 106
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	1 273 060	1 258 902
Limite de l'autorisation	–	–
Autorisation non employée reportée.....	1 273 060	1 258 902

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de la situation financière (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018 Redressé (note 3)
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 4).....	7 282	11 926
Stocks destinés à la revente (note 5).....	5 752	10 465
	13 034	22 391
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance (note 6).....	24 333	22 186
Stocks détenus pour fins de consommation (note 5).....	2 394	3 041
Immobilisations corporelles (note 7).....	4 232	6 848
	30 959	32 075
	43 993	54 466
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 8).....	48 307	45 916
Avantages sociaux futurs.....	2 478	2 462
	50 785	48 378
Actif (passif) net (note 9).....	(6 792)	6 088
Situation financière nette du Fonds.....	43 993	54 466

Obligations contractuelles (note 10)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des résultats et de l'actif (passif) net (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018 Redressé (note 3)
Revenus		
Droits gagnés.....	376 075	639 271
Revenus divers.....	234	234
	376 309	639 505
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux.....	203 967	235 394
Traitements et avantages sociaux.....	77 568	70 575
Fret, messagerie et camionnage.....	22 404	35 835
Matériel de passeport.....	20 465	32 869
Services de passeports dans les missions à l'étranger.....	9 666	6 402
Imprimerie, papeterie et fournitures.....	7 965	5 580
Location.....	5 778	6 400
Locaux.....	4 457	4 469
Amortissement des immobilisations corporelles.....	2 712	3 096
Entretien et réparation.....	1 980	1 530
Information.....	1 470	2 788
Voyages et réinstallations.....	959	562
Provision pour avantages sociaux futurs.....	16	372
Services postaux et affranchissements.....	15	68
Services publics.....	1	2
Télécommunications.....	1	1
Autres.....	10	79
	359 434	406 022
Résultats nets.....	7 875	233 483
Actif net, au début de l'exercice.....	6 088	8 865
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(20 753)	(236 260)
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(2)	–
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice (note 9).....	(6 792)	6 088

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018 Redressé (note 3)
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	7 875	233 483
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 712	3 096
Provision pour avantages sociaux futurs	16	372
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	(2)	–
Résultats nets excluant les éléments n'affectant pas l'encaisse	10 601	236 951
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution des débiteurs	4 644	2 574
Augmentation des frais payés d'avance	(2 147)	(3 467)
Diminution (augmentation) des stocks destinés à la revente	4 713	(1 050)
Diminution des stocks détenus pour fins de consommation	647	403
Augmentation des créditeurs et des charges à payer	2 391	976
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	20 849	236 387
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(96)	(127)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(96)	(127)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	20 753	236 260
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	1 290 713	1 054 453
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 9).....	1 311 466	1 290 713

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le « Fonds ») a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de passeports et autres documents de voyage au Canada et à l'étranger. La *Loi sur les fonds renouvelables* autorise le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente du Parlement, au montant de 1\$, autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour le fonds de roulement et l'acquisition d'immobilisations corporelles.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus tirés des droits de passeport sont comptabilisés au moment de la demande, qui est effectuée lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

b) Stocks

Les stocks de matériel et de fournitures sont évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules	8 ans
Matériel informatique	5 ans
Logiciels (achetés et développés)	3 à 10 ans
Machines et matériel	15 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile estimative de l'amélioration

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie d'actifs applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. L'obligation restante pour les employés du Fonds qui n'ont pas retiré leurs indemnités est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non audités) pour l'exercice clos le 31 mars – suite

3. Redressement affecté aux exercices antérieurs

Dans le cadre de l'initiative de la modernisation, le programme de Passeport effectue une transition vers le système mondial de gestion des cas et le système intégré de gestion des paiements et des revenus d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour le traitement des demandes de passeports. Les contributions du Fonds à cette initiative sont comptabilisées en tant que frais payés d'avance et sont ensuite graduellement constatées comme dépenses afin de refléter l'utilisation des systèmes d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada par le Fonds.

Une révision de la comptabilisation des projets de système mondial de gestion des cas et système intégré de gestion des paiements et des revenus a été réalisée au cours de l'exercice financier 2018-2019. Il a alors été déterminé que les fonctionnalités liées au traitement des demandes de passeports n'avaient pas encore été pleinement déployées et qu'une portion des services réputés reçus par le Fonds depuis l'exercice financier 2015-2016 pour l'utilisation de ces systèmes n'auraient pas dû se matérialiser. Ainsi, le Fonds a corrigé la comptabilisation des frais payés d'avance en conséquence, ce qui a entraîné un redressement rétroactif des soldes des exercices précédents.

Suite à ce redressement, le solde cumulatif des frais payés d'avance a augmenté de 3,8 millions de dollars. Par conséquent, le solde de l'actif net a augmenté de 3,8 millions de dollars dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net.

En outre, une réallocation a été apportée entre les soldes du surplus accumulé et de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice, afin de refléter adéquatement un ajustement effectué lors d'un exercice antérieur.

4. Débiteurs

Le tableau ci-dessous présente le détail des débiteurs du Fonds :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs		
Débiteurs – Gouvernement du Canada	6 989	11 741
Débiteurs – Parties externes	293	185
	7 282	11 926

5. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail des stocks du Fonds, évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Stocks		
Stocks détenus pour fins de consommation	2 394	3 041
Stocks destinés à la revente	5 752	10 465
	8 146	13 506

Les stocks détenus pour fins de consommation sont principalement composés d'enveloppes pré-payées et de matériel informatique. Les stocks destinés à la revente sont des livrets de passeports.

Le coût des stocks utilisés reconnu en tant que dépenses dans l'État des résultats et de l'actif (passif) net du Fonds est 38 554 525 \$ pour 2018-2019 (63 680 681 \$ pour 2017-2018).

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars – suite

6. Frais payés d'avance

Le tableau ci-dessous présente le détail des frais payés d'avance:

	2019	2018 Redressé (note 3)
	(en milliers de dollars)	
Frais payés d'avance		
Frais payés d'avance – Initiative de la modernisation	24 084	21 738
Frais payés d'avance – Autres	249	448
	24 333	22 186

Dans le cadre de l'initiative de la modernisation, le programme de Passeport effectue une transition vers le système mondial de gestion des cas et le système intégré de gestion des paiements et des revenus d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour le traitement des demandes de passeports. Les charges affectées à cette initiative sont enregistrées en tant que frais payés d'avance dans les états financiers du Fonds. Les frais payés d'avance sont ensuite graduellement constatés comme dépenses afin de refléter l'utilisation des systèmes d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada par le Fonds.

7. Immobilisations corporelles

Le tableau ci-dessous présente le détail des immobilisations corporelles du Fonds détenues au cours de l'année :

	Solde au début de l'exercice	Acqui- sitions	Cessions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Immobilisations corporelles				
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	41	41	–	82
Matériel informatique	5 124	–	–	5 124
Logiciels	27 047	55	(16)	27 086
Véhicules	21	–	–	21
Machines et matériel	406	–	–	406
	39 898	96	(16)	39 978
Amortissement cumulé				
	Solde au début de l'exercice	Amortis- sement	Ajustements	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	26	3	–	29
Matériel informatique	4 705	366	–	5 071
Logiciels	20 839	2 322	(16)	23 145
Véhicules	11	2	–	13
Machines et matériel	210	19	–	229
	33 050	2 712	(16)	35 746
Valeur comptable nette				
			2019	2018
			(en milliers de dollars)	
Plan de perfectionnement de la technologie			–	–
Améliorations locatives.....			–	–
Mobilier de bureau.....			53	15
Matériel informatique			53	419
Logiciels			3 941	6 208
Véhicules			8	10
Machines et matériel			177	196
			4 232	6 848

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars – suite

8. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente le détail des crédoiteurs et charges à payer du Fonds :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs et charges à payer		
Crédoiteurs – Gouvernement du Canada	23 467	31 457
Crédoiteurs – Parties externes	10 399	6 107
Charges à payer – Parties externes	14 307	8 029
Retenues sur paiements aux entrepreneurs – Parties externes	134	323
	48 307	45 916

9. Actif (passif) net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'apport en capital constitue un accord de financement approuvé par le Conseil du Trésor visant à remplacer le financement habituel des autorités du Fonds pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu de nouvel apport en capital du Conseil du Trésor servant à financer les projets d'immobilisations corporelles du Fonds.

	2019	2018 Redressé (note 3)
	(en milliers de dollars)	
Actif (passif) net		
Surplus accumulé	1 224 200	1 216 327
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(1 290 713)	(1 054 453)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(20 753)	(236 260)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(1 311 466)	(1 290 713)
Apport en capital	80 474	80 474
Actif (passif) net, fin de l'exercice	(6 792)	6 088

10. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié à des obligations contractuelles pour l'achat de biens et d'autres services de par la nature de ses activités.

Les versements futurs maximums prévus au contrat avec son fournisseur de passeports vierges, la location de locaux et les autres fournisseurs se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2020	49 743
2021	27 346
2022	6 316
2023	6 915
2024	7 582
	97 902

Fonds renouvelable de Passeport Canada – fin

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice clos le 31 mars – fin

11. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté à titre de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, à la prestation de services et de traitement des demandes de passeports au Canada, à la location de locaux, aux services juridiques ainsi qu'aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Le coût présenté à titre de services professionnels et spéciaux à l'état des résultats et de l'actif (passif) net inclut les transactions suivantes avec Services Partagés Canada et Emploi et Développement Social Canada:

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Opérations entre apparentés		
Services liés aux technologies de l'information (SPC)	14 776	22 467
Prestation de services, opérations et services internes (EDSC)	152 972	181 512
Traitement des demandes de passeport (EDSC)	11 264	13 303
Transition et modernisation (EDSC)	2 424	–
e-Passeport (EDSC)	735	–
	182 171	217 282

Le tableau suivant présente le total des autres transactions entre apparentés telles que la location de locaux, les services juridiques et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Dépenses – Autres ministères et organismes	32 959	28 212

Une partie intégrante des activités d'opération du Fonds est de percevoir les frais consulaires pour le compte de la division des affaires consulaires des Affaires mondiales Canada. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net. Pour l'exercice 2018-2019, le Fonds a perçu et remis aux Affaires mondiales Canada des frais consulaires de 51 390 875 \$ (98 831 700 \$ en 2017-2018).

Fonds renouvelable de la production de défense

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») tels qu'exigés par la politique du Conseil du Trésor sur la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* selon les exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances
Services publics et Approvisionnement Canada
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Sous-ministre adjoint
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada
André Fillion

Le 3 juin 2019
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds.....	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée.....	100 000	100 000

Compte de prêts de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense.....	(100 000)	(100 000)
Autorisation non employée reportée.....	-	-

Fonds renouvelable de la production de défense – fin

Notes afférentes aux états financiers (non audités) pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tels que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions \$ en aucun temps.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport sur les résultats ministériels concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances,
Services publics et Approvisionnement Canada
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Sous-ministre adjoint
Direction générale des services immobiliers
Services publics et Approvisionnement Canada
Kevin Radford

Le 3 juin 2019
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(2 700)	(3 556)	(3 625)	6 290
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(2 700)	(3 556)	(3 625)	6 290
Éléments affectant l'encaisse				
Transferts entre ministères de salaires payés en surplus.....	–	71	–	–
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(1 000)	1 312	(2 500)	(13 665)
Autorisation fournie (employée)	(3 700)	(2 173)	(6 125)	(7 375)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	270 618	264 742
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(438 675)	(448 607)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	215 675	233 078
Autres éléments	16 885	17 463
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	64 503	66 676
Limite de l'autorisation (note 1).....	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée	214 503	216 676

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de ses activités, du passif net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S E N C R L / s r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 3 juin 2019

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	903	1 220
Débiteurs (note 3).....	228 109	244 303
Autres actifs (note 4)	34 061	33 003
	263 073	278 526
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	45	29
Total des actifs.....	263 118	278 555
Passifs		
Créiteurs et charges à payer (note 5).....	445 403	452 638
Indemnités de vacances et congés compensatoires	14 748	14 671
Dépôts de garantie des entrepreneurs.....	2 638	1 867
Indemnité de départ aux employés (note 6)	12 966	12 655
	475 755	481 831
Passif net (note 7)	(212 637)	(203 276)
Situation financière nette du Fonds	263 118	278 555

Obligations contractuelles (note 8)

Passifs éventuels (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus		
Services de biens immobiliers – autres ministères gouvernementaux	1 740 040	1 689 039
Services de biens immobiliers – portefeuille Services publics et Approvisionnement Canada	259 207	241 466
Autres revenus	3 222	2 228
	2 002 469	1 932 733
Coût des ventes	(1 551 262)	(1 507 692)
Bénéfice brut	451 207	425 041
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	319 521	305 800
Services généraux et administratifs	82 969	64 110
Services professionnels et spéciaux	24 060	16 944
Coûts d'occupation	16 285	14 507
Services publics, fournitures et approvisionnements	4 509	6 261
Transports et télécommunications	3 619	2 885
Indemnités de départ aux employés (note 6)	3 083	2 831
Autres charges	717	1 839
Frais de recherche et développement	–	3 574
Total des frais d'exploitation	454 763	418 751
Résultats nets	(3 556)	6 290
Passif net, au début de l'exercice	(203 276)	(184 734)
Transfert entre ministères de salaires payés en surplus	71	–
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	(5 876)	(24 832)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 7)	(212 637)	(203 276)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(3 556)	6 290
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit	317	(1 134)
Diminution (augmentation) des débiteurs	16 194	(52 315)
Diminution (augmentation) des autres actifs.....	(1 058)	(11 300)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(16)	86
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer.....	(7 235)	79 883
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires.....	77	1 866
Augmentation (diminution) des dépôts de garantie des entrepreneurs.....	771	(116)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés	311	1 572
	9 361	18 542
Transfert entre ministères de salaires payés en surplus.....	71	–
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	5 876	24 832
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	264 742	239 910
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	270 618	264 742

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds ») est un mécanisme de financement pour le programme des Services des biens immobiliers (SBI). Ce programme fournit trois types de services immobiliers : la livraison de projets, la gestion des immeubles et des installations ainsi que des avis. Ces services sont rendus au portefeuille des biens immobiliers de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) ainsi qu'aux autres ministères du gouvernement du Canada. Selon la *Loi sur les fonds renouvelables*, le programme peut dépenser les revenus provenant de ces services sans l'approbation du Conseil du Trésor. La somme des dépenses ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 150 000 000 \$ la somme des recettes perçues.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les droits contractuels, les actifs éventuels ainsi que les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques sont constatés lorsque les services sont rendus. Les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de parties de l'extérieur sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le « régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

g) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, le montant de certaines charges à payer, le passif lié aux indemnités de vacances et congés compensatoires et le passif lié aux indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	215 675	233 078
Parties externes	12 648	11 470
	228 323	244 548
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(214)	(245)
Débiteurs nets	228 109	244 303

4. Autres actifs

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente	33 256	32 392
Autres avances	805	611
Total autres actifs	34 061	33 003

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	424 660	434 302
Autres ministères et organismes gouvernementaux	14 015	14 305
	438 675	448 607
Charges à payer.....	6 728	4 031
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	445 403	452 638

6. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de se faire payer immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	12 655	11 083
Charge de l'exercice	3 083	2 831
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(2 772)	(1 259)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	12 966	12 655

7. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF) représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	61 466	55 176
Résultats nets.....	(3 556)	6 290
Transfert entre ministères de salaires payés en surplus	71	–
Surplus accumulé, fin de l'exercice	57 981	61 466
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(264 742)	(239 910)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(5 876)	(24 832)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(270 618)	(264 742)
Passif net, à la fin de l'exercice	(212 637)	(203 276)

Fonds renouvelable des Services immobiliers – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – fin

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs des principales obligations contractuelles sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2020	679 933
2021	162 084
2022	42 945
2023	15 786
2024 et les exercices suivants	25 279
Total des obligations contractuelles	926 027

9. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses opérations, le Fonds doit se défendre dans certains cas de litige. Les causes en instance sont évaluées à 2,3 millions \$ (13,4 millions \$ en 2017-2018). Le règlement éventuel de ces litiges sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices pertinents.

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation de l'exercice en cours.

Fonds renouvelable des Services optionnels

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport sur les résultats ministériels concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances,
Services publics et Approvisionnement Canada
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Sous-ministre adjointe,
Direction générale de l'approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Arianne Reza

Le 3 juin 2019
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite**État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars**

(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	–	1 103	–	299
Éléments n'affectant pas l'encaisse	50	–	50	–
Fonds provenant (employée) de l'exploitation	50	1 103	50	299
Éléments affectant l'encaisse				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(50)	(3 221)	(50)	(1 797)
Autorisation fournie (employée)	–	(2 118)	–	(1 498)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10 930	13 132
Imputation des créiteurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(22 195)	(12 354)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	1 600	925
Autres éléments	7 738	(1 512)
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	(1 927)	191
Limite de l'autorisation (note 1)	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée	33 073	35 191

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de ses activités, du passif net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada dans la Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et au Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S E N C R L /s r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 3 juin 2019

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	9 370	–
Débiteurs (note 3).....	12 010	8 150
Avances remboursables de la taxe de vente	32	122
Total des actifs	21 412	8 272
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	22 208	12 365
Indemnités de vacances et congés compensatoires	71	77
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	41	43
	22 320	12 485
Passif net (note 6)	(908)	(4 213)
Situation financière nette du Fonds	21 412	8 272

Obligations contractuelles (note 7)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus		
Vaccins et médicaments	161 203	154 414
Services liés aux voyages et aux réinstallations	12 928	13 347
Services d'approvisionnement en communication.....	2 958	2 348
	177 089	170 109
Coûts des ventes	(171 462)	(165 145)
Bénéfice brut	5 627	4 964
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	2 179	2 370
Services généraux et administratifs.....	1 330	1 322
Services professionnels et spéciaux	834	844
Coûts d'occupation	104	120
Autres charges.....	79	4
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	(2)	5
Total des frais d'exploitation.....	4 524	4 665
Résultats nets	1 103	299
Passif net, au début de l'exercice	(4 213)	(8 882)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice (note 6).....	2 202	4 370
Passif net, à la fin de l'exercice (note 6)	(908)	(4 213)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	1 103	299
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	(9 370)	–
Diminution (augmentation) des débiteurs	(3 860)	(1 812)
Diminution (augmentation) des avances remboursables de la taxe de vente.....	90	(21)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	9 843	(2 832)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(6)	(9)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(2)	5
	(3 305)	(4 669)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6)	(2 202)	(4 370)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	13 132	17 502
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	10 930	13 132

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds ») fournit des services spécialisés aux ministères et organismes fédéraux, et aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le Fonds procure des vaccins et médicaments, fournit des services liés aux voyages et aux réinstallations, ainsi que des services d'approvisionnement en communication. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n°4 de 1991-1992*, qui a été annulée et remplacée en 1996 par l'article 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, dont le montant total ne devrait excéder 35 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada selon la Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales du Secrétariat du Conseil du Trésor. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les droits contractuels et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus liés aux vaccins et aux médicaments sont constatés en fonction d'un taux pondéré établi par contrat à prix fixe selon la proportion des biens totaux livrés à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont subies.

Les revenus liés aux services de voyages et aux réinstallations comprennent des rabais, commissions et honoraires, et ils sont constatés à l'utilisation.

Les revenus générés sur les services d'approvisionnement en communication sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le « régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	10 410	7 225
Autres ministères et organismes gouvernementaux	1 600	925
Débiteurs nets.....	12 010	8 150

4. Crédoiteurs et charges à payer

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	22 155	12 340
Autres ministères et organismes gouvernementaux	40	14
	22 195	12 354
Charges à payer.....	13	11
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	22 208	12 365

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – suite

5. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités de départ ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient:

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	43	38
Charge pour l'exercice.....	(2)	5
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	41	43

6. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF ») représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2019	2018
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice.....	8 919	8 620
Résultats nets.....	1 103	299
Surplus accumulé, fin de l'exercice.....	10 022	8 919
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice.....	(13 132)	(17 502)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	2 202	4 370
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice.....	(10 930)	(13 132)
Passif net, à la fin de l'exercice.....	(908)	(4 213)

Fonds renouvelable des Services optionnels – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2019 – fin

7. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2020	552
2021	-
2022	-
2023	-
2024 et exercices suivants	-
Total des obligations contractuelles	552

8. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 2

Comptes publics du Canada 2018-2019

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Table des matières

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	136
Créances – radiations ou renonciations	141
Avances à justifier.....	146
Pertes de fonds et de biens publics	
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – découvertes ou détectées en 2018-2019.....	149
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2018-2019.....	150
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2018-2019	153
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2018-2019.....	158
Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs.....	165

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24 (2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Sommaire sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Description	Montant ¹
<i>Loi sur la gestion des finances publiques (Article 23)</i>	
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	222 365
Justice	
Ministère de la Justice.....	3 912 754
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans.....	43 400
Ressources naturelles	
Office national de l'énergie.....	14 710 000
Revenu national	
Agence du revenu du Canada.....	2 454 419 538
Santé	
Ministère de la Santé.....	549 600
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada.....	844 288 913
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	169 040
<i>Tarif des douanes (Article 115)</i>	
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada.....	306 148 494
Total.....	3 624 464 104

¹ Pour les détails, consulter l'état suivant intitulé « Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes ».

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
En vertu de l'article 23 de la Loi sur la gestion des finances publiques	
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
C.P. 2006-0366, 11 mai 2006, a accordé une remise des frais à payer pour l'acquisition du statut de résident permanent, lequel prévoit un remboursement du montant de 485 \$ aux personnes qui ont acquitté les frais de 975 \$ pour l'acquisition du statut de résident permanent, le ou après le 3 mai 2006.	485
C.P. 2018-0132, 12 février 2018, a accordé une remise à toute personne ayant payé pour une demande d'attribution de la citoyenneté visant un mineur, présentée au titre du paragraphe 5(1) de la <i>Loi sur la citoyenneté</i> durant la période commençant le 19 juin 2017 et se terminant le jour précédant la date d'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement sur la citoyenneté, remise d'une somme de 430 \$, correspondant à une partie des droits de 530 \$.	221 880
Total	<u>222 365</u>
Justice	
Ministère de la Justice	
C.P. 1994-0269, 16 février 1994, modification du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires fait par le conseil C.P. 1988-0473 du 17 mars 1988, que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref.	3 912 754
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
C.P. 2009-0967, 11 juin 2009, fait à Bluewater Ferry Inc. et à Walpole-Algonac Ferry Line Ltd., exploitants de traversier sur la rivière St. Clair en Ontario, des droits à payer pour les services de déglacage fournis par la Garde côtière canadienne du 1 avril 2001 au 15 mai 2009, de même que d'une partie des droits à payer pour ces mêmes services au cours des années suivantes.	43 400
Ressources naturelles	
Office national de l'énergie	
C.P. 2018-1567, 14 décembre 2018, conformément à l'ordonnance de remise à Northern Gateway Pipelines Limited Partnership, l'Office a remis un montant de 14 710 000 \$ à celle-ci.	14 710 000
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
C.P. 1976-1026, 6 mai 1976, fait remise d'impôt payable en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> relativement à certaines réserves pour redevances au projet Syncrude.	2 262 961
C.P. 1990-2850, 21 décembre 1990, Décret de remise relatif aux bases américaines établies à Terre-Neuve, fait remise des taxes d'accise, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les produits importés au Canada, les produits ou services achetés au Canada, et les fournitures de produits, d'immeubles ou de services destinés à être utilisés par le personnel affecté sur les bases américaines établies à Terre-Neuve.	18 326
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	2 438 787 837

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1992-1052, 14 mai 1992, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise de certains impôts sur le revenu et de la TPS/TVH payés ou à payer par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves.	5 038 046
C.P. 1992-2399, 19 novembre 1992, Décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>), fait remise de la TPS/TVH payée ou à payer sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada.	5 079 394
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, fait remise aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada, une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	100 086
C.P. 1997-1529, 23 octobre 1997, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS/TVH payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba).	2 491 066
C.P. 1998-0396, 19 mars 1998, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les décrets C.P. 1989-1204 du 22 juin 1989 et C.P. 1994-0567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du Décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996.	26 434
C.P. 2000-1767, 13 décembre 2000, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Manitoba) fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes du Manitoba dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	87 915
C.P. 2003-0910, 12 juin 2003, fait remise de l'impôt fédéral et de la TPS aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College.	439 422
C.P. 2007-0207, 22 février 2007, Décret de remise visant l'accord de règlement des Premières Nations de Rainy River, fait remise d'un montant égal à la TPS payable sur des terres si elles sont achetées par ou pour le compte des Premières Nations de Rainy River en Ontario, en vue de leur mise de côté à titre de réserve en conformité avec l'accord de règlement tripartite.	31 850
C.P. 2013-0037, 31 janvier 2013, Décret modifiant le Décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, fait remise des droits de douane, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les boissons alcooliques vendues au personnel des forces étrangères présentes au Canada.	44 044
C.P. 2018-1190, 24 septembre 2018, fait remise de l'impôt sur le revenu payé ou à payer par Mitchell Boyd, pour l'année d'imposition 2007 sur la base de la difficulté financière à cause d'une circonstance atténuante.	12 157
Total	2 454 419 538
Santé	
Ministère de la Santé	
C.P. 2019-0099, le 23 février 2019, a accordé une remise aux entreprises admissibles, les droits acquittés par celles-ci dans le cadre des demandes de dérogation à l'obligation de communiquer des renseignements commerciaux confidentiels présentées en vertu de la <i>Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</i> , puisque l'obligation à cet effet a été abolie à la suite de modifications apportées au Règlement sur les produits dangereux le 3 avril 2018.	549 600
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1964-5000, 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello.	1 999
C.P. 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence.	24 773
C.P. 1974-2522, 19 novembre 1974, remise de la TPS et des taxes d'accise sur certains genres de matériel publicitaire.	77 655
C.P. 1976-1884, 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période où les marchandises sont au Canada.	214 285

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1976-2984, 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable.	89 297
C.P. 1978-3762, 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne et internationale.	27 815
C.P. 1979-0395, 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties.	7 142
C.P. 1982-1994, 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger.	786 825 241
C.P. 1984-0867, 15 mars 1984, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.	76 628
C.P. 1985-2955, 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messagerie.	1 811 077
C.P. 1987-1044, 21 mai 1987, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.	397 937
C.P. 1990-2848, 21 décembre 1990, remise des droits y compris la TPS sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis.	4 315
C.P. 1990-2849, 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de Pâques d'une catégorie non disponible au Canada.	44 179
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	54 676 810
C.P. 1992-2397, 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers.	72
C.P. 1997-2037, 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas.	9 688
Total	<u>844 288 913</u>
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones Canada	
C.P. 2018-0634, le 29 mai 2018, a accordé une remise d'une dette, ainsi que des intérêts afférents, découlant d'un trop-payé de 116 204 \$ qui a été versé à Genevieve Cromarty comme indemnité de poste isolé entre le 18 février 1994 et le 3 septembre 2008.	<u>169 040</u>
En vertu de l'article 115 du Tarif des douanes	
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1995-0132, 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratoires.	170 710
C.P. 1995-1202, 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers.	21 022
C.P. 1997-0952, 4 juillet 1997, remise des droits de douane et de la TPS en vertu de l'article 20 du Tarif des douanes sur l'eau-de-vie distillée qui bénéficie du tarif des États-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif du Chili et qui est importée au Canada par des distillateurs aux fins de l'embouteillage en entrepôt.	117

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – fin

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1998-1456, 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis.	12 650
C.P. 2008-0815, 1 mai 2008, remise des droits de douane à l'égard de l'importation de vêtements qui sont produits dans un pays ou territoire bénéficiant du tarif de préférence général selon la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe du Tarif des douanes en partie ou en totalité à partir de textiles produits au Canada et expédiés directement du Canada à ce pays ou territoire, sans faire l'objet d'un traitement supplémentaire à l'extérieur de ce pays ou territoire, et qui sont ensuite expédiés directement au Canada.	1 480 423
C.P. 2010-1163, 23 septembre 2010, remise des droits de douane payés aux termes du Décret de remise visant certains transbordeurs, bateaux-citernes et navires de charge.	145 821 020
C.P. 2018-1272, 10 octobre 2018, remise des surtaxes imposées par le Décret imposant une surtaxe aux États-Unis (acier et aluminium) DORS/2018-152 et le Décret imposant une surtaxe aux États-Unis (autres marchandises) DORS/2018-153 entrés en vigueur le 1 juillet 2018 (25 % pour certains produits d'acier, 10% pour certains produits d'aluminium et 10% pour d'autres marchandises précisées dans le décret).	158 267 906
C.P. 2018-1610, 14 décembre 2018, remise de la surtaxe payée ou à payer aux termes du Décret imposant une surtaxe sur l'importation de certains produits de l'acier à l'égard des marchandises qui étaient en transit vers le Canada avant le 25 octobre 2018.	374 646
Total	<u>306 148 494</u>

Créances – radiations ou renoncations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renoncations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

i. Approbation ministérielle

Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement comme suit :

- L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- L'article 155.1 (4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article susmentionné.
- Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.

ii. Approbation du Conseil du Trésor

L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute obligation, dette ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

iii. Autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire

- L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
- L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.
- L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Codes

A	Radiation
B	Renonciation
C	Remise
D	Dispense

Créances – radiations ou renonciations

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Numéro du crédit ou Loi	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur la gestion des finances publiques										
Affaires mondiales										
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	B	–	–	–	–	S	2	37 922 028	2	37 922 028
Agriculture et Agroalimentaire										
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	A	394	34 127 146	–	–	–	–	–	394	34 127 146
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	A	163	255 777	–	–	–	–	–	163	255 777
Défense nationale										
Ministère de la Défense nationale.....	A	46	1 581 445	–	–	–	–	–	46	1 581 445
Environnement et Changement climatique										
Ministère de l'Environnement.....	A/D	83	9 509	–	–	–	–	–	83	9 509
Agence Parcs Canada	A	27	98 224	–	–	–	–	–	27	98 224
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A/D	5 219	59 470 465	–	–	10b	31 481	162 154 347	36 700	221 624 812
Finances										
Ministère des Finances	A	1 307	631 709	–	–	–	–	–	1 307	631 709
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	A/C	1 510	222 762	–	–	² /15b	1 115	484 638	2 625	707 400
Innovation, Sciences et Développement économique										
Ministère de l'Industrie.....	A/D	121	6 074 761	–	–	–	–	–	121	6 074 761
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	A/D	40	3 873 032	–	–	–	–	–	40	3 873 032
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	D	13	930	–	–	–	–	–	13	930
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	A	6	3 131 622	–	–	–	–	–	6	3 131 622
Conseil national de recherches du Canada	A	8	386 279	–	–	–	–	–	8	386 279
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	A/D	2	297 463	–	–	–	–	–	2	297 463
Statistique Canada.....	A/D	77	301 710	–	–	–	–	–	77	301 710
Institutions démocratiques										
Bureau du directeur général des élections.....	A	63	121 857	–	–	–	–	–	63	121 857
Justice										
Ministère de la Justice	A/C	26	116 671	–	–	²	66 723	3 912 754	66 749	4 029 425
Patrimoine canadien et Multiculturalisme										
Bibliothèque et Archives du Canada.....	A	13	836	–	–	–	–	–	13	836
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	D	6	762	–	–	–	–	–	6	762
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Ministère des Pêches et des Océans.....	A/C/D	244	23 847 437	–	–	²	1	43 400	245	23 890 837
Relations Couronne-Autochtones										
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	A	78	1 323 783	–	–	–	63 339	4 963 238	78	1 323 783
Ressources naturelles										
Ministère des Ressources naturelles	A	13	50 281	–	–	–	–	–	13	50 281
Office national de l'énergie.....	C	–	–	–	–	²	1	14 710 000	1	14 710 000

Créances – radiations ou renoncements – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	1 190 147	3 237 650 407	–	–	–	–	–	1 190 147	3 237 650 407
Santé										
Ministère de la Santé.....	A/C	1 361	2 428 142	–	–	²	18	549 600	1 379	2 977 742
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	A	28	37 386	–	–	–	–	–	28	37 386
Agence de la santé publique du Canada.....	A	1	45 803	–	–	–	–	–	1	45 803
Sécurité publique et Protection civile										
Agence des services frontaliers du Canada	A	100	28 395 123	–	–	–	–	–	100	28 395 123
Service canadien de renseignement de sécurité.....	D	2	23	–	–	–	–	–	2	23
Service correctionnel du Canada	A	66	2 220	–	–	–	–	–	66	2 220
Services aux Autochtones										
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	A/C	42	744 580	–	–	–	1	169 040	43	913 620
Services publics et Approvisionnement										
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	A	68	319 600	–	–	–	–	–	68	319 600
Sciences										
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	A	5	9 502	–	–	–	–	–	5	9 502
Transports										
Ministère des Transports	A	65	30 819	–	–	–	–	–	65	30 819
		<i>1 201 344</i>	<i>3 405 588 066</i>	–	–	–	<i>162 681</i>	<i>224 909 045</i>	<i>1 300 686</i>	<i>3 625 533 873</i>
Loi de l'impôt sur le revenu										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada ³	B/D	311 228	478 651 897	–	–	–	–	–	311 228	478 651 897
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	344 910	391 261 840	–	–	–	–	–	344 910	391 261 840
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	232	2 856 342	–	–	–	–	–	232	2 856 342
Loi sur la faillite et l'insolvabilité										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	25 303	352 032 596	–	–	–	–	–	25 303	352 032 596
Transports										
Ministère des Transports	A	2	24 382	–	–	–	–	–	2	24 382
		<i>25 305</i>	<i>352 056 978</i>	–	–	–	–	–	<i>25 305</i>	<i>352 056 978</i>
Loi sur la sécurité de la vieillesse										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	C	5 311	7 949 915	–	–	–	–	–	5 311	7 949 915
Loi sur la taxe d'accise										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada ³	B	7 637	98 070 653	–	–	–	–	–	7 637	98 070 653
Loi sur l'agence canadienne d'inspection des aliments										
Santé										
Agence canadienne d'inspection des aliments	C	11 145	1 053 197	–	–	–	–	–	11 145	1 053 197

Créances – radiations ou renonciations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Numéro du crédit ou Loi	Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur l'assurance-emploi										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A	47 275	40 283 262	–	–	–	–	–	47 275	40 283 262
Loi sur le bien-être des vétérans										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	54	973 163	–	–	–	–	–	54	973 163
Loi sur le bureau du surintendant des institutions financières										
Finances										
Bureau du surintendant des institutions financières	A	10	11 104	–	–	–	–	–	10	11 104
Loi sur le financement des petites entreprises du Canada										
Innovation, Sciences et Développement économique										
Ministère de l'Industrie.....	A	922	58 767 857	–	–	–	–	–	922	58 767 857
Loi sur le ministère des Anciens Combattants										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	8	35 395	–	–	–	–	–	8	35 395
Loi sur le parlement du Canada										
Parlement										
Sénat	A	3	280	–	–	–	–	–	3	280
Service de protection parlementaire.....	A	3	2 103	–	–	–	–	–	3	2 103
		6	2 383	–	–	–	–	–	6	2 383
Loi sur l'expansion des exportations										
Affaires mondiales										
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	A	–	196 010 248	–	–	–	–	–	–	196 010 248
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés										
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	D	93	9 300	–	–	–	–	–	93	9 300
Loi sur les allocations aux Anciens Combattants										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	2	1 083	–	–	–	–	–	2	1 083
Loi sur les douanes										
Sécurité publique et Protection civile										
Agence des services frontaliers du Canada	D	346	2 530 882	–	–	–	–	–	346	2 530 882
Loi sur les pensions										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	47	310 948	–	–	–	–	–	47	310 948
Loi sur les prêts aux apprentis										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	318	58 233	–	–	–	–	–	318	58 233

Créances – radiations ou renonciations – fin

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social										
	B	318	58 233	–	–	–	–	–	318	58 233
		1 956 193	5 036 482 746	–	–	–	162 681	224 909 045	2 055 535	5 256 428 553
Sommaire										
Radiations	A	1 274 478	4 052 102 812	–	–	–	32 177	162 416 620	1 306 655	4 214 519 432
Renonciations	B	399 651	763 498 193	–	–	–	2	37 922 028	399 653	801 420 221
Remises	C	16 456	9 003 112	–	–	–	67 163	19 607 159	83 619	28 610 271
Dispenses	D	265 608	211 878 629	–	–	–	–	–	265 608	211 878 629
		1 956 193	5 036 482 746	–	–	–	99 342	219 945 807	2 055 535	5 256 428 553

¹ Consulter l'introduction du tableau ci-dessus pour la description des codes.² Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 135 de cette section.³ Renonciation afférente aux dispositions d'allègement pour les contribuables provenant des lois déterminées.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Avances à justifier

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2019		Avances réglées en avril 2019		Avances en circulation au 30 avril 2019	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 695	26 324 349	89	398 816	3 606	25 925 533
Commission mixte internationale (section canadienne)	4	8 185	3	1 829	1	6 356
	3 699	26 332 534	92	400 645	3 607	25 931 889
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	46	34 375	43	29 375	3	5 000
Commission canadienne des grains	11	7 642	6	2 025	5	5 617
Commission canadienne du lait	1	400	–	–	1	400
	58	42 417	49	31 400	9	11 017
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants.....	317	511 645	39	27 796	278	483 849
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	7	10 585	–	–	7	10 585
	324	522 230	39	27 796	285	494 434
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	5	2 700	–	–	5	2 700
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	192	367 399	–	379 ¹	192	367 020
Commissariat au lobbying	1	200	1	200	–	–
École de la fonction publique du Canada.....	1	5 151	–	–	1	5 151
	194	372 750	1	579	193	372 171
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	103	170 643	–	–	103	170 643
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	15	9 200	–	–	15	9 200
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité....	4	3 590	–	–	4	3 590
Commissariat aux langues officielles	7	2 000	–	–	7	2 000
Commission de la fonction publique	84	173 747	–	–	84	173 747
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2	600	–	–	2	600
	215	359 780	–	–	215	359 780
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale.....	14 385	56 297 497	482	1 394 897	13 903	54 902 600
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1	300	–	–	1	300
Centre de la sécurité des télécommunications.....	166	818 781	87	409 966	79	408 815
	14 552	57 116 578	569	1 804 863	13 983	55 311 715
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement.....	346	494 213	11	16 784	335	477 429
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	19	30 244	–	–	19	30 244
Agence Parcs Canada	1 626	3 561 695	203	295 220	1 423	3 266 475
	1 991	4 086 152	214	312 004	1 777	3 774 148
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	2 011	5 916 141	25	34 041	1 986	5 882 100
Femmes et égalité des genres						
Ministère de la femme et de l'égalité des genres.....	6	15 262	1	200	5	15 062

Avances à justifier – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2019		Avances réglées en avril 2019		Avances en circulation au 30 avril 2019	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Finances						
Ministère des Finances	43	8 198	–	767 ¹	43	7 431
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	2	550	–	–	2	550
Bureau du surintendant des institutions financières	6	6 400	1	900	5	5 500
Bureau du vérificateur général.....	5	1 700	5	1 700	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	5	4 750	–	–	5	4 750
	61	21 598	6	3 367	55	18 231
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	15	53 055	6	23 204	9	29 851
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	87	150 131	2	6 265	85	143 866
	102	203 186	8	29 469	94	173 717
Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	15	19 045	2	3 548	13	15 497
Innovation, Sciences et Développement économique						
Ministère de l'Industrie.....	222	484 816	46	27 702	176	457 114
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	3	4 430	1	1 100	2	3 330
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	11	13 847	–	–	11	13 847
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	7	1 500	–	–	7	1 500
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	51	142 402	–	–	51	142 402
Agence spatiale canadienne.....	13	33 943	–	–	13	33 943
Commission du droit d'auteur.....	1	2 500	–	–	1	2 500
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	7	5 338	–	61 ¹	7	5 277
Statistique Canada.....	207	178 431	1	2 325	206	176 106
	522	867 207	48	31 188	474	836 019
Institutions démocratiques						
Bureau du directeur général des élections.....	34	44 233	5	9 587	29	34 646
Justice						
Ministère de la Justice	39	8 016 850	–	–	39	8 016 850
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	192	1 110 713	44	93 360	148	1 017 353
Bureau du directeur des poursuites pénales	14	5 700	–	–	14	5 700
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	12	15 874	–	–	12	15 874
Commission canadienne des droits de la personne	18	17 478	–	–	18	17 478
Registraire de la Cour suprême du Canada	7	650	–	–	7	650
Service administratif des tribunaux judiciaires	48	14 385	–	–	48	14 385
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	7	12 225	–	–	7	12 225
	337	9 193 875	44	93 360	293	9 100 515
Parlement						
Chambre des communes.....	431	823 621	5	1 161	426	822 460
Bibliothèque du Parlement	3	850	–	–	3	850
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	1	250	–	–	1	250
Bureau du directeur parlementaire du budget	1	200	–	–	1	200
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	1	500	–	–	1	500
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.....	1	200	–	–	1	200
Sénat	12	5 600	1	500	11	5 100
Service de protection parlementaire.....	19	16 522	1	40	18	16 482
	469	847 743	7	1 701	462	846 042
Patrimoine canadien et Multiculturalisme						
Ministère du Patrimoine canadien	149	376 289	3	500	146	375 789
Bibliothèque et Archives du Canada.....	13	4 950	–	–	13	4 950
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	45	180,240	2	9,401	43	170,839
Office national du film	45	33 301	22	13 396	23	19 905
	252	594 780	27	23 297	225	571 483

Avances à justifier – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2019		Avances réglées en avril 2019		Avances en circulation au 30 avril 2019	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans	242	201 138	159	116 653	83	84 485
Relations Couronne-Autochtones						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	351	670 292	–	–	351	670 292
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	5	7 776	3	4 946	2	2 830
	356	678 068	3	4 946	353	673 122
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	214	583 668	1	4 960	213	578 708
Commission canadienne de sûreté nucléaire	14	12 236	2	3 000	12	9 236
Office national de l'énergie	2	5 740	–	–	2	5 740
	230	601 644	3	7 960	227	593 684
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	3 737	3 511 477	108	337 528	3 629	3 173 949
Santé						
Ministère de la Santé	447	1 497 332	53	26 749	394	1 470 583
Agence canadienne d'inspection des aliments	109	173 900	27	22 278	82	151 622
Agence de la santé publique du Canada	122	338 746	23	8 644	99	330 102
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	8	23 089	1	500	7	22 589
	686	2 033 067	104	58 171	582	1 974 896
Sciences						
Conseil de recherches en sciences humaines	1	100	–	–	1	100
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1	100	–	–	1	100
	2	200	–	–	2	200
Sécurité publique et Protection civile						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	145	306 253	–	–	145	306 253
Agence des services frontaliers du Canada	1 355	1 280 958	47	77 563	1 308	1 203 395
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5	19 977	–	–	5	19 977
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1	500	–	–	1	500
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	5	15 870	–	–	5	15 870
Commission des libérations conditionnelles du Canada	29	18 673	–	–	29	18 673
Gendarmerie royale du Canada	1 887	22 597 908	1 385	18 924 113	502	3 673 795
Service canadien du renseignement de sécurité	152	11 569 931	6	6 505 320	146	5 064 611
Service correctionnel du Canada	2 718	4 757 374	48	58 992	2 670	4 698 382
	6 297	40 567 444	1 486	25 565 988	4 811	15 001 456
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones Canada	329	699 053	16	5 950	313	693 103
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	1 320	9 483 275	45	6 307 047	1 275	3 176 228
Services partagés Canada	81	107 559	3	3 436	78	104 123
	1 401	9 590 834	48	6 310 483	1 353	3 280 351
Transports						
Ministère des Transports	403	410 703	15	35 909	388	374 794
Office des transports du Canada	3	6 994	1	544	2	6 450
	406	417 697	16	36 453	390	381 244
Total	38 533	164 858 833	3 080	35 251 177	35 453	129 607 656

¹ Règlement partiel.

Pertes de fonds et de biens publics

Les états suivants présentent l'information sur les pertes de fonds et de biens publics tel qu'exigé en vertu de la *Directive sur la gestion des fonds publics et des comptes débiteurs* du Conseil du Trésor.

Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2018-2019

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Causes devant les tribunaux (estimation par l'ARC du montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement)					
Impôt sur le revenu	44	19 418 171	–	1	1
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	82	68 052 670	–	1	1
Autres pertes administrées	6	1 675 143	–	1	1
	<i>132</i>	<i>89 145 984</i>	–	–	–
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour)					
Impôt sur le revenu	13	2 187 366	1 086 302	347 449	753 615
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	7	618 440	139 917	7 184	471 339
Autres pertes administrées	2	34 432	33 648	784	–
	<i>22</i>	<i>2 840 238</i>	<i>1 259 867</i>	<i>355 417</i>	<i>1 224 954</i>
	154	91 986 222	1 259 867	355 417	1 224 954
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>					
Non déclaration/Contrebande.....	4	18 447 640	38 697	18 408 943	–
Total.....	158	110 433 862	1 298 564	18 764 360	1 224 954

¹ Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2018-2019

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2018-2019	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement						
Demande falsifiée par un fournisseur	1		80	–	80	–
Emploi non autorisé de carte de voyage	1		12 883	1 585	–	11 298
Emploi non autorisé de carte d'essence prépayée	1	1	183	183	–	–
Mauvaise utilisation des heures de travail d'employé	1		813	–	813	–
Perte de fonds de mission	1	1	19 807	–	19 807	–
Perte de fonds de petite caisse	2	1	522	–	522	–
Perte de revenu consulaire	6	1	1 478	–	1 478	–
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires	2		26 160	–	8 681	17 479
Utilisation frauduleuse de fonds de contribution	6		1 090 511	637 284	–	453 227
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire						
Emploi non autorisé de carte d'achat	1	1	420	–	–	420
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor						
Demande de prestation falsifiée	12	20	113 149	15 015	–	98 134
Conseil privé						
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes						
Emploi frauduleux de carte d'achat	2	1	629	629	–	–
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale						
Emploi frauduleux de carte d'achat	1	1	8 885	–	8 885	–
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement						
Emploi non autorisé de carte d'achat	3	1	1 110	–	–	1 110
Vol de fonds de petite caisse	1	1	150	–	–	150
Agence Parcs Canada						
Carte de voyage non payée	3	1	1 543	–	–	1 543
Déficit net de la caisse (déficit brut 61 707 \$; surplus brut 44 486 \$)		1	17 221	–	17 221	–
Emploi frauduleux de carte de carburant suite à un vol	1	1	30 195	–	30 195	–
Emploi non autorisé de carte de voyage	1	1	4 919	4 919	–	–
Fausse monnaie dans le dépôt bancaire	1	1	50	–	50	–
Perte de fonds de petite caisse	2	1	1 649	–	1 649	–
Utilisation frauduleuse de carte d'achat	10	1	9 069	8 964	–	105
Vol de fonds de petite caisse	2	1	1 500	–	1 500	–
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social						
Perte de dépôt	1	1	160	–	160	–
Réclamation frauduleuse de prestation d'assurance-emploi	93 659	(S)	168 605 168	41 161 824	22 294	127 421 050
Réclamation frauduleuse de prêts canadiens aux étudiants	39	(S)	404 156	27 854	17 969	358 333
Réclamation frauduleuse de sécurité de la vieillesse	15	(S)	235 653	10 849	–	224 804
Réclamation frauduleuse du régime de pensions du Canada	5	(S)	55 035	3 335	–	51 700
Réclamation frauduleuse ou non justifiée de subvention et de contribution	1	5, (S)	2 618 902	–	2 618 902	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration						
Emploi non autorisé de carte de voyage	1	1	8 911	2 550	–	6 361
Perte de recette pour frais de service d'immigration	4 848		714 803	15 907	585 578	113 318

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident –**Survenues ou découvertes en 2018-2019 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2018-2019	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Innovation, Sciences et Développement économique						
Agence spatiale canadienne						
Emploi frauduleux de carte de voyage.....	1		34	34	–	–
Justice						
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada						
Perte de revenus en raison de chèques périmés.....	11	5	90	–	90	–
Parlement						
Chambre des communes						
Perte de dépôt.....	1	1	124	–	–	124
Sénat						
Perte de fonds de petite caisse	1	1	42	–	42	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans						
Emploi frauduleux de carte d'achat désignée dû à un vol d'identité.....	29	1	76 451	67 102	9 103	246
Emploi non autorisé de carte d'achat désignée.....	2	1	589	–	–	589
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée.....	16	1	46 147	2 112	–	44 035
Perte de la petite caisse.....	2	1	214	–	214	–
Perte de recette	1	1	279	–	279	–
Usage non autorisé de billet de taxi	2	1	600	–	600	–
Relations Couronne-Autochtones						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien						
Perte de recette – paiement de traité	3		1 500	–	1 500	–
Utilisation non autorisée de carte d'achat.....	1	1	2 490	–	–	2 490
Revenu national						
Agence du revenu du Canada						
Demande de congé de maladie et autre congé falsifiée.....	2	1	1 403	–	–	1 403
Détournement de fonds	1	1	19 600	–	–	19 600
Emploi non autorisé de carte de voyage	3	1	12 873	12 873	–	–
Paiement de salaire falsifié pour absence non consignée.....	12	1	143 083	66 952	–	76 131
Santé						
Ministère de la Santé						
Demande de paiement falsifiée par un entrepreneur	2	1	31 381	31 381	–	–
Agence canadienne d'inspection des aliments						
Emploi frauduleux de carte d'achat.....	1	1	9 100	–	–	9 100
Emploi non autorisé de billet de taxi	1	(S)	10	10	–	–
Emploi non autorisé de carte d'achat	1	1	10	10	–	–
Erreur administrative sur réclamation de voyage.....	1	1	360	360	–	–
Facturation erronée par un fournisseur	1	1	197	197	–	–
Perte de recette	1	1	20	–	20	–
Agence de la santé publique du Canada						
Demande de contribution non-soutenue.....	1	10	95 024	–	–	95 024
Instituts de recherche en santé du Canada						
Demande de subvention falsifiée.....	1	5	318 498	–	–	318 498

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident –
Survenues ou découvertes en 2018-2019 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2018-2019	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Sécurité publique et Protection civile						
Agence des services frontaliers du Canada						
Emploi non autorisé de carte de voyage	5	1	2	2	–	–
Perte de fonds de caisse	1	1	21	–	21	–
Perte de paiement par carte d'achat	1	1	313	–	313	–
Gendarmerie royale du Canada						
Emploi frauduleux de carte d'achat	1	1	1 659	1 659	–	–
Perte de fonds de petite caisse	1	1	1 250	–	1 250	–
Service correctionnel du Canada						
Perte de fonds de petite caisse	2	1	120	120	–	–
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones Canada						
Coupon taxi sans bénéficiaire	1	1	42	–	42	–
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux						
Emploi non autorisé de carte de voyage	15		20 523	2 478	–	18 045
Emploi non autorisé de fonds du régime de pension de retraite de la fonction publique	5		434 911	–	–	434 911
Paiement de salaire falsifié pour absence non consignée	1		33 628	–	–	33 628
Utilisation frauduleuse de carte d'achat	5		52 059	442	–	51 617
Receveur général – Direction du contrôle du remboursement des chèques						
Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance-emploi et les chèques de la Banque du Canada –						
Endossement frauduleux	2 113		1 562 290	1 560 334	1 956	–
Endossement irrégulier	25		21 968	21 968	–	–
Non-endossé	1 262		880 900	880 900	–	–
Paiement électronique mal dirigé	10 552		5 713 290	3 199 437	1 426 564	1 087 289
Autre	1 143		2 980 981	2 906 233	74 748	–
Transports						
Ministère des Transports						
Emploi non autorisé de carte de voyage	2	1	6 180	–	1 416	4 764
Total	113 863		186 455 970	50 645 502	4 853 942	130 956 526

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2018-2019**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Vol de téléphone cellulaire	2	1 740	–	1 740	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Vandalisme à un véhicule de l'État	1	580	–	580	–
Vandalisme à une propriété de l'État.....	2	8 445	–	8 445	–
Vol d'autres matériels de transport.....	1	3 000	–	3 000	–
Vol de téléphone cellulaire	1	1 035	–	1 035	–
Vol d'équipement	4	17 812	–	17 812	–
Vol d'un véhicule de l'État	1	19 127	–	19 127	–
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Vol de BlackBerry.....	1	844	–	844	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Vol de tablette	1	1 000	–	1 000	–
Vol de téléphone sans fil	3	2 325	–	2 325	–
École de la fonction publique du Canada					
Vol de tablette	1	2 551	–	2 551	–
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Vol de tablette	1	1 100	–	1 100	–
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Vandalisme à un édifice	2	691	–	691	–
Vol d'armes et accessoires	3	43	–	43	–
Vol de BlackBerry.....	1	200	–	200	–
Vol de tenue de combat	26	2 897	12	2 885	–
Vol de téléphone cellulaire	1	200	–	200	–
Vol d'équipement non spécifique aux militaires	12	1 583	–	1 583	–
Vol d'équipement spécifique aux militaires	40	3 994	363	3 631	–
Vol d'outils	3	171	–	171	–
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Vandalisme à un véhicule de l'État	1	635	–	635	–
Vandalisme de tablette électronique	1	2 000	–	2 000	–
Vol de BlackBerry.....	2	1 350	–	1 350	–
Vol de caméra et d'équipement audio	2	750	–	750	–
Vol de remorque à bascule	1	10 000	–	10 000	–
Vol de téléphone satellite et GPS.....	2	3 300	–	3 300	–
Vol d'équipement d'ordinateur	1	300	–	300	–
Vol d'ordinateur portable	8	15 075	–	15 075	–
Vol d'outil	3	6 100	–	6 100	–
Agence Parcs Canada					
Vandalisme à de l'équipement	2	2 875	–	2 875	–
Vandalisme à du matériel et fourniture	5	740	40	700	–
Vandalisme à un bien immobilier.....	7	11 338	–	11 338	–
Vandalisme à un édifice	9	10 624	–	10 624	–
Vandalisme à un véhicule d'État	2	4 172	–	4 172	–
Vol de BlackBerry.....	1	700	–	700	–
Vol de matériel et de fourniture.....	2	1 810	–	1 810	–
Vol de meuble et d'aménagement	3	3 700	–	3 700	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2018-2019 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Vol de permis d'entrée saisonnier	2	19 512	–	19 512	–
Vol de plaque de bronze	2	8 000	–	8 000	–
Vol de produit dérivé officiel	1	656	–	656	–
Vol d'équipement	12	14 997	–	14 997	–
Vol d'équipement électronique	4	1 925	–	1 925	–
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Vandalisme à un véhicule de l'État	1	717	–	–	717
Vol de tablette	1	550	–	550	–
Vol de téléphone cellulaire	1	750	–	750	–
Vol d'ordinateur portable	3	3 615	–	3 615	–
Femmes et de Égalité des genres					
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
Vol d'ordinateur portable	1	1 500	–	1 500	–
Finances					
Ministère des Finances					
Vol de tablette	1	1 950	–	1 950	–
Vol de téléphone cellulaire	3	2 700	–	2 700	–
Vol d'ordinateur portable	1	1 100	–	1 100	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada					
Vol de téléphone cellulaire	1	369	–	369	–
Bureau du surintendant des institutions financières					
Vol de tablette	1	1 966	–	1 966	–
Bureau du vérificateur général					
Vol d'équipement informatique	1	250	–	250	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Vol d'ordinateur portable	1	1 256	–	1 256	–
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Vandalisme à un véhicule de l'État	1	462	–	462	–
Vol de BlackBerry	1	700	–	700	–
Vol de boîte d'outils	2	600	–	600	–
Vol de téléphone cellulaire	1	700	–	700	–
Vol d'écran tactile Cisco	1	1 000	–	1 000	–
Vol d'ordinateur portable	1	1 217	–	1 217	–
Vol de tablette	1	1 887	–	1 887	–
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Vol de tablette	1	1 920	–	1 920	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Vol d'écouteurs	4	453	–	453	–
Agence spatiale canadienne					
Vol d'ordinateur portable	1	1 275	–	1 275	–
Conseil national de recherches du Canada					
Vol de BlackBerry	13	1 300	–	1 300	–
Vandalisme à un hangar extérieur verrouillé	1	100	–	100	–
Vol de bâtons de mémoire	2	80	–	80	–
Vol d'ordinateur portable	6	12 560	–	9 420	3 140
Statistique Canada					
Vol de téléphone cellulaire	3	1 260	–	1 260	–
Vol d'ordinateur portable	6	6 370	–	5 835	535

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2018-2019 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Justice					
Ministère de la Justice					
Vol de carte d'identité et d'accès	4	25	–	25	–
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Vol de BlackBerry	1	900	–	900	–
Vol de carte d'identité et d'accès	1	20	–	20	–
Vol d'ordinateur portable	2	3 000	–	3 000	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Vol d'iPhone	1	1 309	–	1 309	–
Parlement					
Chambre des communes					
Vol d'appareil photographique	1	900	–	900	–
Vol de caméra vidéo	1	1 020	–	1 020	–
Vol d'équipement d'appareil photographique	1	109	–	109	–
Vol d'ordinateur portable	2	3 346	–	3 346	–
Patrimoine canadien et Multiculturalisme					
Ministère du Patrimoine canadien					
Vol de livret de taxi (15 coupons de taxi)	1	195	–	195	–
Vol de tablette électronique	1	1 854	–	1 854	–
Vol de téléphone cellulaire	4	4 080	–	4 080	–
Vol d'ordinateur portable	2	3 084	–	3 084	–
Office national du film					
Vol d'ordinateur portable	1	2 000	–	2 000	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Vandalisme à de un édifice et autre bien immobilier	10	24 708	–	24 708	–
Vandalisme à un navire	1	11 000 000	–	11 000 000	–
Vandalisme à un véhicule de l'État	3	2 467	–	2 467	–
Vol d'autres équipements de transport	2	9 357	–	9 357	–
Vol de machinerie et d'équipement	2	7 282	–	7 282	–
Vol de matériel et de fourniture	6	9 958	–	9 958	–
Vol d'équipement de télécommunication	3	600	–	600	–
Vol d'équipement électronique	2	400	–	400	–
Vol d'équipement informatique	6	10 100	–	10 100	–
Relations Couronne-Autochtones					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Vol de veste d'hiver	1	300	–	300	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique					
Vol de téléphone cellulaire	2	1 254	–	1 254	–
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Vandalisme à un véhicule de l'État	1	1	–	1	–
Vol de tablette	1	2 800	–	2 800	–
Vol d'équipement technique	1	24 510	19 510	5 000	–
Vol d'ordinateur portable	3	5 312	–	5 312	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Vandalisme à un véhicule de l'État	2	2 043	–	2 043	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2018-2019 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Vandalisme à un véhicule de l'État	1	1 291	–	1 291	–
Vol de BlackBerry.....	3	2 562	–	2 562	–
Vol de téléphone cellulaire	3	249	–	249	–
Vol d'équipement de bureau	5	87	–	87	–
Vol d'ordinateur portable	11	15 662	–	15 662	–
Santé					
Ministère de la Santé					
Vol de tablette	1	1 200	–	1 200	–
Vol d'ordinateur portable	2	2 400	–	2 400	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Vandalisme à un véhicule de l'État	43	47 107	–	47 107	–
Vol de badge d'inspecteur.....	2	80	–	80	–
Vol de BlackBerry.....	2	500	–	500	–
Vol de carte d'identité et de désignation	5	15	–	15	–
Vol de clés d'un véhicule de l'État	1	926	926	–	–
Vol de sac d'ordinateur portable.....	1	100	–	100	–
Vol de scanner à puce.....	1	450	–	450	–
Vol de téléphone cellulaire	3	1 300	–	1 300	–
Vol de trousse routière d'urgence.....	1	74	–	74	–
Vol d'étampe d'inspecteur.....	3	150	–	150	–
Vol d'ordinateur portable	2	2 000	–	2 000	–
Vol d'un véhicule de l'État.....	2	34 639	34 639	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada					
Vol d'ordinateur portable	1	1 474	–	1 474	–
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada					
Vol d'article d'uniforme	1	120	–	120	–
Vol d'équipement informatique	6	9 000	–	9 000	–
Gendarmerie royale du Canada					
Vandalisme à de l'équipement	2	1 540	–	1 540	–
Vandalisme à un véhicule de l'État	56	260 513	13 443	103 648	143 422
Vol de bicyclette.....	1	1 500	–	1 500	–
Vol de téléphone cellulaire	4	1 345	–	1 345	–
Vol d'essence.....	3	100	–	100	–
Vol d'uniforme et d'équipement.....	9	1 032	–	1 032	–
Service correctionnel du Canada					
Domage à la suite d'un incendie intentionnel.....	4	7 280	–	7 280	–
Domage à la suite d'une perturbation de détenus	125	26 224	907	25 317	–
Domage à une vitre	9	2 385	–	2 385	–
Vandalisme à des biens et de l'équipement	790	148 462	2 661	142 618	3 183
Vol de matériel.....	103	10 935	–	10 935	–
Vol d'ordinateur portable	1	1 300	–	1 300	–
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones Canada					
Vol de BlackBerry.....	2	1 300	–	1 300	–
Vol d'ordinateur portable	2	2 600	–	1 300	1 300

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2018-2019 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Utilisation frauduleuse d'un véhicule de l'État	1	6 779	–	–	6 779
Vandalisme à un édifice	16	27 661	–	27 661	–
Vandalisme à un véhicule de l'État	3	2 617	–	2 617	–
Vol de BlackBerry	6	2 699	–	2 699	–
Vol de carte d'identité et d'accès	2	60	–	60	–
Vol de clé USB	3	427	–	427	–
Vol de meuble	1	1 100	–	1 100	–
Vol de téléphone cellulaire	5	1 741	–	1 741	–
Vol d'écouteurs	2	266	–	266	–
Vol d'équipement	1	60	–	60	–
Vol d'équipement électronique	1	1 100	–	1 100	–
Vol d'équipement informatique	5	504	–	504	–
Vol d'ordinateur portable	25	32 241	–	32 241	–
Vol de corde d'alimentation	2	200	–	200	–
Services partagés Canada					
Vol de BlackBerry	4	540	–	540	–
Vol de câble d'ordinateur	4	70	–	70	–
Vol de serveur	1	5 400	–	5 400	–
Vol de station d'accueil	2	400	–	400	–
Vol de téléphone cellulaire	4	475	–	475	–
Vol d'écran d'ordinateur	2	1 000	–	1 000	–
Vol d'ordinateur portable	5	6 000	–	6 000	–
Transports					
Ministère des Transports					
Vandalisme à un véhicule de l'État	3	1 030	–	1 030	–
Vol de BlackBerry	1	200	–	200	–
Vol de tablette	3	2 800	–	2 800	–
Vol de téléphone cellulaire	1	800	–	800	–
Vol d'ordinateur portable	7	10 050	–	10 050	–
Office des transports du Canada					
Vol de téléphone cellulaire	4	3 672	–	3 672	–
Total	1 635	12 059 232	72 501	11 827 655	159 076

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2018-2019

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Perte de BlackBerry.....	78	39 000	–	39 000	–
Perte de dispositif de stockage des données portatif	10	250	–	250	–
Perte de jeton SecurID.....	103	3 502	–	3 502	–
Perte de tablette	14	8 820	–	8 820	–
Perte de téléphone cellulaire.....	8	5 920	–	5 920	–
Perte d'ordinateur portatif.....	8	15 744	–	15 744	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Domage à d'autre matériel de transport.....	1	77	–	77	–
Domage à un équipement	2	5 836	–	5 836	–
Domage à un véhicule de l'État.....	28	77 369	5 659	71 710	–
Domage à une propriété de l'État.....	1	150	–	150	–
Perte de BlackBerry.....	4	200	–	200	–
Perte de carte d'accès.....	3	13	–	13	–
Perte de clé.....	2	34	–	34	–
Perte de l'équipement.....	2	1 800	–	1 800	–
Perte de téléphone cellulaire.....	2	1 085	–	1 085	–
Commission canadienne des grains					
Domage à un véhicule de l'État.....	1	4 335	4 335	–	–
Perte de carte d'identification et d'accès par proximité.....	7	55	–	55	–
Perte de pièces d'équipement	1	81	–	81	–
Perte d'équipement de laboratoire scientifique.....	1	16 000	–	–	16 000
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Perte de BlackBerry.....	4	3 035	–	3 035	–
Perte de téléphone cellulaire.....	2	950	–	950	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)					
Perte de téléphone cellulaire.....	1	844	–	844	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Perte de tablette	7	3 055	–	3 055	–
Perte de téléphone sans fil	44	34 100	–	34 100	–
Perte d'ordinateur portatif.....	8	1	–	1	–
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Perte de tablette	1	1 100	–	1 100	–
Perte de téléphone cellulaire.....	1	1 000	–	1 000	–
Commissariat aux langues officielles					
Domage à un ordinateur portatif.....	3	2 829	–	2 829	–
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Domage à des armes et accessoires.....	4	169	–	169	–
Domage à de la machinerie	1	183	–	183	–
Domage à de l'équipement de transport	4	19 500	–	19 500	–
Domage à de l'équipement électrique	4	6 008	–	6 008	–
Domage à de l'équipement non spécifique aux militaires.....	55	13 197	277	12 920	–
Domage à de l'équipement spécifique aux militaires	54	11 795	666	11 129	–
Domage à de l'équipement technique.....	2	3 700	–	3 700	–
Domage à des outils	2	114	28	86	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Dompage à un édifice causé par l'eau	7	424	–	424	–
Dompage à un édifice causé par un incendie	3	51 412	–	51 412	–
Dompage à un édifice causé par une collision automobile.....	1	4 000	–	2 000	2 000
Dompage à un édifice et autre bien immobilier causé par le vent	97	7 068	–	7 068	–
Dompage à un édifice et autre bien immobilier causé par un incendie.....	85	375 842	–	375 842	–
Dompage à un équipement de transport causé par un incendie	20	133 936	–	133 936	–
Dompage à un ordinateur	18	22 534	–	22 534	–
Dompage à un ordinateur portable.....	1	1 523	–	1 523	–
Dompage à un véhicule de l'État	29	22 218	–	22 218	–
Dompage à une tenue de combat	106	10 127	1 735	8 392	–
Perte d'armes et accessoires.....	286	16 022	1 178	14 665	179
Perte de tenue de combat	3 033	254 051	15 297	236 019	2 735
Perte d'équipement de télécommunication.....	26	31 999	300	31 406	293
Perte d'équipement de transport.....	30	42 839	–	42 839	–
Perte d'équipement électrique.....	9	21 024	150	20 874	–
Perte d'équipement non spécifique aux militaires	1 158	95 716	3 631	89 344	2 741
Perte d'équipement spécifique aux militaires.....	1 110	196 420	7 081	181 677	7 662
Perte d'équipement technique	116	15 309	379	14 930	–
Perte d'ordinateur	17	11 787	–	11 787	–
Perte d'ordinateur portable.....	1	1 264	–	1 264	–
Perte d'outils.....	217	12 571	1 543	10 197	831
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Dompage à un véhicule de l'État	1	10 000	–	10 000	–
Perte de tablette électronique.....	1	1 000	–	1 000	–
Perte de téléphone cellulaire.....	9	6 300	–	6 300	–
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Perte de téléphone cellulaire.....	1	1 000	–	1 000	–
Agence Parcs Canada					
Dompage à de l'équipement.....	15	50 370	–	50 370	–
Dompage à de l'équipement électronique	4	2 150	–	2 150	–
Dompage à de l'équipement suite à une fuite d'eau.....	1	14 507	–	14 507	–
Dompage à un bien immobilier	24	244 960	75 139	38 115	131 706
Dompage à un BlackBerry	29	18 245	–	18 245	–
Dompage à un édifice.....	5	150 825	–	825	150 000
Dompage à un moteur de bateau	2	18 190	–	18 190	–
Dompage à un véhicule d'État	80	228 988	20 746	188 804	19 438
Dompage à une propriété publique suite à un incendie.....	3	824 475	–	824 475	–
Dompage à une propriété publique suite à une tempête.....	1	353 150	–	353 150	–
Dompage à une propriété publique suite à une tempête de grêle.....	1	231 606	4 175	227 431	–
Perte de BlackBerry	1	1 400	–	1 400	–
Perte de matériels	2	2 520	–	2 520	–
Perte d'équipement	2	3 020	–	3 020	–
Perte d'équipement électronique.....	9	5 270	–	5 270	–
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Dompage à de l'équipement informatique.....	4	648	–	648	–
Dompage à un véhicule de l'État.....	2	1 897	–	–	1 897
Dompage de tablette	2	1 100	–	1 100	–
Perte de BlackBerry	32	6 400	–	6 400	–
Perte de clé USB	1	5	–	5	–
Perte de matériels et de fournitures.....	611	10 590	–	6 164	4 426
Perte de tablette	6	5 800	–	5 800	–
Perte de téléphone cellulaire.....	7	5 250	–	5 250	–
Perte d'équipement informatique	2	100	–	100	–
Perte d'ordinateur portable.....	4	2 396	–	2 396	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Finances					
Ministère des Finances					
Dommage à une clé USB	10	580	–	580	–
Dommage à un ordinateur portable	1	500	–	500	–
Dommage à un téléphone cellulaire	2	1 800	–	1 800	–
Dommage à une clé pour accès à distance	9	1 305	–	1 305	–
Dommage à une tablette	5	9 750	–	9 750	–
Perte de clé pour accès à distance	9	1 305	–	1 305	–
Perte de clé USB	9	360	–	360	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada					
Dommage à un BlackBerry	1	887	–	887	–
Dommage à un téléphone cellulaire	4	3 004	–	3 004	–
Bureau du surintendant des institutions financières					
Perte de BlackBerry	6	597	–	597	–
Perte de tablette	1	1 966	–	1 966	–
Perte d'ordinateur portable	2	2 182	–	2 182	–
Bureau du vérificateur général					
Dommage à une chaise de salle de réunion	1	250	–	250	–
Perte d'équipement de télécommunication	2	100	–	100	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Perte de BlackBerry	1	70	–	70	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Perte de BlackBerry	3	450	–	450	–
Perte de clé USB cryptée	24	756	–	756	–
Perte de téléphone cellulaire	4	3 829	–	3 829	–
Perte d'ordinateur portable	4	5 152	–	5 152	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
Perte de téléphone cellulaire	2	1 600	–	1 600	–
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Dommage à un duplicateur de port	11	1 703	–	1 703	–
Dommage à un moniteur	1	225	–	225	–
Dommage à un ordinateur portable	3	4 332	–	4 332	–
Dommage à une imprimante	9	8 746	–	8 746	–
Dommage à une station d'accueil	2	406	–	406	–
Dommage à une tablette Surface Pro 3	8	12 072	–	12 072	–
Dommage à une tablette Surface Pro 5	1	1 509	–	1 509	–
Perte de clé USB cryptée	21	1 470	–	1 470	–
Perte d'iPhone 8	1	850	–	850	–
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Dommage à un rail de porte de garage	1	216	–	216	–
Dommage à un véhicule de l'État	4	5 676	–	5 676	–
Perte d'antenne	3	1 796	–	1 796	–
Perte d'appareil photographique	1	214	–	214	–
Perte de moniteur	20	1 886	–	1 886	–
Perte de récepteur	1	133	–	133	–
Perte de tablette	5	3 381	–	3 381	–
Perte de téléphone cellulaire	11	7 700	–	7 700	–
Perte de téléphone satellite	2	648	–	648	–
Perte d'ordinateur	6	2 218	–	2 218	–
Perte d'ordinateur portable	18	8 519	–	8 519	–
Perte de BlackBerry	6	4 200	–	4 200	–
Perte de clé USB	4	680	–	680	–
Perte d'imprimante	1	280	–	280	–
Perte de lentille	1	1 110	–	1 110	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Dommage à un véhicule de l'État	1	834	–	834	–
Perte de BlackBerry	2	100	–	100	–
Perte de Samsung S9	2	1 200	–	1 200	–
Agence spatiale canadienne					
Dommage à un véhicule de l'État	2	1 314	–	1 314	–
Perte de cadenas	3	180	–	180	–
Perte de microphone	1	75	–	75	–
Perte d'imprimante	1	1 133	–	1 133	–
Perte d'ordinateur portable	1	949	–	949	–
Perte de BlackBerry	1	700	–	700	–
Conseil national de recherches du Canada					
Dommage à un véhicule	1	1 650	–	1 650	–
Dommage à une barrière de sécurité et un poteau de lampe	1	11 470	–	11 470	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Perte de clé USB cryptée	7	595	–	595	–
Perte de tablette	2	560	–	560	–
Perte de téléphone cellulaire	1	657	–	657	–
Perte d'équipement informatique	8	304	–	304	–
Statistique Canada					
Dommage à un équipement de télécommunication	14	5 080	–	5 080	–
Perte d'équipement	15	3 847	–	3 847	–
Perte d'équipement de télécommunication	18	5 769	–	5 769	–
Perte d'équipement informatique	24	7 536	–	7 536	–
Institutions démocratiques					
Bureau du directeur général des élections					
Perte de moniteur	3	793	–	–	793
Perte d'imprimante	4	752	–	–	752
Perte d'ordinateur portable	2	1 526	–	–	1 526
Justice					
Ministère de la Justice					
Perte d'ordinateur portable	3	3 600	–	3 600	–
Perte de BlackBerry	14	11 200	–	11 200	–
Perte de carte d'identité et d'accès	79	494	–	494	–
Perte de clé de bureau	22	66	–	66	–
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Perte de carte d'identité et d'accès	10	100	–	100	–
Perte de clé de bureau	1	5	–	5	–
Perte de téléphone cellulaire	1	1 000	–	1 000	–
Commission canadienne des droits de la personne					
Perte de BlackBerry	1	720	–	720	–
Parlement					
Chambre des communes					
Perte d'appareil photographique	1	427	–	427	–
Perte d'équipement audio	1	234	–	234	–
Perte d'imprimante	1	261	–	261	–
Service de protection parlementaire					
Perte d'équipement de sécurité	3	1 378	–	1 378	–
Patrimoine canadien et Multiculturalisme					
Ministère du Patrimoine canadien					
Perte de tablette électronique	2	3 707	–	3 707	–
Perte de téléphone cellulaire	4	4 080	–	4 080	–
Perte d'ordinateur portable	2	3 084	–	3 084	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Perte d'ordinateur portable	1	1 850	–	1 850	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Dommage à d'autres équipements de transport	5	23 410	–	22 210	1 200
Dommage à de la machinerie et de l'équipement	1	1 744	–	1 744	–
Dommage à un édifice et autre bien immobilier	9	1 832 338	–	1 131 338	701 000
Dommage à de l'équipement informatique.....	2	2 777	–	2 777	–
Dommage de matériels et de fournitures	1	700	–	700	–
Dommage à un véhicule de l'État.....	33	81 106	–	69 557	11 549
Perte de machinerie et d'équipement.....	25	510 334	–	510 334	–
Perte de matériels et de fournitures.....	2	914	–	914	–
Perte d'équipement électronique	5	2 126	–	2 126	–
Perte d'équipement informatique	7	5 630	–	5 630	–
Perte d'équipement de télécommunication.....	18	3 000	–	3 000	–
Relations Couronne-Autochtones					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Perte de dosimètre.....	1	762	–	762	–
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Dommage à un véhicule de l'État	5	8 897	–	8 897	–
Perte de chargeur de téléphone cellulaire.....	1	50	–	50	–
Perte de Polycom.....	1	375	–	375	–
Perte de téléphone cellulaire.....	2	1 698	–	1 698	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Dommage à un véhicule de l'État lors d'une averse de grêle	1	6 465	–	6 465	–
Office national de l'énergie					
Perte de BlackBerry	2	1 100	–	1 100	–
Perte d'iPhone.....	5	3 675	–	3 675	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Dommage à un véhicule de l'État	9	8 724	–	8 724	–
Perte de BlackBerry	28	23 912	–	23 912	–
Perte de téléphone cellulaire.....	11	913	–	913	–
Perte d'équipement de bureau.....	37	2 455	–	2 455	–
Perte d'équipement et de pièces informatiques et de télécommunications	56	20 691	–	20 691	–
Santé					
Ministère de la Santé					
Perte d'accessoire informatique	2	150	–	150	–
Perte de BlackBerry	7	1 400	–	1 400	–
Perte de téléphone cellulaire.....	6	2 100	–	2 100	–
Perte de trousse de premiers secours.....	1	50	–	50	–
Perte d'ordinateur portable.....	3	3 600	–	3 600	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Dommage à un véhicule de l'État	87	272 056	36 858	114 700	120 498
Dommage à une clôture et poteaux.....	1	900	–	900	–
Dommage aux fenêtres et aux bouches d'aération causé par une tempête de grêle.....	1	3 890	–	3 890	–
Perte de BlackBerry	8	2 000	–	2 000	–
Perte de carte d'identité et de désignation	92	276	–	276	–
Perte de GPS	1	400	–	400	–
Perte de téléphone cellulaire.....	8	2 250	–	2 250	–
Perte d'une insigne d'inspecteur.....	3	120	–	120	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agence de la santé publique du Canada					
Perte de chaise ergonomique	1	700	–	700	–
Perte de clé USB	1	75	–	75	–
Perte d'ordinateur portable	1	2 000	–	2 000	–
Instituts de recherche en santé du Canada					
Perte d'écran de confidentialité	1	100	–	100	–
Perte d'iPhone	1	760	–	760	–
Perte de clé USB	7	242	–	242	–
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Perte d'appareil informatique personnel	66	72 000	–	72 000	–
Perte de téléphone cellulaire	1	900	–	900	–
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte d'article d'uniforme	78	10 691	621	10 070	–
Perte de carte de contrôle d'accès	193	1 828	30	1 798	–
Perte de téléphone cellulaire	13	3 600	1 000	2 600	–
Perte d'équipement	29	163	1	162	–
Perte d'équipement informatique	64	480	–	480	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada					
Dompage à un véhicule de l'État	2	12 700	–	12 700	–
Perte de clé USB	2	20	–	20	–
Gendarmerie royale du Canada					
Dompage à des biens immobiliers	31	1 407 534	–	1 174 684	232 850
Dompage à un téléphone cellulaire	24	17 880	–	17 880	–
Dompage à un véhicule de l'État	736	2 332 017	143 391	1 901 748	286 878
Dompage d'équipement de télécommunication	1	6 960	–	6 960	–
Dompage d'équipement informatique	13	26 207	–	26 207	–
Perte de téléphone cellulaire	64	18 945	–	18 945	–
Perte d'équipement de télécommunication	23	122 781	–	122 781	–
Perte d'équipement électronique	9	3 931	–	3 931	–
Perte d'équipement informatique	5	8 424	–	8 424	–
Perte de matériels	1	3 141	3 141	–	–
Perte de plaque d'immatriculation	1	200	–	200	–
Perte d'uniforme et d'équipement	241	7 072	–	7 072	–
Service correctionnel du Canada					
Dompage à des biens et de l'équipement	25	22 554	–	22 554	–
Dompage à une vitre	4	12 202	–	12 202	–
Dompage causé par un bris de conduite d'eau	5	756 277	–	756 277	–
Dompage suite à un accident de véhicule motorisé	57	167 959	8 973	150 986	8 000
Perte d'inventaire d'actif	189	61 920	–	61 920	–
Perte de BlackBerry	4	700	–	700	–
Perte de matériels	54	9 204	–	9 204	–
Perte de téléphone cellulaire	3	900	–	900	–
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones Canada					
Dompage à un véhicule de l'État	2	23 010	–	23 010	–
Perte de BlackBerry	7	3 600	–	3 600	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2018-2019 – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Dommage à de la machinerie	1	1 976	–	1 976	–
Dommage à de l'équipement électronique	1	1 520	–	1 520	–
Dommage à un BlackBerry	8	5 604	–	5 604	–
Dommage à un édifice de l'État	3	4 473	–	4 473	–
Dommage à un téléphone cellulaire	3	1 810	–	1 810	–
Dommage à un véhicule de l'État	35	51 506	3 889	47 617	–
Perte de BlackBerry	12	5 356	–	5 356	–
Perte de carte d'identité et d'accès	59	1 770	–	1 770	–
Perte de clé de bureau	2	451	–	451	–
Perte de matériels	1	80	–	80	–
Perte d'écouteurs	2	244	–	244	–
Perte d'équipement informatique	2	1 600	–	1 600	–
Perte d'ordinateur portable	30	46 000	–	46 000	–
Perte de téléphone cellulaire	10	4 757	–	4 757	–
Perte de corde d'alimentation	2	130	–	130	–
Services partagés Canada					
Dommage à un véhicule de l'État	1	2 056	–	2 056	–
Perte de BlackBerry	19	2 565	–	2 565	–
Perte de câble d'ordinateur	1	19	–	19	–
Perte de carte d'identité	18	90	–	90	–
Perte de perceuse électrique	1	150	–	150	–
Perte de station d'accueil	3	900	–	900	–
Perte de téléphone cellulaire	4	420	–	420	–
Perte d'écouteur	1	180	–	180	–
Perte d'ordinateur portable	2	2 400	–	2 400	–
Transports					
Ministère des Transports					
Dommage à un véhicule de l'État	18	23 791	–	23 791	–
Perte de BlackBerry	19	3 800	–	3 800	–
Perte de carte d'accès	19	285	–	285	–
Perte de carte d'identité	152	1 064	–	1 064	–
Perte de clé de boîte aux lettres	2	10	–	10	–
Perte de clé USB	2	60	–	60	–
Perte de jeton Entrust	25	125	–	125	–
Perte de routeur Wi-Fi	1	200	–	200	–
Perte de station d'accueil	1	200	–	200	–
Perte de téléphone cellulaire	13	10 400	–	10 400	–
Perte d'ordinateur portable	1	1 500	–	1 500	–
Total	11 126	12 127 899	340 223	10 082 722	1 704 954

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales									
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
Perte de revenu consulaire	2016-2017	4	26 912	–	26 912	10 189	–	16 723	¹ –
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires	2003-2004	3	42 559	(410)	42 149	–	–	1 149	41 000
Utilisation frauduleuse de bons de taxi et de carte de voyage et d'achat.....	2015-2016	1	13 872	–	13 872	3 268	–	–	10 604
Vol de fonds de mission.....	2000-2001	3	935 794	–	935 794	–	–	–	935 794
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires	1994-1995		176 857	–	176 857	–	–	–	176 857
Agriculture et Agroalimentaire									
Commission canadienne des grains									
Mauvais usage des droits relatifs au réaménagement de l'effectif.....	2014-2015	1	9 670	50	9 720	–	–	–	9 720
Mauvais usage de carte de voyage d'employé du gouvernement.....	2011-2012	2	12 274	–	12 274	10 317	–	–	1 957
Perte d'équipement de laboratoire scientifique.....	2016-2017	2	115	–	115	–	115	–	–
Usage inapproprié de carte de voyage d'employés.....	2009-2010	4	13 472	–	13 472	12 588	–	–	884
Utilisation inappropriée de carte de voyage désignée.....	2012-2013	1	1 162	–	1 162	–	–	–	1 162
Anciens Combattants									
Ministère des Anciens Combattants									
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire :									
.....	2004-2005	1	30 108	(18 908)	11 200	6 791	–	–	4 409
.....	2008-2009	5	378 004	(1)	378 003	44 689	–	330 797	2 517
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants.....	1992-1993	2	97 219	(5 634)	91 585	43 600	4 000	18 584	25 401
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire :									
.....	2007-2008	3	51 893	(10 464)	41 429	14 756	461	–	26 212
.....	2008-2009	6	83 556	(14 175)	69 381	15 047	–	39 985	14 349
.....	2016-2017	1	26 817	–	26 817	300	1 200	–	25 317
Conseil du Trésor									
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Demande de prestation falsifiée :									
.....	2014-2015	5	70 725	–	70 725	4 062	192	–	66 471
.....	2015-2016	4	320 150	–	320 150	176	–	–	319 974
.....	2016-2017	2	10 552	–	10 552	–	–	–	10 552
.....	2017-2018	5	37 840	217	38 057	5 316	2 760	–	29 981
Demande de prestation falsifiée (Régimes de soins de santé et de soins dentaires).....	2013-2014	5	189 739	–	189 739	36 761	–	–	152 978
Vol d'ordinateur portable	2017-2018	1	1 800	–	1 800	–	–	1 800	¹ –
Conseil privé									
Bureau du Conseil privé									
Vol de coupons de taxi	2009-2010	2	5 509	–	5 509	945	–	50	4 514

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes									
Emploi frauduleux de carte d'achat	2017-2018	1	15	–	15	–	15	–	–
Vol de batterie portable	2017-2018	1	326	–	326	–	326	–	–
Vol de câble USB	2017-2018	4	25	–	25	–	25	–	–
Vol de chargeur USB	2017-2018	1	40	–	40	–	40	–	–
Défense nationale									
Ministère de la Défense nationale									
Demande falsifiée par des fournisseurs et des entrepreneurs	2016-2017	1	1 300 000	–	1 300 000	–	–	–	1 300 000
Différence dans le compte du capital d'exploitation	2015-2016	2	1 990	(985)	1 005	–	–	–	1 005
Dompage à un édifice causé par un incendie	2017-2018	5	14 040	–	14 040	–	–	4 264	9 776
Emploi frauduleux de carte d'achat désignée – Winnipeg	2015-2016	1	10 301	–	10 301	1 000	–	–	9 301
Erreur de virement direct de fonds	2016-2017	2	1 363	–	1 363	847	–	–	516
Perte d'avance à justifier :									
.....	2015-2016	2	2 515	–	2 515	47	400	–	¹ 2 068
.....	2016-2017	3	1 879	–	1 879	–	–	638	1 241
Perte d'avance à justifier – Borden	2011-2012	2	344	21	¹ 365	17	183	165	¹ –
Perte d'avance à justifier – Ottawa	2012-2013	1	12 966	1 249	14 215	1 991	–	–	12 224
Perte d'avance permanente Kandahar – vol suspecté	2008-2009		20 538	(1 879)	18 659	9 632	–	–	9 027
Perte de fonds publics – 8 Wing Trenton – vol	2009-2010		3 870	2 688	6 558	2 688	–	–	3 870
Réclamations frauduleuses – BFC Halifax	2010-2011	1	68 374	872	69 246	–	–	–	69 246
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçus de paye – USFC Ottawa	1999-2000		28 305	85 277	¹ 113 582	32 891	2 500	–	78 191
Vol d'équipement informatique et de périphérique d'ordinateur	2014-2015	1	281 094	652 840	933 934	–	–	–	933 934
Environnement et Changement climatique									
Ministère de l'Environnement									
Dompage à une résidence de l'État de Yellowknife par un ancien employé	2010-2011	1	13 986	–	13 986	10 494	–	–	3 492
Emploi frauduleux de carte de voyage	2014-2015	1	7 307	–	7 307	2 887	–	–	4 420
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée :									
.....	2012-2013	7	15 855	–	15 855	9 161	–	2 711	3 983
.....	2016-2017	4	7 502	(1 134)	6 368	3 380	2 988	–	–
.....	2017-2018	1	5 137	–	5 137	–	5 137	–	–
Perte de la petite caisse	2013-2014	5	7 894	(15)	7 879	–	–	–	7 879
Agence Parcs Canada									
Carte de voyage non payée	2017-2018	5	1 825	–	1 825	–	646	323	¹ 856
Dompage à de l'équipement	2017-2018	11	22 476	–	22 476	–	–	22 476	¹ –
Dompage à un bien immobilier	2017-2018	17	52 269	–	52 269	–	–	47 269	¹ 5 000
Dompage à un véhicule de l'État :									
.....	2015-2016	61	130 235	–	130 235	3 938	–	126 297	–
.....	2016-2017	48	103 336	–	103 336	1 427	1 114	100 795	¹ –
.....	2017-2018	78	205 834	–	205 834	3 136	–	191 698	¹ 11 000
Dompage à une propriété publique suite à un incendie de forêt	2017-2018	1	530 099	6 755 407	¹ 7 285 506	–	–	7 285 506	¹ –
Dompage à une propriété publique suite à une inondation	2017-2018	2	3 291 362	–	3 291 362	–	–	3 291 362	¹ –
Perte de revenus due à un numéro de carte de crédit erroné	2017-2018	354	16 790	–	16 790	–	100	16 690	¹ –
Utilisation frauduleuse de carte d'acquisition	2017-2018	7	8 141	–	8 141	7 339	–	802	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite
(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Famille, Enfants et Développement social									
Ministère de l'Emploi et du Développement social									
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants.....									
.....	2009-2010	19	137 572	13 795	151 367	16 101	–	42 662	92 604
Paiement de déplacement faussé.....	2014-2015	1	5 025	(225)	4 800	–	1 920	–	2 880
Perte de deniers publics :									
Fraude par un employé.....									
.....	2006-2007	2	11 767	(6 750)	5 017	1 450	–	3 567	–
Opération frauduleuse par un employé :									
Sécurité de la vieillesse :									
.....	2008-2009	3	115 669	(49 798)	65 871	18 393	–	673	46 805
.....	2016-2017	1	39 546	–	39 546	18 700	–	–	20 846
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants :									
.....	2012-2013	2	11 003	2 803	13 806	–	–	–	13 806
.....	2013-2014	75	696 810	(3 833)	692 977	313 920	47 806	56 462	274 789
.....	2014-2015	30	266 102	204	266 306	69 006	10 393	14 280	172 627
.....	2015-2016	25	267 856	11 357	279 213	53 184	–	11 332	214 697
.....	2016-2017	2	40 701	(26 713)	13 988	806	–	–	13 182
.....	2017-2018	20	361 592	–	361 592	7 457	1 641	–	352 494
Réclamations frauduleuses de prestations :									
Allocations familiales :									
.....	1991-1992		79 520	(5 817)	73 703	25 689	–	42 967	5 047
.....	1993-1994		113 772	42 974	156 746	44 551	–	111 252	943
Prestations d'assurance-emploi :									
.....	2011-2012	104 909	128 656 145	(8 878 144)	119 778 001	91 308 576	277 107	28 192 318	–
.....	2012-2013	112 693	158 787 153	(13 029 597)	145 757 556	105 722 084	2 727 796	8 417 892	28 889 784
.....	2013-2014	87 613	127 571 441	(8 669 617)	118 901 824	82 777 243	3 919 853	1 013 766	31 190 962
.....	2014-2015	80 696	106 864 887	(9 383 741)	97 481 146	65 378 963	3 844 177	733 627	27 524 379
.....	2015-2016	86 146	117 596 841	3 625 029	121 221 870	76 413 278	7 201 174	770 551	36 836 867
.....	2016-2017	103 342	163 978 027	(7 382 739)	156 595 288	78 775 905	17 662 473	534 812	59 622 098
.....	2017-2018	104 179	176 993 293	(6 014 172)	170 979 121	43 831 040	37 972 974	241 674	88 933 433
Prestation universelle pour la garde d'enfants :									
.....	2011-2012	2	14 000	300	14 300	13 880	–	–	420
.....	2014-2015	3	40 000	–	40 000	3 360	–	–	36 640
Régime de pensions du Canada :									
.....	1990-1991		1 237 299	(1 025 188)	212 111	187 331	1 137	6 070	17 573
.....	1991-1992		400 740	91 766	492 506	419 383	900	34 993	37 230
.....	1992-1993		305 029	74 094	379 123	326 588	–	25 441	27 094
.....	1993-1994		244 571	(37 800)	206 771	178 788	1 642	8 562	17 779
.....	1994-1995		554 947	(190 296)	364 651	316 802	2 141	17 452	28 256
.....	1995-1996		724 248	413 861	1 138 109	937 691	10 465	26 128	163 825
.....	1996-1997		287 024	449 900	736 924	556 282	1 916	124 245	54 481
.....	1997-1998		1 862 075	(1 005 820)	856 255	609 604	5 094	49 997	191 560
.....	1998-1999		922 012	257 493	1 179 505	754 928	3 856	235 842	184 879
.....	1999-2000		1 166 820	185 663	1 352 483	994 592	40 895	109 544	207 452
.....	2000-2001		1 426 831	(381 557)	1 045 274	672 277	18 349	112 781	241 867
.....	2001-2002		1 675 005	(717 491)	957 514	704 380	7 612	167 629	77 893
.....	2002-2003		540 077	58 380	598 457	469 323	6 229	110 086	12 819
.....	2003-2004		331 076	520 805	851 881	515 583	5 903	105 064	225 331
.....	2004-2005		709 351	(107 187)	602 164	340 048	4 252	79 520	178 344
.....	2005-2006		392 020	47 072	439 092	318 323	2 743	48 787	69 239
.....	2006-2007		27 486	1 001 250	1 028 736	553 611	13 503	239 755	221 867
.....	2007-2008		852 364	126 344	978 708	487 513	5 182	182 533	303 480
.....	2008-2009		724 860	(427 348)	297 512	200 729	1 086	15 615	80 082
.....	2009-2010	292	606 033	367 227	973 260	568 635	10 897	75 219	318 509
.....	2010-2011	336	983 060	(637 032)	346 028	223 676	4 141	100 631	17 580
.....	2011-2012	36	319 457	(61 538)	257 919	128 646	7 667	58 973	62 633

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
.....	2013-2014	35	963 674	(187 270) ¹	776 404	94 551	17 252	94 278 ¹	570 323
.....	2014-2015	61	710 001	(10 871) ¹	699 130	270 807	43 583	30 138 ¹	354 602
.....	2015-2016	40	491 332	23 731 ¹	515 063	153 120	2 068	149 892 ¹	209 983
.....	2016-2017	12	339 359	(74 476) ¹	264 883	10 898	28 085	13 245 ¹	212 655
.....	2017-2018	5	92 010	–	92 010	26 485	–	– ¹	65 525
Sécurité de la vieillesse :									
.....	1985-1986		168 923	430 684	599 607	230 695	–	184 916	183 996
.....	1986-1987		173 459	68 877	242 336	97 864	–	143 876	596
.....	1987-1988		348 198	(103 471)	244 727	152 679	–	82 923	9 125
.....	1988-1989	1	1 149 776	(478 928)	670 848	236 695	–	271 880	162 273
.....	1989-1990		745 061	16 679	761 740	210 248	–	222 290	329 202
.....	1990-1991		450 788	34 157	484 945	120 607	–	192 431	171 907
.....	1991-1992		563 001	147 469	710 470	169 150	–	461 358	79 962
.....	1992-1993		541 650	565 793	1 107 443	179 038	–	821 811	106 594
.....	1993-1994		256 140	168 824	424 964	90 670	–	175 930	158 364
.....	1994-1995	1	1 076 882	138 857	1 215 739	209 131	–	775 160	231 448
.....	1995-1996		558 177	446 246	1 004 423	506 772	–	443 435	54 216
.....	1996-1997		556 744	1 014	557 758	53 585	–	419 849	84 324
.....	1997-1998		808 271	402 230	1 210 501	218 675	–	673 710	318 116
.....	1998-1999		955 473	203 073	1 158 546	329 041	–	422 651	406 854
.....	1999-2000		517 463	(63 522)	453 941	259 099	–	105 433	89 409
.....	2000-2001		985 419	(283 686)	701 733	239 597	–	121 595	340 541
.....	2001-2002	3	658 263	(3 147 092)	511 171	135 151	–	97 019	279 001
.....	2002-2003		843 538	(248 553)	594 985	168 142	–	344 524	82 319
.....	2003-2004	2	330 524	(1 016 831)	1 313 693	159 365	–	98 812	1 055 516
.....	2004-2005	1	1 013 070	(694 547)	318 523	147 095	–	–	171 428
.....	2005-2006		718 362	(253 155)	465 207	87 405	–	167 638	210 164
.....	2008-2009		134 360	(18 514)	115 846	101 093	–	–	14 753
.....	2009-2010	15	606 989	1 106	608 095	147 404	–	–	460 691
.....	2010-2011	2	95 829	–	95 829	17 555	–	–	78 274
.....	2011-2012	1	14 995	–	14 995	10 966	959	–	3 070
.....	2012-2013	15	659 405	(8 707)	650 698	183 708	16 618	–	450 372
.....	2013-2014	16	585 092	484 ¹	585 576	237 276	–	169 901	178 399
.....	2014-2015	41	2 055 396	(156 249)	1 899 147	616 016	15 600	111 068	1 156 463
.....	2015-2016	15	795 157	143	795 300	168 295	–	–	627 005
.....	2016-2017	16	1 174 919	(10 717)	1 164 202	174 382	–	–	989 820
.....	2017-2018	10	494 490	–	494 490	21 068	19 066	–	454 356
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions :									
.....	2011-2012	2	468 767	301 273 ¹	770 040	220 140	14 500	1	535 399
.....	2012-2013	3	620 814	(287 412)	333 402	97 718	2 496	82 102	151 086
.....	2014-2015	1	390 540	–	390 540	–	–	–	390 540
Réclamations frauduleuses ou non justifiées de subventions et de contributions									
.....	2015-2016	2	2 756 135	661 751	3 417 886	400	–	1 959 612	1 457 874
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
Emploi non autorisé de carte de voyage	2017-2018	3	16 403	–	16 403	1 000	12 554	–	2 849
Perte de recette pour frais de service d'immigration	2017-2018	2 547	321 845	–	321 845	39 150	2 736	279 959	–
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires	2017-2018	1	1 718	–	1 718	–	–	–	1 718
Infrastructure et Collectivités									
Bureau de l'infrastructure du Canada									
Domage à une tablette	2017-2018	14	21 126	–	21 126	–	7 545	13 581 ¹	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Innovation, Sciences et Développement économique									
Agence de promotion économique du Canada atlantique									
Dompage à un véhicule de l'État.....	2017-2018	1	6 815	–	6 815	–	–	6 815	¹ –
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien									
Perte de BlackBerry.....	2017-2018	1	200	–	200	–	–	200	–
Perte de meuble.....	2017-2018	1	500	–	500	–	–	500	–
Perte d'équipement.....	2017-2018	3	180	–	180	–	–	180	–
Perte d'équipement informatique :									
.....	2015-2016	4	190	15	¹ 205	–	115	90	–
.....	2017-2018	6	555	–	555	–	–	555	–
Perte d'imprimante.....	2017-2018	1	300	–	300	–	–	300	–
Perte d'ordinateur.....	2017-2018	1	250	–	250	–	–	250	–
Perte d'ordinateur portable.....	2017-2018	1	250	–	250	–	–	250	–
Patrimoine canadien et Multiculturalisme									
Ministère du Patrimoine canadien									
Vol d'ordinateur portable.....	2017-2018	1	1 300	–	1 300	–	–	1 300	–
Vol de tablette.....	2017-2018	1	2 200	–	2 200	–	–	2 200	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
Ministère des Pêches et des Océans									
Dompage à un édifice ou autre bien immobilier (inclus des ports pour petits bateaux).....	2016-2017	6	393 046	–	393 046	–	–	293 046	100 000
Emploi frauduleux de carte d'achat dû à un vol d'identité.....	2016-2017	70	183 404	–	183 404	178 238	–	5 166	¹ –
Emploi frauduleux de carte d'acquisition désignées dû à un vol d'identité.....	2017-2018	19	35 114	–	35 114	30 059	4 891	–	164
Emploi non autorisé de carte d'acquisition désignée.....	2017-2018	3	1 286	–	1 286	–	1 188	–	98
Emploi non autorisé de carte de voyage :									
.....	2013-2014	9	22 100	–	22 100	16 042	900	3 566	1 592
.....	2014-2015	17	27 758	(3 411)	24 347	20 308	239	3 690	110
.....	2015-2016	12	23 688	–	23 688	13 823	¹ 282	–	9 583
.....	2016-2017	24	51 028	–	51 028	6 934	¹ –	–	44 094
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée :									
.....	2012-2013	5	9 582	2 546	12 128	9 239	¹ –	–	2 889
.....	2017-2018	15	38 962	–	38 962	–	–	–	38 962
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage désignée.....	2011-2012	258	63 046	196	63 242	62 675	–	–	567
Paiement non autorisé à des fournisseurs et des entrepreneurs.....	2012-2013	1	228 850	–	228 850	–	–	–	228 850
Perte de navire suite à un incendie.....	2010-2011	1	50 000	–	50 000	–	–	15 000	35 000
Relations Couronne-Autochtones									
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien									
Demandes de contribution falsifiée.....	2015-2016	1	153 250	40 250	193 500	–	40 250	–	153 250
Dompage à des édifices de l'État.....	2016-2017	2	6 209	–	6 209	–	–	–	6 209
Emploi non autorisé de carte d'achat.....	2017-2018	1	5 024	–	5 024	–	–	–	5 024
Emploi non autorisé de carte de voyage.....	2017-2018	1	1 100	–	1 100	–	–	–	1 100
Perte des recettes – paiements des traités.....	2017-2018	2	942	(48)	¹ 894	–	750	144	–
Utilisation frauduleuse de carte d'achat.....	2010-2011	1	10 188	8 444	18 632	3 437	–	–	15 195
Utilisation frauduleuse de carte de voyage.....	2010-2011	1	19 784	–	19 784	–	–	–	19 784

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Ressources naturelles									
Ministère des Ressources naturelles									
Dompage à un édifice	2017-2018	1	1 850	260 ¹	2 110	–	2 110	–	–
Encaissement frauduleux de chèques de voyage	2007-2008	2	12 895	–	12 895	8 664	–	–	4 231
Vol et utilisation non autorisée de coupon de taxi	2010-2011		769	–	769	–	–	–	769
Commission canadienne de sûreté nucléaire									
Perte de clé USB cryptée	2017-2018	19	1 615	–	1 615	–	–	1 615	–
Revenu national									
Agence du revenu du Canada									
Achats personnels d'un employé utilisant une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada	2008-2009		3 219	–	3 219	1 733	1 486	–	–
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés :									
.....	2012-2013	8	34 939	–	34 939	34 028	911	–	–
.....	2013-2014	5	6 020	–	6 020	5 174	–	563	283
.....	2014-2015	4	2 839	–	2 839	1 973	–	–	866
.....	2015-2016	3	1 588	–	1 588	973	–	–	615
.....	2016-2017	5	21 605	–	21 605	17 172	–	–	4 433
.....	2017-2018	1	1 024	–	1 024	615	409	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage	2017-2018	1	4 112	–	4 112	–	–	–	4 112
Emploi non autorisé de carte de voyage et réclamations de voyage falsifiées	2016-2017	2	5 350	–	5 350	4 992	–	–	358
Païement de salaire falsifié pour absences non consignées :									
.....	2013-2014	6	77 379	–	77 379	49 988	–	17 772	9 619
.....	2014-2015	4	52 768	–	52 768	49 145	–	–	3 623
.....	2015-2016	3	10 610	–	10 610	3 106	–	–	7 504
.....	2016-2017	4	25 002	–	25 002	237	–	–	24 765
.....	2017-2018	16	100 679	(7 268) ¹	93 411	1 828	23 422	–	68 161
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour) :									
Impôt sur le revenu :									
.....	2003-2004		12 026 416	–	12 026 416	8 622 886	–	3 374 237	29 293
.....	2004-2005		7 922 895	–	7 922 895	5 582 532	–	2 332 987 ¹	7 376
.....	2005-2006		9 648 565	–	9 648 565	6 176 108	–	3 124 453	348 004
.....	2007-2008		13 004 212	–	13 004 212	4 036 148	5 358	8 895 673	67 033
.....	2008-2009		15 562 835	(501 070)	15 061 765	8 405 843	–	6 542 660 ¹	113 262
.....	2009-2010		7 428 731	–	7 428 731	3 480 121	2 560	3 616 542 ¹	329 508
.....	2010-2011		22 442 722	(20 048)	22 422 674	9 920 660	120 229	11 636 295 ¹	745 490
.....	2011-2012		4 611 681	–	4 611 681	2 437 909	106 344	1 625 342 ¹	442 086
.....	2012-2013		11 841 323	(6 594)	11 834 729	5 973 253	26 505	4 146 864 ¹	1 688 107
.....	2013-2014		8 814 118	(11 126)	8 802 992	2 632 248	50 751	3 894 259 ¹	2 225 734
.....	2014-2015		3 508 671	–	3 508 671	1 484 757	307 457	915 026 ¹	801 431
.....	2015-2016		4 594 597	(47 392)	4 547 205	1 401 779	37 420	686 457 ¹	2 421 549
.....	2016-2017		3 700 231	154 470 ¹	3 854 701	894 656	–	816 801	2 143 244
.....	2017-2018		1 760 874	220 542 ¹	1 981 416	578 120 ¹	6 958	105 142	1 291 196
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée :									
.....	2004-2005		4 581 548	–	4 581 548	1 292 319	971	3 139 246	149 012
.....	2005-2006		5 924 283	–	5 924 283	1 566 063	–	4 356 249 ¹	1 971
.....	2006-2007		8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 866 753	130	5 807 388	408
.....	2007-2008		17 198 434	–	17 198 434	3 453 267	–	13 737 044 ¹	8 123
.....	2008-2009		13 735 115	–	13 735 115	5 376 404	43 473	8 282 820 ¹	32 418
.....	2009-2010		7 265 375	1 045 720 ¹	8 311 095	2 124 735 ¹	885	4 828 876	1 356 599

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
.....	2010-2011		4 445 660	–	4 445 660	1 946 783	50 370	2 270 230	¹ 178 277
.....	2011-2012		13 871 865	–	13 871 865	8 357 110	–	5 180 874	333 881
.....	2012-2013		21 919 300	–	21 919 300	1 558 077	10 046	20 163 874	187 303
.....	2013-2014		18 502 691	–	18 502 691	839 213	69 472	17 313 549	¹ 280 457
.....	2014-2015		8 703 643	–	8 703 643	1 450 548	–	6 687 106	¹ 565 989
.....	2015-2016		1 251 325	–	1 251 325	338 893	6 417	867 054	¹ 38 961
.....	2016-2017		1 188 685	–	1 188 685	506 865	5 450	358 528	¹ 317 842
.....	2017-2018		1 452 077	(220 542)	¹ 1 231 535	253 732	¹ 56 094	524 743	¹ 396 966
Autres pertes administrées :									
.....	2009-2010		111 065	–	111 065	58 665	–	30 700	21 700
.....	2010-2011		161 040	–	161 040	156 523	–	4 517	¹ –
.....	2011-2012		431 140	–	431 140	148 060	–	275 392	¹ 7 688
.....	2012-2013		47 923	–	47 923	25 893	–	–	22 030
.....	2013-2014		30 089	–	30 089	2 353	–	–	27 736
.....	2014-2015		209 003	–	209 003	21 022	–	176 767	11 214
.....	2017-2018		46 637	–	46 637	22 818	¹ –	23 819	¹ –
Santé									
Ministère de la Santé									
Demande de prestations frauduleuse	2007-2008	1	54 674	–	54 674	–	–	–	54 674
Emploi frauduleux de carte d'achat et de voyage.....	2014-2015	2	15 707	–	15 707	7 677	876	–	7 154
Emploi non autorisé de billet de taxi.....	2017-2018	2	13 936	–	13 936	–	–	–	13 936
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Dompage à un véhicule de l'État.....	2017-2018	62	136 453	37 050	¹ 173 503	795	14 381	134 319	¹ 24 008
Dompage à un véhicule de l'État lors d'un accident :									
.....	2014-2015	87	103 497	149 293	¹ 252 790	37 428	4 656	202 385	¹ 8 321
.....	2015-2016	87	176 901	195 483	¹ 372 384	41 472	13 778	298 112	¹ 19 022
.....	2016-2017	79	199 733	77 253	¹ 276 986	5 667	1 572	261 752	¹ 7 995
Emploi non autorisé de carte de voyage	2014-2015	6	26 698	–	26 698	26 420	–	19	259
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée.....	2012-2013	12	44 290	644	44 934	40 687	–	207	4 040
Agence de la santé publique du Canada									
Emploi non autorisé de carte de voyage	2017-2018	1	3 956	–	3 956	–	700	–	3 256
Paiement de salaire et des frais d'études falsifié pour une formation non suivie	2017-2018	1	28 617	–	28 617	–	–	–	28 617
Instituts de recherche en santé du Canada									
Demande de subvention falsifiée	2017-2018	1	263 914	–	263 914	–	–	–	263 914
Endossement frauduleux de l'instrument de paiement.....	2017-2018	1	219 907	–	219 907	80 000	139 907	–	–
Sécurité publique et Protection civile									
Agence des services frontaliers du Canada									
Perte de revenus due à des infractions contre la Loi sur les douanes –									
Autres infractions.....	2013-2014		27 266	–	27 266	17 623	–	–	9 643
Gendarmerie royale du Canada									
Dompage à un véhicule de l'État.....	2017-2018	603	1 455 908	20 654	¹ 1 476 562	56 188	29 453	1 367 111	¹ 23 810
Emploi frauduleux de carte d'achat	2017-2018	1	104 555	–	104 555	–	¹ 9 581	94 974	¹ –
Vol de pièces à conviction	2013-2014	1	116 231	81	¹ 116 312	2 100	1 800	541	111 871

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Service correctionnel du Canada									
Dommage à la suite d'accident de véhicule motorisé :									
.....	2015-2016	55	94 053	–	94 053	18 136	–	75 917	¹ –
.....	2016-2017	50	211 766	103	211 869	37 805	14 663	159 401	¹ –
.....	2017-2018	40	155 407	–	155 407	–	28 197	127 210	¹ –
Dommage à la suite d'un incendie intentionnel									
.....	2015-2016	11	393 095	–	393 095	–	–	393 095	¹ –
Dommage à la vitrine :									
.....	2015-2016	9	4 300	–	4 300	564	¹ –	3 736	¹ –
.....	2016-2017	232	12 609	–	12 609	100	421	12 009	79
Dommage causé par un bris de conduite d'eau.....									
.....	2017-2018	7	74 527	–	74 527	–	–	74 527	¹ –
Perte d'actifs en inventaire :									
.....	2016-2017	90	233,186	–	233,186	–	–	233,186	¹ –
.....	2017-2018	50	14 477	–	14 477	–	–	14 477	¹ –
Perte de téléphone cellulaire									
.....	2017-2018	1	200	–	200	–	–	200	¹ –
Vandalisme à des biens et de l'équipement :									
.....	2015-2016	418	48 994	–	48 994	2 124	¹ –	46 870	¹ –
.....	2016-2017	372	94 221	–	94 221	1 976	–	92 245	–
.....	2017-2018	707	126 397	–	126 397	1 861	352	121 856	2 328
Vol d'équipement informatique.....									
.....	2017-2018	1	125	–	125	–	–	125	¹ –
Services aux Autochtones									
Ministère des Services aux Autochtones Canada									
Demande de contributions falsifiée :									
.....	2012-2013	1	84 017	(15 596)	68 421	–	–	–	68 421
.....	2017-2018	1	1 458 744	–	1 458 744	–	–	–	1 458 744
Demande de prestations frauduleuse									
.....	2007-2008	1	95 000	(438)	¹ 94 562	29 750	–	32 072	32 740
Demandes de contributions fausses ou falsifiées :									
.....	2009-2010	2	3 699 000	(97 107)	3 601 893	861 557	85 750	–	2 654 586
.....	2010-2011	1	260 827	–	260 827	194 000	24 000	–	42 827
Demandes de subventions et de contributions falsifiée.....									
.....	2016-2017	1	1 200 000	–	1 200 000	–	–	543 843	656 157
Demandes non supportées – Fournisseur de services de santé non assuré									
.....	2016-2017	1	7 623 092	–	7 623 092	–	–	–	7 623 092
Détournement de fonds gouvernementaux									
.....	2016-2017	1	779 825	–	779 825	–	–	–	779 825
Emploi non autorisé de carte d'achat									
.....	2017-2018	3	9 553	–	9 553	750	5 245	–	3 558
Réclamation frauduleuse dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec									
.....	2005-2006	1	60 000	–	60 000	–	4 248	9 000	46 752
Trop-payé – Fournisseur de services de santé non assuré :									
.....	2009-2010	2	6 805 708	(5 764 849)	1 040 859	5 000	–	341 020	694 839
.....	2015-2016	1	360 255	–	360 255	–	–	–	360 255
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État.....									
.....	2009-2010	1	19 222	–	19 222	10 355	–	–	8 867
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement.....									
.....	2015-2016	1	11 963	–	11 963	–	–	–	11 963
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement et salaire non gagné.....									
.....	2013-2014	1	141 423	–	141 423	22 365	–	–	119 058

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2018-2019	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services publics et Approvisionnement									
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux									
Dommage à un édifice	2016-2017	6	33 859	(2 679)	31 180	21 884	3 755	5 541	–
Emploi non autorisé de carte d'achat	2014-2015	3	5 669	(312)	5 357	2 386	–	9	2 962
Emploi non autorisé de carte de voyage :									
.....	2015-2016	4	8 697	–	8 697	7 265	–	–	1 432
.....	2017-2018	6	9 217	–	9 217	3 932	700	657	3 928
Fraude – Caisse de retraite de la fonction publique :									
.....	2006-2007		1 185 000	(912 069)	272 931	86 966	9 038	129 767	47 160
.....	2007-2008		87 464	(49 031)	38 433	1 870	50	–	36 513
.....	2008-2009		58 187	74 834	133 021	6 053	–	109 830	17 138
.....	2011-2012		71 131	–	71 131	11 355	–	2 000	57 776
Fraude – Employé de la paye	2006-2007		250 000	–	250 000	91 239	–	–	158 761
Malfaisance par un employé	2007-2008		2 775 542	–	2 775 542	978 244	14 123	1 478 470	¹ 304 705
Perte de fonds attribuable à un acte illégal	2004-2005		3 452 066	–	3 452 066	490 294	17 294	2 898 744	¹ 45 734
Programme des commandites	2007-2008	2	2 568 561	–	2 568 561	1 248 512	–	–	1 320 049
Trop-payé – Caisse de retraite de la fonction publique :									
.....	2007-2008		2 088 274	(1 644 255)	444 019	327 977	–	98 160	17 882
.....	2009-2010		211 459	–	211 459	114 614	3 172	52 245	41 428
.....	2010-2011		145 480	–	145 480	83 508	750	14 623	46 599
.....	2012-2013		174 014	–	174 014	104 366	7 978	–	61 670
.....	2013-2014		497 792	–	497 792	206 812	25 362	6 549	¹ 259 069
.....	2015-2016	9	169 594	–	169 594	10 002	1 939	121 882	35 771
.....	2016-2017	11	21 214	(3 375)	17 839	15 353	1 428	–	1 058
Trop-payé à un fournisseur	2017-2018	1	511	–	511	–	–	–	511
Utilisation frauduleuse de carte d'achat	2009-2010		4 087	–	4 087	2 099	–	–	1 988
Utilisation frauduleuse de coupon de taxi	2009-2010	2	21 156	–	21 156	770	240	18 226	¹ 1 920
Receveur général – Direction du contrôle du remboursement des chèques									
Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance-emploi et les chèques de la Banque du Canada –									
Païement électronique mal dirigé	2017-2018	10 860	8 345 320	–	8 345 320	6 144 574	–	1 193 445	1 007 301
Transports									
Ministère des Transports									
Dommage à un véhicule de l'État	2017-2018	30	55 437	12 565	¹ 68 002	–	35 089	32 913	–
Emploi non autorisé de carte de voyage	2015-2016	7	16 504	–	16 504	5 708	6 475	4 321	¹ –
Réclamation de déplacement falsifiée	2009-2010	7	7 939	–	7 939	3 812	717	–	3 410
Total.....			1 347 542 296	(54 023 291)	1 293 519 005	668 136 229	75 519 721	219 656 111	330 206 944

¹ Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 3

Comptes publics du Canada
2018-2019

Services professionnels et spéciaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux.....	176

Services professionnels et spéciaux

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Services professionnels et spéciaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	40 269 565	–	10 506 283	975 832	39 515 275	7 815 744
Commission mixte internationale (section canadienne).....	154 285	–	7 500	–	13 601	88 304
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	7 409 042	–	–	–	–	–
Investir au Canada.....	288 443	–	–	–	718 989	49 559
	48 121 335	–	10 513 783	975 832	40 247 865	7 953 607
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 805 708	–	5 452 748	75 645	40 190 077	3 232 714
Commission canadienne des grains	790 848	–	–	5 641	494 935	289 891
	16 596 556	–	5 452 748	81 286	40 685 012	3 522 605
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants.....	54 432 847	–	–	407 277 887	930 174	2 050 234
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	222 195	–	–	9 009	–	68 450
	54 655 042	–	–	407 286 896	930 174	2 118 684
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	302 686	–	–	32 178	535 619	362 202
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	2 413 636	–	–	168 536	25 654 755	3 048 824
Commissariat à l'intégrité du secteur public	331 500	–	–	2 580	251 028	28 647
Commissariat au lobbying	301 595	–	–	3 058	658 771	38 790
École de la fonction publique du Canada.....	560 281	–	–	48 845	7 252 390	889 019
	3 607 012	–	–	223 019	33 816 944	4 005 280

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2019/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé;
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 \$.

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
19 225 210	28 109 805	70 379 204	3 980 940	18 043 945	20 512 476	21 404 884	17 914 294	298 653 457
–	–	23 908	1 835 920	34 946	–	20 717	239 711	2 418 892
–	–	–	–	–	–	–	–	7 409 042
16 660	489 388	–	–	1 496 238	46 545	18 471	325 824	3 450 117
19 241 870	28 599 193	70 403 112	5 816 860	19 575 129	20 559 021	21 444 072	18 479 829	311 931 508
2 874 520	2 514 085	4 017 527	7 449 920	926 689	292 947	4 241 424	15 466 103	102 540 107
304 250	55 900	9 589	71 608	111 863	1 112	420 876	242 867	2 799 380
3 178 770	2 569 985	4 027 116	7 521 528	1 038 552	294 059	4 662 300	15 708 970	105 339 487
2 350 048	238 933	1 184 210	–	592 350	507 339	1 422 565	14 993 503	485 980 090
–	–	41 237	–	30 130	–	150 892	28 367	550 280
2 350 048	238 933	1 225 447	–	622 480	507 339	1 573 457	15 021 870	486 530 370
–	8 200	2 306	–	41 869	212 199	76 990	304 955	1 879 204
4 200 993	20 885 111	1 247 327	2 143 459	756 490	414 293	6 271 516	56 454 770	123 659 710
74 037	79 346	3 845	–	16 090	3 963	48 698	35 726	875 460
13 252	181 250	3 240	–	14 279	23 643	32 535	31 076	1 301 489
102 423	423 572	247 548	6 250	221 649	74 054	3 062 094	183 136	13 071 261
4 390 705	21 569 279	1 501 960	2 149 709	1 008 508	515 953	9 414 843	56 704 708	138 907 920

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	4 504 355	–	–	–	10 580 130	4 765 305
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	320 243	–	2 625	17 869	82 268	238 987
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	190 189	–	–	–	41 972	21 273
Commissariat aux langues officielles	367 449	–	(107 671)	8 544	510 788	162 045
Commission de la fonction publique	428 578	–	–	53 796	3 444 281	305 877
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	248 111	–	–	–	41 792	658 205
	6 058 925	–	(105 046)	80 209	14 701 231	6 151 692
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	438 894 280	–	1 860 838 860	229 313 331	138 776 264	24 391 654
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	84 750	–	–	1 027	22 812	24 715
Comité externe d'examen des griefs militaires	196 359	–	–	3 254	199 284	47 550
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	108 419	–	–	877	3 934	42 154
	439 283 808	–	1 860 838 860	229 318 489	139 002 294	24 506 073
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement	21 247 781	–	61 289 819	261 419	11 660 894	8 222 261
Agence canadienne d'évaluation environnementale ...	1 114 811	–	–	–	723 521	769 072
Agence Parcs Canada	4 074 652	–	133 623 433	364 456	5 842 728	5 717 800
	26 437 244	–	194 913 252	625 875	18 227 143	14 709 133
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social ...	376 294 815	–	–	7 774 776	205 543 596	8 688 229
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail ...	460 564	–	–	–	–	133 983
	376 755 379	–	–	7 774 776	205 543 596	8 822 212
Femmes et Égalité des genres						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	112 010	–	–	–	141 408	217 665
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	127 769	–	–	398	135 828	189 611
	239 779	–	–	398	277 236	407 276
Finances						
Ministère des Finances	1 813 676	–	–	62 980	2 124 757	725 180
Agence de la consommation en matière financière du Canada	257 633	–	–	1 806	621 921	229 455
Bureau du surintendant des institutions financières ...	50 295	–	–	3 811	9 373 896	263 890
Bureau du vérificateur général	1 739 452	–	–	60 401	417 129	598 462
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	65 874	–	9 225	3 770	625 116	312 167
	3 926 930	–	9 225	132 768	13 162 819	2 129 154

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
980 917	957 614	4 239 071	749 638	468 724	570 391	1 680 105	4 599 556	34 095 806
95 194	367 969	71 172	1 939	34 649	195 937	342 929	6 209	1 777 990
19 400	42 250	41 612	232	23 420	–	52 714	133 721	566 783
25 564	340 656	33 904	143 429	41 612	88 510	155 566	559 871	2 330 267
1 242 540	843 506	280 949	–	76 007	132 959	864 476	2 862 774	10 535 743
–	42 238	37 155	–	2 313	–	30 939	39 546	1 100 299
2 363 615	2 594 233	4 703 863	895 238	646 725	987 797	3 126 729	8 201 677	50 406 888
52 823 090	41 801 760	99 990 014	14 559 461	6 666 466	45 678 346	146 652 898	569 453 692	3 669 840 116
49 431	100 669	144	–	14 009	–	10 461	17 533	325 551
7 470	99 531	7 799	–	14 924	3 784	36 917	6 652	623 524
975	17 186	1 059	–	37 461	–	46 695	536 191	794 951
52 880 966	42 019 146	99 999 016	14 559 461	6 732 860	45 682 130	146 746 971	570 014 068	3 671 584 142
13 290 757	9 347 792	4 006 365	31 189 223	1 942 841	1 830 358	6 636 777	8 217 774	179 144 061
2 059 978	706 640	616	75 768	76 693	83 309	269 114	32 520	5 912 042
4 053 554	895 957	5 728 156	5 659 871	1 105 327	355 806	3 005 779	47 924 716	218 352 235
19 404 289	10 950 389	9 735 137	36 924 862	3 124 861	2 269 473	9 911 670	56 175 010	403 408 338
10 549 874	26 387 840	7 334 059	10 115 273	1 710 118	759 999	10 893 260	3 039 826	669 091 665
–	–	10 499	–	80 625	–	51 469	846 699	1 583 839
10 549 874	26 387 840	7 344 558	10 115 273	1 790 743	759 999	10 944 729	3 886 525	670 675 504
196 549	54 713	29 267	6 500 348	164 334	251 134	160 123	2 074 521	9 902 072
–	1 700	956	4 457 442	26 287	161 192	98 090	764 045	5 963 318
196 549	56 413	30 223	10 957 790	190 621	412 326	258 213	2 838 566	15 865 390
2 566 965	393 133	563 513	23 691	939 224	18 830	714 325	1 595 103	11 541 377
465 087	–	1 589	–	159 566	148 716	266 469	2 460 287	4 612 529
905 495	–	218 767	–	810 330	307 275	1 551 202	3 115 679	16 600 640
182 625	204 585	180 758	–	1 197 749	–	1 012 669	262 789	5 856 619
484 578	90 244	379 007	–	155 494	17 925	472 744	131 507	2 747 651
4 604 750	687 962	1 343 634	23 691	3 262 363	492 746	4 017 409	7 565 365	41 358 816

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	268 904 088	–	124	163 790 698	51 346 428	4 665 110
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	3 088 287	–	–	34 186	2 652 869	9 953 102
	271 992 375	–	124	163 824 884	53 999 297	14 618 212
Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada	2 125 173	–	25 669 570	56 025	9 585 276	1 142 913
Innovation, Sciences et Développement économique						
Ministère de l'Industrie	23 735 477	–	869 336	371 450	65 728 687	4 617 621
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	96 167	–	–	300	327 539	102 155
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	738 896	–	20 241	–	658 894	377 850
Agence de promotion économique du Canada atlantique	339 231	–	60 201	4 289	378 239	317 972
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	781 000	–	–	4 830	1 847 692	155 569
Agence spatiale canadienne	5 265 796	–	58 127 885	40 025	1 942 854	751 725
Commission du droit d'auteur	117 155	–	–	4 822	–	74 706
Conseil national de recherches du Canada.....	9 848 857	–	30 341 978	434 371	17 034 074	545 448
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	541 442	–	–	–	108 600	121 222
Statistique Canada	4 755 305	–	–	329 195	9 196 982	1 446 340
	46 219 326	–	89 419 641	1 189 282	97 223 561	8 510 608
Institutions démocratiques						
Bureau du directeur général des élections.....	1 203 222	–	–	50 909	41 508 382	1 082 983
Commission des débats des chefs.....	–	–	–	–	–	1 952
	1 203 222	–	–	50 909	41 508 382	1 084 935
Justice						
Ministère de la Justice	2 312 377	–	–	453 701	9 975 138	2 716 276
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	287 482	–	–	–	293 405	116 521
Bureau du directeur des poursuites pénales	1 203 637	–	–	96 371	636 118	656 585
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	733 269	–	–	32 457	1 251 513	331 115
Commission canadienne des droits de la personne	46 111	–	–	14 701	276 518	110 072
Registraire de la Cour suprême du Canada	300 548	–	16 800	–	193 984	361 696
Service administratif des tribunaux judiciaires	1 703 989	–	135 581	87 144	1 129 186	2 326 178
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	366 851	–	–	51 106	2 014 580	1 703 292
	6 954 264	–	152 381	735 480	15 770 442	8 321 735

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
12 094 778	11 914 989	4 364 365	430 062	1 293 480	3 793 994	3 608 284	12 517 918	538 724 318
80 474	312 622	1 514 977	–	426 493	4 646	603 193	1 886 856	20 557 705
12 175 252	12 227 611	5 879 342	430 062	1 719 973	3 798 640	4 211 477	14 404 774	559 282 023
2 275 571	3 100 517	1 420 837	1 719 804	273 145	219 228	660 935	483 192	48 732 186
14 321 517	16 143 049	2 699 908	4 196 828	1 487 462	2 894 336	5 340 453	5 034 829	147 440 953
174 804	31 740	–	–	78 184	93 308	39 565	1 381 206	2 324 968
595 327	145 320	218 364	–	252 178	95 060	459 020	2 156 246	5 717 396
828 216	479 486	12 960	–	197 485	15 429	781 626	463 340	3 878 474
61 740	713 279	53 709	74 750	117 343	12 459	228 900	31 530	4 082 801
655 144	1 040 751	1 842 398	32 119 153	174 885	291 028	876 558	4 682 546	107 810 748
244	11 890	–	–	30 365	202 491	12 697	128 879	583 249
3 244 605	1 180 157	3 639 778	12 734 164	2 117 022	717 519	3 976 572	–	85 814 545
313 277	338 295	6 294	–	159 514	23 627	324 485	3 682 398	5 619 154
433 088	44 459	2 182 455	–	798 397	79 541	2 956 037	7 822 088	30 043 887
20 627 962	20 128 426	10 655 866	49 124 895	5 412 835	4 424 798	14 995 913	25 383 062	393 316 175
90 558	5 227 392	290 093	277 880	533 312	1 077 852	747 860	968 938	53 059 381
–	–	–	–	548	–	–	4 950	7 450
90 558	5 227 392	290 093	277 880	533 860	1 077 852	747 860	973 888	53 066 831
1 921 293	594 524	2 673 330	546 688	5 468 977	117 933	3 835 983	8 966 644	39 582 864
1 573 136	892 603	3 071	–	8 755 536	29 776	730 921	217 224	12 899 675
46 194 274	118 886	889 611	–	1 360 317	–	255 284	2 400 151	53 811 234
203 778	407 576	100 618	–	117 888	2 301 051	527 266	761 679	6 768 210
59 294	113 984	–	25 185	77 160	181 252	204 889	749 413	1 858 579
19 200	3 600	1 061 130	21 194	263 189	4 990	122 935	302 833	2 672 099
133 063	74 725	4 048 963	–	157 726	143 870	296 386	678 806	10 915 617
230 319	146 008	299 012	–	553 142	110 744	624 658	692 925	6 792 637
50 334 357	2 351 906	9 075 735	593 067	16 753 935	2 889 616	6 598 322	14 769 675	135 300 915

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Parlement						
Chambre des communes	1 651 065	–	42 263	268 193	14 480 976	710 729
Bibliothèque du Parlement	124 949	–	–	10 090	1 067 262	50 284
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	83 932	–	–	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	58 908	–	–	–	72 517	–
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	27 362	–	–	2 153	585 340	–
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	144 094	–	–	–	289 294	99 784
Sénat	524 232	–	15 000	52 780	526 011	10 654
Service de protection parlementaire	1 880 136	–	–	81 307	1 160 356	–
	4 494 678	–	57 263	414 523	18 181 756	871 451
Patrimoine canadien et Multiculturalisme						
Ministère du Patrimoine canadien	3 445 868	–	129 677	41 786	4 827 244	1 862 643
Bibliothèque et Archives du Canada	2 252 639	–	–	30 861	3 086 076	556 974
Commission des champs de bataille nationaux	22 400	–	154 764	–	14 530	13 959
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	121 942	–	–	–	1 406 226	569 281
Office national du film	609 304	–	220 884	–	761 018	224 694
	6 452 153	–	505 325	72 647	10 095 094	3 227 551
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans	106 035 102	–	152 682 620	1 597 388	18 666 927	6 397 896
Relations Couronne-Autochtones						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	7 393 672	–	105 252 060	358 254	21 512 703	3 177 947
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	256 984	–	–	8 659	1 612 793	138 429
	7 650 656	–	105 252 060	366 913	23 125 496	3 316 376
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	42 836 588	–	2 966 158	684 975	14 945 469	2 413 479
Administration du pipe-line du Nord	128 595	–	–	–	16 840	325
Commission canadienne de sûreté nucléaire	434 273	–	150 984	53 815	7 964 288	1 500 000
Office national de l'énergie	621 626	–	86 466	–	4 590 553	284 875
	44 021 082	–	3 203 608	738 790	27 517 150	4 198 679
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	169 548 041	–	181 384	1 733 369	104 827 522	3 011 764

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
624 512	1 442 109	193 562	1 197 212	3 974 405	1 117 336	2 019 940	244 789	27 967 091
192 089	748 034	40 830	–	289 818	183 453	313 781	337 669	3 358 259
144 099	61 791	–	–	5 994	–	4 674	4 297	304 787
13 485	968 382	–	–	11 333	38 235	67 950	–	1 230 810
21 833	–	56 433	443	35 267	4 170	51 842	27 466	812 309
–	–	135 087	–	23 354	–	7 081	3 933	702 627
360 785	708 897	–	713 200	610 638	–	437 941	118 357	4 078 495
173 209	64 881	15 996 373	–	134 013	5 700	236 428	68 555	19 800 958
1 530 012	3 994 094	16 422 285	1 910 855	5 084 822	1 348 894	3 139 637	805 066	58 255 336
2 185 892	545 103	1 255 952	1 484 929	716 386	5 395	1 689 223	7 276 202	25 466 300
329 449	83 754	1 675 509	–	305 135	75 385	742 518	5 358 273	14 496 573
74 973	–	459 416	–	26 213	34 802	7 146	271 289	1 079 492
29 971	259 438	157 796	39 812	390 337	13 015	610 000	27 964	3 625 782
17 676	345 738	125 809	131 939	253 813	64 168	58 058	2 521 324	5 334 425
2 637 961	1 234 033	3 674 482	1 656 680	1 691 884	192 765	3 106 945	15 455 052	50 002 572
13 692 618	20 995 435	7 889 243	35 995 533	1 640 554	2 545 124	12 979 076	11 777 588	392 895 104
62 009 489	21 918 317	2 313 952	10 095 586	853 229	980 140	2 811 981	29 642 433	268 319 763
96 183	102 652	5 258	42 604	103 052	–	76 570	196 145	2 639 329
62 105 672	22 020 969	2 319 210	10 138 190	956 281	980 140	2 888 551	29 838 578	270 959 092
7 693 517	8 654 149	4 491 806	20 844 586	1 486 489	1 557 286	4 807 419	1 455 708	114 837 629
5 826	25 882	–	–	–	–	750	10 000	188 218
120 699	495 085	538 640	1 326 663	444 911	205 658	2 029 806	776 542	16 041 364
421 410	624 138	294 837	844 362	332 569	224 471	949 370	3 186 368	12 461 045
8 241 452	9 799 254	5 325 283	23 015 611	2 263 969	1 987 415	7 787 345	5 428 618	143 528 256
77 033 629	1 128 574	6 920 379	1 128 913	6 487 888	177 013	13 158 850	5 532 782	390 870 108

Services professionnels et spéciaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Santé						
Ministère de la Santé	10 521 512	–	693 824	13 257 068	33 558 131	6 112 068
Agence canadienne d'inspection des aliments	6 349 687	–	1 106 329	1 014 003	16 497 408	2 900 707
Agence de la santé publique du Canada.....	5 651 290	–	558 045	1 298 557	19 124 305	1 840 799
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	111 462	–	–	–	110 990	86 769
Instituts de recherche en santé du Canada.....	106 946	–	–	10 971	1 515 597	225 685
	22 740 897	–	2 358 198	15 580 599	70 806 431	11 166 028
Sciences						
Conseil de recherches en sciences humaines	137 971	–	–	5 542	1 641 654	219 556
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	179 149	–	–	10 093	2 826 098	183 833
	317 120	–	–	15 635	4 467 752	403 389
Sécurité publique et Protection civile						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	2 691 795	–	–	35 658	4 679 580	2 097 847
Agence des services frontaliers du Canada	46 266 846	–	903 479	33 583 670	147 064 989	6 609 504
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	17 847	–	–	–	89 686	70 049
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	207 910	–	–	–	1 186	156 352
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	54 730	–	–	2 165	309 222	46 626
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	114 435	–	–	7 428	341 236	290 284
Gendarmerie royale du Canada.....	117 705 535	–	44 214 788	98 249 015	61 104 695	–
Service correctionnel du Canada	23 868 160	–	1 449 178	172 341 951	14 600 881	4 515 346
	190 927 258	–	46 567 445	304 219 887	228 191 475	13 786 008
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones Canada	8 037 406	–	3 417 959	441 709 759	15 194 238	1 930 591
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	393 952 277	452 892 506	388 096 480	643 201	114 082 355	45 197 378
Services partagés Canada	9 817 893	–	8 642 325	303 494	161 315 880	2 422 663
	403 770 170	452 892 506	396 738 805	946 695	275 398 235	47 620 041
Transports						
Ministère des Transports	22 945 830	–	52 516 532	1 304 309	21 696 789	4 453 645
Office des transports du Canada	24 867	–	–	7 725	452 667	286 405
	22 970 697	–	52 516 532	1 312 034	22 149 456	4 740 050
Total.....	2 291 444 316	452 892 506	2 950 345 737	1 581 096 545	1 543 838 423	209 036 145

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
21 196 489	13 650 893	3 053 179	17 613 207	1 266 629	7 550 758	7 214 226	12 317 589	148 005 573
7 678 417	555 378	1 330 213	15 881 283	2 231 554	413 064	2 149 602	10 827 973	68 935 618
1 151 304	2 362 860	188 679	21 417 832	797 459	808 172	2 793 149	33 094 865	91 087 316
351 606	82 125	–	273 042	43 480	41 544	56 018	88 046	1 245 082
20 370	159 469	333 340	5 332	830 482	20 227	438 899	813 595	4 480 913
30 398 186	16 810 725	4 905 411	55 190 696	5 169 604	8 833 765	12 651 894	57 142 068	313 754 502
70 271	522 376	39 316	–	404 207	80 954	212 149	345 995	3 679 991
35 010	768 074	64 817	–	521 270	199 782	351 957	257 475	5 397 558
105 281	1 290 450	104 133	–	925 477	280 736	564 106	603 470	9 077 549
3 277 325	2 756 108	2 361 051	237 609	686 588	500 312	1 339 207	1 265 147	21 928 227
18 420 291	865 647	25 269 003	1 521 669	758 636	139 067	5 123 664	21 787 588	308 314 053
–	120 212	666	–	10 864	–	18 336	4 485	332 145
–	–	–	–	11 637	21 890	8 430	19 780	427 185
300 394	–	1 001	21 600	48 685	53 292	107 214	366 217	1 311 146
683 676	5 100	55 361	–	30 967	–	271 857	579 292	2 379 636
27 804 275	5 195 262	137 688 731	1 933 284	1 790 142	4 749 249	16 247 791	3 319 766	520 002 533
15 867 623	7 613 225	15 066 432	569 033	1 183 975	1 329 068	40 747 046	69 483 020	368 634 938
66 353 584	16 555 554	180 442 245	4 283 195	4 521 494	6 792 878	63 863 545	96 825 295	1 223 329 863
10 964 375	9 887 447	622 575	1 871 716	1 073 431	737 546	3 147 976	5 919 244	504 514 263
21 418 033	143 405 739	41 135 742	43 189 404	2 475 798	2 353 065	10 790 032	381 549 263	2 041 181 273
1 082 796	70 849 687	3 963 274	–	324 196	840 991	10 042 695	2 350 843	271 956 737
22 500 829	214 255 426	45 099 016	43 189 404	2 799 994	3 194 056	20 832 727	383 900 106	2 313 138 010
14 651 571	17 998 739	5 136 825	15 285 738	2 266 361	1 912 855	8 200 596	12 498 305	180 868 095
1 393	114 300	–	–	91 061	38 844	313 759	288 319	1 619 340
14 652 964	18 113 039	5 136 825	15 285 738	2 357 422	1 951 699	8 514 355	12 786 624	182 487 435
514 881 699	514 802 425	506 499 332	334 776 651	97 701 279	114 125 207	392 026 897	1 436 930 625	12 940 397 787

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 4

Comptes publics du Canada
2018-2019

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	188

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2019/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 \$ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 \$) et le nombre total d'entrepreneurs.

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	225 640	24 850 028	23 027 348	48 103 016
Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	–	439 412	–	439 412
Investir au Canada	–	–	1 339 645	–	1 339 645
	–	225 640	26 629 085	23 027 348	49 882 073
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	5 231 591	20 375 853	–	25 607 444
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants.....	–	314 372	164 068	–	478 440
Conseil du Trésor					
École de la fonction publique du Canada.....	–	–	672 739	–	672 739
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	–	–	733 634	–	733 634
Commissariat au lobbying	–	–	395 309	–	395 309
	–	–	1 801 682	–	1 801 682
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale	1 352 500	149 107 345	296 876 837	69 466 433	516 803 115
Centre de la sécurité des télécommunications.....	–	–	9 795 933	–	9 795 933
Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	94 742	–	94 742
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	–	11 435	–	11 435
	1 352 500	149 107 345	306 778 947	69 466 433	526 705 225
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement	55 000	109 879	794 047	–	958 926
Agence Parcs Canada.....	51 715	423 808 797	46 546 932	3 458 630	473 866 074
	106 715	423 918 676	47 340 979	3 458 630	474 825 000
Finance					
Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	610 256	–	610 256

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada	16 638	89 149 200	–	–	89 165 838
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie	–	–	21 456	–	21 456
Agence spatiale canadienne	–	47 483	–	–	47 483
Conseil national de recherches du Canada	–	9 328	25 724 310	–	25 733 638
Statistique Canada	–	–	832 643	–	832 643
	–	56 811	26 578 409	–	26 635 220
Institutions démocratiques					
Bureau du directeur général des élections	–	–	854 999	–	854 999
Justice					
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	176 528	–	176 528
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	157 097	–	157 097
Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	1 740 023	–	1 740 023
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	2 152 918	–	2 152 918
	–	–	4 226 566	–	4 226 566
Patrimoine canadien et Multiculturalisme					
Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	3 694 983	–	3 694 983
Commission des champs de bataille nationaux	–	38 869	287 320	–	326 189
	–	38 869	3 982 303	–	4 021 172
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans	1 053 734	117 500 276	39 200 174	1 522 534	159 276 718
Relations Couronne-Autochtones					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	1	–	5 377 296	–	5 377 297
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles	–	2 257 747	12 580 937	–	14 838 684
Office national de l'énergie	–	–	19 918	–	19 918
	–	2 257 747	12 600 855	–	14 858 602
Santé					
Ministère de la Santé	–	240 814	6 659 348	–	6 900 162
Agence canadienne d'inspection des aliments	–	–	21 500	–	21 500
Agence de la santé publique du Canada	–	79 817	307 587	–	387 404
	–	320 631	6 988 435	–	7 309 066

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Sciences					
Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	–	144 587	–	144 587
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	229 436	–	229 436
	–	–	374 023	–	374 023
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	60 191	–	60 191
Agence des services frontaliers du Canada	–	800 300	49 195 063	–	49 995 363
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	–	723 915	–	723 915
Gendarmerie royale du Canada.....	1 967 621	3 106 377	97 994 282	1 769 942	104 838 222
Service correctionnel du Canada.....	6 689	5 522 025	138 201 147	–	143 729 861
	1 974 310	9 428 702	286 174 598	1 769 942	299 347 552
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	–	–	28 914	–	28 914
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	6 073 507	238 697 060	333 844 365	1 619 587	580 234 519
Services partagés Canada.....	–	–	8 955 529	–	8 955 529
	6 073 507	238 697 060	342 799 894	1 619 587	589 190 048
Transports					
Ministère des Transports.....	–	67 584 003	29 536 917	96 479	97 217 399
Total.....	10 577 405	1 103 830 923	1 162 424 253	100 960 953	2 377 793 534

Section 5

Comptes publics du Canada
2018-2019

Acquisition de machinerie et matériel

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de machinerie et matériel	192

Acquisition de machinerie et matériel

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de machinerie et matériel, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

Acquisition de machinerie et matériel

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	5 510 681	–	18 066 915
Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	–	124 804
Investir au Canada	–	–	29 478
	5 510 681	–	18 221 197
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 640 774	–	393 171
Commission canadienne des grains	48 870	–	84 311
	3 689 644	–	477 482
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants.....	40 984	–	452 962
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	–	–	27 414
	40 984	–	480 376
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	96 212	–	155 508
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	–	–	1 564 877
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	–	–	44 056
Commissariat au lobbying	–	–	208 307
École de la fonction publique du Canada.....	–	–	387 816
	–	–	2 205 056
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	87 602	–	457 971
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	198 442	–	352 797
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....	–	–	148 259
Commissariat aux langues officielles.....	91	–	338 308
Commission de la fonction publique.....	–	–	19 209
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	20 852
	286 135	–	1 337 396

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres matériel et machinerie ³	Total
27 394 104	14 716 928	17 672 263	–	1 349 527	7 148 878	91 859 296
158 855	–	139 724	–	28 128	–	451 511
189 107	–	144 353	–	440	–	363 378
27 742 066	14 716 928	17 956 340	–	1 378 095	7 148 878	92 674 185
8 172 263	28 800 930	1 670 258	88 890	130 842	7 126 906	50 024 034
378 872	1 749 940	168 215	–	15 903	75 137	2 521 248
8 551 135	30 550 870	1 838 473	88 890	146 745	7 202 043	52 545 282
2 429 701	7 017	1 521 688	–	413 939	7 788	4 874 079
14 802	–	86 428	–	31 179	–	159 823
2 444 503	7 017	1 608 116	–	445 118	7 788	5 033 902
918 254	1 150	40 604	–	1 361	18 771	1 231 860
5 453 945	–	1 269 292	–	61 737	71 591	8 421 442
13 329	–	1 212	–	–	–	58 597
58 972	–	30 279	–	2 120	–	299 678
3 233 158	–	611 650	–	32 267	26 073	4 290 964
8 759 404	–	1 912 433	–	96 124	97 664	13 070 681
3 286 881	256 152	1 284 289	–	79 615	227 950	5 680 460
656 293	27 057	42 586	–	91 887	46 675	1 415 737
273 265	–	138 883	–	19 555	339	580 301
184 053	4 540	162 278	–	2 448	–	691 718
1 644 411	233	1 051 041	–	5 866	4 508	2 725 268
60 462	–	963	–	80 397	–	162 674
6 105 365	287 982	2 680 040	–	279 768	279 472	11 256 158

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale	1 905 628 834	455 742 719	235 307 690
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.....	–	–	–
Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	8 262
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	–	6 351
	1 905 628 834	455 742 719	235 322 303
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement	3 743 203	184 231	1 075 081
Agence canadienne d'évaluation environnementale	–	–	116 329
Agence Parcs Canada	12 745 286	–	2 043 760
	16 488 489	184 231	3 235 170
Famille, Enfants et Développement social			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	335 408	–	5 999 652
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–
	335 408	–	5 999 652
Femmes et Égalité des genres			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	2 317	–	156 881
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	–	–	20 880
	2 317	–	177 761
Finances			
Ministère des Finances	–	–	25 861
Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	13 977
Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	224 195
Bureau du vérificateur général.....	–	–	54 791
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	–	27 405
	–	–	346 229
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	141 080	–	4 419 714
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	–	987 807
	141 080	–	5 407 521
Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada	368	–	482 991
Innovation, Sciences et Développement économique			
Ministère de l'Industrie	1 051 580	–	1 796 203
Agence canadienne de développement économique du Nord	75 589	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	9 064	–	232 676
Agence de promotion économique du Canada atlantique	192 160	–	144 593
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	–	59 743
Agence spatiale canadienne.....	94 369	–	661 995
Commission du droit d'auteur	–	–	925
Conseil national de recherches du Canada	2 458 419	–	2 120 312
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	53 707
Statistique Canada	115 025	–	425 924
	3 996 206	–	5 496 078

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres matériel et machinerie ³	Total
304 965 076	173 569 286	34 140 279	9 333 111	3 527 156	423 442 402	3 545 656 553
1 425	–	806	–	4 424	–	6 655
97 156	–	41 912	–	–	–	147 330
15 070	–	6 617	–	7 022	5 000	40 060
305 078 727	173 569 286	34 189 614	9 333 111	3 538 602	423 447 402	3 545 850 598
7 585 234	18 926 916	837 483	–	490 613	3 216 838	36 059 599
780 760	505	693 503	–	1 985	–	1 593 082
2 694 533	2 056 315	1 546 665	398 105	281 485	6 592 880	28 359 029
11 060 527	20 983 736	3 077 651	398 105	774 083	9 809 718	66 011 710
17 947 799	471 103	6 102 714	–	495 548	32 332	31 384 556
–	–	5 351	–	12 241	–	17 592
17 947 799	471 103	6 108 065	–	507 789	32 332	31 402 148
215 469	–	124 972	–	5 147	–	504 786
310 697	–	173 899	–	–	–	505 476
526 166	–	298 871	–	5 147	–	1 010 262
1 345 004	–	217 580	–	6 897	5 467	1 600 809
767 840	–	185 189	–	–	–	967 006
2 563 733	–	739 935	–	–	12 403	3 540 266
1 765 478	–	109 204	–	–	22 546	1 952 019
1 204 905	145 512	11 836	–	3 862	69 031	1 462 551
7 646 960	145 512	1 263 744	–	10 759	109 447	9 522 651
14 731 011	404 764	1 751 201	–	191 598	91 255	21 730 623
1 790 520	4 854	1 154 064	–	31 624	31 642	4 000 511
16 521 531	409 618	2 905 265	–	223 222	122 897	25 731 134
1 671 765	20	112 216	–	36 704	28 920	2 332 984
12 455 916	2 138 669	5 161 693	42 481	133 195	905 198	23 684 935
88 749	–	754	–	–	888	165 980
684 114	–	63 061	–	2 737	18 286	1 009 938
253 305	–	119 751	–	14 562	–	724 371
346 672	–	87 851	–	5 425	14 009	513 700
10 534 707	28 538 393	191 199	5 741	18 717	435 123	40 480 244
39 902	–	92 208	–	–	463	133 498
9 391 920	32 214 610	1 405 185	9 643 959	144 857	4 092 095	61 471 357
290 842	–	283 082	–	1 033	–	628 664
1 702 780	70 341	1 345 635	–	127 396	443 476	4 230 577
35 788 907	62 962 013	8 750 419	9 692 181	447 922	5 909 538	133 043 264

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Institutions démocratiques			
Bureau du directeur général des élections.....	34 023	–	163 483
Justice			
Ministère de la Justice	51 246	–	1 163 959
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	–	–	689
Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	166 576
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	48 888	–	165 154
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	44 642
Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	197 139
Service administratif des tribunaux judiciaires	98 327	–	1 486 879
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	50 556
	198 461	–	3 275 594
Parlement			
Chambre des communes	405 054	–	1 139 823
Bibliothèque du Parlement.....	–	–	1 980
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	6 056
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	20 526
Service de protection parlementaire.....	380 565	381 622	148 770
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	–	14 753
Sénat.....	187	–	187 931
	785 806	381 622	1 519 839
Patrimoine canadien et Multiculturalisme			
Ministère du Patrimoine canadien.....	49 258	–	455 883
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	685 556
Commission des champs de bataille nationaux.....	43 934	–	1 936
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	49 337	–	437 087
Office national du film.....	–	–	481 353
	142 529	–	2 061 815
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans.....	893 822 200	191 750	16 502 904
Relations Couronne-Autochtones			
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	121 940	–	161 032
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	276 175	1 014	7 062
	398 115	1 014	168 094

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres matériel et machinerie ³	Total
3 291 297	–	613 939	–	82 276	62 768	4 247 786
8 014 914	12 341	1 729 730	–	338 826	81 994	11 393 010
116 445	–	27 028	–	450	6 515	151 127
793 721	4 189	639 322	–	25 019	40 922	1 669 749
590 604	–	182 550	–	15 082	–	1 002 278
457 532	–	54 267	–	–	–	556 441
439 313	47 344	111 819	–	4 825	16 224	816 664
726 721	41 976	1 073 456	–	47 637	327 512	3 802 508
2 442 831	3 669	125 626	–	41 762	19 319	2 683 763
13 582 081	109 519	3 943 798	–	473 601	492 486	22 075 540
9 736 664	–	999 376	–	189 164	1 944 534	14 414 615
483 427	34 032	162 547	–	95 626	12 975	790 587
5 606	–	–	–	–	–	5 606
20 843	2 544	13 489	–	–	2 142	45 074
63 896	–	9 354	–	6 889	4 289	104 954
209 721	5 548 885	202 814	–	14 141	42 360	6 928 878
38 367	–	40 941	–	2 561	11 879	108 501
672 100	9 000	223 765	–	77 105	147 833	1 317 921
11 230 624	5 594 461	1 652 286	–	385 486	2 166 012	23 716 136
1 263 826	272 270	571 921	–	37 639	281 599	2 932 396
1 606 648	53 203	265 550	–	30 502	369 852	3 011 311
37 203	8 806	–	3 682	44 800	232 168	372 529
1 025 300	287 147	130 523	–	44 976	–	1 974 370
909 659	–	39 263	–	–	63 791	1 494 066
4 842 636	621 426	1 007 257	3 682	157 917	947 410	9 784 672
14 206 489	18 286 404	9 084 365	813 240	543 896	34 749 567	988 200 815
2 322 419	485 416	716 894	77 898	385 870	144 317	4 415 786
65 801	194 734	1 039	5 408	6 954	40 888	599 075
2 388 220	680 150	717 933	83 306	392 824	185 205	5 014 861

Acquisition de machinerie et matériel – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles.....	1 754 532	–	159 229
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	150 389	–	172 472
Office national de l'énergie.....	–	–	1 733
	1 904 921	–	333 434
Revenu national			
Agence du revenu du Canada.....	250 985	–	315 627
Santé			
Ministère de la Santé.....	893 753	–	383 369
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	3 279 425	–	230 515
Agence de la santé publique du Canada.....	23 697	–	694 927
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	34 867
Instituts de recherche en santé du Canada.....	30 311	–	159 948
	4 227 186	–	1 503 626
Sciences			
Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	–	84 532
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	–	–	126 854
	–	–	211 386
Sécurité publique et Protection civile			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	1 019	–	672 980
Agence des services frontaliers du Canada.....	8 504 266	1 894 684	8 845 194
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	23	–	–
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	538
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	15 730
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	58 439	–	43 176
Gendarmerie royale du Canada.....	105 075 877	18 772 858	86 076 782
Service correctionnel du Canada.....	15 170 648	595 988	16 501 624
	128 810 272	21 263 530	112 156 024
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	2 303 754	–	379 581
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	774 076	–	5 775 809
Services partagés Canada.....	912 842	–	48 780 634
	1 686 918	–	54 556 443
Transports			
Ministère des Transports.....	25 709 158	17 851	1 230 548
Office des transports du Canada.....	–	–	779
	25 709 158	17 851	1 231 327
Total.....	2 996 490 686	477 782 717	473 723 897

¹ Cette catégorie comprend des avions et pièces connexes, 870 098 384 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 1 604 167 992 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 480 354 949 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 41 869 362 \$.

² Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation.

³ Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres matériel et machinerie ³	Total
8 840 474	9 370 247	1 517 476	–	401 057	1 517 517	23 560 532
5 705 412	826 691	145 268	–	–	9 411	7 009 643
779 749	–	22 624	–	–	5 748	809 854
15 325 635	10 196 938	1 685 368	–	401 057	1 532 676	31 380 029
41 511 873	–	4 799 427	–	1 078 264	2 070 338	50 026 514
7 215 000	11 903 471	2 258 506	8 247	471 254	2 207 324	25 340 924
7 018 713	6 818 230	622 553	–	1 649 423	711 509	20 330 368
3 819 336	4 760 400	784 624	113 952	162 077	1 356 782	11 715 795
298 530	–	3 509	–	16 194	1 629	354 729
1 017 084	–	76 448	–	76	–	1 283 867
19 368 663	23 482 101	3 745 640	122 199	2 299 024	4 277 244	59 025 683
686 462	–	283 864	–	319	1 498	1 056 675
1 199 162	–	190 674	–	543	2 184	1 519 417
1 885 624	–	474 538	–	862	3 682	2 576 092
1 977 585	–	2 223 526	–	84 579	–	4 959 689
18 997 075	6 604 160	2 653 300	–	109 273	2 422 407	50 030 359
9 150	–	14 727	–	253	–	24 153
19 247	–	522	–	–	–	20 307
169 543	–	54 177	–	8 863	–	248 313
300 224	–	250 282	–	15 145	–	667 266
45 338 111	13 980 469	7 411 746	95 109	7 100 924	13 616 880	297 468 756
16 107 916	3 360 546	4 783 402	1 011 828	12 705	22 790 554	80 335 211
82 918 851	23 945 175	17 391 682	1 106 937	7 331 742	38 829 841	433 754 054
6 874 353	41 257 896	1 604 072	10 968	412 368	324 004	53 166 996
51 316 924	5 456 469	52 170 356	7 438 742	323 617	39 522 225	162 778 218
368 217 482	84	2 489 794	441 128	80 804	335 001	421 257 769
419 534 406	5 456 553	54 660 150	7 879 870	404 421	39 857 226	584 035 987
5 608 688	214 079	2 835 981	981 961	55 430	11 668 828	48 322 524
704 899	–	417 046	–	4 678	91 754	1 219 156
6 313 587	214 079	3 253 027	981 961	60 108	11 760 582	49 541 680
1 094 037 448	433 949 937	187 375 333	30 514 450	21 915 285	591 473 911	6 307 263 664

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

Comptes publics du Canada
2018-2019

Paiements de transfert

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de transfert	202

Paielements de transfert

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice, par ministère et organisme, sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Paielements de transfert

(en dollars)

Ministère et organisme	Paielements de transfert aux personnes	Paielements de transfert à l'industrie	Paielements de transfert aux provinces et territoires
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	472 969	315 613 396	–
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	524 484 298	839 485 089
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants	3 633 665 727	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	731 662	–	–
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor	280 854	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public	30 148	–	–
	311 002	–	–
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	7 431 001	–	–
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale	1 606 497	2 176 480	3 309 779
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement	2 881 050	1 099 517	242 501 441
Agence canadienne d'évaluation environnementale	–	–	245 500
Agence Parcs Canada	–	–	418 303
	2 881 050	1 099 517	243 165 244
Famille, Enfants et Développement social			
Ministère de l'Emploi et du Développement social	57 047 683 173	39 442 927	1 636 358 347

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2019/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 \$.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
4 430 621 161	71 484 266	13 803 642	–	4 831 995 434
1 904 192	61 795 918	59 737	–	1 427 729 234
11 110 410	11 088 964	–	–	3 655 865 101
–	–	–	–	731 662
466 462	435 773	–	–	1 183 089
–	–	–	–	30 148
466 462	435 773	–	–	1 213 237
–	–	–	–	7 431 001
197 004 410	5 214 641	–	–	209 311 807
32 938 306	121 856 796	1 586 541	–	402 863 651
–	4 843 992	–	–	5 089 492
824 113	18 845 224	3 000 566	–	23 088 206
33 762 419	145 546 012	4 587 107	–	431 041 349
1 434 239	1 046 215 667	99 255 206	–	59 870 389 559

Paiement de transfert – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Femmes et Égalité des genres			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	–	–
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	–	–	75 000
	–	–	75 000
Finances			
Ministère des Finances	–	–	70 560 276 831
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	52 227 741	–	638 510 054
Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada	–	3 309 854	3 747 513 797
Innovation, Sciences et Développement économique			
Ministère de l'Industrie	–	665 706 790	333 425 168
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	544 798	11 880 407	10 373 438
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	129 763 264	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique	–	126 624 298	407 861
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	96 700 994	–
Agence spatiale canadienne	45 700	14 141 539	–
Conseil national de recherches du Canada.....	–	263 403 773	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	99 770 086	–
Statistique Canada.....	–	–	–
	590 498	1 407 991 151	344 206 467
Institutions démocratiques			
Bureau du directeur général des élections.....	–	–	–
Justice			
Ministère de la Justice	740 332	–	354 491 457
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	–
	740 332	–	354 491 457
Parlement			
Chambre des communes.....	–	–	–
Sénat	51 148	–	–
	51 148	–	–
Patrimoine canadien et Multiculturalisme			
Ministère du Patrimoine canadien	34 358 550	122 183 260	286 655 855
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	–
	34 358 550	122 183 260	286 655 855
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans.....	91 374 969	13 672 059	715 000

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
–	14 317 524	–	–	14 317 524
–	14 881 453	–	–	14 956 453
–	29 198 977	–	–	29 273 977
492 810 000	12 345 500	–	–	71 065 432 331
16 077 449	696 918 538	33 304 942	–	1 437 038 724
–	229 594 492	1 469 355 310	–	5 449 773 453
5 508 000	762 411 719	–	–	1 767 051 677
–	6 550 049	1 392 025	–	30 740 717
–	117 199 095	2 892 481	–	249 854 840
–	140 038 476	9 066 727	–	276 137 362
–	110 174 375	328 500	–	207 203 869
29 977 215	12 212 037	–	–	56 376 491
28 948 475	96 865 747	–	–	389 217 995
–	99 373 068	584 120	–	199 727 274
–	100 000	–	–	100 000
64 433 690	1 344 924 566	14 263 853	–	3 176 410 225
–	1 489 449	–	–	1 489 449
736 796	44 226 165	–	–	400 194 750
–	498 480	–	–	498 480
736 796	44 724 645	–	–	400 693 230
1 041 290	–	–	–	1 041 290
440 472	–	–	–	491 620
1 481 762	–	–	–	1 532 910
10 750 817	715 391 423	16 036 531	–	1 185 376 436
–	1 500 000	–	–	1 500 000
10 750 817	716 891 423	16 036 531	–	1 186 876 436
516 009	79 097 340	–	–	185 375 377

Paiement de transfert – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Relations Couronne-Autochtones			
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	2 238 521	498 412 266	436 896 552
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	10 000	226 200	267 000
	2 248 521	498 638 466	437 163 552
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles.....	22 199 126	223 392 896	423 659 813
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	32 309	–	–
Office national de l'énergie.....	38 837	–	–
	22 270 272	223 392 896	423 659 81
Revenu national			
Agence du revenu du Canada.....	1 002 503 765	–	–
Santé			
Ministère de la Santé.....	–	–	1 054 501 077
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	4 751 307	–	–
Agence de la santé publique du Canada.....	–	–	80 258 879
Instituts de recherche en santé du Canada.....	1 024 266 912	–	–
	1 029 018 219	–	1 134 759 956
Sciences			
Conseil de recherches en sciences humaines.....	837 621 471	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	1 273 974 634	–	–
	2 111 596 105	–	–
Sécurité publique et Protection civile			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	7 500 000	–	376 909 080
Gendarmerie royale du Canada.....	282 521 281	–	14 230 000
Service correctionnel du Canada.....	–	–	–
	290 021 281	–	391 139 080
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones Canada.....	8 212 875	759 227 407	740 062 028
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	–	–	–
Transports			
Ministère des Transports.....	298 975	137 980 263	59 044 215
Total.....	65 340 296 332	4 049 211 974	81 840 591 564

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
–	2 621 696 217	1 997 512	–	3 561 241 068
–	8 447 242	–	–	8 950 442
–	2 630 143 459	1 997 512	–	3 570 191 510
2 557 093	67 284 993	–	–	739 093 921
618 256	1 948 068	–	–	2 598 633
–	5 050 886	–	–	5 089 723
3 175 349	74 283 947	–	–	746 782 277
–	–	–	–	1 002 503 765
–	358 137 124	30 936	–	1 412 669 137
–	–	–	–	4 751 307
2 771 685	209 370 302	–	–	292 400 866
–	63 617 281	–	–	1 087 884 193
2 771 685	631 124 707	30 936	–	2 797 705 503
–	–	–	–	837 621 471
–	–	–	–	1 273 974 634
–	–	–	–	2 111 596 105
1 600 564	169 506 702	8 760 456	–	564 276 802
91 750	841 659	–	–	297 684 690
–	1 254 959	614 331	–	1 869 290
1 692 314	171 603 320	9 374 787	–	863 830 782
–	8 264 867 688	15 576 287	2	9 787 946 287
–	–	562 883 247	(566 110 504)	(3 227 257)
101 373	37 131 066	41 546 509	–	276 102 401
5 270 850 537	16 306 120 358	2 282 075 606	(566 110 502)	174 523 035 869

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

Comptes publics du Canada
2018-2019

Frais de la dette publique

Table des matières

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	210

Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent :

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l'amortissement de primes et escomptes à l'émission de la dette non échue;
- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

Frais de la dette publique

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2019
Dette non échue			
Intérêt sur les obligations négociables ¹			
À payer en monnaie canadienne			
CA135087A610 – Juin 2023	1,50	14 200 000 000	213 000 000
CA135087B378 – Sept 2018	1,25	–	40 622 701
CA135087B451 – Juin 2024	2,50	13 800 000 000	345 000 000
CA135087B865 – Mars 2019	1,75	–	128 904 843
CA135087B949 – Déc 2047	1,25	8 343 489 000	104 561 814
CA135087C855 – Sept 2019	1,75	9 859 566 000	220 265 102
CA135087C939 – Déc 2064	2,75	4 750 000 000	130 625 000
CA135087D358 – Déc 2048	2,75	14 900 000 000	409 750 000
CA135087D507 – Juin 2025	2,25	13 100 000 000	294 750 000
CA135087D929 – Mars 2020	1,50	20 957 986 000	339 630 162
CA135087E596 – Sept 2020	0,75	26 000 000 000	195 000 000
CA135087E679 – Juin 2026	1,50	13 500 000 000	202 500 000
CA135087F254 – Mars 2021	0,75	25 500 000 000	191 250 000
CA135087F338 – Mai 2018	0,25	–	1 642 726
CA135087F585 – Sept 2021	0,75	19 200 000 000	135 976 820
CA135087F668 – Août 2018	0,50	–	15 796 632
CA135087F825 – Juin 2027	1,00	15 000 000 000	150 000 000
CA135087F908 – Nov 2018	0,50	–	26 293 070
CA135087G328 – Mars 2022	0,50	19 000 000 000	77 794 372
CA135087G401 – Fév 2019	0,50	–	35 855 909
CA135087G658 – Mai 2019	0,75	7 888 420 000	86 939 870
CA135087G732 – Sept 2022	1,00	15 600 000 000	156 000 000
CA135087G815 – Août 2019	0,75	8 343 511 000	88 417 431
CA135087G997 – Déc 2050	0,50	4 522 804 000	16 691 558
CA135087H235 – Juin 2028	2,00	13 500 000 000	256 860 048
CA135087H318 – Nov 2019	1,25	14 043 055 000	188 754 970
CA135087H490 – Mars 2023	1,75	15 000 000 000	262 500 000
CA135087H565 – Fév 2020	1,25	8 715 163 000	160 769 600
CA135087H722 – Déc 2051	2,00	5 300 000 000	73 337 634
CA135087H805 – Mai 2020	1,75	10 446 383 000	211 017 843
CA135087H987 – Sept 2023	2,00	12 000 000 000	191 505 063
CA135087J215 – Août 2020	1,75	11 961 191 000	164 651 021
CA135087J397 – Juin 2029	2,25	9 000 000 000	88 581 684
CA135087J470 – Nov 2020	2,00	12 000 000 000	133 315 976
CA135087J546 – Mars 2024	2,25	12 000 000 000	79 703 469
CA135087J629 – Fév 2021	2,25	12 000 000 000	84 875 387
CA135087J884 – Mai 2021	1,75	9 000 000 000	12 513 699
CA135087TZ75 – Mars 2021	10,50	567 361 000	59 572 905
CA135087UE28 – Juin 2021	9,75	286 188 000	27 903 330
CA135087UL60 – Déc 2021	4,25	8 321 762 250	354 585 301
CA135087UM44 – Juin 2022	9,25	206 022 000	19 057 035
CA135087UT96 – Juin 2023	8,00	2 358 552 000	188 684 160
CA135087VH40 – Juin 2025	9,00	2 303 156 000	207 284 040
CA135087VS05 – Déc 2026	4,25	7 985 880 000	340 272 695
CA135087VW17 – Juin 2027	8,00	4 035 975 000	322 878 000
CA135087WL43 – Juin 2029	5,75	10 883 378 000	625 794 235
CA135087WV25 – Déc 2031	4,00	8 479 136 000	340 037 738
CA135087XG49 – Juin 2033	5,75	12 273 905 000	708 300 158
CA135087XQ21 – Déc 2036	3,00	7 588 210 500	228 232 350
CA135087XW98 – Juin 2037	5,00	12 500 774 000	629 673 812
CA135087YK42 – Déc 2041	2,00	7 867 729 000	157 760 255

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2019
CA135087YL25 – Juin 2018.....	4,25	–	55 088 239
CA135087YQ12 – Juin 2041.....	4,00	14 483 928 000	596 858 611
CA135087YR94 – Juin 2019.....	3,75	7 934 932 000	426 868 890
CA135087YZ11 – Juin 2020.....	3,50	12 162 426 000	454 415 260
CA135087ZH04 – Déc 2044.....	1,50	8 898 505 000	133 820 952
CA135087ZJ69 – Juin 2021.....	3,25	11 500 000 000	373 750 000
CA135087ZS68 – Déc 2045.....	3,50	16 400 000 000	574 000 000
CA135087ZU15 – Juin 2022.....	2,75	12 700 000 000	349 250 000
		569 169 387 750	12 689 742 370
Moins : titres détenus par le gouvernement et redressement de consolidation....		(357 100 000)	–
		569 526 487 750	12 689 742 370
À payer en devises étrangères			
US135087C776 – Fév 2019.....	1,63	–	58 246 338
US135087H643 – Nov 2022.....	2,00	4 008 600 000	79 099 500
US135087J706 – Jan 2022.....	2,63	4 008 600 000	18 999 094
US716442AD02 – Juin 2019.....	8,80	4 676 700	928 837
XS0477543721 – Jan 2020.....	3,50	2 997 800 000	106 060 721
		11 019 676 700	263 334 490
Moins : titres détenus par le gouvernement.....		4 573 813	780 275
		11 015 102 887	262 554 215
		580 541 590 637	12 952 296 585
Titres au détail			
Obligations d'épargne du Canada ²			
S51 – 1996/97-2018/19.....	0,50	–	718 299
S54 – 1998/99-2018/19.....	0,50	–	293 061
S55 – 1998/99-2018/19.....	0,50	–	22 975
S56 – 1998/99-2018/19.....	0,50	–	5 033
S57 – 1998/99-2018/19.....	0,50	–	4 203
S58 – 1998/99-2018/19.....	0,50	–	7 913
S59 – 1999/00-2019/20.....	0,50	591 745	4 249
S60 – 1999/00-2019/20.....	0,50	30 841 583	212 795
S61 – 1999/00-2019/20.....	0,50	2 671 666	17 504
S62 – 1999/00-2019/20.....	0,50	1 209 491	8 030
S63 – 1999/00-2019/20.....	0,50	723 519	4 747
S64 – 1999/00-2019/20.....	0,50	1 162 417	8 168
S65 – 2000/01-2020/21.....	0,50	1 105 644	7 290
S113 – 2008/09-2018/19.....	0,50	–	9 288
S114 – 2008/09-2018/19.....	0,50	–	366 160
S115 – 2008/09-2018/19.....	0,50	–	65 661
S116 – 2008/09-2018/19.....	0,50	–	25 530
S117 – 2008/09-2018/19.....	0,50	–	14 149
S118 – 2008/09-2018/19.....	0,50	–	18 448
S119 – 2009/10-2019/20.....	0,50	3 418 460	18 489
S120 – 2009/10-2019/20.....	0,50	71 777 393	403 852
S121 – 2009/10-2019/20.....	0,50	5 533 550	31 108
S122 – 2009/10-2019/20.....	0,50	1 242 727	11 077
S123 – 2009/10-2019/20.....	0,50	1 067 107	6 152
S124 – 2009/10-2019/20.....	0,50	1 350 668	7 380
S125 – 2010/11-2020/21.....	0,50	1 118 400	5 780
S126 – 2010/11-2020/21.....	0,50	104 620 449	584 757
S127 – 2010/11-2020/21.....	0,50	9 794 158	53 563
S128 – 2011/12-2021/22.....	0,50	123 267 082	685 290
S129 – 2011/12-2021/22.....	0,50	7 420 365	55 633
S133 – 2015/16-2018/19.....	0,50	–	978 004
S134 – 2016/17-2019/20.....	0,50	327 055 094	2 000 184
S500 – 2017/18-2021/22.....	0,50	19 822 752	115 132
S501 – 2018/19-2021/22.....	0,50	32 906 749	–
S928 – 2017/18-2018/19.....	0,50	–	96
S929 – 2017/18-2018/19.....	0,50	–	145
S930 – 2017/18-2018/19.....	0,50	–	1 210

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2019
S932 – 2018/19-2019/20	0,50	123 377	–
S933 – 2018/19-2019/20	0,50	104 812	–
S934 – 2018/19-2019/20	0,50	544 756	–
Autres – variées.....	variés	–	671 191
		749 473 964	7 442 546
Obligations à prime du Canada ²			
P3 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	–	939 236
P4 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	–	120 519
P5 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	–	32 373
P6 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	–	20 876
P7 – 1998/99-2018/19	1,40-0,80	–	119 384
P8 – 1999/00-2019/20	0,80	6 191 324	78 677
P9 – 1999/00-2019/20	0,90-1,10	30 644 232	499 975
P10 – 1999/00-2019/20	0,90-1,25	9 779 057	157 078
P11 – 1999/00-2019/20	0,90-1,25	3 908 470	62 439
P12 – 1999/00-2019/20	0,90-1,25	3 105 237	48 061
P13 – 1999/00-2019/20	0,90-1,25	6 629 885	101 769
P14 – 2000/01-2020/21	0,90	7 906 065	114 258
P63 – 2008/09-2018/19	0,70	–	8 537
P64 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	–	417 809
P65 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	–	245 783
P66 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	–	111 983
P67 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	–	54 355
P68 – 2008/09-2018/19	1,40-0,80	–	68 788
P69 – 2009/10-2019/20	0,80	9 260 244	79 534
P70 – 2009/10-2019/20	0,90-1,10	30 742 307	361 206
P71 – 2009/10-2019/20	0,90-1,25	20 173 440	232 070
P72 – 2009/10-2019/20	0,90-1,25	7 320 073	85 789
P73 – 2009/10-2019/20	0,90-1,25	6 815 189	70 872
P74 – 2009/10-2019/20	0,90-1,25	5 200 297	53 146
P75 – 2010/11-2020/21	0,90	4 944 058	47 448
P76 – 2010/11-2020/21	0,90-1,00	44 567 532	494 002
P77 – 2010/11-2020/21	0,90-1,00	32 855 251	354 679
P78 – 2011/12-2021/22	0,80-0,90	57 008 515	563 033
P79 – 2011/12-2021/22	0,80-0,90	27 872 345	277 209
P86 – 2015/16-2018/19	0,80-0,90	–	379 086
P87 – 2015/16-2018/19	0,80-0,90	–	338 360
P88 – 2016/17-2019/20	0,90-1,00	74 383 743	771 432
P89 – 2016/17-2019/20	0,90-1,00	26 985 759	286 165
P550 – 2017/18-2021/22	0,80-0,90	30 543 480	287 738
P551 – 2017/18-2021/22	0,80-0,90	1 340 467	12 441
P552 – 2018/19-2021/22	1,10	28 969 743	–
P553 – 2018/19-2021/22	1,25	2 830 050	–
P978 – 2017/18-2018/19	0,80	–	255
P979 – 2017/18-2018/19	0,80	–	1 807
P980 – 2017/18-2018/19	0,80	–	14 331
P982 – 2018/19-2019/20	1,25	555 828	–
P983 – 2018/19-2019/20	1,25	448 322	–
P984 – 2018/19-2019/20	1,25	6 360 662	–
Autres – variées.....	variés	–	334 781
		487 341 575	8 247 284
		1 236 815 539	15 689 830
Billets à moyen terme			
À payer en devises étrangères			
US135087C289 – Déc 2019	1,85	66 810 000	1 233 520
US135087C362 – Déc 2019	variable	66 810 000	1 603 040
US135087C446 – Déc 2020	2,30	66 810 000	1 550 692
US135087D436 – Juin 2020.....	variable	133 620 000	3 201 029
US135087D766 – Sept 2020.....	variable	334 050 000	8 002 572
US135087D840 – Sept 2020.....	variable	66 810 000	1 597 063
US135087E83 – Août 2021.....	variable	66 810 000	1 589 825
US135087E913 – Août 2019.....	1,45	66 810 000	959 768
US135087F415 – Fév 2020.....	1,28	200 430 000	2 533 183

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2019
US135087F746 – Juillet 2019	variable	200 430 000	4 898 414
US135087G249 – Sept 2019	variable	133 620 000	3 125 309
US135087G579 – Jan 2020	variable	334 050 000	8 102 296
XS1046844590 – Mars 2020	variable	167 025 000	4 075 565
XS1065374024 – Mai 2020	variable	167 025 000	4 007 550
XS1168167333 – Jan 2021	0,15	224 835 000	339 085
XS1280908945 – Août 2018	variable	–	2 811 622
		2 295 945 000	49 630 533
Total des intérêts sur la dette non échue.....		584 074 351 176	13 017 616 948
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2017-2018		–	436 281 323
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2018-2019		134 300 000 000	1 462 891 448
		<i>134 300 000 000</i>	<i>1 899 172 771</i>
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2017-2018		–	6 593 399
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2018-2019		2 699 274 991	52 225 134
		<i>2 699 274 991</i>	<i>58 818 533</i>
		136 999 274 991	1 957 991 304
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables		–	340 384 382
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations à rendement réel		–	(123 605 809)
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations en devises étrangères		–	4 775 527
Ajustement à l'indice des prix à la consommation des obligations à rendement réel		–	864 549 775
		–	1 086 103 875
Total de l'amortissement de primes et d'escomptes sur d'autres dettes.....		136 999 274 991	3 044 095 179
Réévaluation des swaps de devises	divers	7 273 489 098	(132 638 176)
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts	divers		8 093 987
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	divers	2 162 797 706	
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition	divers	2 893 316 412	174 657 212
Intérêts sur les obligations en vertu des partenariats public-privé	divers	3 511 226 400	79 894 128
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue		736 914 455 783	16 191 719 278
Régimes de retraite et autres avantages futurs (intérêts)			
Régimes de retraite du secteur public			
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes	divers	110 785 906	
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	45 607 472 272	1 786 411 646
Compte de convention de retraite des parlementaires	divers	202 643 898	3 959 231
Compte d'allocations de retraite des parlementaires	divers	559 955 950	15 497 108
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique ³	divers	–	–
Compte de pension de retraite de la fonction publique	divers	93 700 183 799	3 592 782 645
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve ³	divers	–	–
Compte de convention de retraite			
CCR n° 1 – Forces canadiennes	divers	442 574 225	16 999 413
CCR n° 1 – Fonction publique	divers	1 265 638 829	48 511 115
CCR n° 1 – Gendarmerie royale du Canada	divers	35 187 370	1 357 796
CCR n° 2 – Fonction publique	divers	659 130 079	26 271 701
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	1 480 904	–
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	12 916 633 815	508 103 714
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges)	divers	246 666 010	4 694 442
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres)	divers	967 693	19 086
		<i>155 749 320 750</i>	<i>6 004 607 897</i>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite ⁴	divers	12 934 000 000	(2 319 000 000)
Société d'État et autres entités consolidées ^{3,4}	divers	99 227 000	(176 910 000)
		168 782 547 750	3 508 697 897

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2019
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants			
Régimes de soins de santé de la fonction publique et de services dentaires pour les pensionnés		33 317 000 000	800 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs de la			
Gendarmerie royale du Canada		9 510 000 000	326 000 000
Indemnités de cessation d'emploi et autres		1 826 000 000	42 000 000
Droits à des prestations de congés de maladie cumulés		1 834 000 000	37 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs des anciens combattants		65 410 000 000	2 021 000 000
Indemnisation des accidents du travail		1 627 000 000	37 000 000
Sociétés d'État consolidées et autres entités		337 798 000	8 714 000
	divers	113 861 798 000	3 271 714 000
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres avantages futurs.....			
		282 644 345 750	6 780 411 897
Autres passifs			
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada)	divers	163 236 867	4 582 608
Compte des rentes sur l'État	divers	122 942 522	6 877 815
Comptes de dépôt			
Corporation de développement des investissements du Canada			
Retenues – Privatisation	divers	12 091 105	–
Société de gestion Canada Hibernia			
Fonds de réserve pour abandon	divers	100 407 174	1 527 514
Intérêts pour les accidents ferroviaires	divers		711 085
Code canadien du travail – Appels sur recouvrement de salaire	divers	4 349 033	41 593
Dépôt en garantie pour échanges de devises		164 561 609	–
Dépôts de garantie aux entrepreneurs	divers	12 385 290	110 885
Dépôts de garantie générale	divers	7 793 697	–
Comptes ne portant pas intérêt		378 668 168	–
		680 256 076	2 391 077
Comptes en fiducie			
Comptes en fiducie gérés			
Service canadien du renseignement de sécurité	divers	238 309	2 929
Bourses scolaires			
Service correctionnel du Canada	divers	26 590	353
Fonds de fiducie des détenus			
Fonds de successions	divers	17 732 441	3 176
Fonds des bandes indiennes	divers	–	158
Fonds des bandes indiennes	divers	579 601 220	14 811 174
Comptes de succession des Indiens	divers	29 109 170	295 832
Comptes d'épargne des Indiens	divers	25 537 469	299 624
Convention de règlement relative aux pensionnats indiens			
Paiements d'expérience commune	divers	18 436 785	339 881
Gendarmerie royale du Canada – Caisse fiduciaire de bienfaisance	divers	2 394 668	37 019
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être – Anciens Combattants	divers	1 039 265	13 780
Comptes ne portant pas intérêt		984 417	–
		675 100 334	15 803 926
Total des comptes de dépôt et en fiducie			
		1 355 356 410	18 195 003
Autres comptes à fins déterminées			
Comptes d'assurance et de prestations de décès			
Compte de prestations de décès de la fonction publique	divers	3 799 864 724	144 845 552
Compte de prestations de décès de la Force régulière	divers	179 510 719	6 976 670
Comptes ne portant pas intérêt		2 290 378	–
		3 981 665 821	151 822 222
Comptes de pension			
Compte de pension pour les agents des rentes			
Compte de régimes contributif – Employés recrutés sur place	divers		–
Gendarmerie royale du Canada	divers	80 566	–
Caisse de pension des personnes à charge			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	12 862 731	530 155
		12 943 297	530 155

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2019
Autres comptes			
Programme Agri-investissement	divers	8 272 922	144 579
Programme Agri-stabilité	divers	50 643 517	–
Fonds des écoles publiques – Ontario et Québec	5,00	2 677 771	133 889 ⁵
Service administratif des tribunaux judiciaires			
Compte spécial	divers	6 781 027	91 916
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	42 272 387	498 798
Comptes ne portant pas intérêt		157 819 925	
		268 467 549	869 182
Revenus reportés – Comptes à fins déterminées ⁶			
Accords à frais partagés – Recherche – Agriculture	divers	–	132 806
Conseil de recherches en sciences humaines – Fonds de fiducie	divers	–	2 827
Total des autres comptes à fins déterminées		4 263 076 667	153 357 192
Allocations de droits de tirage spéciaux	divers	– ⁷	110 957 471
Total des frais de la dette publique relativement aux autres passifs		5 904 612 466	293 970 089
Comptes à fins déterminées consolidés (intérêts)			
Commission des champs de bataille nationaux – Fonds de fiducie	divers	1 174 729	–
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution			
par les hydrocarbures causée par les navires	divers	411 464 720	8 084 635
Compte de fiducie Mackenzie King	divers	225 000	4 388
Dons pour la recherche sur la santé	divers	75 000	32 445
Conseil de recherches en sciences humaines			
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	250 000	4 710
Comptes ne portant pas intérêt		5 638 365 403	–
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés		6 051 554 852	8 126 178
Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation		1 031 514 968 851	23 274 227 442
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement)		(6 051 554 852)	(8 126 178)
Total des frais de la dette publique		1 025 463 413 999	23 266 101 264
Composé de :			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives			
avant provision et redressements de consolidation			22 243 872 102
Courus et autres redressements			1 030 355 340
Redressements de consolidation			(8 126 178)
Total des frais de la dette publique			23 266 101 264

¹ Les mois et années pour chaque série d'obligation négociable correspondent au mois et à l'année d'échange.

² Les années pour chaque série d'obligation correspondent à l'année d'émission et à l'année d'échange.

³ Ces régimes de retraite, ainsi que des régimes de retraite de certaines sociétés d'État et autres entités consolidées, se trouvaient dans une position d'actif net à la date de l'état de la situation financière.

⁴ Le montant des frais comprend les frais de la dette publique sur les régimes de retraite qui se trouvaient dans une position d'actif net.

⁵ Les intérêts sont versés aux provinces de l'Ontario et du Québec sur la base de la population.

⁶ Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume 1.

⁷ Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de changes à la section 8 du volume 1.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 8

Comptes publics du Canada

2018-2019

Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjudés par une cour

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État.....	218
Paiements à titre gracieux.....	239
Montants adjudés par une cour.....	243

Paiements de réclamations contre l'État

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministères et organismes, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 1 000 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paiements de réclamations contre l'État

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Règlement d'une réclamation liée au remboursement des frais de voyage et frais hôteliers	
VNG International	6 661
Règlement hors cour lié à une violation des droits d'auteur	
Dipchand LLP en fiducie pour	
Don Komarechka Photography	4 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (79)	22 055
	32 716
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (37)	371 131
	403 847
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Certas Home and Auto Insurance pour	
Singer S.....	5 806
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	4 696
Ministre des Finances du Nouveau-Brunswick	5 408
Saskatchewan Government Insurance pour	
Bruneau M	4 700
Règlement d'une réclamation liée à l'attribution du contrat	
Global Advantage Consulting Group	5 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (27)	5 001
	31 111
Commission canadienne des grains	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	272
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (7)	51 553
	82 936
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Règlement d'une réclamation liée aux dommages des biens personnels d'un fonctionnaire	
Smith-Cooper B.....	3 374
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (23)	5 520
	8 894
Règlement soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (3)	6 195
	15 089

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Règlement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	2 300
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (40)	14 923
École de la fonction publique du Canada	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1)	50
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (27)	397 119
	412 092
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Règlement d'une réclamation pour le remboursement de dépenses	
Alexis Nakota Sioux Nation	3 500
Dr Steven Fonso Veressent Life	2 898
La Futaie Inc.....	4 900
Mitaanjigamiing First Nation	14 269
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (8)	2 445
	28 012
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Réparation de dommage fait au véhicule d'un employé	
Hamm M	2 422
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (4)	527
	2 949
Commissariat aux langues officielles	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (5)	1 157
Commission de la fonction publique	
Règlement pour dommages	
Spruin W	4 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (9)	1 649
	5 649
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (6)	579 985
	617 752
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour des dommages environnementaux	
K&L Land Partnership.....	1 100 000
Paievement pour des dommages environnementaux en Allemagne	
Bima	120 814
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr, Allemagne	
Bafu	35 137
Bima	98 414
Règlement de réclamation à la suite d'un accident impliquant un véhicule ministériel	
Alberta Motor Association pour	
Macleod D	2 513
Aviva Insurance Company of Canada pour	
Chung T	4 148
Gillingham B.....	3 609

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
B A Robinson Co Ltd	2 924
Belairdirect pour	
Pereira D	3 208
Boyneclarke LLP en fiducie pour	
Billard V	27 500
Campbell R.....	2 095
Cline K	2 184
Compagnie d'assurance Allstate pour	
Wilson J	1 492
Compagnie d'assurance la Personnelle pour	
Burridge C	2 833
Lockhead D.....	1 248
McLean E.....	1 452
Compagnie d'assurance Security National pour	
LaPlante C	1 161
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour	
Barnes R.....	2 108
Camilleri C.....	1 674
Enriquez J	4 383
Heist P.....	1 131
Ministère des Transports et de l'Infrastructure du Nouveau-Brunswick.....	5 500
Elsayah A	1 830
Erikson J.....	1 177
Femandes F	4 340
Hethrington J	3 381
Khoda F.....	1 508
Lenehan Musgrave LLP en fiducie pour	
Barnaby K.....	92 000
Ministère des Transports de l'Ontario	1 047
Ministère du Trésor des États-Unis.....	6 579
Monette A.....	1 253
Peters Rouse en fiducie pour	
Albert D	31 800
Poole Althouse Barristers and Solicitors en fiducie pour	
Elms J	45 000
Saskatchewan Government Insurance pour	
Girard G.....	2 480
Harrington J	34 158
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Dyck L	9 105
Hawley C	1 309
Kowbel M.....	7 309
Stack & Associates PLC Inc en fiducie pour	
Francis A.....	82 500
Sunbury Transport Ltd.....	3 791
Ville de Thunder Bay.....	6 865
Règlement de réclamation concernant le logement militaire	
Lewis L.....	1 404
Règlement de réclamation dû à une rupture de contrat	
Gowling WLG en fiducie pour	
Amor Construction.....	345 000
Unisource Technology Inc.....	15 000
Règlement de réclamation pour des avantages de déménagement	
Howell M.....	5 000
Règlement de réclamation pour des frais juridiques	
Cabinet Guy Bertrand Inc en fiducie pour	
Lafreniere S.....	2 000
Règlement de réclamation pour dommage aux équipements loués	
Mikey's General Sales & Repair	2 421
Norm's Boating Center Inc.....	3 636
North Country Cycle & Sports.....	2 372

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour dommages aux véhicules de location	
Enterprise Holdings Inc	30 293
Riverview Lincoln	9 089
Ryder Truck Rental Canada Ltd.....	3 308
The Driving Force Inc.....	5 411
Règlement de réclamation pour perte d'opportunités financières	
Gagnon M.....	1 574
Tessier L.....	2 963
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux biens personnels	
1703805 Alberta Ltd pour	
Kay J.....	60 156
Anderson C.....	90 250
Assurance Economical pour	
Symes J.....	1 800
Aviva Insurance Company of Canada pour	
Gnanaseeian K.....	1 515
Hughes A.....	1 402
Becker M.....	4 229
Booker T.....	9 933
Campbell J.....	50 928
Charles R.....	12 000
Coast Capital Insurance Services Ltd pour	
Maclean M.....	9 161
Compagnie d'assurance Certas Direct pour	
Heslinga D.....	6 043
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour	
Swensons Farms Ltd.....	19 982
Corporation d'assurance de Colombie-Britannique pour	
Netherton S.....	2 922
Pitt I.....	1 599
Rolling Tides Construction Inc.....	1 255
Rounsavall L.....	5 041
Willis D.....	3 514
Dakota Dunes Golf Links	8 504
Dickson S.....	4 704
Herman D.....	13 475
Hern J&C.....	15 905
HHH Cattle Ltd.....	81 210
Johnson J.....	118 491
MacDonald R.....	2 211
Ministère du Trésor des États-Unis.....	2 471
Organ K.....	2 114
Renaud D.....	27 368
Rivard M.....	3 397
Sarvis G.....	100 000
Schlaht A&L.....	78 742
Schlaht I.....	134 650
The Co-Operators pour	
Judge G.....	16 944
Translink.....	1 849
Vidéotron Ltée.....	6 703
Volkswagen Victoria pour	
Amirault L.....	1 077
White Ranches Ltd.....	55 661
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux effets/ biens personnels	
Anguti J.....	1 156
Boyd J.....	5 021
Delorme T.....	4 671
Dickson R.....	1 495
Ikuallaq P.....	14 775
Kern H.....	4 628
Koe D.....	2 928
Mark D.....	2 307
Moore K.....	2 721
Pedersen H.....	1 239
Pike K.....	2 906
Qillaq T.....	1 267

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Rodtka B.....	2 633
Rusel A.....	4 015
Searson J.....	1 957
Shanush C.....	1 250
Siu H.....	4 854
Tagak S.....	1 008
Thompson G.....	1 556
Règlement de réclamation suite à des blessures corporelles	
Alexander Holburn Beaudin & Lang LLP en fiducie pour	
Sanders D.....	25 000
Dufour A.....	25 000
Jellinek Law Office in fiducie pour	
Chester R.....	70 000
Jonczyk S.....	13 685
Norsasklaw Richard Gibbons Law Office en fiducie pour	
Downham K.....	400 000
Worker's Compensation Board-Alberta en fiducie pour	
Clare D.....	20 000
Règlement de réclamations pour dommage aux biens	
Bell Canada.....	2 074
Lockheed Martin Inc.....	4 405
Ministère des Transports du Québec.....	3 476
Règlement pour réclamation de remboursement de frais de santé	
Gagnon N.....	1 700
Remboursement des dépenses occasionnées par le feu d'herbe à la base militaire canadienne de Suffield	
Special Areas Board.....	1 410 763
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (181).....	60 089
	5 248 216
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (722).....	25 319 250
	30 567 466

Environnement et Changement climatique

Ministère de l'Environnement

Accident impliquant un véhicule de l'État

Feller & Associés en fiducie pour

Vizzuti S.....

19 016

Insurance Corporation of British Columbia.....

2 891

Services financiers ARI Inc pour

Alewan S.....

3 234

Carigan S.....

2 153

Sagmit J.....

1 640

Indemnisation pour réclamation faite à l'Ombudsman de l'approvisionnement

Multiple Response Inc.....

2 308

Règlement d'une réclamation impliquant un véhicule d'employé

Blashill R.....

1 151

Règlement d'une réclamation liée à un grief

Bolduc Y.....

3 000

Breton D.....

3 000

Dupuis G.....

3 000

Gagnon P.....

3 000

Gilbert MC.....

3 825

Kavanagh K.....

3 000

Lambert R.....

3 000

Letto M.....

3 000

Marinier R.....

3 000

Martinet L.....

3 000

Mills M.....

3 000

Règlement hors cour d'une réclamation en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés

Jason Gratl Law Corporation en fiducie pour

Gohar's Taxidermy Inc, Qazilbash G and Qazilbash I.....

195 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement hors cour d'une réclamation pour congédiement injustifié	
Evans Sweeny Bordin LLP en fiducie pour	
Ogunlaja S	50 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (25)	17 858
	<i>329 076</i>
Agence canadienne d'évaluation environnementale	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4)	1 896
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour blessures corporelles	
He S	2 261
Lamontagne E	1 600
Lemay C	2 527
Indemnisation pour dommage causé à une bicyclette	
Myles J	1 350
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Alberta Motor Association Insurance, Sim J	1 889
Armstrong S	1 612
Assurances Desjardins, Lachance S	1 821
Aviva Canada, Cockney R	12 545
Aviva Canada, Irving C	2 187
Bob Wehage Enterprises Ltd, Société d'assurances du gouvernement de la Saskatchewan	4 354
Budget Rent A Car System Inc	3 626
Chapman R	4 438
Economical Insurance, Prescott A	8 730
Gee F, ICBC, Lauro S	3 624
Henke S, TD Assurance	1 566
ICBC, Jimmo C	2 872
Jomha A	1 676
Leason J, Société d'assurances du gouvernement de la Saskatchewan	1 154
Northern Metallic	2 996
Paquette J-G	2 074
Santo K	1 314
St Goddard B	2 418
Standish Towing and Recovery	3 587
Indemnisation pour frais de déménagement	
Bourque B, Shaw E	3 293
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Lazore C	10 100
Règlement d'une réclamation suite à un accident de véhicule	
Balena & Associates en fiducie pour	
Rotuski A, Rotuski G, Rotuski M, Rotuski M, Rotuski N	950 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (72)	18 087
	<i>1 053 701</i>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (133)	459 849
	<i>1 844 522</i>
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi de la fonction publique	
Nadeau C	5 000
Spruin W	4 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4 633)	125 009
	<i>134 009</i>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (31)	17 840 139
	<i>17 974 148</i>

Paievements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Femmes et Égalité des genres	
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3)	459
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux effets/ biens personnels	
Bracewell T	1 416
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (4)	1,551
	2,967
	<u>3,426</u>
Finances	
Ministère des Finances	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (4)	1 209
Agence de la consommation en matière financière du Canada	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1)	190
Bureau du vérificateur général	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1)	527
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (2)	87
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	21,837
	<u>23 850</u>
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Règlement d'une réclamation pour abandon de la poursuite judiciaire	
Marwa Racha Younes en fiducie pour	
Al Akwaa, K I A	4 000
Remboursement des frais liés à une erreur administrative pour un passport	
Olah S.	3 517
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (69)	15 843
	23 360
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (6)	1 146
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (9)	59 870
	<u>84 376</u>
Infrastructure et Collectivités	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3)	785
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	21 663
	<u>22 448</u>
Innovation, Sciences et Développement économique	
Ministère de l'Industrie	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Aviva Canada Inc pour	
Church A.	1 101
Healey J	3 718

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Certas Home and Auto Insurance Company pour Jones J.....	9 500
D'Alessio Romero Law Firm en fiducie pour Nguyen D.....	25 000
Hastie D.....	1 488
Règlement d'une réclamation pour de vieilles amendes impayées reliées à l'immatriculation de véhicule à moteur Cour provinciale de Terre-Neuve-et-Labrador.....	1 513
Règlement d'une réclamation suite à la contamination de produit lors d'une calibration Agri-Lim Inc.....	2 107
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (46).....	10 151
	<u>54 578</u>
Agence canadienne de développement économique du Nord Paiement inférieur à 1 000 \$ (1).....	500
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario Paiement inférieur à 1 000 \$ (1).....	177
Agence spatiale canadienne Indemnisation pour dommage causé à un véhicule Services Routiers Unipro Ltée.....	2 836
Règlement de réclamation pour dommage à un équipement Université d'Ottawa.....	1 400
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (5).....	1 250
	<u>5 486</u>
Conseil national de recherches du Canada Règlement hors cour de réclamations liées à une tempête de vent causant des dommages à des véhicules Promutuel Assurance Vallée de l'Outaouais Cardinal L, Stanicki SJ, McDonald J, Bisson S, Kirchhefer A.....	3 884
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4).....	724
	<u>4 608</u>
Statistique Canada Règlement d'une réclamation pour des dommages à un véhicule de location Eskimo Point Lumber Supply & Airport Ltd.....	2 476
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (11 838).....	2 391 411
	<u>2 393 887</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication Noms retenus (1 193).....	3 217 387
	<u>5 676 623</u>
Institutions démocratiques	
Bureau du directeur général des élections Paiement inférieur à 1 000 \$ (1).....	610
Justice	
Ministère de la Justice Règlement hors cour pour le paiement de frais judiciaires Barbara Jackman Professional Corporation en fiducie pour Chhina, T U R.....	17 591
Chhina, T U R.....	34 301
Nico G.J. Breed Professional Corporation en fiducie pour Chhina, T U R.....	11 409
Chhina, T U R.....	17 551
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (40).....	9 366
	<u>90 218</u>

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Bogle S	1 533
Scott J	1 375
Thomas S	9 387
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (11)	2 655
	<u>14 950</u>
Commission canadienne des droits de la personne	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	626
Registraire de la Cour suprême du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	837
Service administratif des tribunaux judiciaires	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	307
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (35)	596 717
	<u>703 655</u>
Parlement	
Chambre des communes	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	223
Service de protection parlementaire	
Règlement d'une réclamation suite à un accident de véhicule motorisé	
Sécurité nationale compagnie d'assurance	1 603
Sedgwick Canada Inc.	3 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (5)	1 801
	<u>6 904</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	13 033
	<u>20 160</u>
Patrimoine canadien et Multiculturalisme	
Ministère du Patrimoine canadien	
Matériel endommagé durant un événement	
Creos Experts Conseils inc	1 831
Règlement hors cour lié à une poursuite en dommages et intérêts	
Adams J	150 000
Holmsted et associé en fiducie	
Les productions espace vert VIII inc & les productions Tooncan XIII inc	87 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (38)	11 910
	<u>251 241</u>
Bibliothèque et Archives du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	293
Commission des champs de bataille nationaux	
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
Lachance K	1 500
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	864
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	70 000
	<u>323 898</u>

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Indemnisation pour dommage à des effets personnels	
Clattenburg D	1 534
DeMille P	1 463
Gabsis S	2 300
Hannem G	2 123
McLaughlin J	6 362
Menard A	1 409
Petite J	2 846
Young R	1 732
Indemnisation pour perte d'effets personnels due au vol	
Hounzangbé F	1 890
Indemnisation suite à un accident impliquant un navire de l'État	
Ocean Odyssey	7 393
Le Port de St. John's	2 116
Indemnisation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Compagnie d'assurance Aviva du Canada pour	
Francis H	4 008
MacDonald D	1 644
Compagnie d'assurance Unifund pour	
Brown H	2 862
Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa pour	
Gilliland L	4 815
Fennelly S	2 915
Hachey J M réparation de carrosserie	1 088
J & M Murphy Limited	2 985
Janes Auto Body Clinic	1 524
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Ville de Trois-Rivières	2 040
Règlement d'une réclamation liée à des blessures personnelles	
Roberston J	12 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (190)	39 085
	<i>106 634</i>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (14)	212 075
	<i>318 709</i>
Relations Couronne-Autochtones	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Indemnisation pour réclamation faite à l'Ombudsman de l'approvisionnement	
Simnar Corporation	1 716
Règlement des coûts qui concerne les modifications apportées à la politique de consultation du Canada	
Duboff Edwards Haight & Schachter LLP en fiducie pour	
Comité sur les droits fonciers issus de traités au Manitoba Inc.	1 232 468
Règlement d'une réclamation liée à la violation de l'obligation fiduciaire, négligence, violation de l'obligation de consulter, et violation des droits de la personne	
Masuch Law LLP en fiducie pour	
Le Ennadai Lake Society	5 750 000
Règlement d'une réclamation liée à la violation du traité Douglas	
Kelliher Law Corporation DBA en fiducie pour	
Nation Esquimalt	17 500 000
Morahan & Company en fiducie pour	
Nation Songhees	24 500 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à l'action collective de la Rafle des années 1960	
CA2 Inc.	119 461
Collectiva Class Action Services Inc.	1 140 544
Computershare Trust Company	799 667
David Klein Lawyers	14 020 000
Koskie Minsky	14 175 000
Merchant Law Group	13 985 000
Sixties Scoop Healing Foundation	50 000 000
Wilson Christen LLP	42 395 000
Règlement d'une réclamation liée au processus de la carte de certificat sécurisé de statut d'Indien	
Manson N.	5 000
Règlement d'une réclamation liée aux arrières de loyer impayés au titre de baux régis par la Loi sur les Indiens	
Opaskwayak Cree Nation	121 000
Règlement d'une réclamation liée aux dommages concernant la cession de terres de réserve	
Olthius Kleer Townshend LLP en fiducie pour	
La Première Nation de Couchiching, Naicatchewenin, Nicickousemenecaning, et Stanjikoming	12 000 000
Règlement d'une réclamation liée aux droits des Inuits	
Terence P. Glancy Professional Corporation en fiducie pour	
Mcintyre E, Administrateur du domaine de Kiviaq	64 200
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (37)	8 322
	<u>197 817 378</u>
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
Règlement hors cour pour réclamation liée à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Rick Lauer	24 500
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	50
	<u>24 550</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (336)	28 773 973
	<u>226 615 901</u>
Ressources naturelles	
Ministère des Ressources naturelles	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Intact Assurance pour	
Mosseler A.	1 703
Règlement et une renonciation de réclamations relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldats	
Province du Manitoba	129 056
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (15)	4 487
	<u>135 246</u>
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	400
Office national de l'énergie	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	400
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (5)	383 849
	<u>519 895</u>
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Compensation versée pour perte d'effets personnels	
Hess M.	1,231
Règlement hors cour d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Doro M.	62 955
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (86)	16 692
	<u>80 878</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (9)	181 196
	<u>262 074</u>

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Santé	
Ministère de la Santé	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (52)	11 722
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Certas Home and Auto Insurance Company pour	
Le Y	1 517
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Carr M.	1 716
Hazard T.	1 005
Prasad A.	3 252
Tseung R.	4 448
Security National Insurance Company pour	
Ali Shah S.	2 145
The Manitoba Public Insurance Corporation pour	
Makondo K.	3 378
Waterbury Newton Law Firm en fiducie pour	
Attwell-Robichaud S.	16 692
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (52)	16 624
	50 777
Agence de la santé publique du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (20)	5 367
Instituts de recherche en santé du Canada	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	258
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (46)	1 453 866
	<u>1 521 990</u>
Sécurité publique et Protection civile	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (13)	2 351
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour dommages à un véhicule	
Drolet P. A.	1 000
Enns P.	1 189
Hernandez J.	1 156
Muchai S.	1 816
Indemnisation pour un accident impliquant un véhicule de l'État	
Avalon Ford.	1 526
Dudley J.	2 675
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Dore R.	1 407
Règlement d'une réclamation pour préjudice personnel	
Spraggs & Company Law Corporation en fiducie pour	
Mandarino M.	46 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (97)	22 827
	79 596
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	185
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	158

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Gendarmerie royale du Canada	
Règlement de réclamation liée à l'emploi	
Féthière D.....	50 000
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour	
Crispo G.....	40 000
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
Ahmad R.....	1 000
Alberta Co-op Taxi Line Ltd pour	
Deol M.....	1 415
Alberta Motor Association Insurance Company pour	
Castillo E.....	16 132
Thomas S.....	2 924
Wall B.....	6 650
Allstate du Canada, compagnie d'assurance pour	
Cartier S.....	12 574
Leclair D.....	4 522
Applebaum S.....	5 200
Arsenault S.....	2 500
Assurance Economical pour	
Hebert J.....	4 148
Autotech Collision & Frame Ltd pour	
McMurray P, Twinrock Holdings Limited.....	5 346
Avis Budget Group.....	1 129
AvisCar Inc pour	
Murray S.....	3 583
Aviva Canada Inc pour	
Bradley R.....	4 510
Nash T.....	3 031
Ndhokubwayo A.....	1 030
Salmi C.....	1 192
Services de santé Medavie.....	4 480
Smith C.....	2 505
Baker Newby LLP en fiducie pour	
Cuff C.....	4 900
BC Hydro.....	16 948
Brent Gerrits Collision & Refinishing pour	
Whalen B.....	1 606
Budget Car Rental.....	1 408
Canada Damage Recovery pour	
Ruffle-McDonald T.....	3 786
Can-West Fire Investigations Inc.....	5 706
CarStar Collision Centre pour	
Boland J.....	1 844
Cavanagh LLP en fiducie pour	
Clark K, Clark L.....	11 089
Centennial Carstar Moncton pour	
Enterprise Rent A Car.....	2 856
Chand A.....	20 000
City Ford Sales Ltd pour	
Gray G.....	1 260
City of Coquitlam.....	1 293
Clark D.....	1 000
Coast Capital Insurance Services Ltd pour	
Besser C, Besser E.....	2 470
Gagne M.....	26 008
Globus B.....	1 485
Siddique A.....	4 165
Coffin B, Majkic Z.....	17 130
Compagnie d'assurance générale Dominion du Canada pour	
Watts D.....	5 665

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Compagnie d'assurance Intact pour	
Arnold G.....	8 709
Construction and General Workers Union Local 92.....	4 807
Dipak V.....	1 938
Ferraby G.....	4 366
Freehill L.....	3 442
Kehler D.....	2 855
Kelln D.....	3 004
Lobb S.....	2 909
Morrison B.....	8 026
Schietroma A.....	3 034
Small E.....	6 953
Valios T.....	12 897
Compagnie d'assurance La Personnelle pour	
MacDonald P.....	17 097
Compagnie d'assurance Primum pour	
Manirakiza W.....	26 314
Rogerson K.....	5 906
Turcotte JF.....	1 056
Co-operators pour	
Schatz A.....	5 489
Tait M.....	3 596
Coutu L.....	5 000
Dee Jay's Chicken Village Inc.....	1 480
Delbridge S.....	13 650
Dentons Canada S E N C R L en fiducie pour	
Cheung S.....	5 000
Poonah N.....	5 000
Dilawri Collision Centre pour	
San W.....	14 931
Discount location d'autos et de camions.....	10 681
Dyck M.....	1 415
Fabris McIver Hornquist & Radcliffe en fiducie pour	
Brown R.....	4 700
Family Insurance Solutions pour	
Manastyrski A.....	2 440
Wensley S.....	4 100
First Choice Collision pour	
Macarthur K.....	1 273
Fix Auto Halifax pour	
Reid H.....	2 949
Frontier Auto Body pour	
Whelan G.....	3 013
Garage C Douglas.....	1 372
Gelasco B.....	1 250
Gill K.....	17 500
Godin L.....	2 500
Goose Bay Motors pour	
Nadeau S.....	1 313
Guadalupe Deason M.....	1 535
Haug-Beaudry B.....	1 000
Herbers Autobody Repair Inc pour	
Ascasibar J.....	1 077
Holmes C.....	6 023
Indemnipro pour	
Ballantyne, Strata Plan, LMS 4355.....	3 528
Merriman G.....	1 687
Iginla and Company en fiducie pour	
Cardinal J.....	31 000
Innovative Collision Centre pour	
Ladouceur A.....	1 991

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Agiforce Security Ltd.....	3 188
Andee P.....	7 859
Asinchuk M.....	2 107
Ayotte R.....	4 074
Bella N.....	1 548
Bernardo E.....	2 666
Bigelow S.....	1 651
Britech HVAC Ltd.....	4 376
Carotenuto P.....	1 960
Castro A.....	1 908
Chamberlain J.....	3 486
Chand A.....	1 420
Chauvigny F.....	1 207
Chiu L.....	1 581
Coglon J.....	2 618
Collin T.....	2 145
Collins R.....	25 006
Cox J.....	11 753
Davies M.....	2 464
Dempsey M.....	9 076
Deol P.....	23 741
Desnoyers E.....	3 205
Dominic T.....	2 150
Frieburg A.....	1 783
Ghim H.....	1 075
Goodwin K.....	6 874
Hemmes L.....	3 017
Henderson G.....	1 484
Hinchliff B.....	9 865
James V.....	1 850
Kaur P.....	1 873
Kil L.....	2 981
King A.....	3 442
Lai C.....	13 014
Lee Y.....	7 137
Li W.....	1 303
Lozier-Tilken R.....	1 082
Mah C.....	2 020
Mann S.....	2 422
Masson S.....	1 440
McKim V.....	5 342
Nandan R.....	6 960
Natt K.....	1 320
Pacheco B, Pacheco T.....	1 154
Pauls H.....	2 813
Peters M.....	18 927
Sanders S.....	2 716
Sharma S.....	1 557
Siemens L.....	3 016
Sung M.....	1 298
Thomas M.....	2 951
Tieu T.....	1 561
Vancouver Tracparts.....	1 128
Vandervelde C.....	2 989
Widdifield C.....	2 316
Wiens E.....	6 406
Wu J.....	8 876
Zhou B.....	5 965
Kelsall B.....	3 073
Kettering L.....	1 120

Paievements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
La Compagnie d'assurance AIG du Canada pour Carillion Canada Inc	4 769
La Compagnie d'assurance générale Co-operators pour Descheneau D	26 000
Lawrence T	1 427
Ledcor Highways Ltd pour Cartier S	2 889
Lehal Law Corporation en fiducie pour Bharj S	34 726
Lenson D	1 850
Lindsay Kenney LLP en fiducie pour Chawla J	26 600
Litalien M	6 868
MacGillivray Injury and Insurance Law en fiducie pour MacDonnell P	17 500
Mankarios T	4 525
Manning Collision Repair Ltd	2 895
McLeod Law LLP en fiducie pour Inglis M	150 000
Merriman G	5 000
Ndihokubwayo A	4 800
Newman J	1 002
Nicola Valley Ranch Services pour Anderson G	2 644
Northwest Truck Rental pour Austin L	2 788
Noseworthy J	5 317
Payne G	1 042
Peace Hills Insurance pour Mai B	2 327
Pfannmuller C	3 519
Piorecky B	4 150
Poirier R	2 077
Portage Mutual Insurance Company pour Finseth D, Finseth J	2 383
Purcell M, Purcell P	4 218
Smith H	23 167
Preszler Injury Lawyers en fiducie pour Parker V	18 000
Province de l'Alberta	28 718
Province de l'Alberta pour Grimard V	1 415
Morinville Fire Department	1 108
Risk and Recovery Inc	1 108
Vadnais D	1 132
Province de la Colombie-Britannique	1 596
Province de la Colombie-Britannique pour Respondek P	2 026
Province de la Nouvelle-Écosse	6 407
Redwood Construction Ltd	3 085
Rona Inc pour Deol B	1 067
Ronnie's Auto Body Ltd pour Enterprise Rent A Car	4 778
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances pour Kelly J	3 422
Sutherland L	3 263
Tennant J	1 134
Russell B	1 914
San W	1 360
Sarafinchan L	2 200

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Saskatchewan Government Insurance pour	
Bloomfield G	2 228
Corey E	1 453
Dore K	6 425
Down B	1 226
Garic F	2 616
Gillies S	1 071
Hillier L	2 350
Hirsch K	2 051
Kisch G	2 104
Kulhavy T	1 125
Maurice R	5 179
Nicotine V	6 435
Pahtayken N	8 718
Province de la Saskatchewan	3 617
Pyramid Property Management	3 225
Roberts R	1 193
Shevernoha L	2 364
Zarry S	13 009
SaskPower	6 236
Scheuer R	2 953
Sécurité Nationale Compagnie d'assurance pour	
Carpenter D	2 231
Naik S	3 210
Noyes D	3 750
Orr T	1 203
Vo T	9 202
Shawn Sidhu Law Corporation en fiducie pour	
Cottoy J	4 124
Smith H	3 500
Snihur Engineering Inc	7 144
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Bray L	12 540
Ceppetelli D	5 790
Chikwava K	4 825
Gott S	1 331
Koski D	1 330
Lafleur L	4 193
Manola A	5 318
Paskaruk T, Paskaruk T	3 080
Telxeira M	7 920
Thorvaldson L	8 482
Weselowski K	4 824
Wood G	3 013
St Jean D	1 000
Stephens & Holman en fiducie pour	
Zamani S	100 000
Stewart A	2 489
Stewart D	1 500
Su Z	11 200
TD Assurance pour	
Emberg M	3 554
Leveque-Peters J	5 903
Savoie-Duguay J	1 693
Telus Communications Inc	3 103
Telus Communications Inc pour	
BC Hydro	7 377
Territoires du Nord-Ouest pour	
Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest	5 000
Turner R	1 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Unifund Assurance Company pour	
Andrews B	2 426
Chytracek J	1 199
Gould B.....	2 274
Hillier C	3 820
Johnston D.....	1 743
Richards P.....	8 847
Roemer C.....	1 198
Village of Bethune pour	
Fire department	1 500
Ville de Beaumont	2 913
Wawanesa Assurance pour	
Calver B	1 726
Giacalone L.....	13 479
Moore D.....	5 846
Moses R	4 174
Noyes D	3 016
Oatway M	3 465
Perreault R	2 678
Ritter D	3 489
Zhang C	8 105
Wayne's Auto pour	
Wilson R	1 511
Weleschuk Associates Ltd pour	
Harakal R	3 666
WM Ryan Fowle Law Corp en fiducie pour	
Janvier D, Janvier Y	21 741
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
4 Season Contractors pour	
Cadieux J	2 313
818282 Alberta Ltd pour	
Lam P.....	1 998
AVC Clinics Ltd.....	2 857
Boynton B	2 000
Byle T.....	1 470
Cal's Hardware Ltd pour	
Arrigoni M	2 061
Certas direct compagnie d'assurance pour	
Randall J	3 454
Chalaturnyk W.....	2 455
Co-operators pour	
Coghill L.....	1 220
Cox C, McKenzie K	4 250
Creekside Animal Clinic Ltd pour	
Book M	1 050
Depairon M	1 552
Edmonton West Animal Hospital	2 652
EFCO Enterprises Ltd pour	
Jararuse M, Semigak J.....	3 663
Fish J	2 062
Fort George Vulcanizing.....	1 536
Great Slave Helicopters	1 914
Jeffries C	3 219
Jones D.....	1 200
Karen Molle en fiducie pour	
Head R	1 000
Karmouche F	7 000
Lopes Construction Ltd pour	
Moss D, Moss M.....	1 500
Lucas Ramsey pour	
Lundquist N	1 155
MacKinnon W	3 184

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Mara Lumber Home Building Centre pour	
Kendall Y.....	1 751
McNeil K.....	1 010
Nebbs T.....	2 240
Nunavut Excavating 2007 Inc pour	
Lambe T.....	3 335
Pleau J.....	2 274
Randy Aalders Carpentry.....	1 850
Richard J.....	1 732
Romanchuk B.....	4 358
Saskatchewan Government Insurance pour	
Bileski D.....	4 736
SaskPower.....	1 627
Savard J.....	1 071
Sawdust Renos pour	
Unwin L.....	1 003
Silva E.....	3 324
Switzer L, Switzer T.....	11 885
Valerie Lavigne en fiducie pour	
Faille S.....	20 000
Wawanesa Assurance pour	
Tschetter S.....	2 162
Wetaskiwin Co-op Association Ltd pour	
Floreman P.....	2 200
Règlement de réclamation pour perte des biens personnels d'un fonctionnaire	
Dally M.....	1 280
Joyce B.....	1 112
Konarski M.....	1 666
Reeder R.....	1 218
Règlement de réclamation pour préjudice personnel	
Babb Law Office en fiducie pour	
Tetford I.....	5 000
Dagenais A.....	8 750
Erika Norheim Professional Corporation en fiducie pour	
Cardinal J.....	5 000
Desjarlais L.....	2 500
Hanson K.....	1 000
Halasz S.....	2 000
Ingrid Hess, Barrister & Solicitor en fiducie pour	
Franke M.....	3 000
Martin Aubin en fiducie pour	
Babin G.....	25 000
Oxtoby M.....	1 000
Priebe A.....	5 775
Province de l'Alberta pour	
Matkowski B.....	2 000
Puentes de Perez M.....	1 000
Randy Albertson en fiducie pour	
Gregory C.....	2 500
Shule S.....	1 000
Siksika Justice Cadet Program pour	
Duckchief C.....	5 000
Smith Thompson Law en fiducie pour	
Weary J.....	16 000
Weary R.....	15 000
Urquhart A.....	3 500
Western Medical Assessments pour	
Dewhurst V.....	5 800
Martin D.....	5 040

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour rupture de contrat	
Madden W	9 539
Michael J M Hokanson en fiducie pour	
Doe J	55 000
The Good Samaritan Society pour	
Olfert G	24 980
Règlement pour perte de biens personnels sous garde	
Christie Carter pour	
Tottenham S	10 000
Kathleen Doyle pour	
Coombs R	55 036
Warner L	1 215
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (281)	113 499
	<u>2 196 807</u>
Service correctionnel du Canada	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Drummond R	4 342
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Downer C	1 063
La Personnelle, Assurances Générales Inc pour	
Gauthier J	3 035
Slade S	2 876
Indemnisation pour perte ou dommages aux biens personnels	
Dyer DF	2 495
Règlement d'accidents de véhicules motorisés	
Compagnie Intact Assurance pour	
Wittmers M	1 993
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Allan DC	4 621
Kobes D	221 553
Lee JS	5 592
Manitoba Public Insurance pour	
Toole WA	1 920
Ministère des finances de la Colombie-Britannique pour	
Kobes D	2 369
Pham U	1 504
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (814)	130 826
	<u>384 189</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (1 096)	72 145 074
	<u>74 808 360</u>
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones Canada	
Indemnisation pour un accident impliquant un véhicule de l'État	
Assurance du gouvernement de Saskatchewan	5 529
Cooperators Insurance pour	
Lanctot Y	10 159
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (27)	5 487
	<u>21 175</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (59)	12 741 808
	<u>12 762 983</u>

Paielements de réclamacons contre l'État – fin

(en dollars)

Déail et bénéficiaire	Montant
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Règlement d'une réclamation liée à un processus d'approvisionnement	
8146292 Canada Incorporated	10 042
Paielements inférieurs à 1 000 \$ (109)	21 472
	<u>31 514</u>
Services partagés Canada	
Paielements inférieurs à 1 000 \$ (39)	7 614
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (26)	793 830
	<u>832 958</u>
Transports	
Ministère des Transports	
Règlement de réclamation liée à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Sécurité Nationale compagnie d'assurance pour	
Beatty S, CARSTAR Carrosserie et vitres d'auto, Enterprise Rent A Car	2 814
Règlement de réclamation pour dommages causés à une remorque	
Triangle Pump Service Limited	1 500
Remboursement de dommages causés à un poteau électrique	
Hydro Québec Revenus Autres	18 545
Paielements inférieurs à 1 000\$ (35)	7 724
	<u>30 583</u>
Office des transports du Canada	
Paielements inférieurs à 1 000 \$ (3)	657
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (10)	576 396
	<u>607 636</u>
Total	<u>377 029 704</u>

Paiements à titre gracieux

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire consenti à titre de don dans l'intérêt public, sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paiements à titre gracieux

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Don à la fondation Auschwitz-Birkenau	
Fondation Auschwitz-Birkenau	500
Indemnisation pour dommage causé à des biens personnels	
Anna Stankiewicz-Reisinger	1 996
Indemnisation pour dommage causé à une motocyclette	
Josue Pierre	134
Paiement à une entreprise affectée par le sommet du G7 2018	
8646899 Canada Ltd	8 191
9119-5222 Quebec Inc.	8 975
9204-7513 Quebec Inc.	1 809
9211-4529 Québec Inc.	3 689
9222-2967 Quebec Inc.	5 199
Bar Le Drague	7 913
Bar le Jules et Jim	974
Bello Ristorante	11 039
Bistro Bar l'Atelier Inc.	36 893
Bistro Ophelia Inc.	10 472
Bizou International Inc.	9 284
Bourbon Cafe Express Cartier Inc.	1 161
Boutique du Lys Ltd.	10 621
Buffet de l'Antiquaire	3 830
Café Buade	1 702
Casse-Crêpe Breton	3 227
Charlevoix Aviation Inc.	5 624
Chez Chantal	4 181
Chez Murphy's Pub Irlandais	7 706
Chez Victor St-Paul	7 104
Christian Lajoie Avocat Inc.	5 014
Claude et Marcel Martin Inc.	13 019
Clinique Dentaire Alina Petculescu	3 675
Clinique Vétérinaire de Pointe-Au-Pic	8 673
Club de Golf Murray-Bay	4 934
Cofomo Québec Inc.	5 563
Croisières AML Inc.	62 896
Edipac Inc.	11 940
Erico Chocolaterie-Pâtisserie 1984 Inc.	2 192
Fanamanga	546
Garderie les Petits Minions	360
GM Développement Inc.	25 272
Groupe Nero Bianco	2 812
J.B. Laliberté Ltd.	4 137
Jumbo-Jumbo	1 320
La Chapellerie Jean Myriam Inc.	1 722
La Galette Libanaise Inc.	3 824
La Galette Libanaise St-Jean Inc.	1 481
La Piazz Grande-Allée	3 936
La Piazzetta St-Jean	1 872
La Piazzetta Vieux-Port	1 991
La-Pizz Place Royale Inc.	4 322
Laurentien Buvette Gourmande	597
L'École de Musique Portée Charlevoix	454
Le Crac Aliments Sains	2 282

Paiements à titre gracieux – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Le Feu Sacré Resto-Grill	5 180
Le Grand Café Québec	9 155
Le Groupe Restos Plaisirs Inc.	64 515
Le Moine Echanson Inc.	1 561
Le Parchemin du Roy	1 283
Les Ateliers Charlevoix	3 496
Les Branchés Lunetterie	137
Les Croisières aux Sentinelles du Saint-Laurent	30 589
Les Frères de la Côte	7 425
Les Investissements Navimex Inc.	38 367
Les Solutions Victrix Inc.	3 885
Les Terrasses du Vieux-Port Inc.	5 216
Les Tours du Vieux Québec.....	40 266
Les Trois Garçons Inc.	4 775
Les Voûtes de Napoleon	2 436
Martin Desbiens.....	1 632
Mercerie Le Cousin Enr.	804
Ministère de la Famille/ Gouvernement du Québec	119 178
MRC de Charlevoix-Est.....	1 111
Musée Maritime de Charlevoix	1 239
Noctem Artisans Brasseurs Inc.	1 520
Optiboutiq Inc.....	4 145
Paillard Inc.	3 920
Parou Inc.	354
Pharmacie Jean Coutu #118.....	1 909
Placement Foncier Galaxie Inc.	931
Placement Immobiliers Saturne Inc	1 169
Polina Pizzeria	1 887
Portofino Bistro	13 449
Projection son et lumière	852
Pub du Parvis	3 760
Pub Nelligan's.....	1 331
Pub Ozone Grande Allée Inc.....	3 735
Pub Saint Patrick	14 137
Pub St-Alexandre.....	2 812
Restaurant Baifoo Express	2 365
Restaurant IL Matto 2 Inc.	5 144
Restaurant La Bûche.....	2 115
Restaurant le Continental Inc.	19 108
Restaurant le Graffiti	3 157
Restaurant Le Saint-Amour	7 247
Restaurant l'Entrecôte	19 100
Sandwicherie Fastoche Inc.....	2 875
Sapristi Champlain	2 423
Sapristi Saint-Jean	12 656
Schönau & Tardif Luthiers Inc.	1 948
Services Touristiques Feuille d'Érable	2 533
Sport & Chic.....	2 011
St. Patrick's Church.....	2 160
Stéphane Tremblay	283
St-Laurent Coiffure & Spa Aveda.....	7 213
Sushi to GO Inc.	2 262
Tours Dupont.....	4 726
Van Houtte (Gestion Ducyr)	1 141
Zen Évasion Spa	5 808
	831 494
Investir au Canda	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Curtic M	650
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	10 806
	842 950

Paievements à titre gracieux – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Indemnisation pour abattage d'arbres	
Argent J.....	5 000
Paiement inférieur à 100\$ (1).....	97
	<u>5 097</u>
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Remboursement des services de counseling	
Thomas C.....	1 040
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour des frais de déplacement des invités pour le programme des sentinelles	
Carter D.....	558
Hughes S.....	219
Lessard D.....	369
Indemnisation pour des frais juridiques	
Campbell G.....	5 000
Langlois Lawyers LLP.....	157 317
Sauve A.....	10 075
Indemnisation pour pertes de biens personnels	
Ebner F.....	181
Sliwinski J.....	123
Indemnisation pour un grief	
Gingras G.....	2 500
Legge & Legge Barristers and Solicitors for	
Popov M.....	25 000
MacDonald & Associates for	
Nash L.....	36 000
Michel Drapeau Law Office for	
Dawson R.....	25 000
Indemnisation pour dommages corporels	
Thomson R.....	41 997
Wheeler P.....	138 000
	<u>442 339</u>
Comité externe d'examen des griefs militaires	
Paiement inférieur à 100\$ (1).....	52
Paievements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (58).....	<u>9 756 334</u>
	<u>10 198 725</u>
Environnement et Changement climatique	
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour hébergement alternatif	
Keltic Lodge at the Highlands.....	253
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Don au nom de Leurs Altesses Royales le duc et la duchesse de Sussex	
Bon Départ.....	50 000
Indemnisation pour coûts associés à des frais de déplacement en Suisse	
Moncur B.....	3 714
Paievements inférieurs à 100 \$ (3).....	155
	<u>53 869</u>

Paiements à titre gracieux – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Innovation, Sciences et Développement économique	
Conseil national de recherches du Canada	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Wall C	1 057
Parlement	
Paiement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	3 854
Relations Couronne-Autochtones	
Ministère des Affaires indienne et du Nord canadien	
Indemnisation pour des coûts d'éducation	
Dennis Callihoo Legal Counsel en fiducie pour	
Okeymow S.....	2 000
Paiement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	175 750
	177 750
Ressources naturelles	
Ministère des Ressources naturelles	
Remboursement des frais engagés à la suite de l'annulation d'un évènement	
Prince George Chamber of Commerce.....	3 075
Santé	
Ministère de la Santé	
Cadeau de naissance pour son Altesse Royale le Prince Louis de Cambridge	
Jack.org	50 000
Stella's Place.....	50 000
	100 000
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (3).....	255 000
	355 000
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour dommages à des biens personnels	
Barr F.....	3 874
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (40).....	335 696
	339 570
Total.....	11 982 240

Montants adjugés par une cour

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Montants adjugés par une cour

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
<i>Autorisation – Cour permanente d'arbitrage</i>	
2009-04	
Adjugé pour indemnisation	
Bilcon of Delaware Inc.	10 010 000
<i>Autorisation – Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
PR-2016-0001	
Adjugé des frais	
The Access Information Agency Inc.	400
	<u>10 010 400</u>
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
T-141-18	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Jolicoeur S.	450
T-316-18	
Adjugé des frais judiciaires	
Forté Law Droit en fiducie pour	
Goguen D.	750
T-489-18	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Sinclair P.	1 262
T-1627-17	
Adjugé des frais judiciaires	
Fonds de recours juridique des membres de la gendarmerie pour McCulloch S.	4 428
T-1991-17	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Hiscock C A.	4 000
	<u>10 890</u>
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
<i>Autorisation – Cour suprême du Canada</i>	
37014	
Adjugé des frais judiciaires	
Philion Leblanc Beaudry avocats s.a. en fiducie pour	
Association des juristes de Justice.	19 280
Conseil privé	
Commission de la fonction publique	
<i>Autorisation – Cour d'appel fédérale</i>	
A-41-16	
Adjugé des frais juridiques	
Commissariats à la magistrature fédérale Canada en fiducie pour	
Clemenhagen N et Giroux M.	1 100
Shakov O.	10 600
	<u>11 700</u>

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
<i>Autorisation – Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
<i>PR-2017-045</i>	
Adjugé les frais de préparation des soumissions et les frais de plainte du Tribunal canadien du commerce extérieur	
Hawboldt Industries.....	228 732
Environnement et Changement climatique	
Ministère de l'Environnement	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1882-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Andrews WJ.....	11 292
Agence Parcs Canada	
<i>Autorisation – Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard</i>	
<i>S1-GS-28072</i>	
Adjugé pour coûts de construction	
Bingham Law Inc en fiducie pour	
Acadian Marine and Diving Ltd.....	11 000
	22 292
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1005-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Michael, Evrensel & Pawar LLP en fiducie pour	
SBA Canada ULC.....	1 120
<i>T-1051-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Miles Davidson LLP en fiducie pour	
Lazure G.....	250
	1 370
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Paiement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	4 500
Innovation, Sciences et Développement économique	
Ministère de l'Industrie	
<i>Autorisation – Cour du Banc de la Reine de l'Alberta</i>	
<i>24-1925824</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Moses Advisory Group Inc.....	1 000
Conseil national de recherches du Canada	
<i>Autorisation – Ministère de la Justice Canada région prairie</i>	
<i>CI-10-01-68799</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gene G. Zazelenchuk, Barrister-at-Law en fiducie pour	
Health Media Network Inc.....	67 823

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Statistique Canada	
Autorisation – Tribunal canadien du commerce extérieur	
<i>PR-2017-067</i>	
Adjugé pour opportunité d'affaire perdue et pour frais judiciaires	
ALS Canada Ltd	8 608
	<u>77 431</u>
Justice	
Ministère de la Justice	
Autorisation – Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick	
<i>NC-42-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
E.J. Mockler Professional Corporation en fiducie pour	
Probilt Industries Inc.	6 000
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-455-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Grace Snowdon & Terepocki S E N C R L en fiducie pour	
Whaling C J	1 000
<i>T-456-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Grace Snowdon & Terepocki S E N C R L en fiducie pour	
Lin Liang W W	1 000
	8 000
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-429-00</i>	
Adjugé des prestations de pension	
Corbett MC	62 370
Paiement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	5 000
	<u>75 370</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-124-08</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Campbell Lea en fiducie pour	
Arsenaullt R and Aylward J et Al.	11 500
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1718-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Clifford Shiels Legal en fiducie pour	
Kinghorne S	1 986
	<u>13 486</u>
Relations Couronne-Autochtones	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canadien	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-226-16 & A-227-16 & A-228-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dionne Schulze S E N C R L en fiducie pour	
Atikamekw d'Opitciwan	10 200

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation – Cour du Banc de la Reine de l'Alberta	
<i>AB QB 9701-07434</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Blake, Cassels & Graydon S E N C R L en fiducie pour	
La tribu d'Ermineskin	185 862
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-436-15</i>	
Adjugé pour la rétention d'expert	
Miller D	13 850
<i>T-852-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Benson Law S E N C R L en fiducie pour	
Louie J	3 289
<i>T-1542-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Grant Huberman en fiducie pour	
Gottfriedsons S	1 468 074
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>C-3512-14 & 14A</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Duboff Edwards Haight & Schachter Société de Droit en fiducie pour	
Restoule M	2 587 778
Fonds de litige des traités Robinson-Huron	4 731 753
<i>00-CV-92059</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Katherine Hensel en fiducie pour	
Fontaine L	15 000
Autorisation – Cour suprême du Yukon	
<i>17-A0131</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ratcliff & Company S E N C R L en fiducie pour	
Conseil Teslin Tlingit	21 886
Paiement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu	46 465
	9 084 157
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Autorisation – Cour canadienne de l'impôt	
<i>2003-3262 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
EY Law S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Kruger Incorporated	111 351
<i>2010-2864 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Canadian Imperial Bank of Commerce	35 000
<i>2012-816 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Milot Law en fiducie pour	
Bolduc B	16 294
<i>2012-2005 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Abenaim J	34 407

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
2012-3872 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Mahdi S.....	8 016
2012-5068 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Lashin K.....	6 904
2014-844 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
DLA Piper S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Aitchison Professional Corporation.....	23 726
2014-1471 (GST) G	
Adjugé relatif aux impôts	
DiFalco E pour	
EDF Plumbing Services Company Ltd.....	5 000
2014-3401 (IT) G, 2014-4440 (IT) G, 2017-606 (IT) G, 2017-486 (IT) G, 2017-605 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Fillmore Riley S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Grenon J T.....	14 310
Grenon J T et al.....	37 500
Torlys S E N C R L/s r l	
Grenon J T.....	25 000
2014-4109 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Bourgault J.....	5 040
2015-1269 (GST) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Thompson D J pour	
North Shore Power Group Inc.....	6 310
2015-1938 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Lundie & Co en fiducie pour	
Dyck M.....	1 185
2015-2158 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Mta S E N C R L/s r l en fiducie pour	
St-Pierre M.....	3 865
2015-4456 (GST) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Trinity Global Support.....	25 000
2016-77 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
GMP Securities LP pour	
Silver Wheaton Corp.....	7 500
McCarthy Tétrault S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Silver Wheaton Corp.....	18 333
2016-207 (IT) I	
Adjugé relatif aux impôts	
Quo Vadis F W en fiducie pour	
Le K T.....	1 000
2016-421 (GST) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Metrogate Inc.....	2 110
2016-741 (IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Leigh Somerville Taylor Professional Corporation en fiducie pour	
Domenichiello N.....	30 000
2016-942 (IT) I	
Adjugé relatif aux impôts	
Saber and Sone en fiducie pour	
Chao A.....	200

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>2016-953 (GST) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Aird & Berlis S E N C R L en fiducie pour	
Medallion Corporation	23 000
<i>2016-1017 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Davis W	3 954
<i>2016-4498 (GST) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Applewood Holdings Inc.....	23 592
<i>2017-818 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Duncan D.....	1 185
<i>2017-821 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Duncan S	1 185
<i>2017-2709 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Roy S.....	1 000
<i>2017-3167 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Wolff Leia pour	
Zimmerman W	500
<i>2017-3299 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Makhija J	2 500
<i>2017-3330 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Martin P.....	250
<i>2017-3232 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Ross L I	150
<i>2017-3823 (GST) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Radnoff Law Offices en fiducie pour	
Institute of Energy Wellness Studies Inc	978
<i>2018-270 (IT) APP</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Sripimolphan Group Inc	2 915
<i>2018-650 (GST) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Yasny R pour	
All Post Mail Consultants Inc & K2 International Marketing Support Services Inc.....	4 000
<i>2018-1127 (IT) G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Adjei G O	250
<i>2018-2007 (IT) I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Kisaka A.....	350
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-53-17</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Thompson D J pour	
North Shore Power Group Inc	4 826
<i>A-106-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Campbell G pour	
Flaro R, Bergeron G & Flaro M	5 500

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>A-130-17</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Deloitte Tax Law S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Freitas T.....	3 500
<i>A-142-16</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Grenier R.....	529
<i>A-230-17</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
KPMG cabinet juridique S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Bonnybrook Park Industrial Development Co Ltd.....	10 896
<i>A-279-17</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Binder Capital Corp.....	350
<i>A-296-15</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
EY Law S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Kruger Incorporated.....	12 589
<i>A-388-14</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Devon Canada Corporation.....	4 029
<i>A-415-16</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
KPMG cabinet juridique S E N C R L/s r l en fiducie pour	
ONEnergy Inc.....	3 975
<i>A-416-14</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
BCF Avocats d'affaires en fiducie pour	
Gervais G & Gendron L.....	2 577
Autorisation – Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick	
<i>FM-57-15</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Cox & Palmer S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Buything H.....	9 290
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-3-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dupuis Paquin Avocats en fiducie pour	
Borel Christen C.....	1 300
<i>T-370-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Mather Tax Law en fiducie pour	
Forbes Painting and Decorating Ltd.....	1 000
<i>T-474-06</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
James A Deacur and Associates Limited.....	5 000
<i>T-606-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Chivers Carpenter Lawyers en fiducie pour	
Boyce D.....	3 500
<i>T-652-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Annable MG.....	350
<i>T-1375-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Legacy Tax & Trust Lawyers.....	1 750
<i>T-1478-16</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Binder Capital Corp.....	3 750

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (13).....	5 631 563
	<u>6 192 134</u>
Santé	
Ministère de la Santé	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1070-16, T-1071-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ecojustice en fiducie pour	
Ami(e) s de la Terre Canada, Fondation David Suzuki, Ontario Nature, Wilderness Committee.....	6 750
<i>T-1584-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gowling WLG (Canada) en fiducie pour	
Briand C.....	7 956
<i>T-1712-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Caza Saikaley en fiducie pour	
Rodrigue D.....	5 046
	<u>19 752</u>
Agence de la santé publique du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1507-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fuhgeh Law Office en fiducie pour	
Temate CR.....	3 000
	<u>22 752</u>
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-81-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Grill Barristers en fiducie pour	
Williams F.....	3 550
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation – Cour d'appel du Nouveau Brunswick	
<i>103-18-CA</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Pressé Mason Barristers and Solicitors en fiducie pour	
Burnett K, Smiley J.....	1 000
Autorisation – Cour du Banc de la Reine d'Edmonton	
<i>B14635482E</i>	
Adjugé des jugements réglementaires liée à des amendes de radar	
Alberta Justice Fines Collection en fiducie pour	
Province de l'Alberta.....	42 143
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-508-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Simone Truong pour	
Gregory J.....	1 225

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-560-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nelligan O'Brien Payne S E N C R L en fiducie pour	
McBride B	5 000
<i>T-1401-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Martinez A.....	250
<i>T-1710-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ross & McBride S E N C R L en fiducie pour	
Boychn J	6 000
<i>T-1789-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nelligan O'Brien Payne S E N C R L en fiducie pour	
Crichton J.....	1 000
Autorisation – Cour fédérale d'appel	
<i>A-351-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
McBain R	20 000
Autorisation – Cour provinciale de la Nouvelle-Écosse	
<i>2973293</i>	
Adjugé pour perte de biens personnels sous garde	
Valley Credit Union Ltd en fiducie pour	
Spilchen L.....	2 000
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-10-414890</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Houle L, McGill T, TA McGill Mortgage Services Inc	3 082
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>M137219</i>	
Adjugé pour dommages	
Webster and Associates en fiducie pour	
Parlby J	763 896
<i>M142374</i>	
Adjugé pour dommages	
Rice Harbut Elliot S E N C R L en fiducie pour	
Brundige B.....	447 431
Autorisation – Cour suprême de la Nouvelle-Écosse	
<i>443643</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ritch Williams & Richards en fiducie pour	
Dolliver D	375
<i>463230</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ritch Williams & Richards en fiducie pour	
Hicks A.....	375
	1 293 777
Service canadien du renseignement de sécurité	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1580-09</i>	
Remboursement de frais	
Champ & Associates en fiducie pour	
Abousfian Abdelrazik	9 826
Service correctionnel du Canada	
Autorisation – Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
<i>2018-CRTEPF 52</i>	
Indemnisation pour préjudice moral	
Duval D.....	5 000

Montants adjugés par une cour – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>T-1419-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nosistel E	1 500
<i>T-1829-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Syndicat des agents correctionnels du Canada en fiducie pour	
Anderson T, Batista S, Block M, Brooks N, Callaghan M, Cavanaugh M, Chalmers P, Choi G, Dobranski S, Dyck A, English A, Godden B, Grossman S, Hogewoning J, Indlekofer A, Istace C, Kutrowski S, Lanyon C, Latulippe S, Laycock M, Leins L, Leopp J, McClellan J, Mercier T, Morrison G, Narain N, Peters D, Peters J, Reelie D, Saunders M, Stuart I, Tariq N, Temple C, Tiessen S, Vanegas N, Vecchia MD, Wilkie B, Wilson T	2 500
	9 000
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (13)	33 895
	<u>1 350 048</u>
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-66-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Agence Gravel Inc	300
Autorisation – Tribunal canadien du commerce extérieur	
<i>PR-2016-035</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Agence Gravel Inc	2 750
<i>PR-2017-006</i>	
Adjugé des frais judiciaires, opportunité d'affaire perdue et perte de profit	
Rockwell Collins Canada Inc	645 424
<i>PR-2018-031</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
V Zero Corporation.....	1 150
	<u>649 624</u>
Transports	
Ministère des Transports	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-246-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Association des pilotes fédéraux du Canada	2 500
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>S105434</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Flanagan I	5 720
Autorisation – Tribunal canadien des droits de la personne	
<i>T1656/01111</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck S E N C R L en fiducie pour	
Hughes C	352 970
	361 190
Office des transports du Canada	
Autorisation – Cour suprême du Canada	
<i>37276</i>	
Adjugé pour des frais judiciaires	
Lukács G	73
	<u>361 263</u>
Total	<u><u>28 135 429</u></u>

Section 9

Comptes publics du Canada
2018-2019

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Table des matières

	<i>Page</i>
Agriculture et Agroalimentaire.....	254
Environnement et Changement climatique.....	258
Famille, Enfants et Développement social.....	258
Infrastructure et Collectivités	260
Innovation, Sciences et Développement économique.....	262
Justice.....	262
Patrimoine canadien et Multiculturalisme	262
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	264
Relations Couronne-Autochtones.....	266
Ressources naturelles	268
Santé	268
Sécurité publique et Protection civile	268
Services aux Autochtones	270
Services publics et Approvisionnement.....	270
Transports	270

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite à un montant des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
2011 Canada – Alberta Initiative d'aide aux producteurs touchés par la salmonelle.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à l'alimentation des animaux et au rétablissement des pâturages	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide aux producteurs touchés par la tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative de lutte contre l'excès d'humidité.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Manitoba Initiative d'aide en cas de pénurie et au rétablissement de l'approvisionnement en fourrage.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Nouveau-Brunswick Initiative de lutte contre l'excès d'humidité	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	4 906	–
2011 Initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations pour l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	52
2012 Canada – Ontario Initiative d'aide au transport du fourrage et du bétail	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2012 Canada – Québec Initiative d'aide au transport des animaux et du fourrage	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	113
2013 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative d'aide aux producteurs de fraises.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	750	–	–
2014 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide contre l'influenza aviaire	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2014 Canada – Manitoba Initiative d'aide à l'approvisionnement en fourrage et au transport.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2016 Canada – Alberta Initiative d'aide aux éleveurs d'animaux atteints de tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative de l'éclosion de feu bactérien	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	783	–	–
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative secteur du sirop d'érable.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	590	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1 176	-	1 176	-	-	-	1 176
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	793	793	-	-	-	793
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	105	105	-	-	-	105
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	1 399	1 399	-	-	-	1 399
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	6 948	-	-	-	6 948	-	-	-	6 948
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	4 906	-	-	-	4 906
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	67 428	141 359	22 538	-	231 377	-	-	-	231 377
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	222	-	-	-	222
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	113	-	-	-	113
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	750	-	-	-	750
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	408	408	-	-	-	408
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2 340	-	-	-	2 340	-	-	-	2 340
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	2 216	-	2 216	-	-	-	2 216
-	-	-	8 216	-	8 216	-	-	-	8 216
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	783	-	-	-	783
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	590	-	-	-	590

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
2016 Canada – Saskatchewan Initiative d'aide en tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2017 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2017 Canada – Québec Initiative d'aide aux entreprises agricoles affectées par des épisodes exceptionnels de grêle	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	6 487
	–	–	–	–	6 487
2018 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Agri-protection – Contributions.....	131	10 492	1 354	2 120	25 500
	205	8 859	1 316	2 477	26 728
	4 902	141 903	26 623	75 771	855 498
Agri-stabilité – Contributions	–	1 337	–	–	41 595
	–	3 586	–	–	(27 066)
	1 653	80 889	25 870	63 263	1 051 158
Agri-stabilité – Subventions	(1 216)	–	4 830	2 310	–
	3 468	–	9 656	6 467	–
	6 346	–	76 185	37 501	–
Initiatives Agri-risques – Activités de renforcement des capacités administratives.....	–	–	–	–	–
	–	45	93	38	1 496
	–	45	93	38	2 882
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	10 745	15 015	13 004	5 626	518 004
Partenariat canadien pour l'agriculture – Programmes à frais partagés.....	3 278	3 230	3 758	3 101	22 802
	–	–	–	–	–
	3 278	3 230	3 758	3 101	22 802
Programme Agri-investissement – Contributions	–	–	–	–	18 706
	–	–	–	–	20 036
	–	–	–	–	257 434
Programme Agri-investissement – Subventions.....	100	1 581	796	1 154	–
	43	1 299	948	1 040	–
	1 139	22 003	13 974	15 897	16 812
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	150	–
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	387	4 509	3 991	3 675	4 000
Programme de démarrage d'Agri-investissement – Contributions.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	92 514
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	102	1 069	902	813	–
Stratégie emploi jeunesse – Programme objectif carrière.....	–	–	–	–	–
	9	29	45	–	178
	61	301	438	234	5 309
Total du portefeuille ministériel	2 293	16 640	10 738	8 685	108 603
	3 725	13 818	12 058	10 022	27 859
	28 613	268 964	166 961	210 975	2 833 065

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	63	-	-	63	-	-	-	63
-	-	63	-	-	63	-	-	-	63
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	6 369	6 369	-	-	-	6 369
-	-	-	-	6 369	6 369	-	-	-	6 369
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	6 487	-	-	-	6 487
-	-	-	-	-	6 487	-	-	-	6 487
-	-	-	-	894	894	-	-	-	894
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	894	894	-	-	-	894
65 943	87 154	249 591	202 268	20 026	664 579	-	-	-	664 579
60 865	95 411	230 633	207 460	17 751	651 705	-	-	-	651 705
1 470 617	1 809 604	4 821 841	3 885 760	349 671	13 442 190	-	-	-	13 442 190
26 425	-	56 847	45 003	9 573	180 780	-	-	-	180 780
(65 741)	-	12 848	108 187	2 977	34 791	-	-	-	34 791
1 233 548	587 386	1 838 874	1 505 453	307 931	6 696 025	-	-	124	6 696 149
-	28 864	(139)	-	(184)	34 465	-	-	-	34 465
-	7 893	(417)	-	(239)	26 828	-	-	-	26 828
-	405 288	(28 930)	-	(2 127)	494 263	-	-	46	494 309
-	251	498	-	124	873	-	-	-	873
-	520	667	1 428	158	4 445	-	-	-	4 445
-	2 928	4 090	6 294	883	17 253	-	-	-	17 253
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
248 516	38 604	45 996	190 826	62 001	1 148 337	340	-	416	1 149 093
37 755	13 974	39 942	33 272	9 899	171 011	419	692	716	172 838
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37 755	13 974	39 942	33 272	9 899	171 011	419	692	716	172 838
-	-	-	-	-	18 706	-	-	-	18 706
-	-	-	-	-	20 036	-	-	-	20 036
-	-	-	-	-	257 434	-	-	-	257 434
28 084	20 871	56 115	42 898	4 826	156 425	-	2	-	156 427
28 661	20 497	55 207	34 969	4 912	147 576	-	-	2	147 578
396 425	275 994	686 017	504 223	63 900	1 996 384	-	2	17	1 996 403
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	150	-	-	-	150
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	(2)	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
95 682	56 246	97 388	248 182	22 849	536 909	-	-	10	536 919
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	92 514	-	-	-	92 514
-	-	-	4	-	4	-	-	-	4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22 600	14 354	25 801	64 003	5 020	134 664	-	-	7	134 671
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
151	100	106	130	74	822	-	-	-	822
1 561	668	529	928	752	10 781	-	-	-	10 781 (f)
158 207	151 112	402 854	323 445	45 158	1 227 735	419	694	716	1 229 564
23 936	124 421	299 107	354 390	32 002	901 338	-	-	2	901 340
3 506 926	3 281 762	7 672 970	6 470 871	830 747	25 271 854	759	694	1 336	25 274 643

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite
 (en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Accord Canada – Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec	–	–	–	–	240
	–	–	–	–	241
	–	–	–	–	9 644
Accord concernant les relevés hydrométriques	513	51	161	328	859
	384	84	267	295	969
	8 039	777	2 820	5 302	29 634
Entente Canada avec les provinces et territoires concernant le suivi de la qualité de l'eau	49	228	–	29	155
	48	228	–	29	164
	241	1 098	–	144	1 054
Entente Canada concernant le suivi de la qualité de l'eau du bassin du Saint-Laurent – Atlantique	–	–	–	–	35
	–	–	–	–	37
	–	–	–	–	194
Entente Canada – Québec sur le plan du Saint-Laurent	–	–	–	–	4 446
	–	–	–	–	4 427
	–	–	–	–	51 111
LEP – Loi sur les espèces en péril	–	–	–	–	1 653
	–	–	–	–	399
	–	–	–	–	4 274
Pâtes et papier	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	3 722
Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	1 151
Programme national pancanadien de surveillance de la pollution atmosphérique	125	209	216	174	1 620
	128	213	220	177	1 652
	800	1 333	1 377	1 110	10 349
Régularisation de la rivière des Outaouais	–	–	–	–	104
	–	–	–	–	105
	–	–	–	–	2 813
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Convention de la Baie James et du Nord québécois	–	–	–	–	246
	–	–	–	–	246
	–	–	–	–	4 708
Total du portefeuille ministériel	687	488	377	531	9 408
	560	525	487	501	8 290
	9 080	3 208	4 197	6 556	118 654
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Apprentissage et la garde des jeunes enfants	7 293	3 544	11 671	9 764	86 530
	7 383	3 547	11 710	9 733	87 447
	14 676	7 091	23 381	19 497	173 977
Ententes sur le développement de la main d'oeuvre	13 199	3 881	23 274	18 185	–
	1 565	444	2 074	1 863	–
	14 764	4 326	25 348	20 048	–
Ententes sur le développement du marché du travail	144 465	30 491	97 729	107 078	657 478
	137 792	28 302	92 748	103 405	641 927
	1 392 738	298 052	948 209	1 020 941	6 733 680
Ententes sur le marché du travail relatif aux personnes handicapées	–	–	–	–	–
	4 578	1 376	8 290	5 951	45 893
	64 097	19 259	116 065	83 312	642 501
Fonds canadien pour l'emploi	–	–	–	–	112 865
	7 181	2 064	12 954	10 316	113 992
	29 903	8 399	53 640	42 812	582 836

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	240	-	-	-	240
-	-	-	-	-	241	-	-	-	241
-	-	-	-	-	9 644	-	-	-	9 644
1 947	1 307	2 130	2 352	2 516	12 164	669	-	701	13 534
2 094	1 299	1 693	1 977	1 921	10 983	1 071	-	514	12 568
49 774	18 288	22 607	33 930	17 119	188 290	9 227	-	2 275	199 792
-	-	-	-	-	461	50	-	-	511
-	-	-	-	-	469	43	-	-	512
-	-	-	-	-	2 537	218	-	-	2 755
-	-	-	-	-	35	-	-	-	35
-	-	-	-	-	37	-	-	-	37
-	-	-	-	-	194	-	-	-	194
-	-	-	-	-	4 446	-	-	-	4 446
-	-	-	-	-	4 427	-	-	-	4 427
-	-	-	-	-	51 111	-	-	-	51 111
-	-	-	-	-	1 653	-	-	-	1 653
-	-	-	-	-	399	-	-	-	399
-	-	-	-	502	4 776	35	-	-	4 811
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	273	3 995	-	-	-	3 995
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	19	-	-	19	-	-	-	19
2 267	9 852	10 070	7 345	41	29 575	-	-	-	29 575 (f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1 151	-	-	-	1 151
2 462	264	236	675	911	6 892	38	13	13	6 956
2 510	269	241	688	929	7 027	38	13	13	7 091
15 724	1 688	1 510	4 309	5 819	44 019	240	80	80	44 419 (a)
104	-	-	-	-	208	-	-	-	208
105	-	-	-	-	210	-	-	-	210
2 813	-	-	-	-	5 626	-	-	-	5 626
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	4 708	-	-	-	4 708
4 513	1 571	2 366	3 027	3 427	26 395	757	13	714	27 879
4 709	1 568	1 953	2 665	2 850	24 108	1 152	13	527	25 800
70 578	29 828	34 187	45 584	23 754	345 626	9 720	80	2 355	357 781

146 294	15 622	13 707	45 392	52 289	392 106	2 449	2 387	2 408	399 350
146 481	15 621	13 848	45 631	51 036	392 437	2 453	2 387	2 391	399 668
292 775	31 243	27 555	91 022	103 325	784 542	4 902	4 774	4 799	799 017
296 494	29 462	28 366	90 783	107 447	611 091	3 142	3 511	3 142	620 886
27 420	2 306	1 899	7 680	9 384	54 635	788	-	871	56 294
323 914	31 768	30 265	98 463	116 831	665 727	3 931	3 511	4 013	677 182
719 250	55 820	49 668	166 560	327 830	2 356 369	4 706	4 167	4 398	2 369 640
672 330	52 482	44 405	141 211	313 132	2 227 734	4 359	2 787	3 872	2 238 752 (a)
6 795 177	536 036	456 672	1 339 352	3 115 871	22 636 728	45 983	32 542	40 508	22 755 761 (a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 411	8 965	10 853	25 190	30 744	218 251	1 249	1 249	2 089	222 838
1 064 785	125 510	151 937	352 665	430 417	3 050 548	3 664	2 710	4 998	3 061 920 (f)
-	-	-	-	-	112 865	-	508	-	113 373
192 748	18 172	15 806	58 206	65 418	496 857	1 105	1 016	1 022	500 000
787 746	74 002	64 747	238 231	264 636	2 146 952	4 067	4 410	3 952	2 159 381

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux	9	9	9	9	9
	15	15	15	15	15
	<i>1 307</i>	<i>1 307</i>	<i>1 307</i>	<i>1 307</i>	<i>1 307</i>
Total du portefeuille ministériel	164 966	37 925	132 683	135 036	856 882
	158 514	35 748	127 791	131 283	889 274
	<i>1 517 485</i>	<i>338 434</i>	<i>1 167 950</i>	<i>1 187 917</i>	<i>8 134 301</i>
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Défi des villes intelligentes – Contributions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	1 060	–	–	–	–
	2 156	–	–	–	–
	<i>103 508</i>	<i>30 006</i>	<i>105 500</i>	<i>378 600</i>	<i>895 232</i>
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	–	–	–	–	46 387
	–	–	–	–	26 995
	<i>54 283</i>	<i>21 930</i>	<i>36 951</i>	<i>32 415</i>	<i>267 167</i>
Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	32	–	9 519	–	58 057
	3 495	–	360	294	3 080
	<i>71 383</i>	<i>13 250</i>	<i>186 198</i>	<i>15 990</i>	<i>1 020 918</i>
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	18 049	9 919	24 513	30 601	81 206
	36 800	12 829	48 658	28 822	8 191
	<i>56 505</i>	<i>25 023</i>	<i>73 598</i>	<i>59 472</i>	<i>89 397</i>
Fonds pour l'infrastructure verte	–	16 664	–	–	15 435
	–	18 411	–	–	5 670
	–	<i>64 496</i>	–	–	<i>24 354</i>
Fonds pour les infrastructures du transport en commun	1 340	204	9 391	–	190 575
	1 330	5	16 633	7 785	–
	<i>2 715</i>	<i>635</i>	<i>26 089</i>	<i>7 785</i>	<i>190 575</i>
Fonds sur l'infrastructure frontalière	–	–	–	–	3 750
	–	–	–	–	–
	–	–	–	30 000	133 876
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet Infrastructures nationales	–	–	–	1 303	724
	–	–	–	1 119	2 575
	–	–	–	<i>2 720</i>	<i>20 057</i>
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet Infrastructures provinciales-territoriales – Fonds des petites collectivités	6 863	416	4 131	7 272	10 524
	4 229	672	3 668	7 668	766
	<i>14 266</i>	<i>2 731</i>	<i>10 321</i>	<i>26 817</i>	<i>11 341</i>
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet Infrastructures provinciales-territoriales – Projets nationaux et régionaux	71 266	29 718	49 131	33 768	–
	41 849	8 872	23 735	28 739	–
	<i>113 375</i>	<i>49 824</i>	<i>91 651</i>	<i>87 286</i>	–
Programme d'infrastructure investir dans le Canada	–	–	–	1 500	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	<i>1 500</i>	–
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires ..	–	–	15 200	–	25 000
	12 500	–	–	–	–
	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>	<i>175 000</i>
Programme de la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	98 610	56 921	111 885	74 444	431 658
	102 359	40 789	93 054	74 427	47 277
	<i>591 035</i>	<i>382 895</i>	<i>705 308</i>	<i>817 585</i>	<i>2 827 917</i>

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
9	9	9	9	9	90	9	9	9	117
15	15	15	15	15	150	15	15	15	195
<i>1 307</i>	<i>1 307</i>	<i>1 307</i>	<i>1 307</i>	<i>1 307</i>	<i>13 070</i>	<i>1 307</i>	<i>1 307</i>	<i>1 307</i>	<i>16 991</i>
1 162 047	100 913	91 750	302 744	487 575	3 472 521	10 306	10 582	9 957	3 503 366
1 115 405	97 561	86 826	277 933	469 729	3 390 064	9 969	7 454	10 260	3 417 747
<i>9 265 704</i>	<i>799 866</i>	<i>732 483</i>	<i>2 121 040</i>	<i>4 032 387</i>	<i>29 297 567</i>	<i>63 854</i>	<i>49 254</i>	<i>59 577</i>	<i>29 470 252</i>
2 000	–	–	–	–	2 000	–	–	–	2 000
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>2 000</i>	–	–	–	–	<i>2 000</i>	–	–	–	<i>2 000</i>
22 378	3 739	–	–	–	27 177	–	–	–	27 177
32 262	9 746	–	–	–	44 164	–	–	–	44 164
<i>1 043 823</i>	<i>361 154</i>	<i>92 700</i>	<i>300 000</i>	<i>735 000</i>	<i>4 045 523</i>	<i>65 000</i>	<i>39 811</i>	<i>39 936</i>	<i>4 190 270</i>
–	–	–	–	–	46 387	–	–	–	46 387
–	13	–	–	–	27 008	–	–	–	27 008
<i>337 463</i>	<i>40 771</i>	<i>97 653</i>	<i>87 544</i>	<i>127 061</i>	<i>1 103 238</i>	–	–	–	<i>1 103 238 (a)</i>
25 989	439	–	2 563	15 353	111 952	–	–	–	111 952
143 835	5 218	2 587	22 948	22 172	203 989	–	–	–	203 989
<i>1 986 137</i>	<i>59 255</i>	<i>115 626</i>	<i>523 195</i>	<i>546 284</i>	<i>4 538 236</i>	–	–	–	<i>4 538 236</i>
191 215	37 042	31 948	54 023	71 527	550 043	19 618	11 928	25 256	606 845
161 995	22 423	42 037	46 088	37 982	445 825	8 754	1 256	1 481	457 316 (a)
<i>353 210</i>	<i>59 465</i>	<i>74 111</i>	<i>100 111</i>	<i>110 523</i>	<i>1 001 415</i>	<i>28 373</i>	<i>13 184</i>	<i>28 248</i>	<i>1 071 220</i>
10 810	3 871	–	–	18 133	64 913	–	–	–	64 913
3 987	474	–	–	–	28 542	–	–	–	28 542
<i>137 915</i>	<i>8 696</i>	–	–	<i>148 133</i>	<i>383 594</i>	–	–	<i>71 000</i>	<i>454 594</i>
633 082	38 152	22 454	148 477	120 700	1 164 375	165	–	785	1 165 325
104 700	822	212	12 369	58 672	202 528	27	–	–	202 555 (a)
<i>737 781</i>	<i>38 975</i>	<i>22 728</i>	<i>174 332</i>	<i>200 472</i>	<i>1 402 087</i>	<i>191</i>	–	<i>785</i>	<i>1 403 063</i>
–	–	–	–	–	3 750	–	–	–	3 750
68	–	–	–	–	68	–	–	–	68
<i>291 895</i>	–	<i>5 000</i>	–	<i>88 000</i>	<i>548 771</i>	–	–	–	<i>548 771</i>
53 288	–	–	–	–	53 288	–	–	–	53 288
5 214	–	–	–	–	5 214	–	–	–	5 214 (a)
<i>58 502</i>	–	–	–	–	<i>58 502</i>	–	–	–	<i>58 502</i>
–	–	–	157 375	2 648	162 050	–	–	–	162 050
–	–	–	–	–	3 694	–	–	–	3 694
–	–	–	<i>157 375</i>	<i>2 648</i>	<i>182 800</i>	–	–	–	<i>182 800</i>
32 628	7 564	1 928	11 550	22 660	105 536	22 260	7 137	29 826	164 759
36 594	4 918	5 989	18 020	29 872	112 396	14 306	3 206	18 458	148 366 (a)
<i>97 823</i>	<i>32 768</i>	<i>15 485</i>	<i>49 776</i>	<i>65 045</i>	<i>326 373</i>	<i>46 767</i>	<i>12 164</i>	<i>53 652</i>	<i>438 956</i>
97 212	30 916	61 922	45 581	97 856	517 370	17 107	39 343	–	573 820
12 455	30 768	45 279	40 070	59 753	291 520	19 500	4 044	–	315 064 (a)
<i>117 691</i>	<i>74 409</i>	<i>143 507</i>	<i>86 923</i>	<i>182 476</i>	<i>947 142</i>	<i>70 920</i>	<i>43 387</i>	–	<i>1 061 449</i>
–	–	–	6 547	5 702	13 749	830	–	–	14 579
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	6 547	5 702	13 749	830	–	–	14 579
13 226	–	–	–	–	53 426	–	–	–	53 426
–	–	10 000	–	–	22 500	–	–	–	22 500
<i>170 591</i>	<i>165 000</i>	<i>175 000</i>	<i>162 500</i>	<i>175 000</i>	<i>1 723 091</i>	<i>181 953</i>	<i>182 680</i>	<i>182 910</i>	<i>2 270 634</i>
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	6 350	–	–	6 350
–	–	–	–	–	–	<i>194 000</i>	–	–	<i>194 000</i>
1 081 828	121 723	118 252	426 116	354 579	2 876 016	59 980	58 408	55 867	3 050 271
501 110	74 382	106 104	139 495	208 451	1 387 448	48 937	8 506	19 939	1 464 830
<i>5 334 831</i>	<i>840 493</i>	<i>741 810</i>	<i>1 648 303</i>	<i>2 386 344</i>	<i>16 276 521</i>	<i>588 034</i>	<i>291 226</i>	<i>376 531</i>	<i>17 532 312</i>

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	6 573	3 089	7 860	7 608	14 759
	5 762	3 456	30 549	22 211	97 355
	24 969	10 491	61 321	48 536	258 147
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Accord sur la croissance du commerce et des investissements en Atlantique.....	320	192	705	705	–
	372	223	819	819	–
	693	416	1 524	1 524	–
Partenariat du tourisme du Canada atlantique	–	3 281	–	–	–
	–	3 325	–	–	–
	–	6 606	–	–	–
Agence spatiale canadienne					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	33
	–	–	–	–	2
	–	–	–	–	941
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	6 893	6 562	8 565	8 313	14 792
	6 134	7 004	31 368	23 030	97 357
	25 662	17 513	62 845	50 060	259 088
Justice					
Ministère de la Justice					
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique en matière pénale	2 264	452	3 924	2 575	25 225
	2 222	452	3 867	2 556	24 898
	66 399	12 212	120 601	69 328	788 784
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	9	–	–	–	6 500
	6	–	–	–	3 240
	15	–	–	–	9 740
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	–	–	211	–	830
	–	–	211	–	830
	2 936	102	2 818	–	18 620
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	156 909	61 900	188 332	147 684	1 102 478
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation.....	250	405	703	349	435
	300	399	633	407	1 051
	4 714	5 163	8 400	5 534	8 791
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridique)	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	6 614	2 472	9 769	6 778	62 305
	6 619	2 466	9 642	6 817	59 334
	230 973	79 377	320 151	222 546	1 928 413
Patrimoine canadien et Multiculturalisme					
Ministère du Patrimoine canadien					
Fonds du Canada pour la présentation des arts	100	–	–	–	–
	100	–	–	–	–
	1 639	–	–	–	–
Fonds du Canada pour les espaces culturels	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	3 100	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
164 713	12 083	14 895	27 978	67 665	327 223	1 364	4 500	338	333 425
322 722	9 816	26 683	113 729	93 267	725 550	1 060	2 215	583	729 408
782 608	51 346	65 504	227 004	256 955	1 786 881	4 015	10 745	1 503	1 803 144
-	-	-	-	-	1 922	-	-	-	1 922
-	-	-	-	-	2 233	-	-	-	2 233
-	-	-	-	-	4 157	-	-	-	4 157
-	-	-	-	-	3 281	-	-	-	3 281
-	-	-	-	-	3 325	-	-	-	3 325
-	-	-	-	-	6 606	-	-	-	6 606
-	-	-	-	-	33	-	-	-	33
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
-	-	-	-	-	941	-	-	-	941
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	50 123	48 500	49 476	44 267	192 366	-	-	-	192 366 (f)
164 713	12 083	14 895	27 978	67 665	332 459	1 364	4 500	338	338 661
322 722	9 816	26 683	113 729	93 267	731 110	1 060	2 215	583	734 968
782 608	101 469	114 004	276 480	301 222	1 990 951	4 015	10 745	1 503	2 007 214
47 426	6 176	5 659	13 108	15 768	122 577	-	-	-	122 577
46 651	5 865	5 340	12 531	15 346	119 728	-	-	-	119 728
1 578 220	150 580	125 332	318 833	424 593	3 654 882	24 435	-	7 605	3 686 922
16 904	481	-	1 005	2 093	26 992	-	-	-	26 992
15 898	564	-	784	2 076	22 568	-	-	-	22 568
32 802	1 045	-	1 789	4 169	49 560	-	-	-	49 560
1 838	389	720	1 689	1 610	7 287	27	-	61	7 375
1 838	445	669	1 599	1 764	7 356	-	-	-	7 356
35 531	14 204	18 445	39 957	39 008	171 621	6 859	65	2 397	180 942
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
1 976 700	191 566	227 251	491 348	624 872	5 169 040	115 403	30 372	37 706	5 352 521
1 985	1 452	2 211	1 313	918	10 021	300	407	321	11 049
1 825	1 084	1 790	1 321	1 285	10 095	322	434	438	11 289
22 330	13 718	15 673	17 365	16 775	118 463	4 493	6 063	4 366	133 385
-	-	-	-	-	-	2 489	2 701	1 367	6 557
-	-	-	-	-	-	2 448	2 616	1 343	6 407
-	-	-	-	-	-	39 461	36 582	21 465	97 508
119 146	13 639	14 517	30 666	38 078	303 984	5 261	4 368	2 630	316 243
117 205	13 099	13 726	29 786	38 160	296 854	5 215	4 310	2 662	309 041
3 645 583	371 113	386 701	869 292	1 109 417	9 163 566	190 651	73 082	73 539	9 500 838
-	-	-	-	-	100	-	-	-	100
-	-	-	-	-	100	-	-	-	100
-	-	-	-	-	1 639	-	-	-	1 639
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	900	-	-	4 000	-	88	50	4 138

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Langues officielles en éducation et services	361	328	387	368	765
	277	257	297	289	657
	4 098	3 459	4 626	4 213	9 888
Programme de soutien au sport.....	4 291	5 084	10 199	28 835	67 155
	4 291	4 785	11 140	25 995	67 321
	147 729	116 052	314 781	990 925	3 352 485
Total du portefeuille ministériel	4 752	5 412	10 586	29 203	67 920
	4 668	5 042	11 437	26 284	67 978
	156 566	119 511	319 407	995 138	3 362 373

Pêches, Océans et Garde côtière canadienne

Ministère des Pêches et des Océans

Conservation de la ouananiche et des stocks de reproduction issus des activités d'écloseries et d'élevage

–	–	–	15	–
–	–	–	15	–
–	–	–	107	–

Démolition d'une usine de transformation de poisson et d'un quai marginal à Sandy Cove.....

167	–	–	–	–
–	–	–	–	–
167	–	–	–	–

Détection environnementale de l'ADN (ADNe) d'espèces aquatiques envahissantes

–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Enquête sur la pêche récréative au Canada

–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Entente Canada – Québec pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec

–	–	–	–	352
–	–	–	–	392
–	–	–	–	2 175

Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....

–	–	–	–	2 686
–	–	–	–	2 462
–	–	–	–	7 570

Espèces en péril.....

–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Étude des mouvements de poissons dans le bassin du lac Winnipeg.....

–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Exploitation de l'Alco Hatchery à Maple Ridge (Colombie-Britannique)

–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Fonds des pêches de l'Atlantique

4 806	1 752	2 434	6 623	–
274	11	698	149	–
5 080	1 763	3 132	6 773	–

Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec (1990-2005)

–	–	–	–	43
–	–	–	–	33
–	–	–	–	997

Impacts cumulatifs de la régularisation de l'eau dans les rivières Columbia et Okanagan.....

–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Inventaire des ressources côtières du Nunavut.....

–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Poissons et invertébrés marins côtiers (2018-2019)

–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Programme d'adoption des technologies propres pour les pêches et l'aquaculture.....

–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Programme de baux aquacoles de l'Île-du-Prince-Édouard

–	155	–	–	–
–	155	–	–	–
–	3 188	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
1 043	435	425	551	599	5 262	343	338	333	6 276
912	312	303	438	477	4 219	252	252	252	4 975
12 499	4 671	4 816	6 677	7 136	62 083	4 384	3 407	3 916	73 790
90 851	14 709	8 888	18 273	20 643	268 928	2 946	1 423	3 213	276 510
82 786	13 930	8 493	15 882	19 317	253 940	2 862	1 423	2 826	261 051
3 326 220	458 511	310 526	484 708	514 647	10 016 584	66 832	33 207	52 750	10 169 373
91 894	15 144	9 313	18 824	21 242	274 290	3 289	1 761	3 546	282 886
83 698	14 242	8 796	16 320	19 794	258 259	3 114	1 675	3 078	266 126
3 338 719	463 182	316 242	491 385	521 783	10 084 306	71 216	36 702	56 716	10 248 940
-	-	-	-	-	15	-	-	-	15
-	-	-	-	-	15	-	-	-	15
-	-	-	-	-	107	-	-	-	107 (f)
-	-	-	-	-	167	-	-	-	167
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	167	-	-	-	167
-	-	-	-	79	79	-	-	-	79
-	-	-	-	82	82	-	-	-	82
-	-	-	-	276	276	-	-	-	276
70	-	-	-	-	70	-	-	-	70
22	-	-	-	-	22	-	-	-	22
278	-	-	-	-	278	-	-	-	278
-	-	-	-	-	352	-	-	-	352
-	-	-	-	-	392	-	-	-	392 (a)
-	-	-	-	-	2 175	-	-	-	2 175 (a)
-	-	-	-	-	2 686	-	-	-	2 686
-	-	-	-	-	2 462	-	-	-	2 462
-	-	-	-	-	7 570	-	-	-	7 570
-	-	-	-	-	-	96	-	-	96
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	96	-	-	96
-	-	-	-	-	-	18	-	-	18
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	18	-	-	18
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	75	75	-	-	-	75
-	-	-	-	-	15 615	-	-	-	15 615
-	-	-	-	-	1 132	-	-	-	1 132
-	-	-	-	-	16 748	-	-	-	16 748
-	-	-	-	-	43	-	-	-	43
-	-	-	-	-	33	-	-	-	33
-	-	-	-	-	997	-	-	-	997
-	-	-	-	55	55	-	-	-	55
-	-	-	-	80	80	-	-	-	80
-	-	-	-	220	220	-	-	-	220
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	200	-	200
-	-	-	-	-	-	-	525	-	525 (f)
-	-	-	-	-	-	159	-	-	159
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	159	-	-	159 (f)
4 379	-	-	-	-	4 379	-	-	-	4 379
1 076	-	-	-	-	1 076	-	-	-	1 076 (a)
5 455	-	-	-	-	5 455	-	-	-	5 455 (a)
-	-	-	-	-	155	-	-	-	155
-	-	-	-	-	155	-	-	-	155
-	-	-	-	-	3 188	-	-	-	3 188

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Programme de surveillance de l'impact cumulatif.....	-	-	-	-	-
Relevé des petits poissons du lac Winnipeg.....	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2016-2019).....	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2017-2019).....	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2018-2020).....	-	-	-	-	-
Services de diagnostic de la santé des poissons avec le Ministère de l'Aquaculture de la Colombie-Britannique.....	-	-	-	-	-
Structure de la population et identification du stock de truite arc-en-ciel de la rivière Skeena.....	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	4 973	1 907	2 434	6 638	3 081
	274	166	698	164	2 887
	5 247	4 951	3 132	6 880	10 742

Relations Couronne-Autochtones

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

Aide à la gestion des urgences.....	-	-	-	-	-
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak.....	-	-	-	-	-
Entente concernant la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement du Nunavik	-	-	-	-	22 499
Entente sur les inondations du Nord	-	-	-	-	25 645
Financement du rapport annuel.....	-	-	-	-	266 567
Négociations de traité trilatéral.....	-	-	-	-	-
Partage des coûts d'un vol charter à destination de Deline	-	-	-	-	-
Procédés de vérification des réclamations finales sous le <i>Protocole d'entente concernant le programme d'assistance sociale pour les Indiens</i>	-	-	-	-	-
Projet pilote du bien-être communautaire – Documentaire jeunesse avec le Ministère du Développement du Nord et des Mines – Secrétariat du Cercle de feu	-	-	-	-	-
Protection contre les inondations	-	-	-	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	346	-	-	346
-	-	-	-	-	-	404	-	-	404
-	-	-	-	-	-	1 089	-	-	1 089
-	-	-	-	-	-	18	-	-	18
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	18	-	-	18
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	161	161	-	-	-	161 (f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	216	216	-	-	-	216
-	-	-	-	216	216	-	-	-	216 (f)
-	-	-	-	197	197	-	-	-	197
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	197	197	-	-	-	197
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	161	161	-	-	-	161
-	-	-	-	161	161	-	-	-	161
-	-	-	-	322	322	-	-	-	322
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	3	3	-	-	-	3
-	-	-	-	10	10	-	-	-	10
4 449	-	-	-	517	23 999	637	-	-	24 636
1 098	-	-	-	567	5 854	404	200	-	6 458
5 733	-	-	-	1 477	38 162	1 380	525	-	40 067
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	64	-	-	64
5 779	-	9 690	-	-	15 469	213	-	-	15 682 (f)
-	-	-	-	-	-	-	124	-	124
-	-	-	-	-	-	-	77	-	77
-	-	-	-	-	-	191	738	-	929
-	-	-	-	-	22 499	-	-	-	22 499
-	-	-	-	-	25 645	-	-	-	25 645
-	-	-	-	-	266 567	-	-	-	266 567
-	23	-	-	-	23	-	-	-	23
-	26	-	-	-	26	-	-	-	26
-	123 224	-	-	-	123 224	-	-	-	123 224
-	-	-	-	-	-	61	-	-	61
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	61	-	-	61
-	-	-	-	32 570	32 570	-	-	-	32 570
-	-	-	-	6 029	6 029	-	-	-	6 029
-	-	-	-	172 069	172 069	-	-	-	172 069
-	-	-	-	-	-	6	-	-	6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	6	-	-	6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
174	-	-	-	-	174	-	-	-	174
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
50	-	-	-	-	50	-	-	-	50
50	-	-	-	-	50	-	-	-	50
100	-	-	-	-	100	-	-	-	100
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	9 069	-	-	9 069	-	-	-	9 069 (f)

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Protection des forêts	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	504
Routes des réserves	–	–	–	–	9 871
	–	–	–	–	–
Services sociaux	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	22 499
	–	–	–	–	26 149
	–	–	–	–	276 438
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	–	–	(311)	–	–
	–	–	567	–	–
	–	–	43 060	–	–
Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers	(1 867)	–	–	–	–
	1 962	–	–	–	–
	84 189	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	(1 867)	–	(311)	–	–
	1 962	–	567	–	–
	84 189	–	43 060	–	–
Santé					
Ministère de la Santé					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	2
	–	–	–	–	27
Fonds d'urgence pour le traitement	1 564	519	3 160	2 762	21 981
	–	–	–	–	–
	1 564	519	3 160	2 762	21 981
Agence de la santé publique du Canada					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	6
	–	–	–	–	5
	–	–	–	–	126
Total du portefeuille ministériel	1 564	519	3 160	2 762	21 987
	–	–	–	–	7
	1 564	519	3 160	2 762	22 134
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC)	6 691	1 241	2 941	53 766	3 762
	–	9 594	10 478	–	173 463
	179 613	22 484	77 801	188 990	1 253 369
Contributions pour Lac-Mégantic, Québec	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	120 000
Programme de services de police des Premières nations	–	–	490	289	37 826
	–	–	344	346	33 681
	1 345	1 020	22 613	10 385	557 085
Subventions au Système national de repérage	57	52	63	61	167
	57	52	63	61	167
	402	364	442	425	1 141
Gendarmerie royale du Canada					
Programme canadien du contrôle des armes à feu	–	225	1 009	975	5 871
	–	225	1 009	975	5 871
	2 255	5 077	22 086	23 050	158 803

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	1 300	-	-	1 804	-	-	-	1 804
31 886	67 230	33 938	-	-	142 925	-	-	-	142 925 (f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
800	-	-	-	-	800	-	-	-	800
16 900	112 568	-	-	-	129 468	-	-	-	129 468 (f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
173 250	-	-	-	-	173 250	-	-	-	173 250
4 925 063	-	-	-	-	4 925 063	-	-	-	4 925 063 (f)
50	23	-	-	32 570	55 142	67	124	-	55 333
174 100	26	1 300	-	6 029	207 604	64	77	-	207 745
4 979 902	303 022	52 697	-	172 069	5 784 128	471	738	-	5 785 337
-	-	-	-	-	(311)	-	-	-	(311)
-	-	-	-	-	567	-	-	-	567
-	-	-	-	-	43 060	-	-	-	43 060
-	-	-	-	-	(1 867)	-	-	-	(1 867)
-	-	-	-	-	1 962	-	-	-	1 962
-	-	-	-	-	84 189	-	-	-	84 189
-	-	-	-	-	(2 178)	-	-	-	(2 178)
-	-	-	-	-	2 529	-	-	-	2 529
-	-	-	-	-	127 249	-	-	-	127 249
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
-	-	-	-	-	27	-	-	-	27
51 097	4 187	5 001	24 248	33 981	148 500	500	500	500	150 000
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 097	4 187	5 001	24 248	33 981	148 500	500	500	500	150 000
-	-	-	-	-	6	-	-	-	6
-	-	-	-	-	5	-	-	-	5
-	-	-	-	-	126	-	-	-	126
51 097	4 187	5 001	24 248	33 981	148 506	500	500	500	150 006
-	-	-	-	-	7	-	-	-	7
51 097	4 187	5 001	24 248	33 981	148 653	500	500	500	150 153
-	65 915	20 802	19 014	71 116	245 248	18 000	-	-	263 248
-	22	129 316	22 502	231 972	577 347	4 167	-	-	581 514
240 778	893 383	563 918	1 292 556	798 640	5 511 532	29 482	5 300	13 499	5 559 813
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	120 000	-	-	-	120 000
54 529	5 345	1 131	5 324	1 035	105 969	-	-	-	105 969
38 434	5 392	1 086	4 968	835	85 086	-	-	-	85 086
791 471	118 552	88 778	135 959	74 169	1 801 377	6 910	3 784	16 774	1 828 845
242	68	66	108	116	1 000	-	-	-	1 000
242	68	66	108	116	1 000	-	-	-	1 000
1 638	471	454	716	790	6 843	43	69	43	6 998
6 150	-	-	-	-	14 230	-	-	-	14 230
6 150	-	-	-	-	14 230	-	-	-	14 230
139 508	2 464	2 190	4 587	27 893	387 913	1 137	-	1 297	390 347

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Service correctionnel du Canada					
Offre de formation générale des adultes dans les pénitenciers fédéraux	–	–	–	–	3 989
	–	–	–	–	3 861
	–	–	–	–	7 850
Total du portefeuille ministériel	6 748	1 518	4 503	55 091	51 615
	57	9 871	11 894	1 382	217 043
	183 615	28 945	122 942	222 850	2 098 248
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones Canada					
Aide à la gestion des urgences	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Procédés de vérification des réclamations finales sous le <i>Protocole d'entente</i> <i>concernant le programme d'assistance sociale pour les Indiens</i>	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Protection contre les inondations	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Protection des forêts	–	–	–	–	1 113
	–	–	–	–	556
	–	–	–	–	1 670
Routes des réserves	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Services sociaux	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	1 113
	–	–	–	–	556
	–	–	–	–	1 670
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Complexe des barrages Témiscamingue – Remplacement du barrage de l'Ontario	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Coût d'entretien du pont Macdonald-Cartier	–	–	–	–	127
	–	–	–	–	171
	–	–	–	–	11 646
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	41
	–	–	–	–	10
	–	–	–	–	165
Total du portefeuille ministériel	–	–	–	–	168
	–	–	–	–	181
	–	–	–	–	11 811
Transports					
Ministère des Transports					
Code canadien de sécurité	189	161	220	207	–
	189	161	220	207	–
	4 375	3 691	6 405	5 095	14 423
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	5
Fonds d'infrastructure de transport de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	3 989	-	-	-	3 989
-	-	-	-	-	3 861	-	-	-	3 861 (a)
-	-	-	-	-	7 850	-	-	-	7 850 (a)
60 921	71 328	21 999	24 446	72 267	370 436	18 000	-	-	388 436
44 826	5 482	130 468	27 578	232 923	681 524	4 167	-	-	685 691
<i>1 173 395</i>	<i>1 014 870</i>	<i>655 340</i>	<i>1 433 818</i>	<i>901 492</i>	<i>7 835 515</i>	<i>37 572</i>	<i>9 153</i>	<i>31 613</i>	<i>7 913 853</i>
-	-	-	-	-	-	79	-	-	79
-	-	-	-	-	-	14	-	-	14
-	-	-	-	-	-	93	-	-	93
-	-	-	-	-	-	-	-	55	55
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	55	55
176	-	-	-	-	176	-	-	-	176
60	-	-	-	-	60	-	-	-	60
236	-	-	-	-	236	-	-	-	236
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	5 134	2 994	-	-	9 241	-	-	-	9 241
-	4 939	433	-	-	5 928	-	-	-	5 928
-	<i>10 073</i>	<i>3 427</i>	-	-	<i>15 170</i>	-	-	-	<i>15 170</i>
7 086	4 820	-	-	-	11 906	-	-	-	11 906
4 900	6 159	-	-	-	11 059	-	-	-	11 059
<i>11 986</i>	<i>10 979</i>	-	-	-	<i>22 965</i>	-	-	-	<i>22 965</i>
288 379	-	-	3 071	-	291 450	-	-	373	291 823
96 491	-	-	-	-	96 491	-	-	-	96 491
<i>384 869</i>	-	-	<i>3 071</i>	-	<i>387 940</i>	-	-	<i>373</i>	<i>388 313</i>
295 641	9 954	2 994	3 071	-	312 773	79	-	428	313 280
101 451	11 098	433	-	-	113 538	14	-	-	113 552
<i>397 091</i>	<i>21 052</i>	<i>3 427</i>	<i>3 071</i>	-	<i>426 311</i>	<i>93</i>	-	<i>428</i>	<i>426 832</i>
528	-	-	-	-	528	-	-	-	528
362	-	-	-	-	362	-	-	-	362
23 972	-	-	-	-	23 972	-	-	-	23 972
127	-	-	-	-	254	-	-	-	254
171	-	-	-	-	342	-	-	-	342
<i>16 784</i>	-	-	-	-	<i>28 430</i>	-	-	-	<i>28 430</i>
-	-	-	-	-	41	-	-	-	41
-	-	-	-	-	10	-	-	-	10
-	-	-	-	-	<i>165</i>	-	-	-	<i>165</i>
655	-	-	-	-	823	-	-	-	823
533	-	-	-	-	714	-	-	-	714
40 756	-	-	-	-	52 567	-	-	-	52 567
1 123	241	228	-	483	2 852	153	50	153	3 208
1 123	241	228	-	483	2 852	153	50	153	3 208
<i>26 315</i>	<i>6 145</i>	<i>6 187</i>	<i>9 309</i>	<i>10 031</i>	<i>91 976</i>	<i>3 136</i>	<i>200</i>	<i>3 335</i>	<i>98 647</i>
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	5	-	-	-	5
-	-	-	-	1 359	1 359	-	-	-	1 359
-	-	-	-	7 336	7 336	-	-	-	7 336
-	33 565	-	75 000	510 687	619 252	-	-	-	619 252

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – fin

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Fonds national des corridors commerciaux.....	-	-	-	-	-
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	-	-	-	-	-
Initiative d'adaptation des transports dans le Nord.....	-	8 000	9 153	110 521	-
Programme d'amélioration des passages à niveau approuvé aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	-	-	-	-	62
Rénovation des routes en Outaouais	-	-	-	-	62
	-	-	-	2 262	-
	-	-	-	2 262	-
	-	-	-	-	99
	-	-	-	-	686
	-	-	-	-	143 857
Total du portefeuille ministériel	189	161	220	207	161
	189	161	220	2 469	686
	4 375	11 691	15 558	117 878	158 347
Total global.....	296 422	130 525	294 609	327 688	1 652 192
	285 061	115 590	299 216	276 379	1 444 878
	2 838 404	1 256 008	2 934 671	3 841 147	22 043 201

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	2 771	-	-	2 771	-	-	253	3 024
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	2 771	-	-	2 771	-	-	253	3 024
9 522	1 490	-	-	-	11 012	-	-	-	11 012
7 324	7 600	-	-	-	14 924	-	-	-	14 924
754 109	45 535	26 969	-	-	954 287	-	-	252	954 539
-	-	-	-	-	62	-	-	697	759
-	-	-	-	-	-	253	-	527	780
-	-	-	-	-	62	1 582	374	2 680	4 698
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	379	148	40	-	2 829	-	-	-	2 829
-	384	414	40	82	3 182	-	-	-	3 182
-	-	-	-	-	99	-	-	-	99
-	-	-	-	-	686	-	-	-	686
-	-	-	-	-	143 857	-	-	-	143 857
10 645	1 731	2 999	-	1 842	18 155	153	50	1 103	19 461
8 447	8 220	376	40	7 819	28 627	406	50	680	29 763
780 424	85 629	36 341	84 349	520 800	1 815 392	4 718	574	6 520	1 827 204
3 205 806	503 408	686 940	1 184 565	1 158 901	9 441 056	100 812	81 000	75 799	9 698 667
2 499 240	359 915	675 772	961 936	1 111 591	8 029 578	74 502	24 500	37 731	8 166 311
33 373 347	7 316 473	10 751 203	13 468 441	10 835 473	108 658 368	972 983	473 273	610 618	110 715 242

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 10

Comptes publics du Canada
2018-2019

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Table des matières

	<i>Page</i>
Commissions.....	276
Frais de déplacement et de séjour par commission.....	277
Frais d'études.....	278
Revenus de placements.....	280
Dépenses des cabinets des ministres.....	284
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires.....	296
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres.....	300

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

Information générale par commission

(en dollars)

Ministère et organisme	Membres		Autres salaires	Autres dépenses	Total
	Salaires	Frais de déplacement et de séjour ¹			
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.....	896 969	207 680	9 860 521	32 059 080	43 024 250
Cette Commission a été instituée par décret (numéro Conseil privé (C.P.) 2016-0736 en date du 2 août 2016) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i> . La Commission est chargée de faire enquête pour identifier et examiner les causes systémiques de violence contre les femmes et les filles autochtones au Canada et de faire des recommandations de mesures efficaces.					

¹ Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figurent au tableau suivant intitulé « Frais de déplacement et de séjour par commission ».

Frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commission.

Frais de déplacement et de séjour par commission

(en dollars)

Nom des membres	Montant
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	
Audette M T (Commissaire)	56 740
L'honorable Buller M R (Commissaire en chef)	65 100
Eyolfson B (Commissaire)	42 370
Robinson E Q (Commissaire)	43 470
	207 680

Frais d'études

Cet état fournit le détail des frais d'études encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, les frais d'études représentent le coût de toute activité éducative de longue durée. Une activité éducative de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducatif à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le salaire).

Frais d'études

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3	31 471	–	–	–	31 471
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3	17 714	15 349	3 500	–	36 563
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor	2	78 320	6 333	36 000	–	120 653
École de la fonction publique du Canada	1	10 093	19 190	18 000	–	47 283
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	5	80 174	3 358	97 500	–	181 032
Commission de la fonction publique	1	14 207	–	1 514	1 784	17 505
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	309	49 542 406	277 821	11 423 681	1 809 065	63 052 973
Environnement et Changement climatique						
Agence canadienne d'évaluation environnementale	1	7 394	6 111	36 000	–	49 505
Agence Parcs Canada	1	10 125	–	6 990	–	17 115
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social	4	14 359	12 882	79 701	4 926	111 868
Finances						
Bureau du surintendant des institutions financières.....	1	986	1 971	18 750	500	22 207
Bureau du vérificateur général.....	13	59 526	11 848	60 352	–	131 726
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	2	19 443	17 187	18 000	–	54 630
Innovation, Sciences et Développement économique						
Ministère de l'Industrie	10	120 695	19 381	63 087	799	203 962
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	3	15 888	14 125	48 435	–	78 448
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	2	25 839	6 885	29 137	877	62 738
Conseil national de recherches du Canada	1	–	–	30 982	–	30 982
Statistique Canada	4	24 722	–	58 000	–	82 722
Justice						
Ministère de la Justice	6	10 000	–	14 794	–	24 794
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	1	–	–	3 234	–	3 234
Patrimoine canadien et Multiculturalisme						
Bibliothèque et Archives du Canada	1	32 042	–	–	–	32 042
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans	8	106 880	3 336	97 845	1 368	209 429
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles.....	9	251 529	25 815	128 688	3 525	409 557
Revenu national						
Agence du revenu du Canada.....	5	–	–	20 060	–	20 060
Santé						
Ministère de la Santé	9	31 914	33 993	160 450	–	226 357
Agence canadienne d'inspection des aliments	1	6 037	11 395	9 338	364	27 134
Sécurité publique et Protection civile						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile ...	3	766	–	12 759	2 758	16 283
Agence des services frontaliers du Canada	2	–	–	22 227	–	22 227
Gendarmerie royale du Canada	11	183 328	50 700	292 942	8 556	535 526
Service correctionnel du Canada.....	1	31 429	–	–	–	31 429
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones Canada	22	621 947	5 856	89 146	–	716 949

Frais d'études – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	21	217 751	45 500	338 551	300	602 102
Transports						
Ministère des Transports	11	264 559	110 909	267 186	173	642 827
Total.....	477	51 831 544	699 945	13 486 849	1 834 995	67 853 333

¹ Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.² Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfices, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

Revenus de placements

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2018-2019
Trésorerie et créances	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts des dépôts bancaires	271 088
Ministère des Finances	
Intérêts des dépôts bancaires	737 628 514
Total de la trésorerie et des créances	737 899 602
Comptes d'opérations de change	
Ministère des Finances	
Fonds monétaire international – virement des bénéfices	
Prêts	6 791 845
Souscriptions	19 903 136
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	
Virement des bénéfices	1 482 022 573
Total des comptes d'opérations de change	1 508 717 554
Prêts, placements et avances	
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	
Banque de développement du Canada	
Dividendes	69 700 000
Intérêts	299 315 269
	369 015 269
Banque du Canada	
Virement des bénéfices	1 169 241 687
Corporation de développement des investissements du Canada	
Dividendes	114 000 000
Intérêts	144 228 192
	258 228 192
Exportation et développement Canada	
Dividendes	1 010 000 000
Financement agricole Canada	
Dividendes	364 000 000
Intérêts	414 081 466
	778 081 466
Monnaie royale canadienne	
Dividendes	10 000 000
Société immobilière du Canada limitée	
Dividendes	10 000 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Dividendes	3 680 000 000
Intérêts	323 500 822
	4 003 500 822

Revenus de placements – suite

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2018-2019
Autres entreprises publiques	
Autres que des intérêts	
Ministères des Transports	
Administration portuaire de Belledune	184 340
Administration portuaire de Halifax	2 079 936
Administration portuaire de Hamilton	1 102 257
Administration portuaire de Montréal	4 496 464
Administration portuaire de Nanaimo	241 064
Administration portuaire d'Oshawa	42 355
Administration portuaire de Port Alberni	83 449
Administration portuaire de Prince Rupert	3 039 468
Administration portuaire de Québec	1 603 589
Administration portuaire de Saguenay	79 357
Administration portuaire de Saint John	841 934
Administration portuaire de Sept-Îles	471 694
Administration portuaire de St. John's	158 537
Administration portuaire de Thunder Bay	75 706
Administration portuaire de Toronto	3 004 339
Administration portuaire de Trois-Rivières	201 306
Administration portuaire de Vancouver Fraser	7 492 987
Administration portuaire de Windsor	33 524
	25 232 306
Total des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	7 633 299 742
Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Aide au développement international	
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	11
Prêts aux pays en développement	16 914 571
Ministère des Finances	
Aide au développement international	
Gouvernements étrangers – Ukraine	7 060 000
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	23 974 582
Organisations internationales	
Ministères des Finances	
Fonds monétaire international	
Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance	2,801,140
Autres prêts, placements et avances	
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Dividendes sur investissements	10 360
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Intérêts courus sur prêt à recevoir	14 097
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
Expansion du commerce d'exportation – intérêts	30 509 214
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Commission canadienne du lait – intérêts	1 030 777
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	1 463 417
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts sur prêts canadiens aux apprentis	4 362 401
Intérêts sur prêts canadiens aux étudiants	846 902 027
Paievements reçus sur prêts escomptés	3 778 012
Ministère de l'Industrie	
Intérêts sur les prêts à recevoir	15 255 599
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Employés affectés à l'étranger	204 095
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Conseil des Premières nations du Yukon – aînés	4 816
Premières nations de la Colombie-Britannique	635 831
Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 689
Revendicateurs autochtones	363 726

Revenus de placements – fin

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2018-2019
Ministère des Finances	
Agence de la consommation en matière financière du Canada	35 158
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.....	58 944
Fonds d'investissement de PPP Canada Inc.....	12 049 236
Ministère des Services aux Autochtones Canada	
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens.....	14 973
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves.....	110 168
Total des autres prêts, placements et avances.....	916 814 540
Total des prêts, placements et avances	8 576 890 004
Autres comptes	
Gendarmerie royale du Canada	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger – intérêts	10 730
Ministère de la Défense nationale	
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	3 514
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	1 115 392
Intérêts sur prêts aux employés affectés à l'étranger	233 903
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Intérêts sur les comptes de banque des délégations	116 565
Service canadien du renseignement de sécurité	
Intérêts des dépôts bancaires.....	5 878
Total des autres comptes	1 485 982
Total des revenus de placements	10 824 993 142
Sommaire	
Dividendes	5 257 710 360
Intérêts	2 860 313 212
Virement des bénéfices.....	2 677 959 241
Autres.....	29 010 329
Total.....	10 824 993 142

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006, la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* afin d'exiger que le chef du ministère ou qu'un ministre d'État du gouvernement du Canada publie un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre (budget total de 72 257 761 \$) en conformité avec les politiques à l'intention des cabinets des ministres. Ce tableau n'inclut pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés et autres éléments tel que spécifié dans les présentes politiques.

Pour de plus amples directives sur les dépenses incluses dans les budgets des cabinets des ministres consultez l'annexe E des présentes politiques.

Dépenses des cabinets des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du Développement					
Ministre des Affaires étrangères					
L'honorable C Freeland	1 avril 2018 au 31 mars 2019	2 016 418	140 020	190	5 886
Ministre de la Diversification du commerce international					
L'honorable J Carr	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	946 957	102 823	–	8 673
Ministre du Commerce international					
L'honorable F-P Champagne	1 avril 2018 au 18 juillet 2018	515 839	45 058	–	496
Ministre du Développement international et de La Francophonie					
L'honorable M-C Bibeau	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 066 838	70 669	–	18 835
Ministre du Développement international et ministre des Femmes et de l'Égalité des genres					
L'honorable M Monsef	1 mars 2019 au 31 mars 2019	76 588	5 715	–	42
		4 622 640	364 285	190	33 932
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de					
Ministres de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
L'honorable M-C Bibeau	1 mars 2019 au 31 mars 2019	64 562	9 457	–	21
L'honorable L MacAulay	1 avril 2018 au 1 mars 2019	1 031 718	150 945	326	1 544
		1 096 280	160 402	326	1 565
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Ministres des Anciens Combattants					
L'honorable L MacAulay	1 mars 2019 au 31 mars 2019	65 772	21 293	–	–
L'honorable S O'Regan	1 avril 2018 au 14 janvier 2019	971 502	166 580	1 065	3 393
L'honorable H S Sajjan	13 février 2019 au 28 février 2019	60 257	–	–	–
L'honorable J Wilson-Raybould	14 janvier 2019 au 12 février 2019	167 381	11 020	–	11 092
		1 264 912	198 893	1 065	14 485
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Présidents du Conseil du Trésor et ministres du Gouvernement numérique					
L'honorable S Brison	1 avril 2018 au 14 janvier 2019	1 141 923	34 852	918	5 498
L'honorable J Murray	18 mars 2019 au 31 mars 2019	126 267	2 612	–	–
L'honorable J Philpott	14 janvier 2019 au 4 mars 2019	194 144	4 946	150	332
Présidente suppléante du Conseil du Trésor					
L'honorable C Qualtrough	5 mars 2019 au 18 mars 2019	12 874	–	–	–
		1 475 208	42 410	1 068	5 830

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	4 716	-	200	-	2 167 430
-	-	2 170	-	400	-	1 061 023
-	-	876	-	-	-	562 269
-	-	1 914	-	280	-	1 158 536
-	-	106	-	-	-	82 451
-	-	9 782	-	880	-	5 031 709
-	-	440	-	-	-	74 480
-	-	560	-	-	6	1 185 099
-	-	1 000	-	-	6	1 259 579
-	-	-	-	-	-	87 065
1 974	-	822	-	712	2 599	1 148 647
-	-	-	-	-	-	60 257
317	-	186	-	341	-	190 337
2 291	-	1 008	-	1 053	2 599	1 486 306
-	-	573	-	528	2 024	1 186 316
-	-	133	-	-	-	129 012
-	-	98	-	-	-	199 670
-	-	-	-	-	-	12 874
-	-	804	-	528	2 024	1 527 872

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Premier ministre					
Le très Honorable J Trudeau	1 avril 2018 au 31 mars 2019	8 479 353	1 000 473	11 438	99 853
Leader du gouvernement à la Chambre des communes					
L'honorable B Chagger	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 021 188	7 205	730	–
Ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur					
L'honorable D LeBlanc	28 août 2018 au 31 mars 2019	594 586	85 583	615	994
Ministre des Institutions démocratiques					
L'honorable K Gould	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 210 764	35 683	–	3 667
		11 305 891	1 128 944	12 783	104 514
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Ministre de la Défense nationale					
L'honorable H S Sajjan	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 579 446	150 101	–	5 773
Ministre associé de la Défense nationale					
L'honorable S O'Regan	1 avril 2018 au 14 janvier 2019	–	299	–	–
		1 579 446	150 400	–	5 773
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique					
L'honorable C McKenna	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 823 872	316 328	373	4 818
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Ministre de l'Accessibilité					
L'honorable C Qualtrough	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	180 539	1 803	–	–
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail					
L'honorable P Hajdu	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 356 124	206 129	1 084	586
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social					
L'honorable J-Y Duclos	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 558 125	228 533	828	948
Ministre des Aînés					
L'honorable F Tassi	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	512 698	104 616	1 214	713
Ministre des Sports et des Personnes handicapées					
L'honorable K Duncan	1 avril 2018 au 18 juillet 2018	66 701	15 172	–	–
		3 674 187	556 253	3 126	2 247

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
17 369	240	92 035	–	–	–	9 700 761
–	–	243	–	–	–	1 029 366
–	–	–	–	–	43	681 821
–	–	245	–	–	–	1 250 359
17 369	240	92 523	–	–	43	12 662 307
1 164	–	23 537	–	–	–	1 760 021
–	–	–	–	–	–	299
1 164	–	23 537	–	–	–	1 760 320
–	–	3 267	–	–	3	2 148 661
–	–	–	–	230	–	182 572
–	–	6 032	–	5 141	3 714	1 578 810
–	–	9 290	–	–	–	1 797 724
–	125	7 499	–	4 079	348	631 292
–	–	–	–	–	–	81 873
–	125	22 821	–	9 450	4 062	4 272 271

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Femmes et Égalité des genres					
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
Ministre de la Condition féminine					
L'honorable M Monsef	1 avril 2018 au 12 décembre 2018	718 315	107 354	544	7 247
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Ministre des Femmes et de l'Égalité des					
L'honorable M Monsef	13 décembre 2018 au 31 mars 2019	422 425	89 673	1 271	29 889
		1 140 740	197 027	1 815	37 136
Finances					
Ministère des Finances					
Ministre des Finances					
L'honorable B Morneau	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 938 203	206 053	7 617	2 609
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté					
L'honorable A Hussen	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 482 557	169 388	40	–
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Ministres de l'Infrastructure et des Collectivités					
L'honorable F-P Champagne	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	792 532	161 596	236	–
L'honorable A Sohi	1 avril 2018 au 18 juillet 2018	472 871	78 447	–	183
Ministre du Développement économique rural					
L'honorable B Jordan	14 janvier 2019 au 31 mars 2019	143 236	40 778	–	–
		1 408 639	280 821	236	183

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	737	-	-	2	834 199
-	-	1 522	-	-	2	544 782
-	-	2 259	-	-	4	1 378 981
1 046	-	4 111	-	-	2 220	2 161 859
344	-	1 275	-	494	6 263	1 660 361
-	-	1 087	-	-	-	955 451
-	-	1 198	-	-	-	552 699
-	-	-	-	-	-	184 014
-	-	2 285	-	-	-	1 692 164

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains.....	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 624 990	218 376	1 176	–
Ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations					
L'honorable M Ng	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	734 527	140 343	2 301	5 881
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme					
L'honorable B Chagger.....	1 avril 2018 au 17 juillet 2018	329 891	27 073	570	81
Ministre des Sciences					
L'honorable K Duncan.....	1 avril 2018 au 17 juillet 2018	265 070	40 055	91	352
Ministre des Sciences et des Sports					
L'honorable K Duncan.....	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	457 533	78 375	1 387	3 930
Ministre du Tourisme, des Langues et de la Francophonie					
L'honorable M Joly.....	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	490 262	128 061	1 101	554
		3 902 273	632 283	6 626	10 798
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains.....	1 avril 2018 au 31 mars 2019	75 000	10 000	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains.....	1 avril 2018 au 31 mars 2019	75 000	10 000	–	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains.....	1 avril 2018 au 31 mars 2019	75 000	10 000	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains.....	1 avril 2018 au 31 mars 2019	75 000	10 000	–	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains.....	1 avril 2018 au 31 mars 2019	75 000	10 000	–	–
		4 277 273	682 283	6 626	10 798
Justice					
Ministère de la Justice					
Ministres de la Justice et procureurs généraux du Canada					
L'honorable D Lametti.....	14 janvier 2019 au 31 mars 2019	353 303	24 926	1 613	16 595
L'honorable J Wilson-Raybould.....	1 avril 2018 au 13 janvier 2019	1 395 780	77 135	1 733	3 815
		1 749 083	102 061	3 346	20 410

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
657	–	3 535	–	–	–	1 848 734
74	–	3 757	–	197	–	887 080
53	–	535	–	–	–	358 203
53	–	759	–	–	(199)	306 181
17	–	1 419	–	–	29	542 690
47	–	1 967	–	640	323	622 955
901	–	11 972	–	837	153	4 565 843
–	–	–	–	–	–	85 000
–	–	–	–	–	–	85 000
–	–	–	–	–	–	85 000
–	–	–	–	–	–	85 000
–	–	–	–	–	–	85 000
901	–	11 972	–	837	153	4 990 843
–	45	2 077	–	142	–	398 701
–	130	5 436	–	1 474	14	1 485 517
–	175	7 513	–	1 616	14	1 884 218

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Patrimoine canadien et Multiculturalisme					
Ministère du Patrimoine canadien					
Ministre du Patrimoine canadien					
L'honorable M Joly	1 avril 2018 au 18 juillet 2018	583 500	61 756	1 497	183
Ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme					
L'honorable P Rodriguez	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	1 237 062	177 545	1 878	2 114
Ministre des Science et des Sports					
L'honorable K Duncan	1 avril 2018 au 31 mars 2019	631 688	68 611	251	24 188
		2 452 250	307 912	3 626	26 485
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne					
L'honorable D LeBlanc	1 avril 2018 au 17 juillet 2018	434 056	77 080	–	1 364
L'honorable J Wilkinson	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	831 311	147 909	–	2 501
		1 265 367	224 989	–	3 865
Relations Couronne-Autochtones					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministre des Relations Couronne- Autochtones					
L'honorable C Bennett	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 170 101	271 963	1 604	4 848
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Ministres des Ressources naturelles					
L'honorable J Carr	1 avril 2018 au 18 juillet 2018	416 820	53 010	–	494
L'honorable A Sohi	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	831 411	199 260	–	1 511
		1 248 231	252 270	–	2 005
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Ministre du Revenu national					
L'honorable D Lebouthillier	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 050 738	77 241	–	893
Santé					
Ministère de la Santé					
Ministre de la Santé					
L'honorable G Petitpas Taylor	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 509 886	126 372	3 051	14 956

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
10 920	–	619	–	–	10 799	669 274
1 240	–	835	–	–	(3 056)	1 417 618
–	–	1 562	–	–	529	726 829
12 160	–	3 016	–	–	8 272	2 813 721
–	238	427	–	–	3	513 168
200	–	575	–	161	–	982 657
200	238	1 002	–	161	3	1 495 825
–	–	4 911	–	–	59 691	1 513 118
375	–	–	–	–	–	470 699
–	–	–	–	–	–	1 032 182
375	–	–	–	–	–	1 502 881
–	486	3 858	–	714	–	1 133 930
–	–	3 772	–	1 155	42	1 659 234

Dépenses des cabinets des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile					
L'honorable R Goodale	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 459 395	110 885	198	3 853
Ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé					
L'honorable B Blair	18 juillet 2018 au 31 mars 2019	593 762	103 575	–	252
		2 053 157	214 460	198	4 105
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones Canada					
Ministres des Services aux Autochtones					
L'honorable S O'Regan	14 janvier 2019 au 31 mars 2019	260 122	24 735	–	–
L'honorable J Philpott	1 avril 2018 au 14 janvier 2019	1 277 296	94 515	–	3 194
		1 537 418	119 250	–	3 194
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité					
L'honorable C Qualtrough	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 399 900	161 650	592	1 888
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité—Personnel exonéré travaillant dans les Bureaux régionaux des ministres (BRM) ¹					
L'honorable C Qualtrough	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 829 138	78 296	1 591	8 764
		3 229 038	239 946	2 183	10 652
Transports					
Ministère des Transports					
Ministre des Transports					
L'honorable M Garneau	1 avril 2018 au 31 mars 2019	1 271 225	115 683	–	915
Total		55 626 342	6 505 634	49 273	316 218

¹ La responsabilité de tous les Bureaux régionaux de ministres (BRM) tombe sous la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Par conséquent, toutes les dépenses relatives sont présentées sous le portefeuille de SPAC.

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnement (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
10 920	–	619	–	–	10 799	669 274
1 240	–	835	–	–	(3 056)	1 417 618
–	–	1 562	–	–	529	726 829
12 160	–	3 016	–	–	8 272	2 813 721
–	238	427	–	–	3	513 168
200	–	575	–	161	–	982 657
200	238	1 002	–	161	3	1 495 825
–	–	4 911	–	–	59 691	1 513 118
375	–	–	–	–	–	470 699
–	–	–	–	–	–	1 032 182
375	–	–	–	–	–	1 502 881
–	486	3 858	–	714	–	1 133 930
–	–	3 772	–	1 155	42	1 659 234

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère qu'ils soient nationaux ou internationaux, qu'ils soient imputés au budget du cabinet du ministre ou à n'importe quel autre centre financier au sein du ministère ou de l'organisme.

Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes – État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019 »;
- les frais d'utilisation des avions de propriété de l'État par le ministère de la Défense nationale;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Affaires mondiales		
Ministre des Affaires étrangères		
L'honorable C Freeland.....	1	174 107
Secrétaire parlementaire		
M DeCourcey.....	1	27 744
Ministre du Commerce international		
L'honorable F-P Champagne.....	1	43 204
Secrétaire parlementaire		
P Goldsmith-Jones.....	1	5 610
Ministre du Développement international		
L'honorable M-C Bibeau.....	1	87 198
Secrétaires parlementaires		
C Caesar Chavannes.....	1	3 999
K Khera.....	1	26 923
Ministre de la Diversification du commerce international		
L'honorable J Carr.....	1	62 743
Secrétaire parlementaire		
O Alghabra.....	1	31 872
Secrétaires parlementaires (Affaires consulaires)		
O Alghabra.....	1	5 572
P Goldsmith-Jones.....	1	634
Secrétaire parlementaire (Relations canado – américaines)		
L'honorable A Leslie.....	1	13 054
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministres de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
L'honorable M-C Bibeau.....	1	6 228
L'honorable L MacAulay.....	1	88 024
Secrétaire parlementaire		
J-C Poissant.....	1	4 530

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Anciens Combattants		
Ministres des Anciens Combattants		
L'honorable L MacAulay	1	5 008
L'honorable S O'Regan	1	37 864
L'honorable J Wilson-Raybould.....	1	3 038
Secrétaires parlementaires		
S Lauzon	1	3 750
S Romanado	1	1 310
Conseil du Trésor		
Présidents du Conseil du Trésor et ministres du Gouvernement numérique		
L'honorable S Brison	1	42 017
L'honorable J Murray	1	297
L'honorable J Philpott	1	4 127
Secrétaire parlementaire		
J Murray	1	10 651
Conseil privé		
Premier ministre		
Le très Honorable J Trudeau.....	1	16 765
Leader du gouvernement à la Chambre des communes		
L'honorable B Chagger	1	3 191
Ministre des institutions démocratiques		
L'honorable K Gould	1	7 260
Secrétaire parlementaire		
P A Fillmore	1	726
Ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur		
L'honorable D LeBlanc	1	19 937
Secrétaire parlementaire		
Y Jones.....	1	2 749
Défense nationale		
Ministre de la Défense nationale		
L'honorable H S Sajjan	1	111 480
Secrétaires parlementaires		
S Cormier	1	3 244
J Rioux	1	2 730
Ministre associé de la Défense nationale		
L'honorable S O'Regan	1	3 290
Secrétaire parlementaire		
S Romanado	1	204
Environnement et Changement climatique		
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique		
L'honorable C McKenna	1	120 569
Secrétaires parlementaires		
S Fraser	1	27 729
J Wilkinson	1	8 891
Famille, Enfants et Développement social		
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et du Travail		
L'honorable P Hajdu	1	74 879
Secrétaire parlementaire		
R Cuzner	1	11 021
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social		
L'honorable J-Y Duclos	1	52 031
Secrétaire parlementaire		
A Vaughan	1	22 874
Ministre des Aînés		
L'honorable F Tassi	1	32 299
Ministre des Sports et des Personnes handicapées		
L'honorable K Duncan.....	1	8 445

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Femmes et Égalité des genres		
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres		
L'honorable M Monsef	1	26 227
Secrétaire parlementaire		
T Duguid	1	2 250
Ministre de la Condition féminine		
L'honorable M Monsef	1	29 322
Secrétaire parlementaire		
T Duguid	1	10 468
Finances		
Ministre des Finances		
L'honorable B Morneau	1	153 574
Secrétaires parlementaires		
J Lightbound	1	17 917
J O'Connell (Possibilités économiques pour la jeunesse)	1	4 317
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
L'honorable A Hussen	1	107 162
Secrétaire parlementaire		
M DeCourcey	1	9 099
Infrastructure et Collectivités		
Ministres de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'honorable F-P Champagne	1	48 478
L'honorable A Sohi	1	23 376
Secrétaires parlementaires		
M Mendicino	1	7 113
M Miller	1	840
Ministre du Développement économique rural		
L'honorable B Jordan	1	8 093
Innovation, Sciences et Développement économique		
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique		
L'honorable N Bains	1	100 512
Secrétaires parlementaires		
D Lametti	1	10 440
R Massé	1	1 109
Ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations		
L'honorable M Ng	1	57 400
Secrétaire parlementaire		
R Hébert	1	3 255
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme		
L'honorable B Chagger	1	22 744
Secrétaire parlementaire		
A Lockhart	1	3 017
Ministre des Sciences		
L'honorable K Duncan	1	16 539
Secrétaire parlementaire		
K Young	1	4 063
Ministre des Sciences et des Sports		
L'honorable K Duncan	1	19 492
Secrétaire parlementaire		
K Young	1	1 054
Ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie		
L'honorable M Joly	1	52 382
Secrétaire parlementaire		
A Lockhart	1	13 993
Justice		
Ministres de la Justice et procureur général du Canada		
L'honorable D Lametti	1	6 021
L'honorable J Wilson-Raybould	1	55 141

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Patrimoine canadien et Multiculturalisme		
Ministre du Patrimoine canadien		
L'honorable M Joly	1	31 811
Ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme		
L'honorable P Rodriguez	1	48 901
Ministre des Sciences et des Sports		
L'honorable K Duncan.....	1	8 744
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
L'honorable D LeBlanc	1	8 032
L'honorable J Wilkinson	1	40 540
Secrétaires parlementaires		
T Beech	1	14 958
S Casey	1	25 393
Relations Couronne-Autochtones		
Ministre des Relations Couronne-Autochtones		
L'honorable C Bennett	1	77 110
Secrétaires parlementaires		
Y Jones.....	1	1 468
M Miller.....	1	11 922
Ressources naturelles		
Ministres des Ressources naturelles		
L'honorable J Carr	1	23 973
L'honorable A Sohi	1	47 067
Secrétaires parlementaires		
P Lefebvre	1	7 699
K Rudd.....	1	28 970
Revenu national		
Ministre du Revenu national		
L'honorable D LeBouthillier	1	22 032
Secrétaire parlementaire		
D Schulte.....	1	3 058
Santé		
Ministre de la Santé		
L'honorable G Petitpas Taylor	1	55 192
Secrétaires parlementaires		
B Blair.....	1	3 160
J Oliver.....	1	2 547
Sécurité publique et Protection civile		
Ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile		
L'honorable R Goodale	1	31 618
M Holland	1	1 771
K McCrimmon	1	918
Ministres de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé		
L'honorable B Blair	1	40 409
P Schiefke	1	4 712
Services aux Autochtones		
Ministres des Services aux Autochtones		
L'honorable S O'Regan	1	10 805
L'honorable J Philpott	1	20 671
Secrétaires parlementaires		
D Rusnak.....	1	5 526
D Vandal	1	2 279
Services publics et Approvisionnement		
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité		
L'honorable C Qualtrough.....	1	30 212
Secrétaire parlementaire		
S MacKinnon	1	8 066
Transports		
Ministre des Transports		
L'honorable M Garneau	1	42 270
Total.....		2 697 050

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Ce tableau présente les dépenses de déplacements internationaux engagées par les ministres, les secrétaires parlementaires et le personnel des ministres, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère seulement. Ces dépenses sont imputées à un centre de fonds spécial, créé à même des niveaux de référence existants, au sein du ministère ou de l'organisme. Ces dépenses ne sont pas imputées aux budgets des cabinets des ministres donc ne sont pas comprises dans le tableau des dépenses des cabinets des ministres.

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Affaires mondiales	
Ministre des Affaires étrangères	
L'honorable C Freeland	425 823
Ministre du Commerce international	
L'honorable F-P Champagne	68 899
Ministre du Développement international	
L'honorable M-C Bibeau	310 800
Ministre de la Diversification du commerce international	
L'honorable J Carr	195 771
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
L'honorable L MacAulay	154 305
Conseil du Trésor	
Président du Conseil du Trésor et ministre du Gouvernement numérique	
L'honorable S Brison	75 561
Défense nationale	
Ministre de la Défense nationale	
L'honorable H S Sajjan	131 874
Ministre associé de la Défense nationale	
L'honorable S O'Regan	6 228
Environnement et Changement climatique	
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	
L'honorable C McKenna	177 926
Famille, Enfants et Développement social	
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social	
L'honorable J-Y Duclos	15 039
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail	
L'honorable P Hajdu	45 532
Ministre des Sports et des Personnes handicapées	
L'honorable K Duncan	9 638
Femmes et Égalité des genres	
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres	
L'honorable M Monsef	21 587
Ministre de la Condition féminine	
L'honorable M Monsef	10 772
Finances	
Ministre des Finances	
L'honorable B Morneau	281 321
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	
L'honorable A Hussen	160 078

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Innovation, Sciences et Développement économique	
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique	
L'honorable N Bains.....	64 519
Ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations	
L'honorable M Ng.....	23 025
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme	
L'honorable B Chagger.....	30 550
Ministre des Sciences	
L'honorable K Duncan.....	13 883
Ministre des Sciences et des Sports	
L'honorable K Duncan.....	2 942
Ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie	
L'honorable M Joly.....	52 322
Justice	
Ministre de la Justice et procureure général du Canada	
L'honorable J Wilson-Raybould.....	83 658
Patrimoine canadien et Multiculturalisme	
Ministre du Patrimoine canadien	
L'honorable M Joly.....	23 973
Ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme	
L'honorable P Rodriguez.....	9 019
Ministre des Sciences et des Sports	
L'honorable K Duncan.....	17 316
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	
L'honorable D LeBlanc.....	29 613
L'honorable J Wilkinson.....	80 162
Relations Couronne-Autochtones	
Ministre des Relations Couronne-Autochtones	
L'honorable C Bennett.....	14 408
Ressources naturelles	
Ministres des Ressources naturelles	
L'honorable J Carr.....	96 021
L'honorable A Sohi.....	9 142
Santé	
Ministre de la Santé	
L'honorable G Petitpas Taylor.....	62 384
Sécurité publique et Protection civile	
Ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile	
L'honorable R Goodale.....	34 323
M Holland.....	2 554
Ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé	
L'honorable B Blair.....	18 359
Services aux Autochtones	
Ministre des Services aux Autochtones	
L'honorable J Philpott.....	3 123
Transports	
Ministre des Transports	
L'honorable M Garneau.....	16 451
Total.....	2 778 901

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 11

Comptes publics du Canada

2018-2019

Autres informations diverses

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires mondiales	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	304
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	307
Conseil du Trésor	
Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	316
Conseil privé	
Traitements et indemnités aux ministres d'État (Bureau du Conseil privé).....	323
Famille, Enfants et Développement social	
Paievements d'indemnités et frais d'administration (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	324
Institutions démocratiques	
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du directeur général des élections).....	325
Détails des dépenses – Élections partielles de juin 2018 (Bureau du directeur général des élections).....	325
Détails des dépenses – Élections partielles de décembre 2018 (Bureau du directeur général des élections).....	325
Détails des dépenses – Élections partielles de février 2019 (Bureau du directeur général des élections).....	326
Parlement	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2018-2019 (Sénat).	327
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019 (Chambre des communes).....	330
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2018-2019 (Chambre des communes).....	338
Sécurité publique et Protection civile	
État des dépenses par établissement (Service correctionnel du Canada)	340

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement telles que les dépenses au titre de l'accueil et les frais de participation aux conférences. L'Affectation au titre des conférences internationales est approuvée par le Cabinet pour financer les activités protocolaires du gouverneur général et du premier ministre du Canada lors des visites officielles à l'étranger. L'affectation prend également en charge la participation des ministres du portefeuille du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et de leurs délégations officielles dans les importantes conférences multilatérales internationales. Une conférence internationale est définie comme un congrès, une assemblée, une session d'information ou toute autre réunion officielle tenant lieu à l'extérieur du Canada qui traite de sujets liés aux objectifs du gouvernement du Canada.

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du Premier ministre à Dublin (Irlande) Édimbourg, Glasgow (Royaume-Uni) Hambourg (Allemagne) – G20, juillet 2017	494
Visite du Premier ministre à New York (États-Unis) – Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), septembre 2017.....	5 508
Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis) et à Mexico (Mexique), octobre 2017.....	12 452
Visite du Premier ministre à Manille (Philippines) – Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (l'ANASE) Hanoi, Hô Chi Minh Ville, Da Nang (Vietnam) – Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), novembre 2017.....	42 450
Visite du Premier ministre à Beijing, Guangzhou (Chine) – Fortune Global Forum, décembre 2017.....	31 346
Visite du Premier ministre à Davos (Confédération suisse) – World Economic Forum (WEF), janvier 2018.....	27 311
Visite du Premier ministre à Chicago, Los Angeles et San Francisco (États-Unis), février 2018.....	31 137
Visite du Premier ministre à New Delhi, Agra, Ahmedabad, Mumbai, et Amritsar (Inde), février 2018.....	209 454
Visite du Premier ministre à Lima (Pérou) – Sommet des Amériques, Paris (France), Londres (Royaume-Uni) – Réunion des chefs du gouvernement du Commonwealth (CHOGM), 12-20 avril 2018.....	709 162
Visite du Premier ministre à New York et à Boston (États-Unis), 5-18 mai 2018.....	179 906
Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis), mai 2018.....	12 206
Visite du Premier ministre à Riga et Adazi (Lettonie) et à Bruxelles (Belgique) – Sommet de l'OTAN, 9-12 juillet 2018.....	308 388
Visite du Premier ministre à New York (États-Unis) – AGNU, 23-26 septembre 2018.....	187 649
Visite du Premier ministre à Erevan (Arménie) – La Francophonie, 9-13 octobre 2018.....	250 064
Visite du Premier ministre à Vimy et à Paris (France), à Singapour (Singapour) – Sommet de l'Asie de l'Est et à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée) – APEC, 9-19 novembre 2018.....	1 126 507
Visite du Premier ministre à Buenos Aires (Argentine) – G20, 28 novembre-2 décembre 2018.....	391 892
Visite du Premier ministre au Gao (Mali), 21-23 décembre 2018.....	20 134
Frais d'avance et de planification liés à la visite du Premier ministre en Éthiopie, 19-24 janvier 2019.....	3 251
Frais de démarrage de la visite du Premier ministre à Osaka (Japon), juin 2019.....	16 367
Visite de la gouverneure générale à Chicago et à Detroit (États-Unis), avril 2018.....	52 333
Visite de la gouverneure générale en Afrique, octobre 2018.....	870 714
Visite de la gouverneure générale à Bruxelles (Belgique), novembre 2018.....	70 123
Visite de la gouverneure générale au Mexique pour l'inauguration du Président des États-Unis du Mexique, novembre-décembre 2018.....	17 744
Visite de la gouverneure générale à Astana (Kazakhstan), 2-5 décembre 2018.....	102 462
Visite de la gouverneure générale au Koweït et en Irak, janvier 2019.....	9 667
Visite de la gouverneure générale à New York (États-Unis), mars 2019.....	6 766
Frais de démarrage de la visite de la gouverneure générale au Rwanda, 4-9 avril 2019.....	153 233
Frais d'avance et de planification pour la visite anticipée de la gouverneure générale au Mozambique, avril 2019.....	45 105
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites).....	110 009

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Ministre de la Diversification du commerce international – Visites bilatérales (agent de visites).....	51 834
Ministre du Développement international– Visites bilatérales (agent de visites)	57 163
Ministre de la Francophonie – Visites bilatérales (agent de visites)	8 455
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au 8e Sommet des Amériques à Lima (Pérou), 12-14 avril 2018	50 064
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres (Royaume-Uni), 16-20 avril 2018.....	65 276
Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles (Belgique), 27 avril 2018	13 490
Ministre des Affaires étrangères – 45 ^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique à Dhaka (Bangladesh), 4-6 mai 2018	54 291
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 (FMM) à Buenos Aires (Argentine), 21 mai 2018.....	26 515
Ministre des Affaires étrangères – La 48 ^{ème} Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington (États-Unis), 4-5 juin 2018.....	24 859
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la deuxième conférence annuelle sur la réforme de l'Ukraine: un moteur de changement à Copenhague (Danemark), 27 juin 2018	28 669
Le sommet des ministres des Affaires étrangères et de l'OTAN à Bruxelles (Belgique), 11-12 juillet 2018	42 740
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion ministérielle de la Conférence postministérielle et du forum régional de l'ANASE à Singapour, 31 juillet-4 août 2018.....	169 431
Délégation canadienne à la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne (Autriche), 17-21 septembre 2018.....	24 571
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la 73 ^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 73), à New York (États-Unis), 24-29 septembre 2018.....	467 989
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au sommet du G20 et aux réunions des sherpas associés à Buenos Aires (Argentine), 26 novembre-1 décembre 2018	69 279
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles (Belgique), 4-5 décembre 2018.....	28 717
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion du Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Milan (Italie), 6-7 décembre 2018	49 412
Ministre des Affaires étrangères – Participation de la délégation canadienne à la réunion des ministres de la Coalition mondiale contre Daesh, Washington (États-Unis), 6 février 2019.....	7 901
Frais de démarrage de la délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN (FMM) à Washington (États-Unis), 3-4 avril 2019	4 151
Frais de démarrage de la délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 à Dinard (France), 5-6 avril 2019.....	30 275
Délégation à la réunion des ministres responsables du commerce (TRM) de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), 25-26 mai 2018	83 352
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris (France), 30-31 mai 2018.....	55 264
Ministre de la Diversification du commerce international – Délégation canadienne au 33 ^e sommet de l'ANASE et aux événements connexes à Singapour (Singapour), 13-16 novembre 2018.....	72 618
Délégation canadienne à la Semaine des dirigeants de l'APEC à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), 15-18 novembre 2018.....	60 696
Ministre du Développement international– Sommet mondial sur les personnes handicapées à Londres (Royaume-Uni), 24 juillet 2018	15 895
Ministre du Développement international– Délégation canadienne à la conférence de Genève sur l'Afghanistan à Genève (Suisse), 27-28 novembre 2018	15 229
Ministre du Développement international – La 35 ^e Conférence ministérielle et le XVII ^e Sommet de la Francophonie, Erevan (Arménie), 8-12 octobre 2018.....	71 679
Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration en Colombie, 7 août 2018	11 116

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration au Brésil, janvier 2019	14 505
Participation canadienne aux funérailles de Kofi Annan, 11-14 septembre 2018	32 040
Participation canadienne aux funérailles de l'ancien président George H. W. Bush, 5 décembre 2018	2 698
Total	6 714 008

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses de voyages couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales. Cette affectation est décrite à l'état de la section 11 de ce volume intitulé « Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

En général, l'Affectation au titre des conférences internationales ne prend pas en charge les dépenses des ministres et employés des autres ministères, des représentants provinciaux et territoriaux, des conseillers du secteur privé ou des observateurs universitaires. Celles-ci sont généralement autofinancées. Par conséquent, cet état inclut seulement les coûts imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales (ACI) par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Les délégués des autres ministères sont présentés à des fins d'information seulement.

Les coûts imputés à l'ACI font partie du budget de fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement, par conséquent, ils ne sont pas inclus dans les états de la section 10 de ce volume intitulés « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires » et « Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres ».

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du Premier ministre à New York (États-Unis) – Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), septembre 2017</i>	5,508
<i>Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis), Mexico (Mexique), octobre 2017</i>	12,452
<i>Visite du Premier ministre à Manille (Philippines) – Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Sommet de l'ANASE) Hanoi, Hô Chi Minh Ville, Da Nang (Vietnam) – Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), novembre 2017</i>	42,450
<i>Visite du Premier ministre à Beijing, Guangzhou (Chine) – Fortune Global Forum, décembre 2017</i>	31,346
<i>Visite du Premier ministre à Davos (Confédération suisse) – World Economic Forum (WEF), janvier 2018</i>	18,817
<i>Visite du Premier ministre à Chicago, Los Angeles et San Francisco (États-Unis), février 2018</i>	31,137
<i>Visite du Premier ministre à New Delhi, Agra, Ahmedabad, Mumbai, Amritsar (Inde), février 2018</i>	180,185
<i>Visite du Premier ministre à Lima (Pérou) – Sommet des Amériques, Paris (France), Londres (Royaume-Uni) – Réunion des chefs du gouvernement du Commonwealth (CHOGM), 12 -20 avril 2018</i>	249,688
Chambre des communes	
Trudeau, Le très honorable J., Bibeau, honorable M.-C., Champagne, honorable F.-P., Freeland, honorable C., Joly, honorable M., McKenna, honorable C.	
Cabinet du Premier ministre	
Ahmad, C., Bernier, A., Bouchard, M.-A., Butts, G., Cesvet, G., Clow, B., Gagnon, C., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Langer, D., McNair, M., Proulx, P., Scotti, A., Simard, V., Tatone, J., Telford, K., Travers, P., VanGerven, K.	
Bureau du Conseil privé	
Angell, D., Bellemare, J., Bourne, L., Clippingdale, R., Cloutier, B., Cotten, B., Fitzgerald, R., Fox, C., Gaudreault, S., Grecco, B., Hage, M., Hannaford, J., Koenig, E., Lanbro, J., Lemire, M., Lepage, S., Lindblad, A., Lynch, C., Madore, J., Martel, C., Moss, N., Richard, W., Robert, A., Tremblay, E., Troy, R., Weetman, J.	
Affaires mondiales Canada	
Aggelopoulos, T., Babin, M., Bailey, M., Barette, J., Barney, M., Barrette, J., Beaulne, E., Beckermann, J., Belanger, L., Bhandal, J., Blanchard, M.-A., Boucher, C., Broadhurst, J., Cesaratto, S., Charette, J., Chemlal, Y., Corbeill, A., Cousin, M., Culham, A., Dana-Yablonski, A.-J., De Margerie-Leclair, C., Dion, honorable S., Dussault, M., Foster, M., Garneau, V., Gingras, M.-J., Gort, M., Guérin, M., Harrison, T., Herbert, P.O., Huot-Bolduc, F., Jacques, M., Jones, B., Jubinville, F., Klamann, A., Kutz, G., Lagueux, A., Landry, T., Lawrence, A., Lemerrer, S., Loten, J., MacLennan, C., Magallanes, M., Mallan, C., Montpetit, G., Morrison, D., Mota, S., Murphy, S., Norton, R., O'Reilly, C., Rehal, W., Robitaille, A., Roy, C., Roy, S., Sanchez, H., Shinha, P., Singh, D., Smyl, D., Sookocheff, L., Sorel, C., Thériault, M.C., Torres, V., Tucker, C., Turgeon, F., Urban, C., Vanese, S., Vasseur, L.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète)	
Gonzales, A.	
Ministère de la Défense nationale	
Richer, Dr. D.	
Environnement et Changement climatique Canada	
Demers, C.	
Patrimoine canadien	
Martinez, S.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du Premier ministre à New York et à Boston (États-Unis), 15-18 mai 2018</i>	47,647
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du Premier ministre Butts, G., Catenaro, E., Den Tandt, M., Grech, A., Guillon, T., Hussaini, S., Isinger, D., Marques, E., Proulx, P., Scotti, A., Tatone, J., VanGerven, K.	
Bureau du Conseil privé Grecco, B., Lemire, M., Maloley, J., Moss, N., Tremblay, E., Wagner, R.	
Affaires mondiales Canada Alstrup, D., Alward, D., Burlison, L., Currie, J., Huot-Bolduc, F., Montecillo, J., O'Donnell, A., Roy, S., Ruddock, F., Steele, K.	
<i>Visite du Premier ministre à Washington (États-Unis), mai 2018</i>	12,206
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du Premier ministre Hage-Moussa, V., Telford, K., VanGerven, K.	
Bureau du Conseil privé Bazinet, E., Bossenmaier, G., Cotten, B., Tremblay, E., Wessan, D. (LtCol)	
Affaires mondiales Canada Roy, S., Snider, C.	
<i>Visite du Premier ministre à Riga et Adazi (Lettonie) et à Bruxelles (Belgique) – Sommet de l'OTAN, 9-12 juillet 2018</i>	134,367
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Freeland, honorable C., Sajjan, honorable H.	
Cabinet du Premier ministre Butts, G., Clow, B., Dinsdale, M., Gagnon, C., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Langer, D., Proulx, P., Scotti, A., Sly, M., Sommer, D., Telford, K., Travers, P., VanGerven, K.	
Bureau du Conseil privé Bertosa, D., Bossenmaier, G., Brunette, L., Clippingale, R., Cloutier, B., Cotten, B., Gaudreault, S., Grecco, B., Hague, M., Hannaford, J., Jones, M., Kennedy, C., Lanbro, J., Lemire, M., MacKillop, K., Madore, J., Robert, A., Simoneau, E., Tremblay, E., Wessan, D.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Arbeiter, R., Benson, I., Broadhurst, J., Buck, K., Cernisova, D., Cliché, C., Connolly, S., Currie, J., Darwiche, A., Gavare, L., Gervais, P., Geysens, C., Hausser, A., Huot-Bolduc, F., James, N., Labrosse, J., Lawrence, A., Leja, S., Matule, A., Modanu, M., Nelson, D., Norton, R., Philips, K., Roy, S., Solomon, K., Sprance, E., Van Nuffel, D., Wright, R.	
Ministère de la Défense nationale Astravas, Z., Eldridge, E., Galbraith, (Maj.) Dr. H., Vance, J.	
<i>Visite du Premier ministre à New York (États-Unis) – AGNU, 23-26 septembre 2018</i>	38,341
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad, C., Caceres, D., Gagnon, C., Guillon, T., Maiolino, E., McNair, M., Proulx, P., Scotti, A., Sly, M., Telford, K., Travers, P., VanGerven, K.	
Bureau du Conseil privé Angell, D., Diaczuk, S., Gaudreault, S., Grecco, B., Hannaford, J., Larocque, D., Lauzon, L., Lynch, C., Maloley, J., Nicholls, S., O'Nions, C., Tremblay, E., Wilson, I., Wittmann, P.	
Affaires mondiales Canada Boucher, C., Burlison, L., Hudon, I., Huot-Bolduc, F., Khan, S.	
Autre Grégoire-Trudeau, S.	
<i>Visite du Premier ministre à Erevan (Arménie) – La Francophonie, 9-13 octobre 2018</i>	97,580
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Joly, honorable M., Yip, J. (M.P.)	
Cabinet du Premier ministre Bouchard, L., Bouchard, M., Catenaro, E., Cormier, D., Gagnon, C., Guillon, T., Hallé, A.-L., Proulx, P., Scotti, A., Sly, M., Travers, P.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Bureau du Conseil privé Angell, D., Bazinet, E., Brunette, L., Hage, M., Huot, P., Lemire, M., Madore, J., Mcphail, B., Menard, D., Moss, N., Phillips, J., Pilon, T., Quenneville, L., Wittmann, P.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Ahonoukoun, J., Akkouche, K., Amegan, K., Boucher, C., Centofanti, A., Cichoka, E., Cousineau, P., Filiatrault, L., Fontaine, É., Gariépy, M., Gervais, C., Ghadban, S., Gort, M., Goulet, A., Huot-Bolduc, F., Kulevas, E., Lambert-Pagé, J., Lischinskiy, R., Lukyanova, V., Norton, R., Odnodvortseva, M., Saint-Arnaud, L., Shukanov, A., Thériault, M.C., Tsarkov, I., Wright, R., Yapp, R.	
Ministère de la Défense nationale Britt-Côté, Dr. M.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète) Serengulian, N	
Innovation, Sciences et Développement économique Canada Aubé, S., Lauzon, D.	
Autres Brouillette, L., Crist, L., Drouin, S., Duguay, S., Imbeault, L., Johnson, J., Jolin, C.	
<i>Visite du Premier ministre à Vimy et à Paris (France), à Singapour (Singapour) – Sommet de l'Asie de l'Est et à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée) – APEC, 9-19 novembre 2018</i>	464,121
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Carr, honorable J.,	
Cabinet du premier ministre Barrette, J., Butts, G., Deagle, J., Gagnon, C., Grech, A., Guillon, T., Hage-Moussa, V., Hallé, A.-L., Laventure, L., Marques, E., Proulx, P., Scotti, A., Sly, M., Telford, K., Travers, P., VanGerven, K.	
Bureau du Conseil privé Bazinet, E., Bellemare, J., Brunette, L., Cassis, V., Charrette, A., Cloutier, B., Du Feu, J., Gagnon, M., Gaudreault, S., Grecco, B., Gurstein, M., Hage, M., Hannafin, T., Hannaford, J., Hols, E., Madore, J., Maloley, J., Ménard, D., Mioc, C., Moss, N., Mullings, K., Pilon, T., Robert, A., Rochon, P., Samaan, V., Simoneau, E., Tremblay, E., Troy, R., Wagner, R., Weetman, J., Wernick, M.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Alderton, A., Berry, R., Bobiash, D., Boucher, C., Chagnon-Lampron, G., Cousin, M., de Lugt, D., Deacon, J., DesRoches, C., Eyer, S., Farey, S., Gagnon, J., Hawkes, M.-J., Hayes, M., Hayman, M.-L., Hudon, I., Huot-Bolduc, F., Jamieson, C., Joti, R., Kelly, D., Kwan, R., Lambert, D., Landry, T., Le Bars, R., Lemerrer, S., Lim Soon, S., Logie, R., Macallum, J., MacArthur, P., Maddison, P., Martin, I., McDonald, N.-L., Mota, S., Mourand, C., Mowatt, M., Myers, R., Newman, B., O'Donnell, M., Ovens, J., Pickerill, J., Raad, Y., Roy, C., Roy, S., Roy, S., Ruiz de Gambo, R., Sanchez, C., Sargent, T., Schwartz, T., Snow, C., Sorel, C., Sutton, J., Tan, K., Thériault, M.C., Tremblay, H., Turgeon, F., Vachon, A., Vasseur, L., Walsh, J.	
Ministère de la Défense nationale Britt-Côté, Dr. M., Galbraith, (Maj.) Dr. H.,	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète) Chi, J.	
<i>Visite du Premier ministre à Buenos Aires, (Argentine) – G20, 28 novembre-2 décembre 2018</i>	79,187
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Freeland, honorable C., Morneau, honorable B.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad, C., Butts, G., Caceres, D., Catenaro, E., Clow, B., Davis, K., Grech, A., Guillon, T., Hussaini, S., Malinoski, B., Pascuzzo, M., Proulx, P., Scotti, A., Sly, M., Sommer, D., Telford, K.	
Bureau du Conseil privé Angell, D., Cotten, B., Fitzgerald, R., Grecco, B., Koenig, E., Lanbro, J., Mackay, C., Madore, J., Menard, D., Quenneville, L., Sousa, M., Tremblay, E., Troy, R., Weetman, J.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Bergeron, M., Blanchard, M.-A., Bonser, M., Broadhurst, J., Brockenshire, T., Cabanne, E.-S., Chrabolowsky, L., Currie, J., Federici, F., Fried, J., Garcia Otero, A., Huot-Bolduc, F., Labrosse, J., Miville-Deschenes, F., Plyler, K., Rios, H., Shaddick, S., Spataro, F., Tremblay, I., Usher, D.	
Finances Canada Chin, B., Kaur, S.	
Autre Grégoire-Trudeau, S.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du Premier ministre au Gao (Mali), 21-23 décembre, 2018</i>	17,466
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Sajjan, honorable H.,	
Cabinet du Premier ministre Caceres, D., Deagle, J., Gagnon, C., Hage-Moussa, V., Menchini, S., Proulx, P., Scotti, A., Sly, M., Travers, P., VanGerven, K.	
Bureau du Conseil privé Bossenmaier, G., Grecco, B., Hannaford, J., Lanbro, J., Lemire, M., Moss, N.	
Affaires mondiales Canada Huot-Bolduc, F., Roy, S.	
Ministère de la Défense nationale Arsenault, T., Astravas, Z., Guimond, A., Vance, J., Verroen, D.,	
<i>Frais d'avance et de planification liés à la visite du Premier ministre en Éthiopie, 19-24 janvier 2019</i>	3,251
Affaires mondiales Canada Boucher, C., Huot-Bolduc, F., Wheeler, S.	
<i>Frais de démarrage de la visite du Premier ministre à Osaka (Japon), juin 2019</i>	13,185
Affaires mondiales Canada Demers, C., Germansen, C., Ockwell, P., Palmer, R., Roy, S.	
<i>Visite de la gouverneure générale à Chicago et à Detroit (États-Unis), avril 2018</i>	20,260
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Di Lorenzo, A., Gobeil, M., Létourneau, M., Maheu, J., Montoya, C., Provost, D.	
Affaires mondiales Canada Snider, C.	
<i>Visite de la gouverneure générale en Afrique, octobre 2018</i>	173,543
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Berthelot, M., Gaudreault, M., Hijazi Barkhouse, I.Jolette, V., Laframboise, J., Macintyre, C., Mounier, M.-G., Mousseau, D., Provost, D., Rocheleau, J.	
Chambre des communes Leslie, honorable A., Boucher, S. (M.P.), Drouin, F. (M.P.), Duncan, L. (M.P.)	
Affaires mondiales Canada Adediran, A., Amadi, J., Arroyo, D., Bacigalupo, G., Benson, I., Blanchard, J., Bond, K., Compaore, P., Currie, J., Deshaies, V., Foster, N., Galigan, A., Gillis, A., Goosen, J., Heffernan, C., Isah, M., Jaber, O., Jarik, K., King, M., Mainville, I., Marshall, O., Mireault, C., Monge, E., Moore, L., Nadeau, C., Nibert, V., Norton, Dr. R., Osuman, H., Petrilli, C., Rioux, M., Roads-Fanwo, D., Robitaille, A., Shouldice, J., Snider, C.	
Ministère de la Défense nationale Disengomoka, J. Lt(N), Dufort, V. (Capt), Gagné, T. (Cpl), Galbraith, H. (Maj), Hynes, T. (Sgt), Legault, J. (Pte), Lloyd, J. (MCpl), Maheu, J. (Sgt), Martel, L. (Capt), Nacario, C. (Cpl).	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Dubois, E., Sabor, E.	
Délégation d'accompagnement Boivin, Maitre P., Christilaw, J., Gaboury, A., Lebel, J., Mcateer, E. D., Oguamanam, C., Peresa, L.-A., Sy Diawara, M., Taylor, D.	
<i>Visite de la gouverneure générale à Bruxelles (Belgique), novembre 2018</i>	19,957
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Di Lorenzo, A., Smith, A., Gobeil, M., Corbeil, Lt V P., Maheu, Sgt J., Theriault, BGen M.	
Affaires mondiales Canada Snider, C., Lachance, A.	
<i>Visite de la gouverneure générale au Mexique pour l'inauguration du Président des États-Unis du Mexique, novembre-décembre 2018</i>	2,074
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Di Lorenzo, A., Laframboise, J.	
Affaires mondiales Canada de Leeuw, L.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite de la gouverneure générale à Astana (Kazakhstan), 2-5 décembre 2018</i>	32,122
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Di Lorenzo, A., Dufresne-Babin, N., Maheu, J., Martel, L., Mousseau, D. Affaires mondiales Canada Benson, I., Nicholas B., Norton, Dr. R., Snider, C., Webb, A., Zhamanbayeva, A.	
<i>Visite de la gouverneure générale au Koweït et en Irak, janvier 2019</i>	5,844
Affaires mondiales Canada Snider, C.	
<i>Visite de la gouverneure générale à New York (États-Unis), mars 2019</i>	4,183
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Di Lorenzo, A., Gobeil, M., Maheu, Sgt J., Noël, M., Smith, A. Affaires mondiales Canada Asselin, K., Boucher, C.	
<i>Frais de démarrage de la visite de la gouverneure générale au Rwanda, 4-9 avril 2019</i>	126,071
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Auger, O., Babin Dufresne, N., Caesar, M., Espallargas, E., Hamer, A., Lapalme, C., MacIntyre, C., Mousseau, D., Rocheleau, J. Affaires mondiales Canada Fredette, M.-A., Snider, C., Wheeler, S. Ministère de la Défense nationale Brisson, LS A.M., Corbeil, Lt(N) P., Dufour, Sgt M., Galbraith, Lt(N) H., Maheu, Sgt J., Martel, Capt L., Ménard, Pte S., Nacario, Cpl C., Osborne, Capt K., Preece, Cpl. T., Roche, MCpl G.	
<i>Frais d'avance et de planification pour la visite anticipée de la gouverneure générale au Mozambique, avril 2019</i>	27,765
Affaires mondiales Canada Benson, I., Dark, A., Dimic, F., Emery, B., Fredette, M.A., Kesonk, A., Maouin, C., Snider, C.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	108,008
Affaires mondiales Canada Barrette, J., Benson, I., Labrosse, J.	
<i>Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	49,327
Affaires mondiales Canada Thériault, M.-C.	
<i>Ministre du Développement international – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	56,516
Affaires mondiales Canada Guérin, M.	
<i>Ministre de la Francophonie – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	8,455
Affaires mondiales Canada Robitaille, A., Thériault, M.-C.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au 8e Sommet des Amériques à Lima (Pérou), 12-14 avril 2018</i>	30,345
Chambre des communes Freeland, honorable C. Affaires mondiales Canada Harrison, T., Broadhurst, J., Lawrence, A., Morrison, D., Urban, C., Jubinville, F., Khan, T., Torres, V., Cesaratto, S., Culham, A., Gingras, M., Barney, M., Loten, J., Klamann, A., Sanchez, H., Austen, A., Barrette, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres (Royaume-Uni), 16-20 avril 2018</i>	51,255
Chambre des communes Freeland, honorable C., Bibeau, honorable M.-C.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Affaires mondiales Canada Lawrence, A., Lagueux, A., Montpetit, G., Bélanger, L., MacLennan, C., Gort, M., Foster, M., Sinha, P., Babin, M., Barrette, J., Robitaille, A.	
<i>Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles (Belgique), le 27 avril 2018</i>	13,490
Affaires mondiales Canada Misner, N., Arbeiter, R., Omar, A., Deschamps-Laporte, L.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – 45^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique, à Dhaka (Bangladesh), 4-6 mai 2018</i>	53,997
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Deschamps-Laporte, L., Austen, A., Husain, M., Hartman, D.	
Envoyé spécial Rae, honorable B.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 (FMM), à Buenos Aires (Argentine), 21 mai 2018</i>	26,256
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Deschamps-Laporte, L., Barrette, J., Fried, J., Chrabolowksy, L.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – La 48^{ème} Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington (États-Unis), 4-5 juin 2018</i>	23,652
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Harrison, T., Lawrence, A., Barrette, J., Urban, C., Jubinville, F., Savoie, É., Panitcherska, E., Morrison, D.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la deuxième conférence annuelle sur la réforme de l'Ukraine: un moteur de changement à Copenhague (Danemark), 27 juin 2018</i>	28,669
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Garneau, V., Beck, S., Hussain, L., Barrette, J., Waschuk, R., Furuya, H.	
<i>Le sommet des ministres des Affaires étrangères et de l'OTAN, à Bruxelles (Belgique), 11-12 juillet 2018</i>	35,642
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Broadhurst, J., Lawrence, A., Arbeiter, R., Nelson, D., Benson, I.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion ministérielle de la Conférence postministérielle et du forum régional de l'ANASE à Singapour, 31 juillet-4 août 2018</i>	168,603
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Lawrence, A., Singh, J., Kwan, R., Alihashi, O., Norman, G., Barrette, J., Seguin, B., Rioux, K., Hannan, M., Legault, G., McDonald, L., Schwartz, T.	
<i>Délégation canadienne à la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne (Autriche) 17-21 septembre 2018</i>	24,571
Affaires mondiales Canada Barber, D., Roussel, J., Tomlinson, B.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la 73e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 73), à New York (États-Unis), 24-29 septembre 2018</i>	143,607
Chambre des communes Freeland, honorable C., Bibeau, honorable M.-C., Joly, honorable M.	
Affaires mondiales Canada Deschamps-Laporte, L., Lagueux, A., Austen, A., Labrosse, J., Taylor, S., Belanger, L., Lambert, D., Lauzon, D., Robitaille, A., Jacovella, D., Charette, J., MacLennan, C., Gwozdecky, M., Norton, L., Grant, M., Gort, M., Marland, K., Ovens, J., Carr, J., Berzins, C., Rabinovitch, S.	
Envoyé spécial Rae, honorable B.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au sommet du G20 et aux réunions des sherpas associés à Buenos Aires (Argentine), 26 novembre-1 décembre 2018</i>	37,645
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Broadhurst, J., Austen, A., Fried, J., Bonser, M., Miville-Deschenes, F., Chrabolowsky, L., Labrosse, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles (Belgique), 4-5 décembre 2018</i>	28,622
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Garneau, V., Lawrence, A., Termorshuizen, C., Nelson, D., Labrosse, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion du Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à Milan (Italie), 6-7 décembre 2018</i>	35,824
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Lawrence, A., Termorshuizen, C., Nelson, D., Labrosse, J., Cayer, N., Pepin-Halle, V., Barbarie, D., Tan, J., Dadic, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Participation de la délégation canadienne à la réunion des ministres de la Coalition mondiale contre Daesh, Washington (États-Unis), 6 février 2019</i>	7,901
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Austin, A., Garneau, V., Labrosse, J.	
<i>Frais de démarrage de la délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN (FMM) à Washington (États-Unis), 3-4 avril 2019</i>	4,151
Affaires mondiales Canada Labrosse, J., Nelson, D., Norman, G.	
<i>Frais de démarrage de la délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 à Dinard (France), 5-6 avril 2019</i>	30,275
Affaires mondiales Canada Dondey, L., Edwards, L., Gwozdecky, M., Labrosse, J.	
<i>Délégation à la réunion des ministres responsables du commerce (TRM) de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), 25-26 mai 2018</i>	77,136
Affaires mondiales Canada Fried, J., Kwan, R., DesRoches, C., Delic-Radovic, G., Logie, R., Hawkes, M., Berry, R.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre du commerce international – Délégation canadienne à la réunion du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD) à Paris (France), 30-31 mai 2018.....</i>	55,264
Chambre des communes Champagne, honorable F.-P.	
Affaires mondiales Canada Sargent, T., Giroux, A., Mawji, S., Ovens, J., Herbert, P.O., Thériault, M.-C.	
<i>Ministre de la Diversification et du commerce international – Délégation canadienne au 33e sommet de l'ANASE et aux événements connexes à 13-16 novembre 2018.....</i>	55,010
Chambre des communes Carr, honorable J.	
Affaires mondiales Canada Ovens, J., Pickerill, J., Thériault, M.-C., Kelly, D., Le Bars, R., Chagnon-Lampron, G., Séguin, B.	
<i>Délégation canadienne à la Semaine des dirigeants de l'APEC à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), 15-18 novembre 2018.....</i>	33,579
Affaires mondiales Canada Sargent, T., MacArthur, P., Kwan, R., DesRoches, C., De Lugt, D., Logie, R.	
<i>Ministre du Développement international – Sommet mondial sur les personnes handicapées, à Londres (Royaume-Uni), 24 juillet 2018.....</i>	15,650
Chambre des communes Bibeau, honorable M.-C.	
Affaires mondiales Canada Montpetit, G., Guérin, M.	
<i>Ministre du Développement international – Délégation canadienne à la conférence de Genève sur l'Afghanistan à Genève (Suisse), 27-28 novembre 2018.....</i>	15,229
Chambre des communes Monsef, honorable M.,	
Affaires mondiales Canada St. Lawrence, N., Harper, D., Metcalfe, D., Nicholas, J.	
<i>Ministre du Développement international – La 35e Conférence ministérielle et le XVIIe Sommet de la Francophonie, Erevan (Arménie), 8-12 octobre 2018.....</i>	33,099
Chambre des communes Joly, honorable M.	
Affaires mondiales Canada Filiatrault, L., Gort, M., Cousineau, P., Gariépy, M., Amegan, K., Fontaine, E., Ahonoukoun, J., Thériault, M.-C.	
Tourisme et langues officielles Aubé, S., Lauzon, D., Roy, G.	
<i>Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration en Colombie, 7 août 2018.....</i>	11,116
Chambre des communes Brison, honorable S.	
Conseil du trésor Watson, A.	
<i>Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration au Brésil, janvier 2019.....</i>	14,499
Chambre des communes Alghabra, O. (M.P.)	
Affaires mondiales Canada Brisson-Urdaneta, I.	
<i>Participation canadienne aux funérailles de Kofi Amman, 11-14 septembre 2018.....</i>	32 040
Chambre des communes Bibeau, honorable M.-C.	
Affaires mondiales Canada Guérin, M., Lesage, J., Montpetit, G.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Description	Montant
<i>Participation canadienne aux funérailles de l'ancien président George H. W. Bush, 5 décembre 2018</i>	2,698
Chambre des communes	
Brisson, honorable S.	
Conseil du trésor	
Nathoo, F.	

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

(en dollars)

Ministère et organisme	Sommes virées du Conseil du Trésor							
	Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionn- ement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital	Crédit 40 Exécution du budget	
Affaires mondiales								
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	16 424 465	78 026 624	15 557 495	–	57 236 692
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	35 224 743	–
Subventions et contributions	10	–	–	–	–	–	–	151 256 819
Centre de recherches pour le développement international								
Paiements au Centre	1	–	–	27 961	–	–	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)								
Dépenses du programme.....	1	–	–	77 948	431 321	13 930	–	–
Investir au Canada								
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	555 165	–	–	–
Agriculture et Agroalimentaire								
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	2 048 421	28 068 983	–	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	9 558 082	–
Commission canadienne des grains								
Dépenses du programme.....	1	–	–	4 318	200 840	–	–	–
Commission canadienne du lait								
Dépenses du programme.....	1	–	–	47 032	–	153 486	–	–
Anciens Combattants								
Ministère des Anciens Combattants								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	73 263	10 536 468	304 303	–	16 758 649
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)								
Dépenses du programme.....	1	–	–	14 905	472 458	–	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général								
Bureau du secrétaire du gouverneur général								
Dépenses du programme.....	1	–	–	191 916	775 799	–	–	–
Conseil du Trésor								
Secrétariat du Conseil du Trésor								
Dépenses du programme.....	1	–	1 783 184	2 916 406	11 753 480	1 811 294	–	20 329 108
Initiatives pangouvernementales.....	10	–	–	–	–	–	–	4 000 000
Assurances de la fonction publique.....	20	–	–	–	–	–	–	554 014 000
Commissariat à l'intégrité du secteur public								
Dépenses du programme.....	1	–	–	126 231	245 892	–	–	–
Commissariat au lobbying								
Dépenses du programme.....	1	–	–	79 428	201 321	73 274	–	1 400 000
École de la fonction publique du Canada								
Dépenses du programme.....	1	–	–	623 752	3 170 805	–	–	–
Conseil privé								
Bureau du Conseil privé								
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 637 824	6 173 809	1 155 555	–	438 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports								
Dépenses du programme.....	1	–	–	250 699	361 203	–	–	–
Commissariat aux langues officielles								
Dépenses du programme.....	1	–	–	280 039	929 775	200 000	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor						
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionn- ement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital	Crédit 40 Exécution du budget
Commission de la fonction publique								
Dépenses du programme.....	1	–	–	665 757	4 319 486	–	–	–
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité								
Dépenses du programme.....	1	–	–	55 155	196 976	–	–	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes								
Dépenses du programme.....	1	–	–	27 041	276 707	–	–	–
Défense nationale								
Ministère de la Défense nationale								
Dépenses de fonctionnement	1	–	34 905 985	17 600 081	392 863 028	–	–	–
Subventions et contributions	10	–	–	–	–	–	–	400 000
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications								
Dépenses du programme.....	1	–	–	52 204	97 004	–	–	–
Centre de la sécurité des télécommunications								
Dépenses du programme.....	1	–	–	7 012 892	20 668 322	–	–	43 438 527
Comité externe d'examen des griefs militaires								
Dépenses du programme.....	1	–	–	89 801	308 019	–	–	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire								
Dépenses du programme.....	1	–	–	86 887	210 397	–	–	–
Environnement et changement climatique								
Ministère de l'Environnement								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	3 628 637	39 025 391	5 000 000	–	38 716 687
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	14 267 997	1 614 997
Subventions et contributions	10	–	–	–	–	–	–	22 148 890
Agence canadienne d'évaluation environnementale								
Dépenses du programme.....	1	–	–	216 577	1 110 889	–	–	–
Agence Parcs Canada								
Dépenses du programme.....	1	–	–	22 447 039	–	4 574 139	–	20 699 472
Famille, Enfants et Développement social								
Ministère de l'Emploi et du Développement social								
Dépenses de fonctionnement	1	43 000 000	957 314	3 525 187	16 772 191	4 871 639	–	19 305 002
Subventions et contributions	5	1 100 000	49 181 546	–	–	–	–	56 013 395
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail								
Dépenses du programme.....	1	–	–	16 125	–	214 321	–	–
Société canadienne d'hypothèques et de logement								
Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne</i> <i>d'hypothèques et de logement</i>	1	–	–	–	–	–	–	30 502 163
Femmes et Égalité des genres								
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	66 544	–	–	–	4 603 156
Subventions et contributions	5	–	–	–	–	–	–	6 100 000

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor						
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionn- ement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital	Crédit 40 Exécution du budget
Finances								
Ministère des Finances								
Dépenses du programme.....	1	–	–	2 356 513	4 469 780	1 593 806	–	1 907 065
Bureau du surintendant des institutions financières								
Dépenses du programme.....	1	–	–	365 675	–	–	–	–
Bureau du vérificateur général								
Dépenses du programme.....	1	–	–	2 932 139	1 771 800	2 719 758	–	6 999 000
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada								
Dépenses du programme.....	1	–	–	997 369	2 297 141	–	–	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté								
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration								
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	4 929 248	24 688 573	4 634 903	–	49 055 686
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	–	577 202
Subventions et contributions.....	10	–	–	–	–	–	–	9 910 066
Commission de l'immigration et du statut de réfugié								
Dépenses du programme.....	1	–	–	2 090 861	4 635 167	–	–	30 229 194
Infrastructure et Collectivités								
Bureau de l'infrastructure du Canada								
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	3 459 950	–	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	6 030 146	–
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.								
Paievements à la société.....	1	–	–	–	–	–	–	90 557 000
Innovation, Sciences et Développement économique								
Ministère de l'Industrie								
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	3 681 231	22 775 286	–	–	9 512 974
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	–	1 200 000
Subventions et contributions.....	10	–	–	–	–	–	–	52 001 787
Agence canadienne de développement économique du Nord								
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	93 078	659 979	–	–	2 448 019
Subventions et contributions.....	5	–	–	–	–	–	–	17 546 420
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec								
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	239 042	849 734	–	–	814 544
Subventions et contributions.....	5	–	–	–	–	–	–	18 501 017
Agence de promotion économique du Canada atlantique								
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	561 383	3 167 598	–	–	406 083
Subventions et contributions.....	5	–	–	–	–	–	–	8 853 070
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario								
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	251 995	879 603	–	–	1 277 487
Subventions et contributions.....	5	–	–	–	–	–	–	52 820 260
Agence spatiale canadienne								
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	1 308 540	6 059 564	–	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	33 693 139	–
Commission canadienne du tourisme								
Paievements à la Commission.....	1	–	–	27 363	–	–	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor						Crédit 40 Exécution du budget
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionn- ement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital	
Commission du droit d'auteur								
Dépenses du programme	1	–	–	68 597	139 149	–	–	466 254
Conseil canadien des normes								
Paievements au Conseil	1	–	–	–	–	899 672	–	2 131 000
Conseil national de recherches du Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	20 745 849	17 037 142	–	–	80 521 749
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	18 064 462	–
Subventions et contributions	10	–	–	–	–	–	–	117 000 000
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	416 754	1 719 730	272 922	–	1 652 289
Subventions et contributions	5	–	–	–	–	–	–	36 468 630
Statistique Canada								
Dépenses du programme	1	–	2 216 816	1 320 193	23 581 547	10 140 674	–	47 178 246
Institutions démocratiques								
Bureau du directeur général des élections								
Dépenses de programme	1	–	–	586 333	1 182 036	–	–	–
Justice								
Ministère de la Justice								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	33 105 957	26 164 026	18 288 720	–	–
Subventions et contributions	5	–	–	–	–	–	–	14 791 977
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	222 827	452 718	–	–	1 000 000
Conseil canadien de la magistrature								
Dépenses de fonctionnement	5	–	–	–	176 252	88 638	–	2 000 000
Bureau du directeur des poursuites pénales								
Dépenses du programme	1	–	–	6 861 338	5 246 269	2 214 686	–	571 278
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada								
Commissariat à l'information du Canada								
Dépenses du programme	1	–	–	219 245	497 333	–	–	2 880 000
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada								
Dépenses du programme	5	–	–	299 894	987 341	–	–	–
Commission canadienne des droits de la personne								
Dépenses du programme	1	–	–	394 567	849 690	–	–	–
Registraire de la Cour suprême du Canada								
Dépenses du programme	1	–	–	417 200	998 638	281 775	–	1 785 430
Service administratif des tribunaux judiciaires								
Dépenses du programme	1	–	–	503 172	2 825 488	–	–	7 175 891
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs								
Dépenses du programme	1	–	–	1 197 271	3 509 976	–	–	–
Patrimoine canadien et Multiculturalisme								
Ministère du Patrimoine canadien								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 675 370	10 294 524	2 407 779	–	4 698 324
Subventions et contributions	5	–	–	–	–	–	–	65 871 352
Bibliothèque et Archives du Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	–	6 213 000	447 119	4 588 042	–	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	2 837 037	1 171 993

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor						Crédit 40 Exécution du budget
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de à la fonctionn- ement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital	
Commission de la capitale nationale								
Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	1	–	–	3 038 331	–	1 037 583	–	1 970 741
Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	–	11 270 000
Commission des champs de bataille nationaux								
Dépenses du programme	1	–	–	12 209	367 422	–	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes								
Dépenses du programme	1	–	–	15 783	2 639 285	–	–	–
Conseil des Arts du Canada								
Paiements au Conseil	1	–	–	31 557	–	–	–	–
Musée canadien de la nature								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	27 416	–	7 069	–	–
Musée canadien de l'histoire								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	32 076	–	262 374	–	–
Musée canadien de l'immigration du Quai 21								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	25 956	–	–	–	–
Musée canadien des droits de la personne								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	27 416	–	–	–	4 000 000
Musée des beaux-arts du Canada								
Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	27 695	–	49 919	–	–
Musée national des sciences et de la technologie								
Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital ..	1	–	–	24 484	–	60 332	–	–
Office national du film								
Dépenses du programme	1	–	–	1 560 477	2 203 922	344 027	–	–
Société du Centre national des Arts								
Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1	–	–	30 398	–	–	–	–
Société Radio-Canada								
Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1	–	–	54 048	–	–	–	–
Téléfilm Canada								
Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	1	–	–	32 249	–	–	–	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne								
Ministère des Pêches et des Océans								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	3 942 615	30 736 372	31 998 398	–	69 923 459
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	114 812 481	56 563 659
Subventions et contributions	10	–	–	–	–	–	–	4 541 598
Relations Couronne-Autochtones								
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	3 562 309	25 783 343	2 164 529	–	13 819 533
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	7 296 688	–
Subventions et contributions	10	–	–	–	–	–	–	115 474 963
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique								
Dépenses du programme	1	–	–	38 110	548 984	–	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor						Crédit 40 Exécution du budget
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de à la fonctionn- ement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépendances en capital	
Ressources naturelles								
Ministère des Ressources naturelles								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	3 831 038	23 727 735	–	–	5 396 299
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	10 875 212	–
Subventions et contributions	10	–	–	–	–	–	–	9 925 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire								
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 399 003	1 808 476	622 086	–	–
Office national de l'énergie								
Dépenses du programme.....	1	–	–	4 328 550	1 581 629	2 649 456	–	–
Revenu national								
Agence du revenu du Canada								
Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1	–	–	59 075 745	10 903 763	72 672 541	–	63 847 126
Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance- emploi</i>	5	–	–	–	–	–	–	2 239 110
Santé								
Ministère de la Santé								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	3 307 981	41 433 463	–	–	9 174 601
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	2 846 758	200 000
Subventions et contributions	10	–	–	–	–	–	–	159 664 019
Agence canadienne d'inspection des aliments								
Dépenses de fonctionnement et contributions	1	–	–	24 799 363	23 597 561	5 823 601	–	17 737 814
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	9 703 420	–
Agence de la santé publique du Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 075 693	15 976 353	–	–	3 856 933
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	328 089	–
Subventions et contributions	10	–	–	–	–	–	–	84 639 150
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés								
Dépenses du programme.....	1	–	–	82 972	349 967	–	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 436 731	313 710	–	–	3 240 262
Subventions	5	–	–	–	–	–	–	50 639 244
Sciences								
Conseil de recherches en sciences humaines								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 043 474	1 238 413	1 046 298	–	4 219 308
Subventions	5	–	–	–	–	–	–	79 781 485
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 526 908	2 234 632	–	–	1 326 309
Subventions	5	–	–	–	–	–	–	73 041 135
Sécurité publique et Protection civile								
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	1 467 892	6 172 664	912 911	–	3 574 518
Agence des services frontaliers du Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	209 360 233	–	24 979 320	–	130 981 623
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	–	4 097 000

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor						Crédit 40 Exécution du budget
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionn- ement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital	
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada								
Dépenses du programme.....	1	-	-	152 248	95 150	-	-	527 582
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada								
Dépenses du programme.....	1	-	-	44 463	42 382	-	-	-
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada								
Dépenses du programme.....	1	-	-	85 003	451 040	-	-	-
Commission des libérations conditionnelles du Canada								
Dépenses du programme.....	1	-	-	815 774	2 316 130	-	-	-
Gendarmerie royale du Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	-	-	1 470 319	134 398 280	52 187 473	-	101 367 014
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	56 244 641	2 902 285
Subventions et contributions	10	19 000 000	-	-	-	-	-	-
Service canadien du renseignement de sécurité								
Dépenses du programme.....	1	-	-	9 355 902	10 863 149	-	-	2 563 630
Service correctionnel du Canada								
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	1	16 000 000	-	32 388 962	-	19 920 202	-	69 974 890
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	49 352 126	-
Services aux Autochtones								
Ministère des Services aux Autochtones Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	-	-	-	7 837 824	3 202 370	-	298 543 609
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	464 896	-
Subventions et contributions	10	50 096 789	70 318 454	-	-	-	-	593 147 063
Services publics et Approvisionnement								
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux								
Dépenses de fonctionnement	1	-	-	5 682 859	58 597 038	684 161	-	544 694 090
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	18 816	86 730 520	25 307 843
Services partagés Canada								
Dépenses de fonctionnement	1	-	-	1 783 024	54 694 276	5 229 844	-	173 131 171
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	31 362	52 489 635	62 008 901
Transports								
Ministère des Transports								
Dépenses de fonctionnement	1	-	-	3 583 053	26 473 269	-	-	18 635 911
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	26 438 944	18 503 935
Subventions et contributions – Réseau de transport efficace	10	-	-	-	-	-	-	11 200 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien								
Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	-	-	-	-	-	-	240 612 000
Office des transports du Canada								
Dépenses du programme.....	1	-	-	414 328	992 331	366 593	-	2 248 395
Total.....		129 196 789	165 576 299	549 625 305	1 282 094 992	303 744 034	537 259 016	4 941 470 052

Conseil privé
Bureau du Conseil privé

Traitements et indemnités aux ministres d'État

L'état suivant a pour but de présenter de l'information sur les traitements et indemnités aux ministres d'États. Cependant, il n'y a pas de traitements et indemnités aux ministres d'États pour l'exercice courant.

Famille, Enfants et Développement social

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Paiements d'indemnités et frais d'administration ¹

(en dollars)

Description	Paiements d'indemnités ²	Frais d'administration ³	Total des paiements
Terre-Neuve-et-Labrador	3 079 513	675 566	3 755 079
Île-du-Prince-Édouard.....	465 722	185 084	650 806
Nouvelle-Écosse – Fédéral.....	11 049 651	2 772 000	13 821 651
Nouvelle-Écosse – Autre indemnité de la Société d'expansion du Cap-Breton	9 909 023	1 942 736	11 851 759
Nouvelle-Écosse – Indemnité de présomption automatique de la Société d'expansion du Cap-Breton	2 881 058	566 488	3 447 546
Nouvelle-Écosse – Indemnité de silicose de la Société d'expansion du Cap-Breton	214 292	33 776	248 068
Nouveau-Brunswick	6 722 291	1 326 979	8 049 270
Québec.....	21 111 618	4 107 554	25 219 172
Ontario.....	43 259 799	9 136 691	52 396 490
Manitoba.....	2 705 067	2 191 090	4 896 157
Saskatchewan.....	4 066 346	2 134 636	6 200 982
Alberta.....	14 747 454	4 252 412	18 999 866
Colombie-Britannique.....	17 904 687	8 710 000	26 614 687
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>	1 320	–	1 320
Paiements à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger (article 7)	30 746	–	30 746
	138 148 587	38 035 012	176 183 599
Moins: recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des sociétés d'État	35 789 222	13 235 992	49 025 214
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères gouvernementaux ..	74 165 241	20 772 179	94 937 420
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts de l'assurance-emploi	268 332	53 668	322 000
Recouvrements de tierces parties responsables (subrogation)	273 682	–	273 682
	110 496 477	34 061 839	144 558 316
Dépenses nettes ⁴	27 652 110	3 973 173	31 625 283

¹ Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (se référer au sommaire du portefeuille ministériel de la section 10 du volume II).

² Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

- a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);
- b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et
- c) les employés des mines dirigées par la Société d'expansion du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

³ Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont traitées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail avec les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

Les réclamations des employés résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

⁴ Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.

Institutions démocratiques Bureau du directeur général des élections

Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme

(en dollars)

Autorisation de financement	Administration et surveillance des activités électorales	Services internes	Total
Crédit 1 – Dépenses du programme			
Salaires des postes indéterminés.....	20 688 173	11 555 842	32 244 015
Dépenses législatives			
Élection partielle de juin 2018.....	943 504	7 003	950 507
Élection partielle de décembre 2018.....	1 072 753	4 578	1 077 331
Élections partielles de février 2019.....	2 491 194	9 942	2 501 136
43ième élection générale (octobre 2019).....	40 912 578	7 888 660	48 801 238
Autres élections.....	425 177	6	425 183
Allocations aux vérificateurs d'associations de circonscription.....	760 788	–	760 788
Autres dépenses conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	47 048 305	40 627 388	87 675 693
	93 654 299	48 537 577	142 191 876
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 726 811	2 747 887	8 474 698
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés reliés aux travailleurs d'élections.....	837 884	–	837 884
Total.....	120 907 167	62 841 306	183 748 473

Détails des dépenses – Élections partielles de juin 2018

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Administration et surveillance des activités électorales	Services internes	Total
Chicoutimi – Le Fjord (Québec).....	507 322	–	507 322
	507 322	–	507 322
Bureau chef d'Élections Canada ¹	436 182	7 003	443 185
Total.....	943 504	7 003	950 507

Détails des dépenses – Élections partielles de décembre 2018

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Administration et surveillance des activités électorales	Services internes	Total
Leeds-Grenville-Thousand Islands et Rideau Lakes (Ontario).....	579 713	–	579 713
	579 713	–	579 713
Bureau chef d'Élections Canada ¹	493 040	4 578	497 618
Total.....	1 072 753	4 578	1 077 331

Institutions démocratiques
Bureau du directeur général des élections

Détails des dépenses – Élections partielles de février 2019

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Administration et surveillance des activités électorales	Services internes	Total
Burnaby-Sud (Colombie-Britannique)	598 042	–	598 042
York-Simcoe (Ontario)	457 646	–	457 646
Outremont (Québec)	433 250	–	433 250
	1 488 938	–	1 488 938
Bureau chef d'Élections Canada ¹	1 002 256	9 942	1 012 198
Total	2 491 194	9 942	2 501 136

¹ Inclus les dépenses encourues pour la conduite des élections partielles par Élections Canada à son bureau chef, ainsi que pour appuyer les directeurs de scrutin dans les circonscriptions électorales, ce qui comprend les coûts de la campagne de publicité.

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2018-2019

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Anderson M D, Territoires du Nord-Ouest ²	45 747	25 108	9 484
Andreychuk A R, Saskatchewan	150 600	67 670	145 661
Présidente de comité	24 200	–	–
Ataullahjan S, Ontario	150 600	48 305	191 551
Vice-présidente de comité	6 000	–	–
Batters D, Saskatchewan	150 600	84 861	162 996
Vice-présidente de comité	6 000	–	–
Bellemare D, Québec ³	150 600	32 931	–
Coordonnatrice législative du gouvernement au Sénat	39 800	–	188 907
Bernard W E T, Nouvelle-Écosse	150 600	56 701	170 425
Présidente de comité	12 100	–	–
Beyak L, Ontario	150 100	64 661	190 714
Black D, Alberta	150 600	124 304	211 842
Président de comité	12 100	–	–
Black R, Ontario	150 600	62 764	104 052
Boehm P M, Ontario ²	74 490	4 878	77 935
Boisvenu P-H, Québec	150 600	47 075	161 029
Vice-président de comité	6 000	–	–
Boniface G, Ontario	150 600	42 296	145 427
Présidente de comité	12 100	–	–
Bovey P, Manitoba	150 600	74 059	195 436
Vice-présidente de comité	9 287	–	–
Boyer Y, Ontario ⁴	157 350	39 511	216 235
Brazeau P, Québec	150 600	31 522	115 311
Bussan B, Colombie-Britannique ²	78 228	24 912	34 587
Campbell L W, Colombie-Britannique	150 600	74 598	173 258
Vice-président de comité	5 680	–	–
Carignan C, Québec	150 600	29 396	223 825
Christmas D, Nouvelle-Écosse	150 600	57 423	209 562
Cools A C, Ontario ²	54 653	19 493	70 302
Vice-présidente de comité	2 177	–	–
Cordy J, Nouvelle-Écosse	150 600	52 847	149 622
Vice-présidente de comité	6 000	–	–
Comier R, Nouveau-Brunswick	150 600	62 074	197 101
Président de comité	12 100	–	–
Coyle M, Nouvelle-Écosse	150 600	43 773	131 367
Dagenais J-G, Québec	150 600	24 395	–
Whip adjoint de l'opposition	3 100	–	177 294
Vice-président de comité	6 000	–	–
Dalphond P J, Québec ²	123 408	25 885	128 377
Dasko D, Ontario ²	123 408	37 247	84 240
Dawson D, Québec	150 600	59 348	136 050
Vice-président de comité	6 000	–	–
Day J A, Nouveau-Brunswick ³	150 600	61 636	–
Leader des libéraux du Sénat	–	–	613 979
Président de comité	12 100	–	–
Deacon C, Nouvelle-Écosse ²	119 643	44 588	111 661
Deacon M, Ontario	150 600	45 778	133 940
Dean T, Ontario	150 600	41 999	139 224
Demers J, Québec	150 600	8 407	139 148
Downe P E, Île-du-Prince-Édouard	150 600	53 636	–
Whip/Liaison des libéraux au Sénat	–	–	173 582
Doyle N E, Terre-Neuve-et-Labrador	150 600	72 500	185 026
Duffy M, Île-du-Prince-Édouard	150 600	40 952	199 225
Duncan P, Yukon ²	45 747	29 041	7 349
Dupuis R, Québec	150 600	31 237	161 124
Vice-présidente de comité	6 000	–	–
Dyck L E, Saskatchewan	150 600	79 857	166 199
Présidente de comité	12 100	–	–
Eaton N, Ontario	150 600	59 487	198 459
Présidente Pro Tempore	25 200	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Eggleton A, Ontario ²	74 463	27 946	110 697
<i>Président de comité</i>	5 983	–	–
Forest É, Québec.....	150 600	33 398	151 714
Forest-Niesing J, Ontario ²	71 252	18 917	38 377
Francis B, Île-du-Prince-Édouard ²	71 252	35 073	62 961
Frum L, Ontario.....	150 100	43 679	168 468
Furey G J, Terre-Neuve-et-Labrador ³	150 600	80 199	–
<i>Président du Sénat</i>	61 300	–	818 616
Gagné R, Manitoba.....	150 600	61 421	136 701
Galvez R, Québec.....	150 600	55 961	178 614
<i>Présidente de comité</i>	12 100	–	–
Gold M, Québec.....	150 600	32 038	–
<i>Liaison du groupe des sénateurs indépendants</i>	–	–	192 360
<i>Vice-président de comité</i>	6 000	–	–
Greene S, Nouvelle-Écosse.....	150 600	62 036	191 349
<i>Président de comité</i>	9 411	–	–
Griffin D F, Île-du-Prince-Édouard.....	150 600	57 125	209 274
<i>Présidente de comité</i>	12 100	–	–
Harder V P, Ontario ³	150 600	13 083	–
<i>Représentant du gouvernement (Leader du gouvernement)</i>	84 000	–	1 338 282
Hartling N J, Nouveau-Brunswick.....	150 600	40 361	153 922
Housakos L, Québec.....	150 600	49 464	194 043
<i>Président de comité</i>	12 100	–	–
Jaffer M S B, Colombie-Britannique.....	150 600	75 373	218 998
<i>Vice-présidente de comité</i>	12 206	–	–
Joyal S, Québec.....	149 600	14 773	185 304
<i>Président de comité</i>	12 100	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	17 500	–	–
Klyne M, Saskatchewan ²	78 228	43 868	58 950
Kutcher S, Nouvelle-Écosse ²	45 747	10 103	22 197
LaBoucane-Benson P, Alberta ²	74 490	48 477	49 533
Lankin F, Ontario.....	150 600	43 961	183 642
Lovelace Nicholas S M, Nouveau-Brunswick.....	150 600	87 498	148 900
MacDonald M L, Nouvelle-Écosse.....	150 600	75 289	192 355
<i>Vice-président de comité</i>	6 000	–	–
Maltais G, Québec.....	150 600	42 060	201 530
<i>Vice-président de comité</i>	6 000	–	–
Manning F, Terre-Neuve-et-Labrador.....	150 600	109 707	204 429
<i>Président de comité</i>	12 100	–	–
Marshall E, Terre-Neuve-et-Labrador.....	150 600	68 282	182 927
Martin Y, Colombie-Britannique ³	150 600	101 070	–
<i>Leader adjointe de l'opposition</i>	25 200	–	301 217
Marwah S, Ontario.....	150 600	37 459	149 219
<i>Président de comité</i>	6 420	–	–
Massicotte P J, Québec.....	150 600	22 237	112 761
<i>Vice-président de comité</i>	3 200	–	–
McCallum M J, Manitoba.....	150 600	87 780	152 249
McCoy E, Alberta.....	150 600	24 726	208 890
McInnis T J, Nouvelle-Écosse.....	150 600	57 297	174 473
<i>Vice-président de comité</i>	4 500	–	–
McIntyre P E, Nouveau-Brunswick.....	150 600	31 993	146 527
McPhedran M, Manitoba.....	150 600	108 946	216 238
Mégie M-F, Québec.....	150 600	28 039	169 406
Mercer T M, Nouvelle-Écosse.....	150 600	71 256	–
<i>Leader adjoint des libéraux au Sénat</i>	–	–	195 488
<i>Président de comité</i>	12 100	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	6 000	–	–
Mitchell G, Alberta ³	150 600	87 300	–
<i>Liaison du gouvernement</i>	12 100	–	301 878
Miville-Dechêne J, Québec ²	117 552	24 199	97 679
<i>Vice-président de comité</i>	2 742	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2018-2019 – fin

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Mockler P, Nouveau-Brunswick	150 350	61 388	222 431
<i>Président de comité</i>	12 100	–	–
Moncion L, Ontario	150 600	38 501	172 241
Moodie R, Ontario ²	45 747	11 359	27 465
Munson J, Ontario	150 600	33 688	176 016
<i>Vice-président de comité</i>	6 000	–	–
Neufeld R, Colombie-Britannique	150 600	76 574	196 787
Ngo T H, Ontario	150 600	91 926	221 006
Oh V, Ontario	150 600	62 602	188 055
Omidvar R, Ontario	150 600	63 779	–
<i>Responsable du plumeux du groupe des sénateurs indépendants</i>	–	–	220 566
<i>Vice-présidente de comité</i>	9 081	–	–
Pate K, Ontario	150 600	15 369	188 811
Patterson D G, Nunavut	150 600	92 405	190 527
<i>Président de comité</i>	12 310	–	–
Petitclerc C, Québec	150 600	27 409	140 474
<i>Présidente de comité</i>	6 001	–	–
<i>Vice-présidente de comité</i>	3 000	–	–
Plett D N, Manitoba ³	150 600	105 292	–
<i>Whip de l'opposition</i>	7 000	–	305 420
<i>Président de comité</i>	12 100	–	–
Poirier R-M, Nouveau-Brunswick	150 600	49 510	168 289
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 000	–	–
Pratte A, Québec	150 600	31 841	184 738
<i>Vice-président de comité</i>	6 000	–	–
Raine N Greene, Colombie-Britannique ²	16 598	18 378	30 775
Ravalia M, Terre-Neuve-et-Labrador ²	125 500	66 503	88 785
Richards D A, Nouveau-Brunswick	150 600	50 390	153 261
Ringuette P, Nouveau-Brunswick	150 600	26 673	143 963
Saint-Germain R, Québec	150 600	46 067	–
<i>Facilitatrice adjointe du groupe des sénateurs indépendants</i>	–	–	197 525
Seidman J G, Québec	150 600	33 035	132 280
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 000	–	–
Simons P, Alberta ²	74 490	33 007	28 184
Sinclair M, Manitoba	149 350	55 333	214 246
<i>Vice-président de comité</i>	6 000	–	–
Smith L W, Québec ³	150 600	31 909	–
<i>Leader de l'opposition</i>	39 800	–	1 138 321
Stewart Olsen C, Nouveau-Brunswick	150 600	56 625	199 910
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 000	–	–
Tannas S, Alberta	150 600	108 255	202 961
<i>Vice-président de comité</i>	6 000	–	–
Tkachuk D, Saskatchewan	150 600	96 515	169 152
<i>Président de comité</i>	12 100	–	–
Unger B E, Alberta ²	58 297	24 995	44 327
Verner J, Québec	150 600	39 851	188 974
Wallin P, Saskatchewan	150 618	71 017	186 471
<i>Vice-président de comité</i>	500	–	–
Wells D M, Terre-Neuve-et-Labrador	150 600	127 815	–
<i>Président du Caucus de l'opposition</i>	6 000	–	186 957
Wetston H, Ontario	150 600	52 154	166 742
White V, Ontario	150 600	3 793	119 243
Woo Y P, Colombie-Britannique ³	150 600	115 320	–
<i>Facilitateur du groupe des sénateurs indépendants</i>	–	–	1,182,151
Total	15 652 806	5 618 822	21 428 728

¹ Incluant les frais de subsistance dans la région du Parlement.

² Sénateurs et sénatrices qui ont été nommés, pris leur retraite, qui ont démissionnés ou qui sont décédés au cours de l'exercice financier 2018-2019.

³ À compter du 1^{er} avril 2017, le budget de dépenses de bureau des agents supérieurs et le budget du facilitateur du groupe des sénateurs indépendants ont été consolidés avec le budget des dépenses de bureau de sénateur (et, le cas échéant, les dépenses du caucus).

⁴ L'indemnité de session inclut un rajustement d'indemnité de session de l'année précédente à la suite de paiement rétroactif.

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Abouttaif Z	175 600	73 905
Albas D.....	175 600	90 939
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 253	–
Albrecht H.....	175 600	55 063
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Aldag J.....	175 600	119 251
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 303	–
Alghabra O	175 600	55 301
Alleslev L	175 600	82 098
Allison D	175 600	93 561
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Amos W.....	175 600	46 104
Anandasangaree G.....	175 600	61 841
Anderson D.....	175 600	104 408
Angus C.....	175 600	100 115
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Arnold M.....	175 600	143 518
Arseneault R	175 600	77 738
Arya C.....	175 600	4 115
Ashton N.....	175 600	155 472
Aubin R	175 600	37 496
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Ayoub R	175 600	51 926
Badawey V	175 600	64 040
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Bagnell L'honorable L.....	175 600	109 499
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Bains L'honorable N	175 600	53 575
Barlow J.....	175 600	123 864
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 236	–
Barrett M.....	57 589	9 309
Barsalou-Duval X.....	175 600	48 735
Baylis F.....	175 600	37 645
Beaulieu M.....	175 600	56 226
Beech T.....	175 600	94 452
Bendayan R	16 724	2 443
Bennett L'honorable C.....	175 600	40 997
Benson S.....	175 600	68 812
Benzen R.....	175 600	63 321
Bergen L'honorable C.....	175 600	122 264
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i>	43 400	–
Bernier L'honorable M.....	175 600	55 414
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 254	–
Berthold L.....	175 600	67 328
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Bezan J.....	175 600	139 700
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Bibeau L'honorable M-C.....	175 600	43 735
Bittle C.....	175 600	67 078
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement</i>	17 200	–
Blaikie D.....	175 600	80 256
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 477	–
Blair L'honorable B.....	175 600	67 856
Blaney L'honorable S.....	175 600	59 235
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Blaney R.....	175 600	127 830
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 477	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	5 805	–
Block K.....	175 600	94 672
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
Boissonnault R.....	175 600	114 066
Bossio M.....	175 600	44 252
Boucher S.....	175 600	51 139

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Boudrias M.....	175 600	42 670
Boulerice A.....	175 600	48 239
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 846	–
Boutin-Sweet M.....	175 600	36 800
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition</i>	11 610	–
Brassard J.....	175 600	60 348
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle</i>	12 200	–
Bratina B.....	175 600	43 896
Breton P.....	175 600	49 211
Brisson L'honorable S.....	151 560	79 287
Brosseau R E.....	175 600	63 149
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	16 368	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	590	–
Brown G.....	15 577	7 775
Caesar-Chavannes C.....	175 600	39 878
Calkins B.....	175 600	132 499
Cannings R.....	175 600	74 771
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Caron G.....	175 600	63 334
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i>	54 187	–
Carr L'honorable J.....	175 600	70 156
Carrie C.....	175 600	58 676
Casey B.....	175 600	69 794
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Casey S.....	175 600	68 756
Chagger L'honorable B.....	175 600	46 650
Champagne L'honorable F-P.....	175 600	61 058
Chen S.....	175 600	65 147
Chong L'honorable M.....	175 600	77 893
Choquette F.....	175 600	49 055
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Christopherson D.....	175 600	60 326
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	11 577	–
Clarke A.....	175 600	50 111
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Clement L'honorable T.....	175 600	62 088
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	762	–
Cooper M.....	175 600	89 681
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 203	–
Cormier S.....	175 600	59 854
Cullen N.....	175 600	129 864
Cuzner R.....	175 600	77 504
Dabrusin J.....	175 600	54 338
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	12 200	–
Damoff P.....	175 600	68 155
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
Davidson S.....	16 724	6 158
Davies D.....	175 600	83 276
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
DeCoursey M.....	175 600	60 866
Deltell G.....	175 600	47 201
Dhaliwal S.....	175 600	121 138
Dhillon A.....	175 600	45 662
Di Iorio N.....	145 389	15 106
Diotte K.....	175 600	89 257
Doherty T.....	175 600	169 388
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Donnelly F.....	175 600	68 137
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 887	–
Dreeschen E.....	175 600	121 341
Drouin F.....	175 600	21 078

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Dubé M.....	175 600	35 418
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i>	6 100	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Dubourg E.....	175 600	39 064
Duclos L'honorable J-Y	175 600	56 084
Duguid T.....	175 600	94 822
Duncan L'honorable K.....	175 600	44 192
Duncan L.....	175 600	91 039
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	967	–
Dusseau P-L.....	175 600	42 237
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Duvall S.....	175 600	84 113
Dzerowicz J.....	175 600	53 125
Easter L'honorable W.....	175 600	68 989
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Eglinski J.....	175 600	110 231
Ehsassi A.....	175 600	57 193
El-Khoury F.....	175 600	37 538
Ellis N.....	175 600	46 603
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Erskine-Smith N.....	175 600	66 887
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Eyking L'honorable M.....	175 600	84 923
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Eyolfson D.....	175 600	66 137
Falk R.....	175 600	129 817
Falk T.....	175 600	110 084
Fast L'honorable E.....	175 600	85 765
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 896	–
Fergus G.....	175 600	9 221
Fillmore A.....	175 600	85 725
Finley L'honorable D.....	175 600	70 905
Finnigan P.....	175 600	86 438
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Fisher D.....	175 600	55 230
Fonseca P.....	175 600	56 497
Fortier M.....	175 600	6 912
Fortin R.....	175 600	37 523
Fragiskatos P.....	175 600	80 154
Fraser C.....	175 600	93 798
Fraser S.....	175 600	86 150
Freeland L'honorable C.....	175 600	56 027
Fry L'honorable H.....	175 600	94 614
Fuhr S.....	175 600	92 820
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Gallant C.....	175 600	44 358
Garneau L'honorable M.....	175 600	24 792
Garrison R.....	175 600	88 911
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Généreux B.....	175 600	80 493
Genuis G.....	175 600	103 837
Gerretsen M.....	175 600	42 677
Gill M.....	175 600	116 554
Gladu M.....	175 600	67 339
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
Godin J.....	175 600	53 134
Goldsmith-Jones P.....	175 600	88 339
Goodale L'honorable R.....	175 600	65 565
Gould L'honorable K.....	175 600	59 508
Gourde J.....	175 600	51 513
Graham D.....	175 600	72 016
Grewal R.....	175 600	51 724
Hajdu L'honorable P.....	175 600	64 201

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Hardcastle C	175 600	60 229
Harder R	175 600	117 013
Hardie K	175 600	112 260
Harvey TJ	175 600	133 125
Hébert R	175 600	86 241
Hehr L'honorable K	175 600	100 967
Hoback R	175 600	130 833
Hogg G	175 600	96 682
Holland L'honorable M	175 600	86 085
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i>	18 401	–
Housefather A	175 600	38 681
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Hughes C	175 600	110 010
<i>Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniers</i>	17 200	–
Hussen L'honorable A	175 600	45 042
Hutchings G	175 600	108 675
Iacono A	175 600	39 438
Jeneroux M	175 600	142 520
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 610	–
Johns G	175 600	78 585
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 084	–
Jolibois G	175 600	177 932
Joly L'honorable M	175 600	39 156
Jones Y	175 600	170 002
Jordan L'honorable B	175 600	78 091
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	5 117	–
Jowhari M	175 600	54 623
Julian P	175 600	70 606
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	832	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Kang D S	175 600	90 502
Kelly P	175 600	66 740
Kent L'honorable P	175 600	44 594
Khalid I	175 600	55 652
Khera K	175 600	50 673
Kitchen R	175 600	105 527
Kmiec T	175 600	64 446
Kusie S	175 600	114 641
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 236	–
Kwan J	175 600	119 317
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	295	–
Lake L'honorable M	175 600	119 561
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 102	–
Lambropoulos E	175 600	39 431
Lametti D	175 600	40 030
Lamoureux K	175 600	53 594
Lapointe L	175 600	48 607
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement</i>	7 149	–
Lauzon G	175 600	18 054
Lauzon S	175 600	20 952
Laverdière H	175 600	36 836
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	5 887	–
LeBlanc L'honorable D	175 600	79 431
Lebouthillier L'honorable D	175 600	86 305
Lefebvre P	175 600	61 714
Leitch L'honorable K	175 600	60 541
Leslie L'honorable A	175 600	8 790
Levitt M	175 600	51 111
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 337	–
Liepert R	175 600	107 408
Lightbound J	175 600	42 899
Lloyd D	175 600	82 664

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Lobb B.....	175 600	69 933
Lockhart A.....	175 600	86 133
Long W.....	175 600	58 636
Longfield L.....	175 600	57 442
Ludwig K.....	175 600	80 506
Lukowski T.....	175 600	90 152
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
MacAulay L'honorable L.....	175 600	97 287
MacGregor A.....	175 600	91 504
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
MacKenzie D.....	175 600	51 605
MacKinnon S.....	175 600	7 794
Maguire L.....	175 600	121 687
Malcolmson S.....	132 644	66 783
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	4 608	–
Maloney J.....	175 600	60 474
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Marcil S.....	175 600	61 491
Martel R.....	138 041	73 784
Masse B.....	175 600	67 809
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Massé R.....	175 600	71 974
Mathysen I.....	175 600	75 359
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	944	–
May B.....	175 600	65 640
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
May E.....	175 600	57 265
McCauley K.....	175 600	82 993
McColeman P.....	175 600	46 378
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
McCrimmon K.....	175 600	8 585
McDonald K.....	175 600	107 286
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 303	–
McGuinty L'honorable D.....	175 600	1 960
McKay L'honorable J.....	175 600	58 592
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
McKenna L'honorable C.....	175 600	5 841
McKinnon R.....	175 600	117 921
McLeod C.....	175 600	112 037
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
McLeod M.....	175 600	124 954
Mendès A.....	175 600	36 060
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
Mendicino M.....	175 600	69 115
Mihychuk L'honorable M.....	175 600	76 018
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	12 200	–
Miller L.....	175 600	90 442
Miller M.....	175 600	42 273
Monsef L'honorable M.....	175 600	30 930
Moore C.....	175 600	92 680
Morneau L'honorable B.....	175 600	49 433
Morrissey R.....	175 600	85 742
Motz G.....	175 600	109 174
Mulcair L'honorable T.....	59 949	7 743
Murray L'honorable J.....	175 600	108 255
Nantel P.....	175 600	31 529
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Nassif E.....	175 600	37 392
Nater J.....	175 600	70 029
Nault L'honorable R.....	175 600	159 156
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 795	–
Ng L'honorable M.....	175 600	55 505

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Nicholson L'honorable R	175 600	63 647
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 847	–
Nuttall A	175 600	47 593
O'Connell J	175 600	66 001
O'Regan L'honorable S	175 600	89 641
O'Toole L'honorable E	175 600	61 899
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Obhrai L'honorable D	175 600	132 073
Oliphant R	175 600	83 602
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Oliver J	175 600	70 657
Ouellette R-F	175 600	148 576
Paradis L'honorable D	175 600	63 391
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Paul-Hus P	175 600	67 098
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Pauzé M	175 600	39 214
Peschisolido J	175 600	86 483
Peterson K	175 600	48 154
Petitpas Taylor L'honorable G	175 600	50 124
Philpott L'honorable J	175 600	63 540
Picard M	175 600	43 884
Plamondon L	175 600	50 883
Poilievre L'honorable P	175 600	14 045
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	6 100	–
Poissant J-C	175 600	39 873
Quach A M-T	175 600	41 084
Qualtrough L'honorable C	175 600	120 572
Raitt L'honorable L	175 600	111 932
Ramsey T	175 600	61 659
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 313	–
Rankin M	175 600	97 684
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	5 887	–
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	5 805	–
Ratansi Y	175 600	58 791
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
Rayes A	175 600	58 376
Regan L'honorable G	175 600	27 685
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes</i>	84 000	–
Reid S	175 600	–
Rempel L'honorable M	175 600	95 902
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
Richards B	175 600	93 734
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 864	–
Rioux J	175 600	47 711
Robillard Y	175 600	36 745
Rodriguez L'honorable P	175 600	40 063
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i>	12 999	–
Rogers C	175 600	129 073
Romanado S	175 600	46 150
Rota A	175 600	60 157
<i>Indemnité à titre de vice-président adjoint de la Chambre et vice-président adjoint des comités pléniers</i>	17 200	–
Rudd K	175 600	60 419
Ruimy D	175 600	93 991
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Rusnak D	175 600	92 072
Saganash R	175 600	95 657
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	869	–
Sahota R	175 600	58 239
Saini R	175 600	50 421
Sajjan L'honorable H S	175 600	119 607
Samson D	175 600	55 666

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Sangha R.....	175 600	48 809
Sansoucy B.....	175 600	54 280
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
Sarai R.....	175 600	106 564
Saroya B.....	175 600	51 434
Scarpaleggia F.....	175 600	44 391
<i>Indemnité à titre de président du caucus Gouvernement</i>	12 200	–
Scheer L'honorable A.....	175 600	76 600
<i>Indemnité à titre de chef Opposition officielle</i>	84 000	–
Schiefke P.....	175 600	48 003
Schmale J.....	175 600	93 916
Schulte D.....	175 600	51 540
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	5 727	–
Serré M.....	175 600	57 942
Sgro L'honorable J A.....	175 600	59 793
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	12 200	–
Shanahan B.....	175 600	47 617
Sheehan T.....	175 600	79 256
Shields M.....	175 600	112 693
Shipleby B.....	175 600	73 396
Sidhu J.....	175 600	85 884
Sidhu S.....	175 600	65 294
Sikand G.....	175 600	69 559
Simms S.....	175 600	105 327
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	610	–
Singh J.....	16 724	9 596
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i>	5 313	–
Sohi L'honorable A.....	175 600	100 401
Sopuck R.....	175 600	132 270
Sorbara F.....	175 600	58 436
Sorenson L'honorable K.....	175 600	113 573
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Spengemann S.....	175 600	57 625
Stanton B.....	175 600	51 982
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités plénières</i>	43 400	–
Ste-Marie G.....	175 600	47 664
Stetski W.....	175 600	105 003
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 152	–
Stewart K.....	79 995	33 164
Strahl M.....	175 600	105 113
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle</i>	31 400	–
Stubbs S.....	175 600	103 086
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	6 100	–
Sweet D.....	175 600	66 280
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle</i>	12 200	–
Tabbara M.....	175 600	78 087
Tan G.....	175 600	67 776
Tassi L'honorable F.....	175 600	48 379
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement</i>	5 051	–
Thériault L.....	175 600	43 117
Tilson D.....	175 600	53 828
Tootoo L'honorable H.....	175 600	170 177
Trost B.....	175 600	117 211
Trudeau Le très L'honorable J.....	175 600	3 833
Trudel K.....	175 600	54 527
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	295	–
Van Kesteren D.....	175 600	65 252
Van Loan L'honorable P.....	87 800	23 968
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 847	–
Vandal D.....	175 600	88 457
Vandenbeld A.....	175 600	3 514
Vaughan A.....	175 600	54 817

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019 – fin

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Vecchio K.....	175 600	83 381
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	12 200	–
Viersen A.....	175 600	93 990
Virani A.....	175 600	59 593
Wagantall C.....	175 600	92 723
Warawa M.....	175 600	123 675
Warkentin C.....	175 600	121 003
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	17 200	–
Waugh K.....	175 600	69 337
Webber L.....	175 600	90 905
Weir E.....	175 600	43 502
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	574	–
Whalen N.....	175 600	99 591
Wilkinson L'honorable J.....	175 600	102 242
Wilson-Raybould L'honorable J.....	175 600	113 316
Wong L'honorable A.....	175 600	103 278
Wrzesnewskyj B.....	175 600	57 214
Yip J.....	175 600	42 553
Young K.....	175 600	59 655
Yurdiga D.....	175 600	152 671
Zahid S.....	175 600	58 236
Zimmer B.....	175 600	160 586
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	12 200	–
Anciens députés ²	–	5 424
Total	60 016 767	24 445 575

¹ Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lors de services ministériels commandés. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct à la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires »;
- les frais de déplacement des députés siégeant au sein de divers comités parlementaires;
- toute dépense du ministère de la Défense nationale liée à l'utilisation des avions de l'État;
- tous frais de déplacement des députés engagés pour représenter le Canada dans le cadre de conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct de cette section intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

² Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2018-2019

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire	Montant
Alghabra O	ministre de la Diversification du commerce international	10 080
	ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires)	7 120
Anandasangaree G	ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme	10 080
Beech T	ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	7 120
	ministre des Transports	10 080
Blair L'honorable B	ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre de la Santé	5 086
Caesar-Chavannes C	ministre du Développement international	7 120
Casey S	ministre du Patrimoine canadien	7 120
	ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	10 080
Cormier S	ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	7 120
	ministre de la Défense nationale	10 080
Cuzner R	ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et du Travail	17 200
Damoff P	ministre de la Santé	1 587
DeCoursey M	ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	10 080
	ministre des Affaires étrangères	7 120
Duguid T	ministre des Femmes et de l'Égalité des genres	10 080
	pour la Condition féminine ¹	7 120
Fillmore A	ministre des Institutions démocratiques	7 120
	ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme	10 080
Fraser S	ministre de l'Environnement et du Changement climatique	10 080
Goldsmith-Jones P	ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires)	10 080
	ministre du Commerce international	7 120
Hébert R	ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations	10 080
Holland L'honorable M	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	7 120
Jones Y	ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur	10 080
	ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	7 120
Jordan L'honorable B	ministre des Institutions démocratiques	6 427
Khera K	ministre du Développement international	10 080
	ministre du Revenu national	7 120
Lametti L'honorable D	ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique	13 547
Lamoureux K	leader du gouvernement à la Chambre des communes	17 200
Lauzon S	ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale	10 080
	pour les Sports et des Personnes handicapées ¹	7 120
Lefebvre P	ministre des Ressources naturelles	10 080
Leslie L'honorable A	ministre des Affaires étrangères	10 080
	ministre des Affaires étrangères (Relations canado-américaines)	7 120
Lightbound J	ministre des Finances	17 200
Lockhart A	pour la Petite Entreprise et le Tourisme ¹	7 120
	ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie	10 080
MacKinnon S	ministre des Services publics et de l'Approvisionnement	7 120
	ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité	10 080
Massé R	ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique	3 005
McCrimmon K	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	10 080
	ministre des Transports	7 120
Mendicino M	ministre de l'Infrastructure et des Collectivités	10 080
	ministre de la Justice et procureur général du Canada	7 120
Miller M	ministre de l'Infrastructure et des Collectivités	7 120
	ministre des Relations Couronne-Autochtones	10 080
Murray L'honorable J	président du Conseil du Trésor	7 120
	présidente du Conseil du Trésor et ministre du Gouvernement numérique	9 478
O'Connell J	ministre des Finances (Possibilités économiques pour la jeunesse)	10 080
Oliver J	ministre de la Santé	8 493
Poissant J-C	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	17 200
Rioux J	ministre de la Défense nationale	7 120
Romanado S	ministre des Aînés	10 080
	ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale	7 120
Rudd K	ministre des Ressources naturelles	7 120
Rusnak D	ministre des Services aux Autochtones	7 120
Schiefke P	premier ministre (Jeunesse)	7 120
	premier ministre (Jeunesse) et du ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé	10 080
Schulte D	ministre du Revenu national	10 080
Serré M	ministre du Développement économique rural	3 005
Vandal D	ministre des Services aux Autochtones	10 080

Parlement Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2018-2019 – fin

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire	Montant
Vaughan A	ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social	10 080
	ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social (Logement et Affaires urbaines)	7 120
Virani A	ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre des Institutions démocratiques	10 080
	ministre du Patrimoine canadien (Multiculturalisme)	7 120
Wilkinson L'honorable J	ministre de l'Environnement et du Changement climatique.....	5 086
Young K	ministre des Sciences et des Sports et ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité (Accessibilité).....	10 080
	pour les Sciences ¹	7 120
Total		616 194

¹ Portefeuille

Sécurité publique et Protection civile

Service correctionnel du Canada

État des dépenses par établissement

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Administration centrale, Ottawa, Ontario.....	263 151 002	18 723 006	281 874 008
Administration régionale — Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	30 755 321	294 303	31 049 624
Administration régionale — Ontario, Kingston, Ontario.....	28 840 193	2 369 006	31 209 199
Administration régionale — Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	28 573 199	1 682 987	30 256 186
Administration régionale — Prairies, Saskatoon, Saskatchewan.....	35 867 315	1 444 932	37 312 247
Administration régionale — Québec, Laval, Québec	29 381 605	998 738	30 380 343
Bureaux de district régionaux — Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	30 767 044	1 289 423	32 056 467
Bureaux de district régionaux — Ontario, Kingston, Ontario.....	76 110 816	1 706 664	77 817 480
Bureaux de district régionaux — Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	51 938 510	115 213	52 053 723
Bureaux de district régionaux — Prairies, Winnipeg, Manitoba.....	67 434 588	753 522	68 188 110
Bureaux de district régionaux — Québec, Montréal, Québec.....	67 523 500	3 433 816	70 957 316
Centre fédéral de formation, Laval, Québec.....	61 375 857	6 148 213	67 524 070
Centre Pê Sâkâstêw, Mâskwâcîs, Alberta.....	7 690 447	2 236 763	9 927 210
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Saskatchewan.....	41 792 422	8 726 545	50 518 967
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	43 119 273	2 866 424	45 985 697
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	7 326 178	—	7 326 178
Centre régional de traitement, Bath, Ontario	11 571 041	14 700	11 585 741
Collège régional de formation du personnel — Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	1 984 658	—	1 984 658
Collège régional de formation du personnel — Ontario, Kingston, Ontario.....	4 897 507	8 069 812	12 967 319
Collège régional de formation du personnel — Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	2 713 201	—	2 713 201
Collège régional de formation du personnel — Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	3 893 832	—	3 893 832
Collège régional de formation du personnel — Québec, Laval, Québec	4 139 715	246 296	4 386 011
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	56 289 582	13 683 802	69 973 384
Établissement de Bath, Bath, Ontario.....	44 040 659	2 488 865	46 529 524
Établissement de Beaver Creek, Gravenhurst, Ontario.....	55 608 963	6 201 029	61 809 992
Établissement de Bowden, Innisfail, Alberta.....	54 273 475	5 079 043	59 352 518
Établissement de Collins Bay, Kingston, Ontario.....	65 930 943	5 473 284	71 404 227
Établissement de Cowansville, Cowansville, Québec	43 983 859	6 709 931	50 693 790
Établissement de Donnacona, Donnacona, Québec	45 758 564	2 271 497	48 030 061
Établissement de Drumheller, Drumheller, Alberta.....	54 194 841	4 862 373	59 057 214
Établissement de Grande Cache, Grande Cache, Alberta	34 560 070	1 887 707	36 447 777
Établissement de Joyceville, Kingston, Ontario	70 484 436	2 429 515	72 913 951
Établissement de Kent, Agassiz, Colombie-Britannique	47 947 812	6 871 738	54 819 550
Établissement de La Macaza, La Macaza, Québec	30 440 078	13 922 846	44 362 924
Établissement de la vallée du Fraser pour femmes, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	22 408 060	790 491	23 198 551
Établissement de l'Atlantique, Renous, Nouveau-Brunswick	42 433 191	2 956 914	45 390 105
Établissement de Matsqui, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	36 228 737	4 926 017	41 154 754
Établissement de Mission, Mission, Colombie-Britannique	45 326 501	4 897 969	50 224 470
Établissement de Port-Cartier, Port-Cartier, Québec	35 623 482	5 100 955	40 724 437
Établissement de Springhill, Springhill, Nouvelle-Écosse.....	50 346 122	1 737 343	52 083 465
Établissement de Stony Mountain, Winnipeg, Manitoba.....	64 910 421	11 862 686	76 773 107
Établissement de Warkworth, Campbellford, Ontario	46 365 798	4 409 899	50 775 697
Établissement d'Edmonton pour femmes, Edmonton, Alberta.....	27 760 896	3 773 046	31 533 942
Établissement d'Edmonton, Edmonton, Alberta	44 923 726	9 134 963	54 058 689
Établissement Drummond, Drummondville, Québec	33 070 327	1 451 562	34 521 889
Établissement du Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, Colombie-Britannique	56 681 937	761 822	57 443 759
Établissement Grierson, Edmonton, Alberta	4 752 838	756 779	5 509 617
Établissement Joliette, Joliette, Québec.....	20 210 188	2 109 313	22 319 501
Établissement Millhaven, Bath, Ontario.....	45 452 327	6 083 118	51 535 445
Établissement Mountain, Agassiz, Colombie-Britannique	35 432 883	6 974 539	42 407 422
Établissement Nova pour femmes, Truro, Nouvelle-Écosse.....	23 139 925	817 523	23 957 448
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ontario	28 553 023	2 221 984	30 775 007
Établissement William Head, Victoria, Colombie-Britannique	14 907 460	3 730 235	18 637 695
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Saskatchewan	9 988 033	530 071	10 518 104
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Saskatchewan	7 432 839	553 144	7 985 983
Pénitencier de Dorchester (Centre de rétablissement Shepody), Dorchester, Nouveau-Brunswick.....	69 447 182	5 678 122	75 125 304
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ontario.....	1 279 061	—	1 279 061
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Saskatchewan.....	75 535 866	12 986 555	88 522 421
Village de guérison Kwikwêxwelhp, Harrison Mills, Colombie-Britannique.....	7 226 948	545 939	7 772 887
Total.....	2 353 798 277	227 792 982	2 581 591 259

Section **12**

Comptes publics du Canada
2018-2019

Index

Index

	Page	
	Français	Anglais
A		
Acquisition de machinerie et matériel	192	190
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	188	186
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l' (états financiers)	8	34
Autres informations diverses	303	295
Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	269	269
Avances à justifier	146	145
B		
Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers)	19	122
C		
Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers)	31	8
Commissions	270	270
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers)	46	45
Créances – radiations ou renonciations	141	141
D		
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres	300	292
Dépenses des cabinets des ministres	284	278
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	304	299
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du Conseil privé)	325	296
Détails des dépenses – Élection partielle de juin 2018 (Bureau du directeur général des élections)	325	296
Détails des dépenses – Élections partielles décembre 2018 (Bureau du directeur général des élections)	325	296
Détails des dépenses – Élections partielles de février 2019 (Bureau du directeur général des élections)	326	297
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Secrétariat)	316	325
E		
État des dépenses par établissement, (Sécurité publique et Protection civile)	340	324
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2018-2019, (Sénat)	327	320
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2018-2019, (Chambre des communes)	330	312
États financiers des fonds renouvelables	7	7
F		
Frais d'études	278	272
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	296	288
Frais de déplacement et de séjour par commission	277	271
Frais de la dette publique	210	208
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunion internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	307	301
G		
Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers)	60	61
I		
Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	135	135
M		
Montants adjugés par une cour	243	241

Index – fin

	Page	
	Français	Anglais
O		
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers)	71	22
Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers)	83	72
P		
Paiements à titre gracieux	239	237
Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	324	298
Paiements de réclamation contre l'État	218	216
Paiements de réclamation contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour	217	215
Paiements de transfert	202	200
Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers)	100	101
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2017-2018 ..	153	152
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel –		
Survenues ou découvertes en 208-2019	158	157
Pertes de fonds et de biens publics	149	148
Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i>		
des exercices antérieurs	165	164
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident –		
Survenues ou découvertes en 2018-2019	150	149
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle –		
Découvertes ou détectées en 2018-2019	149	148
Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers)	110	59
Programme fédéraux-provinciaux à frais partagés	253	252
R		
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	136	136
Revenus de placements	280	274
S		
Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers)	112	111
Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers)	123	90
Services professionnels et spéciaux	176	174
T		
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2018-2019, (Chambre des communes)	338	310
Traitements et indemnités aux ministres d'États (Bureau du Conseil privé)	323	323